



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)  
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 3 MARS 1962

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MARCH 3, 1962

## AVIS AUX INTÉRESSÉS

### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

## NOTICE TO INTERESTED PARTIES

### Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When same is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le *mercredi* à condition que ce jour de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans un tel cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

*L'Imprimeur de la Reine,*

ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,

Québec, 5 décembre 1960. 59870 — 1-52-0

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on *Wednesday*, providing that this day of the week is not a holiday. In such case, the ultimate delay expires at noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1 per dozen.

Subscriptions: \$7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,

*Queen's Printer.*

Parliament Buildings,

Québec, December 5, 1960. 59870 — 1-52-0

## Lettres patentes

### Associated Metal Wares Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de novembre 1961, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, avocat, Julius Briskin, avocat et conseil en loi de la Reine, et Phyllis Xenos, secrétaire, célibataire, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincaillerie et matériaux de construction, sous le nom de « Associated Metal Wares Corp. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 450 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

## Letters Patent

### Associated Metal Wares Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arthur Yanofsky, advocate, Julius Briskin, advocate and Queen's Counsel, and Phyllis Xenos, secretary, spinster, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in hardware and building materials, under the name of "Associated Metal Wares Corp.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 50 common shares of the par value of \$10 each and 450 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 28e jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508 15759-61 — 1107/83

**Willie Assad Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1961, constituant en corporation: Maurice J. Dostaler, avocat, Gatineau, Claude-B. Bégin, comptable, Gatineau, et Roland Théorêt, notaire, Gatineau, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tailleurs, sous le nom de « Willie Assad Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 1,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 400, rue Notre-Dame, Gatineau, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 30e jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o 15861-61 — 1107/65

**Bilodeau Delorme Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1961, constituant en corporation: Guy Bilodeau, vendeur, 34, du Crochet, Laval-des-Rapides, Gilles Delorme, vendeur, 4868, 7ième avenue, Rosemont, Montréal, et Jean-Marc Poulin, avocat, 242, Colbert, Repentigny, pour les objets suivants:

Commerce d'appareils de reproduction sonore et de communication, et d'articles de bureaux en général, sous le nom de « Bilodeau Delorme Inc. », avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$10 chacune et en 270 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 23e jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o 15693-61 — 1107/86

**Bois Mekinac Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1961, constituant en corporation: Normand Fafard, comptable, 8536, rue Drolet, Montréal, René Pouliot, comptable, 1861, boulevard St-Joseph, est, Montréal, et Lucille de Bastiani, secrétaire, célibataire, 3509, Hutchison, Montréal, pour les objets suivants: Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Bois Mekinac Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1440, rue Ste-Catherine ouest, Montréal.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 28th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o 15759-61 — 1107/83

**Willie Assad Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice J. Dostaler, advocate, Gatineau, Claude-B. Bégin, accountant, Gatineau, and Roland Théorêt, notary, Gatineau, for the following purposes:

To carry on business as tailors, under the name of "Willie Assad Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 1,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 400 Notre-Dame Street, Gatineau, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 30th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508 15861-61 — 1107/65

**Bilodeau Delorme Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Bilodeau, salesman, 34, du Crochet, Laval-des-Rapides, Gilles Delorme, salesman, 4868, 7th Avenue, Rosemont, Montreal, and Jean-Marc Poulin, advocate, 242, Colbert, Repentigny, for the following purposes:

To deal in apparatus for the reproduction of sound and communication, and in office equipment in general, under the name of "Bilodeau Delorme Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 common shares of \$10 each and 270 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal-North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 23rd day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508 15693-61 — 1107/86

**Bois Mekinac Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Normand Fafard, accountant, 8536, Drolet Street, Montreal, René Pouliot, accountant, 1861, St. Joseph Boulevard east, Montreal, and Lucille de Bastiani, secretary, spinster, 3509, Hutchison, Montreal, for the following purposes:

To carry on the industry and business dealing in wood, under the name of "Bois Mekinac Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 1440, St. Catherine Street west, Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 30e jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

15860-61 — 1106/114

### Boulangier, Dubuc, Boulangier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1961, constituant en corporation: Gilles Boulangier, agent, 112, rue Laval, Granby, Robert Boulangier, industriel, 839, avenue Painchaud, Québec, et Roméo Dubuc, industriel, L'Isletville, pour les objets suivants:

Commerce de produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre, et leurs sous-produits; de merceries, produits comestibles, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et périodiques, peintures, travaux d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et des forêts, produits de beauté, articles de toilette et parfums, sous le nom de « Boulangier, Dubuc, Boulangier Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 10,000 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 22e jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

15647-61 — 1106/115

### Jean Brisson Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de novembre 1961, constituant en corporation: Jean Brisson, technicien en chauffage, 621, St-Viateur, Joliette, Bernadette Bazinet, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean Brisson, 621, St-Viateur, Joliette, et Jacques Brisson, technicien en chauffage, 518, St-Viateur, Joliette, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Jean Brisson Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 621, rue St-Viateur, Joliette, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 21e jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

15702-61 — 1107/27

### Brodeur Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de novembre 1961, constituant en corporation: Melvyn D. Hodes, notaire, 3172, Van Horne, Montréal, Stuart M. Millowitz,

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 30th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508

15860-61 — 1106/114

### Boulangier, Dubuc, Boulangier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Boulangier, agent, 112, Laval Street, Granby, Robert Boulangier, industrialist, 839, Painchaud Avenue, Quebec, and Roméo Dubuc, industrialist, L'Isletville, for the following purposes:

To deal in products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, metalloid, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and their by-products; small wares, food products, animals, minerals, precious stones, softdrinks, book and periodicals, paint, works of art, chemical products, products of the land, the sea and the forests, beauty products, toilet articles and perfumes, under the name of "Boulangier, Dubuc, Boulangier Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 10,000 shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial-district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 22nd day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508

15647-61 — 1106/115

### Jean Brisson Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Brisson, technician in heating, 621, St-Viateur, Joliette, Bernadette Bazinet, housewife, wife separate as to property of the said Jean Brisson, 621, St-Viateur, Joliette, and Jacques Brisson, technician in heating, 518, St-Viateur, Joliette, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Jean Brisson Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 621 St-Viateur Street, Joliette, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 21st day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508

15702-61 — 1107/27

### Brodeur Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Melvyn D. Hodes, notary, 3172, Van Horne, Montréal, Stuart M. Millowitz, notary, 6525, Wilderton,

notaire, 6525, Wilderton, Montréal, et Rossalie Bevis, secrétaire, fille majeure, 3201, Forest Hill, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Brodeur Realities Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40 actions ordinaires de \$100 chacune et 360 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6620, 30e avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508

15552-61 — 1107/87

**Campus Auto Sales Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1961, constituant en corporation: Daniel Kingstone, avocat, 3600, avenue Ridgewood, Montréal, Irving Adessky, avocat, 3782, avenue Kent, Montréal, et Harry Blank, avocat, 4625, avenue Miller, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et accessoires d'automobiles et agir comme garagistes, sous le nom de « Campus Auto Sales Inc. », avec un capital total de \$15,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,400 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508

15558-61 — 1107/66

**Campus Creations Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de novembre 1961, constituant en corporation: Leo Rosentzeig, avocat, 4805, Chemin Circle, Stanley Taviss, avocat, 7115, Fielding, Montréal, William Levitt, avocat, 5020, St. Kevin, Montréal, et Manuel Shacter, avocat, 7, 3ième Avenue, Dorval, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de « Campus Creations Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508

15196-61 — 1107/89

**Georges E. Charron & Fils Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1961, constituant en

Montréal, and Rossalie Bevis, secretary, spinner of the full age of majority, 3201, Forest Hill, Montréal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Brodeur Realities Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40 common shares of \$100 each and 360 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 6620, 30th Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o

15552-61 — 1107/87

**Campus Auto Sales Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Daniel Kingstone, advocate, 3600, Ridgewood Avenue, Montreal, Irving Adessky, advocate, 3782, Kent Avenue, Montreal, and Harry Blank, advocate, 4625, Miller Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in automobiles and automobile accessories and to do business as garage-keepers, under the name of "Campus Auto Sales Inc.", with a total capital stock of \$15,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 1,400 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o

15558-61 — 1107/66

**Campus Creations Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Leo Rosentzeig, advocate, 4805, Circle Road, Montreal, Stanley Taviss, advocate, 7115, Fielding, Montreal, William Levitt, advocate, 5020, Street Kevin, Montreal, and Manuel Shacter, advocate, 7, 3rd Avenue, Dorval, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Campus Creations Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o

15196-61 — 1107/89

**Georges E. Charron & Fils Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating:

corporation: Georges-Émile Charron, cultivateur, 69, boulevard Chapleau, Ste-Thérèse, Jean-Louis Charron, gérant, 71, boulevard Chapleau, Ste-Thérèse, Raymond Charron, opérateur, 69, boulevard Chapleau, Ste-Thérèse, et André Charron, commis, 38, boulevard Desjardins, Ste-Thérèse, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de « Georges E. Charron & Fils Ltée », avec un capital total de \$150,000, divisé en 5,000 actions communes de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Thérèse-de-Blainville, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

15782-61 — 1105/9

#### Charter Credit Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1961, constituant en corporation: Horace Friedman, avocat, 7497, Briar Road, Côte-Saint-Luc, Wolfe Friedman, avocat, 5750, avenue Smart, Côte-Saint-Luc, et Asher Kahn, avocat, 3775, de La Peltrie, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce dans le domaine de la finance, sous le nom de « Charter Credit Corporation », avec un capital total de \$750,000, divisé en 75,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5510, rue St-Dominique, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508

14859-61 — 1108/126

#### La Cie de Gestion Lamontagne Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1961, constituant en corporation: Jean-Louis Lamontagne, administrateur, Jacques Dumas, gérant général, et Paul-Antoine Lafflamme, gérant, tous trois de St-Félicien, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « La Cie de Gestion Lamontagne Ltée », avec un capital total de \$150,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 100,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7, rue Lamontagne, St-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

15854-61 — 1106/39

Georges-Émile Charron, farmer, 69, Chapleau Boulevard, Ste-Thérèse, Jean-Louis Charron, manager, 71, Chapleau Boulevard, Ste-Thérèse, Raymond Charron, operator, 69, Chapleau Boulevard, Ste-Thérèse, and André Charron, clerk, 38, Desjardins Boulevard, Ste-Thérèse, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Georges E. Charron & Fils Ltée", with a total capital stock of \$150,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste-Thérèse-de-Blainville, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508

15782-61 — 1105/9

#### Charter Credit Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Horace Friedman, advocate, 7497, Briar Road, Côte-Saint-Luc, Wolfe Friedman, advocate, 5750, Smart Avenue, Côte-Saint-Luc, and Asher Kahn, advocate, 3775, de La Peltrie, Montreal, for the following purposes:

To do business in the field of finance, under the name of "Charter Credit Corporation", with a total capital stock of \$750,000, divided into 75,000 common shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 5510, St. Dominique Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o

14859-61 — 1108/126

#### La Cie de Gestion Lamontagne Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Louis Lamontagne, administrator, Jacques Dumas, general manager, and Paul-Antoine Lafflamme, manager, all three of St-Félicien, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "La Cie de Gestion Lamontagne Ltée", with a total capital stock of \$150,000, divided into 50,000 common shares of \$1 each and 100,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 7, Lamontagne Street, St-Félicien, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508

15854-61 — 1106/39

**La Cie des Fruits de Sept-Iles Ltée  
Sept-Iles Fruits Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: André Lamothe, commerçant, 255, Joliette, Sept-Iles, Mlle Colette Desrosiers, secrétaire, 76, Smith, Sept-Iles, et Roland Larouche, commis, 790, Brochu, Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fruits et légumes, sous le nom de « La Cie des Fruits de Sept-Iles Ltée — Sept-Iles Fruits Co. Ltd. », avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour d'octobre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

**RAYMOND DOUVILLE.**

60508-o

15004-61 — 1106/132

**La Cie des Fruits de Sept-Iles Ltée  
Sept-Iles Fruits Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Lamothe, trader, 255, Joliette, Sept-Iles, Miss Colette Desrosiers, secretary, 76, Smith, Sept-Iles, and Roland Larouche, clerk, 790, Brochu, Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on business dealing in fruits and vegetables, under the name of "La Cie des Fruits de Sept-Iles Ltée — Sept-Iles Fruits Co. Ltd.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of October, 1961.

**RAYMOND DOUVILLE,**

*Assistant Secretary of the Province.*

60508

15004-61 — 1106/132

**Cie d'Hypothèque du Centre Inc.  
Centre Mortgage Co. Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de novembre 1961, constituant en corporation: J. Roy Hoffman, avocat, 4918, avenue Mayfair, Montréal, Oscar Respitz, avocat, 4945, avenue Glencairn, Montréal, et Sydney B. Sederoff, avocat, 7009, chemin Clover, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans le domaine de l'immeuble, sous le nom de « Cie d'Hypothèque du Centre Inc. — Centre Mortgage Co. Inc. », avec un capital total de \$1,000, divisé en 100 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

**RAYMOND DOUVILLE.**

60508

15825-61 — 1107/16

**Cie d'Hypothèque du Centre Inc.  
Centre Mortgage Co. Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J. Roy Hoffman, advocate, 4918 Mayfair Avenue, Montreal, Oscar Respitz, advocate, 4945, Glencairn Avenue, Montreal, and Sydney B. Sederoff, advocate, 7009, Clover Road, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To do business in the field of real estate, under the name of "Cie d'Hypothèque du Centre Inc. — Centre Mortgage Co. Inc.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 100 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of November, 1961.

**RAYMOND DOUVILLE,**

*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o

15825-61 — 1107/16

**Cimetière Catholique de Port Cartier**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi concernant les corporations de cimetières catholiques romains, 8-9 Elizabeth II, chapitre 87, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes constituant en corporation de cimetière, sous le nom de « Cimetière Catholique de Port Cartier », les organismes paroissiaux suivants: « Le Curé et les Marguilliers de l'Oeuvre et Fabrique de la Paroisse St-Alexandre de Port Cartier » et « Le Curé et les Marguilliers de l'Oeuvre et Fabrique de la Paroisse Sacré-Coeur de Port-Cartier ».

Le siège social de la corporation de cimetière ci-haut mentionnée est située dans la ville de Port-Cartier.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 14 décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

**RAYMOND DOUVILLE.**

60508-o

14923-61 — 1101/49

**Cimetière Catholique de Port Cartier**

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Act respecting Roman Catholic Cemetery corporations, 8-9 Elizabeth II, chapter 87, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating the cemetery, under the name of "Cimetière Catholique de Port Cartier", the following parochial organisms: "Le Curé et les Marguilliers de l'Oeuvre et Fabrique de la Paroisse St-Alexandre de Port Cartier and « Le Curé et les Marguilliers de l'Oeuvre et Fabrique de la Paroisse Sacré-Coeur de Port Cartier ».

The head office of the cemetery corporation mentioned above is situated in the town of Port Cartier.

Given at the office of the Provincial Secretary, on December 14, 1961.

**RAYMOND DOUVILLE,**

*Assistant Secretary of the Province.*

60508

14923-61 — 1101/49

**Club de Hockey Montréal Olympique Inc.**  
**Montreal Olympic Hockey Club Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29<sup>e</sup> jour de novembre 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Lafond, industriel, 4505, rue Desgrosseilliers, Montréal, René Duhamel, constructeur général et industriel, 250, boulevard St-Joseph, est, Montréal, et Gilles Pichet, comptable, 6297, Lemay, Montréal, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif et, sans limiter ce qui précède, promouvoir en particulier le sport du hockey, sous le nom de « Club de Hockey Montréal Olympique Inc. — Montreal Olympic Hockey Club Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation sera 250, boulevard St-Joseph, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29<sup>e</sup> jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

15768-61 — 1107/5

**Commercial Consumers Club Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13<sup>e</sup> jour de novembre 1961, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, avocat, 63, Banstead Road, Montréal, Samuel H. Shriar, avocat, 315, St-Aubin, Saint-Laurent, Harvey Cooperstone, avocat, 3926, Carlton, Montréal, et Mollie Schwartz, secrétaire, fille majeure, 1225, Bernard, app. 1, Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'articles faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre, et leurs sous-produits, merceries; produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs gazeuses, livres et périodiques, peintures, oeuvres d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette et parfums, sous le nom de « Commercial Consumers Club Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13<sup>e</sup> jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508

15199-61 — 1107/67

**Alphonse Côté & Fils Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13<sup>e</sup> jour de décembre 1961, constituant en corporation: Alphonse Côté, industriel, Chandler, Dame Florine Charest, ménagère, épouse com-

**Club de Hockey Montréal Olympique Inc.**  
**Montreal Olympic Hockey Club Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Marcel Lafond, industrialist, 4505, Desgrosseilliers Street, Montreal, René Duhamel, general builder and industrialist, 250 Street, Joseph Boulevard east, Montreal, and Gilles Pichet, accountant, 6297, Lemay, Montreal, for the following purposes:

To form and direct a sports club, and without limiting what precedes, to promote, in particular, the sport of hockey, under the name of "Club de Hockey Montréal Olympique Inc. — Montreal Olympic Hockey Club Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation will be at 250 St. Joseph Boulevard east, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508

15768-61 — 1107/5

**Commercial Consumers Club Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Murray B. Spiegel, advocate, 63, Banstead Road, Montreal, Samuel H. Shriar, advocate, 315, St-Aubin, Saint-Laurent, Harvey Cooperstone, advocate, 3926, Carlton, Montreal, and Mollie Schwartz, secretary, spinster of the full age of majority, 1225, Bernard, Apt. 1, Outremont, for the following purposes:

To deal in articles made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass, and by-products of same, heberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of "Commercial Consumers Club Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o

15199-61 — 1107/67

**Alphonse Côté & Fils Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alphonse Côté, industrialist, Chandler, Dame Florine Charest, housewife, wife common as to

munne en biens dudit Alphonse Côté, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Chandler, et Robert Fraser, comptable, Chandler, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de forgerons, ferblantiers, entrepreneurs et manufacturiers en fer ornemental, sous le nom de « Alphonse Côté & Fils Limitée », avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chandler, district judiciaire de Gaspé.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

14623-61 — 1107/29

**Crémerie Mont Blanc Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1961, constituant en corporation: Jacques Lapointe, Guy des Rivières et Jean Bérubé, tous trois avocats, 71 rue St-Pierre, Québec, pour les objets suivants:

Commerce de produits laitiers et autres produits semblables, sous le nom de « Crémerie Mont Blanc Ltée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 4,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

15857-61 — 1107/30

**Deckelbaum Bros. Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1961, constituant en corporation: Ivan Edward Phillips, avocat, 48, Belvédère Place, Westmount, Mitchell Klein, avocat, 2152, rue Noël, Saint-Laurent, et Daniel Shloime Miller, étudiant en droit, 6300, avenue Lennox, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de textiles et de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Deckelbaum Bros. Co. Ltd. », avec un capital total de \$400,000 divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune, 3,000 actions privilégiées de \$100 chacune et 500 actions catégorie « A » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508

15642-61 — 1107/51

**Delisle et Delisle Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1961, constituant en corporation: Marcel Delisle, briqueteur, 5124, Berras, Montréal-Nord, Léonide Delisle, bi-

property of the said Alphonse Côté, and duly authorized by him for these presents, Chandler, and Robert Fraser, accountant, Chandler, for the following purposes:

To carry on business as blacksmiths, tinsmiths, contractors in and manufacturers of ornamental iron, under the name of "Alphonse Côté & Fils Limitée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chandler, judicial district of Gaspé.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508

14623-61 — 1107/29

**Crémerie Mont Blanc Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Lapointe, Guy des Rivières and Jean Bérubé, all three advocates, 71 St. Peter Street, Quebec, for the following purposes:

To deal in dairy products and in other similar products, under the name of "Crémerie Mont Blanc Ltée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 4,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508

15857-61 — 1107/30

**Deckelbaum Bros. Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ivan Edward Phillips, advocate, 48 Belvédère Place, Westmount, Mitchell Klein, advocate, 2152, Noël Street, Saint-Laurent, and Daniel Shloime Miller, law-student, 6300, Lennox Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in textiles and clothing of all kinds, under the name of "Deckelbaum Bros. Co. Ltd.", with a total capital stock of \$400,000, divided into 500 common shares of \$100 each, 3,000 preferred shares of \$100 each and 500 class "A" shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o

15642-61 — 1107/51

**Delisle et Delisle Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Delisle, brick-layer, 5124, Berras, Montreal North, Léonide Delisle, brick-layer, 5124, Berras,

queteur, 5124, Perras, Montréal-Nord, et Raymond Cloutier, avocat, 3455, Linton, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Delisle et Delisle Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5124, Perras, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

15710-61 — 1106/92

#### Armand Demers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1961, constituant en corporation: Armand Demers, commerçant, 319, rue St-Patrice, ouest, Magog, Mme Cécile Demers, ménagère, épouse commune en biens dudit Armand Demers, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 319, rue St-Patrice, ouest, Magog, et Louis-Philippe Galipeau, avocat, 739, Main, ouest, Magog, pour les objets suivants:

Commerce de combustibles et de lubrifiants de toutes sortes, sous le nom de « Armand Demers Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Magog, district judiciaire de Saint-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

14737-61 — 1107/31

#### Deno's Gift Shop Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de novembre 1961, constituant en corporation: Irving L. Adessky, avocat, 3782, avenue Kent, Montréal, Daniel Kingstone, avocat, 3600, Ridgewood, Montréal, et Harry Blank, avocat, 4625, avenue Miller, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de fabricants de poterie, porcelaine, articles et briques de terre-cuite, tuiles, tuyaux et toutes sortes d'articles en céramique, sous le nom de « Deno's Gift Shop Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508

15204-61 — 1107/69

#### Élie Desbiens Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Montreal North, and Raymond Cloutier, advocate, 3455, Linton, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Delisle et Delisle Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 5124, Perras, Montreal North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

60508

15710-61 — 1106/92

#### Armand Demers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Armand Demers, trader, 319, St-Patrice Street, west, Magog, Mrs. Cécile Demers, housewife, wife common as to property of the said Armand Demers, and duly authorized by him for these presents, 319, St-Patrice Street, west, Magog, and Louis-Philippe Galipeau, advocate, 739, Main west, Magog, for the following purposes:

To deal in fuels and lubricants of all kinds, under the name of "Armand Demers Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Magog, judicial district of Saint Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

60508

14737-61 — 1107/31

#### Deno's Gift Shop Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irving L. Adessky, advocate, 3782, Kent Avenue, Montreal, Daniel Kingstone, advocate, 3600, Ridgewood, Montreal, and Harry Blank, advocate, 4625, Miller Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturer of pottery, earthenware, china, terra-cotta bricks, tiles, pipes and ceramic ware of all kinds, under the name of "Deno's Gift Shop Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

60508-o

15204-61 — 1107/69

#### Élie Desbiens Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of December, 1961,

province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de décembre 1961, constituant en corporation: Élie Desbiens, commerçant, 145, rue Ste-Cécile, Jonquière, Renée Sheedy, secrétaire, célibataire, 145, rue Ste-Cécile, Jonquière, et Gaby Desbiens, voyageur, 147, rue St-Dominique, Jonquière, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Élie Desbiens Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 233, rue Colbert, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

15744-61 — 1106/93

**Duguay Électrique Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1961, constituant en corporation: Prudent Duguay, électricien, 183, rue St-Charles, Sainte-Thérèse, Réjeanne Provost Duguay, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Prudent Duguay, 183, rue St-Charles, Sainte-Thérèse, et Claude Dubuc, électricien, 10851, avenue Hébert, app. 4, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électriciens, sous le nom de « Duguay Électrique Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 183, rue St-Charles, Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

15688-61 — 1107/70

**Dupont & Lalonde Sales Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1961, constituant en corporation: Gustave Dupont, vendeur, 33, Vaillancourt, Ste-Thérèse-de-Blainville, Lucien Lalonde, vendeur, 21, 14ième rue, Roxboro, et Bertrand Bellegarde, manufacturier, Lambton, comté de Frontenac, pour les objets suivants:

Commerce de matériaux de construction, sous le nom de « Dupont & Lalonde Sales Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lambton, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

15385-61 — 1105/129

**Du-Rai Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Élie Desbiens, trader, 145, Ste-Cécile Street, Jonquière, Renée Sheedy, secretary, spinster, 145, Ste-Cécile Street, Jonquière, and Gaby Desbiens, traveller, 147, St-Dominique Street, Jonquière, for the following purposes:

To carry on business dealing in food products, under the name of "Élie Desbiens Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 233, Colbert Street, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508

15744-61 — 1106/93

**Duguay Électrique Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Prudent Duguay, electrician, 183, St-Charles Street, Sainte-Thérèse, Réjeanne Provost Duguay, housewife, wife contractually separate as to property of the said Prudent Duguay, 183, St-Charles Street, Sainte-Thérèse, and Claude Dubuc, electrician, 10851, Hébert Avenue apt. 4, Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Duguay Électrique Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,500 common shares of a par value of \$10 each and 1,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 183, St-Charles Street, Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508

15688-61 — 1107/70

**Dupont & Lalonde Sales Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gustave Dupont, salesman, 33, Vaillancourt, Ste-Thérèse-de-Blainville, Lucien Lalonde, salesman, 21, 14th, Street, Roxboro, and Bertrand Bellegarde, manufacturer, Lambton, county of Frontenac, for the following purposes:

To deal in construction materials, under the name of "Dupont & Lalonde Sales Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Lambton, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508

15385-61 — 1105/129

**Du-Rai Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1961, constituant en corporation: Léon Catelli, rentier, 8661, rue Clark, Montréal, Jacques Florent, comptable, 3920, rue Evelyn, Verdun, et Mlle Suzanne Durivage, secrétaire, 717, rue Bloomfield, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers en assurance, sous le nom du « Du-Rai Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2055, rue Peel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

15382-61 — 1107/58

#### Les Entreprises Des Joachims Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1961, constituant en corporation: John Ewasew, avocat, 340, Barton, Mont-Royal, Laurence George MacGregor, avocat, 111, Brock North, Montréal-Ouest, et William Ross McAllister, avocat, 28, Franklin, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Faire l'exploitation des forêts et le commerce de marchands de bois, sous le nom de « Les Entreprises Des Joachims Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 6,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Des Joachims, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

15891-61 — 1107/20

#### Les Entreprises Harvey Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1961, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat, 4900, avenue Victoria, Montréal, Harry Aronovitch, avocat, 5623, avenue Randall, Côte-Saint-Luc, et John Hamilton fils, secrétaire, 6266, N.-D.-G. Avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Les Entreprises Harvey Limitée », avec un capital divisé en 20,000 actions sans valeur au pair et en 2,000 actions privilégiées de \$100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins \$120,000.

Le siège social de la compagnie sera 1701, Montarville, Saint-Bruno, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

15814-61 — 1107/1

bearing date the 1st day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léon Catelli, annuitant, 8661, Clark Street, Montreal, Jacques Florent, accountant, 3920, Evelyn, Street, Verdun, and Miss Suzanne Durivage, secretary, 717, Bloomfield Street, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers, under the name of "Du-Rai Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and 100 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 2055 Peel Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508

15382-61 — 1107/58

#### Les Entreprises Des Joachims Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John Ewasew, advocate, 340, Barton, Mount Royal, Laurence George MacGregor, advocate, 111, Brock North, Montreal-West, and William Ross McAllister, advocate, 28, Franklin, Mount Royal, for the following purposes:

To carry on operations in the forests and to carry on business as wood merchants, under the name of "Les Entreprises Des Joachims Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 6,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Des Joachims, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508

15891-61 — 1107/20

#### Les Entreprises Harvey Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel Chait, advocate, 4900, Victoria Avenue, Montreal, Harry Aronovitch, advocate, 5623, Randall Avenue, Côte-Saint-Luc, and John Hamilton Jr., secretary, 6266, N.-D.-G. Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Les Entreprises Harvey Limitée", with a capital stock divided into 20,000 shares of no par value and 2,000 preferred shares of \$100 each, and the amount with which the company will begin its operations will be at least \$120,000.

The head office of the company will be at 1701, Montarville, Saint-Bruno, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508

15814-61 — 1107/1

**Les Entreprises Houde Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1961, constituant en corporation: René Houde, entrepreneur, 1075, rue Jolliet, Chicoutimi, Rosette Lavoie Houde, ménagère, épouse séparée de biens dudit René Houde, 1075, rue Jolliet, Chicoutimi, et Gérard Houde, menuisier, rue Bégin, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Entreprises Houde Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1075, rue Jolliet, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

15395-61 — 1105/140

**Les Entreprises Houde Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: René Houde, contractor, 1075, Jolliet Street, Chicoutimi, Rosette Lavoie Houde, housewife, wife separate as to property of the said René Houde, 1075, Jolliet Street, Chicoutimi, and Gérard Houde, joiner, Bégin Street, Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Les Entreprises Houde Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1075, Jolliet Street, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508

15395-61 — 1105/140

**Entreprises Piette Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de novembre 1961, constituant en corporation: Jean Piette, avocat, c.s., Joliette, Réal Piette, négociant, Joliette, Marcel Piette, négociant, Joliette, Lionel Fontaine, comptable, Joliette, Flore-Annette Poirier, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 5253, Byron, Montréal, Geneviève Gaudet, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 10597, St-Denis, Montréal, et Hélène Beauchamp, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 2501, Mousseau, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les activités d'une compagnie de gestion et de placements, sous le nom de « Entreprises Piette Inc. », avec un capital divisé en 17,500 actions sans valeur au pair ou nominale et en 75,000 actions privilégiées de \$10 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins \$162,500.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

15687-61 — 1106/95

**Fashion Mates Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1961, constituant en corporation: Angela Yeo-West, commis, célibataire, 2266, avenue Harvard, Montréal, Joseph S. Blumer, étudiant, 5053, avenue Ponsard, Montréal, et Samuel Godinsky, avocat, 731, Upper Belmont, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de robes pour dames et adolescentes et vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Fashion Mates Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordi-

**Entreprises Piette Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Piette, advocate, q.c., Joliette, Réal Piette, trader, Joliette, Marcel Piette, trader, Joliette, Lionel Fontaine, accountant, Joliette, Flore-Annette Poirier, secretary, spinster of the full age of majority in use of her rights, 5253, Byron, Montréal, Geneviève Gaudet, secretary, spinster of the full age of majority in use of her rights, 10597, St-Denis, Montréal, and Hélène Beauchamp, secretary, spinster of the full age of majority in use of her rights, 2501, Mousseau, Montréal, for the following purposes:

To carry on the operations of a management and investment company, under the name of "Entreprises Piette Inc.", with a capital stock divided into 17,500 shares of no par or nominal value and 75,000 preferred shares of \$10 each, and the amount with which the company will begin its operations will be at least \$162,500.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508

15687-61 — 1106/95

**Fashion Mates Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Angela Yeo-West, clerk, spinster, 2266, Harvard Avenue, Montréal, Joseph S. Blumer, student, 5053, Ponsard Avenue, Montréal, and Samuel Godinsky, barrister, 731, Upper Belmont, Montréal, for the following purposes:

To deal in women's and juniors' dresses and wearing apparel of all kinds, under the name of "Fashion Mates Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common

naires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

60508

16220-61 — 1110/68

#### Roland Fontaine Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1961, constituant en corporation: Eugène Fontaine, agent, Beauceville-Est, Roland Fontaine, distributeur, Beauceville-Est, et Paul-André Fontaine, livreur, Beauceville-Est, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'huiles, de graisses et autres produits pétroliers, sous le nom de « Roland Fontaine Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beauceville-Est, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

15406-61 — 1105/61

#### Fournier & Brunel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1961, constituant en corporation: Luc Geoffroy, avocat, 821, boulevard Briand, Chambly, Robert Dulude, avocat, 90, rue Galt, Dorion, Yvan Mercure, avocat, 2099, avenue Bellevue, St-Bruno, et Thérèse S. Geoffroy, employée de bureau, 403, rue Sherbrooke, est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Fournier & Brunel Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 119, rue Jeannette, Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

15719-61 — 1106/57

#### Frigaldo Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1961, constituant en corporation: Elphège Gaillardetz, commerçant, Laurent Ouellette, optométriste, et Roger Frigon, pharmacien, sous trois de Gatineau, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Frigaldo Ltée », avec un capital total

shares of the par value of \$10 each and 1,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o

16220-61 — 1110/68

#### Roland Fontaine Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Eugène Fontaine, agent, Beauceville-Est, Roland Fontaine, distributor, Beauceville-Est, and Paul-André Fontaine, delivery-man, Beauceville-Est, for the following purposes:

To carry on business dealing in oil, grease and other petroleum products, under the name of "Roland Fontaine Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Beauceville-Est, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508

15406-61 — 1105/61

#### Fournier & Brunel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Luc Geoffroy, advocate, 821, Briand Boulevard, Chambly, Robert Dulude, advocate, 90, Galt, Street, Dorion, Yvan Mercure, advocate, 2099, Bellevue Avenue, St-Bruno, and Thérèse S. Geoffroy, office employee, 403, Sherbrooke Street, east, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Fournier & Brunel Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 119, Jeannette Street, Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508

15719-61 — 1106/57

#### Frigaldo Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Elphège Gaillardetz, trader, Laurent Ouellette, optometrist, and Roger Frigon, pharmacist, all three of Gatineau, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Frigaldo Ltée", with a total capital

de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Gatineau, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

15408-61 — 1105/97

**Roger Gagnon et Associés Inc.  
Roger Gagnon & Associates Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de novembre 1961, constituant en corporation: Jehan Perdriau, avocat, 5314, 10e Avenue, Montréal, Gilles Juteau, avocat, 2089, Déséry, Montréal, et Pierrette Moisan, avocate, 1664, Aird, Montréal, pour les objets suivants:

Faire des études, analyses, recherches, plans et expertises de toutes sortes, y compris des projets d'habitation dans le domaine de l'urbanisme urbain, rural, métropolitain et régional, sous le nom de « Roger Gagnon et Associés Inc.— Roger Gagnon & Associates Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

13703-61 — 1105/62

**Gauthier & Gaudreault Terrazo Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de décembre 1961, constituant en corporation: Gustave Gauthier, entrepreneur, 76, des Oblats, ouest, Chicoutimi, René Gaudreault, entrepreneur, 60, St-Luc, est, Chicoutimi, et Brigitte Gravel Gauthier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gustave Gauthier, 76, des Oblats, ouest, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire le commerce de terrazzo, de ciment et de ses sous-produits, sous le nom de « Gauthier & Gaudreault Terrazo Limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 76, rue des Oblats, ouest, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

15661-61 — 1106/100

**Nick Giannone Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1961, constituant en corporation: Nick Giannone, entrepreneur, 23,

stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Gatineau, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508

15408-61 — 1105/97

**Roger Gagnon et Associés Inc.  
Roger Gagnon & Associates Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jehan Perdriau, advocate, 5314, 10th Avenue, Montreal, Gilles Juteau, advocate, 2089, Déséry, Montreal, and Pierrette Moisan, advocate, 1664, Aird, Montreal, for the following purposes:

To study, make analyses, do research, make plans and surveys of all kinds, including living projects in the domain of urban, rural, metropolitan and regional town-planning, under the name of "Roger Gagnon et Associés Inc.— Roger Gagnon & Associates Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the city of Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508

13703-61 — 1105/62

**Gauthier & Gaudreault Terrazo Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gustave Gauthier, contractor, 76, des Oblats west, Chicoutimi, René Gaudreault, contractor, 60, St-Luc east, Chicoutimi, and Brigitte Gravel Gauthier, housewife, wife contractually separate as to property of the said Gustave Gauthier, 76, des Oblats west, Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business dealing in terrazzo, cement and its by-products, under the name of "Gauthier & Gaudreault Terrazo Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 76, des Oblats Street, west, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508

15661-61 — 1106/100

**Nick Giannone Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Nick Giannone, contractor, 23, 88th Avenue, Chome-

88e avenue, Chomedey, Antonio Giannone, « rockler », 4124, rue Rivard, Montréal, et Antonio Giambattista, « rollerman », 4124, rue Rivard, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Nick Giannone Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 147, 71<sup>ème</sup> avenue, Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

15659-61 — 1105/95

### Granit Gauthier Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de novembre 1961, constituant en corporation: Jean-Marc Gauthier, comptable agréé, Robert Gauthier, estimateur, et Adrienne Naud Gauthier, gérante, veuve, tous trois de Saint-Marc-des-Carrières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de matériaux de construction et faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Granit Gauthier Limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Marc-des-Carrières, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

15625-61 — 1105/41

### Gravel & Gravel Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1961, constituant en corporation: Charles Gravel, commerçant, 2319, Roussel, Chicoutimi-Nord, Laval Gravel, commerçant, 787, boulevard Ste-Geneviève, Chicoutimi-Nord, et Gilbert Gravel, courtier en valeurs, 918, Papineau, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Gravel & Gravel Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 326, rue Ste-Élisabeth, Chicoutimi-Nord, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

15855-61 — 1106/21

### Le Guide du Consommateur Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1961, constituant en

dey, Antonio Giannone, « rockler », 4124 Rivard Street, Montreal, and Antonio Giambattista, « rollerman », 4124, Rivard Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of « Nick Giannone Inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 147, 71st Avenue, Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508

15659-61 — 1105/95

### Granit Gauthier Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Marc Gauthier, chartered accountant, Robert Gauthier, appraiser, and Adrienne Naud Gauthier, manager, widow, all three of Saint-Marc-des-Carrières, for the following purposes:

To carry on business dealing in construction materials, and to act as builders and general building contractors, under the name of « Granit Gauthier Limitée », with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Marc-des-Carrières, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508

15625-61 — 1105/41

### Gravel & Gravel Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Charles Gravel, trader, 2319, Roussel, Chicoutimi-Nord, Laval Gravel, trader, 787, Ste-Geneviève Boulevard, Chicoutimi-Nord, and Gilbert Gravel, stock broker, 918, Papineau, Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business dealing in food products, under the name of « Gravel & Gravel Ltée », with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000, shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 326, Ste-Élisabeth Street, Chicoutimi-Nord, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508

15855-61 — 1106/21

### Le Guide du Consommateur Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Réal

corporation: Réal Mongrain, électricien, 1659, rue Marie-Anne, Montréal, Nicole Huard, secrétaire, célibataire, 4338, rue Brébeuf, Montréal, et Jeannette Violette, garde, célibataire, 124, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de publicité, sous le nom de « Le Guide du Consommateur Inc. », avec un capital total de \$12,500, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune et en 225 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

15695-61 — 1106/59

**Halcar Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de décembre 1961, constituant en corporation: Jules Dupré, avocat et conseil en loi de la Reine, 160, Pagnuelo, Outremont, Rolande Rech, secrétaire, célibataire majeure, 758, Sherbrooke, ouest, Montréal, Louis Vaillancourt, avocat, 4519, avenue Oxford, Montréal, et Jeanne Gagnon, secrétaire, célibataire majeure, 5288, des Érables, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en assurance, sous le nom de « Halcar Ltée », avec un capital total de \$250,000, divisé en 1,250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

15870-61 — 1107/2

**Médéric Harvey Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Médéric Harvey, négociant, Paul Martel, comptable, Jean-Louis Voisine, commis, Paul-Émile Turcotte, comptable, et Léonard Dufour, commis, tous cinq d'Alma, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Médéric Harvey Ltée », avec un capital total de \$200,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Alma, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de janvier 1962.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

10045-62 — 1107/71

**Roland Hébert Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Mongrain, electrician, 1659, Marie-Anne Street, Montreal, Nicole Huard, secretary, spinster, 4338, Brébeuf Street, Montreal, and Jeannette Violette, nurse, spinster, 124, Sherbrooke Street, west, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a publicity company, under the name of "Le Guide du Consommateur Inc.", with a total capital stock of \$12,500, divided into 250 common shares of a par value of \$5 each and 225 preferred shares of a par value of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508

15695-61 — 1106/59

**Halcar Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jules Dupré, advocate and Queen's Counsel, 160 Pagnuelo, Outremont, Rolande Rech, secretary, spinster of the full age of majority, 758, Sherbrooke west, Montreal, Louis Vaillancourt, advocate, 4519, Oxford Avenue, Montreal, and Jeanne Gagnon, secretary, spinster of the full age of majority, 5288, des Érables, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers, under the name of "Halcar Ltée", with a total capital stock of \$250,000, divided into 1,250 common shares of \$100 each and 1,250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508

15870-61 — 1107/2

**Médéric Harvey Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Médéric Harvey, wholesale dealer, Paul Martel, accountant, Jean-Louis Voisine, clerk, Paul-Émile Turcotte, accountant, and Léonard Dufour, clerk, all five of Alma, for the following purposes:

To carry on business in the world of real estate and construction, under the name of "Médéric Harvey Ltée", with a total capital stock of \$200,000, divided into 20,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Alma, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508

10045-62 — 1107/71

**Roland Hébert Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1961, constituant en corporation: Roland Hébert, marchand, 873, rue Lemay, Chicoutimi, Cécile Brunet Hébert, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roland Hébert, 873, rue Lemay, Chicoutimi, et Monique Gobeil, secrétaire, fille majeure, 742, Rodolph, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Sous réserve des dispositions de la Loi concernant ces matières, exercer le commerce de fabricants et négociants de bière, sous le nom de « Roland Hébert Limitée », avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 469, rue St-Pierre, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

15665-61 — 1105/101

#### Hôtel Richelieu Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1961, constituant en corporation: André Charron, avocat, 1667, avenue Lajoie, Outremont, Pierre Mercier, avocat, 31, avenue Beloeil, Outremont, et Clément Demers, comptable, 227, rue St-Jacques, La Prairie, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôteliers, sous le nom de « Hôtel Richelieu Limitée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune et en 450 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

15734-61 — 1107/3

#### The Hudson Water Ski Association, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Robert B. Boccock, pilote de ligne aérienne, case postale 504, Hudson, Eva Gallagher, ménagère, épouse séparée de biens de Mortimer Gallagher, R.R. No 1, case postale 202, Hudson, Howard E. Hagberg, vendeur, R.R. No 1, Hudson, W. Kenneth Kirby, imprimeur, 77, avenue Hazelwood, Hudson, Alan F. Smardon, vendeur, R.R. No 1, Hudson, William E. Sykes, ingénieur professionnel, Hudson Heights, Elizabeth Thompson ménagère, épouse séparée de biens de Robert Thompson, 23, avenue Pine, Hudson, Clinton G. Ward, pilote de ligne aérienne, case postale 437, Hudson, Alan Walmsley, gérant, 73, avenue Selkirk, Hudson, et J. Gibb Stewart, avocat et conseil en loi de la Reine, Main Road, Como East, pour les objets suivants:

Promouvoir le ski aquatique afin d'assurer aux membres une meilleure condition physique, sous

bearing date the 1st day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roland Hébert, merchant, 873, Lemay Street, Chicoutimi, Cécile Brunet Hébert, housewife, wife contractually separate as to property of the said Roland Hébert, 873, Lemay Street, Chicoutimi, and Monique Gobeil, secretary, fille majeure, 742, Rodolph, Chicoutimi, for the following purposes:

Under reservation of the provisions of the Act concerning such matters, to carry on business as makers of and dealers in beer, under the name of "Roland Hébert Limitée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 469, St-Pierre Street, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of December, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508

15665-61 — 1105/101

#### Hôtel Richelieu Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Charron, advocate, 1667, Lajoie Avenue, Outremont, Pierre Mercier, advocate, 31, Beloeil Avenue, Outremont, and Clément Demers, accountant, 227, St-Jacques Street, La Prairie, for the following purposes:

To carry on business as innkeepers, under the name of "Hôtel Richelieu Limitée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 50 common shares of \$100 each and 450 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of November, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508

15734-61 — 1107/3

#### The Hudson Water Ski Association, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Robert B. Boccock, airline pilot, box 504, Hudson, Eva Gallagher, housewife, wife separate as to property of Mortimer Gallagher, R.R. No. 1, box 202, Hudson, Howard E. Hagberg, salesman, R.R. No. 1, Hudson, W. Kenneth Kirby, printer, 77, Hazelwood Avenue, Hudson, Alan F. Smardon, salesman, R.R. No. 1, Hudson, William E. Sykes, professional engineer, Hudson Heights, Elizabeth Thompson, housewife, wife separate as to property of Robert Thompson, 23, Pine Avenue, Hudson, Clinton G. Ward, airline pilot, box 437, Hudson, Alan Walmsley, manager, 73, Selkirk Avenue, Hudson, and J. Gibb Stewart, advocate and Queen's Counsel, Main Road, Como East, for the following purposes:

To promote better physical condition of members through water skiing, under the name of

le nom de « The Hudson Water Ski Association, Inc. ».

Le revenu annuel provenant des biens immobiliers que la corporation peut posséder sera limité à \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Hudson, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15412-61 — 1107/98

60508

**Ideal Records Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1961, constituant en corporation: Donald W. Seal, avocat, 204 ouest, avenue Bernard, Montréal, Rossalie Bevis, secrétaire, fille majeure, 3201, Forest Hill, Montréal, et Gary Moscowitz, étudiant, 2170, Scott, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'instruments de musique, fournitures et nouveautés musicales, sous le nom de « Ideal Records Ltd. », avec un capital total de \$25,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15773-61 — 1107/72

60508

**Inter Provincial Enterprises Co. Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1961, constituant en corporation: Roger Thibault, industriel, 8874, Lajeunesse, Montréal, Mme Marguerite Thibault, ménagère, épouse séparée de biens dudit Roger Thibault, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 8874, Lajeunesse, Montréal, et Gaston Ferron, commis, 7178, de Normanville, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Inter Provincial Enterprises Co. Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8874, rue Lajeunesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15822-61 — 1107/45

60508-o

**Investment and Management  
Counsellors Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1961, constituant en corporation: Joseph-Émile Maheu, comptable agréé, 1647, avenue Markham, Mont Royal,

«The Hudson Water Ski Association, Inc.».

The annual revenue from the immoveable property which the corporation may hold is to be limited to \$50,000.

The head office of the corporation will be at Hudson, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15412-61 — 1107/98

60508-o

**Ideal Records Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Donald W. Seal, attorney, 204, Bernard Avenue West, Montreal, Rossalie Bevis, secretary, spinster of full age, 3201, Forest Hill, Montreal, and Gary Moscowitz, student, 2170, Scott, Saint-Laurent, for the following purposes:

To deal in musical instruments, musical equipment and novelties, under the name of "Ideal Records Ltd.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15773-61 — 1107/72

60508-o

**Inter Provincial Enterprises Co. Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Thibault, industrialist, 8874 Lajeunesse, Montreal, Mrs. Marguerite Thibault, housewife, wife separate as to property of the said Roger Thibault, and duly authorized by him for these presents, 8874, Lajeunesse, Montreal, and Gaston Ferron, clerk, 7178, de Normanville, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Inter Provincial Enterprises Co. Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 8874, Lajeunesse Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15822-61 — 1107/45

60508

**Investment and Management  
Counsellors Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph-Émile Maheu, chartered accountant, 1647, Markham Avenue, Mount Royal, Aurélien

Aurélien, Noël, comptable agréé, 266, avenue Outremont, Outremont, et Mlle Pauline Bélanger, secrétaire, fille majeure, 544, rue Leclaire, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme consultants et conseillers en général à la direction et aux administrateurs de toute entreprise commerciale ou organisme industriel, sous le nom de « Investment and Management Counsellors Inc. », avec un capital total de \$500,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 2,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$100 chacune et 2,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508

15573-61 — 1107/74

**Jano Ltée  
Jano Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1961, constituant en corporation: Jean-Paul Zigby, avocat, 4339, avenue Wilson, Montréal, Madeleine Séguin, comptable, fille majeure, 10555, rue Sacré-Cœur, Montréal, et Henriette Pelletier, secrétaire, fille majeure, 803, rue Duluth, est, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une ou plusieurs entreprises pétrolières, ainsi que le commerce et les affaires d'une compagnie de portefeuille, de placements et de gestion, ce dernier pouvoir ne devant pas être interprété, cependant, comme conférant à la compagnie le pouvoir d'agir comme si elle était constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de fidéicommiss, sous le nom de « Jano Ltée — Jano Ltd. », avec un capital total de \$210,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$25 chacune, 8,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de \$25 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1620, rue Préfontaine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

15655-61 — 1104/71

**Kelly Machinery Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1961, constituant en corporation: Gabriel d'Anjou, mécanicien, 10, 9e rue, est, Orsainville, Gabrielle Smith Kelly, ménagère, épouse séparée de biens de Maurice Kelley, 87, 1ère rue, est, Orsainville, et Lucien Racine, comptable agréé, 265, 65e rue, ouest, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Commerce de fer, d'acier et d'autres métaux ou matériaux nécessaires à la fabrication et à la réparation de machinerie ou outillage quelcon-

Noël, chartered accountant, 266, Outremont Avenue, Outremont, and Miss Pauline Bélanger, secretary, fille majeure, 544, Leclaire Street, Montreal, for the following purposes:

To act as consultants and advisors in general to the management and executives of any commercial enterprise or industrial organization, under the name of "Investment and Management Counsellors Inc.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$10 each, 2,000 preferred class "A" shares of a par value of \$100 each and 2,000 preferred class "B" shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o

15573-61 — 1107/74

**Jano Ltée  
Jano Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Zigby, advocate, 4339, Wilson Avenue, Montreal, Madeleine Séguin, accountant, fille majeure, 10555, Sacré-Cœur Street, Montreal, and Henriette Pelletier, secretary, spinster of the full age of majority, 803, Duluth Street east, Montreal, for the following purposes:

To operate one or several mineral-oil enterprises, as well as the business and affairs of a holding, investment and management company; the latter power is not to be interpreted, however, as conferring on the company the power to act as if it had been incorporated under the Trust Companies Act, under the name of "Jano Ltée — Jano Ltd.", with a total capital stock of \$210,000, divided into 200 common shares of a par value of \$25 each, 8,000 preferred class "A" shares of a par value of \$25 each and 1,000 preferred class "B" shares of a par value of \$5 each.

The head office of the company will be at 1620, Préfontaine Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508

15655-61 — 1104/71

**Kelly Machinery Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gabriel d'Anjou, mechanic, 10, 9th Street, east, Orsainville, Gabrielle Smith Kelly, housewife, wife separate as to property of Maurice Kelly, 87, 1st Street, east, Orsainville, and Lucien Racine, chartered accountant, 265, 65th Street, west, Charlesbourg, for the following purposes:

To deal in iron, steel and other metals or materials necessary to make or repair machinery or tools of any kind whatsoever, under the name of

que, sous le nom de « Kelly Machinery Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera boulevard Pierre-Bertrand, Québec-Ouest, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

16006-61 — 1106/52

### Labonté Automobiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Régent Labonté, gérant, Thetford Mines, Dame Gabrielle Veilleux, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Régent Labonté, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Thetford Mines, et Mme Marie-Anne Bolduc, rentière, veuve d'Émile Veilleux, Thetford Mines, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Labonté Automobiles Inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'octobre 1961.

*Le Sous-secrétaire adjoint de la province,*

LUCIEN DARVEAU.

60508-o

15451-61 — 1105/63

### La Salle Metropolitan Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1961, autorisant la fusion de la compagnie « La Salle Shopping Centre Inc. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 15e jour de septembre 1959, et la compagnie « Metropolitan Development Corporation — La Corporation Métropolitaine de Développement », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 11e jour de janvier 1954, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « La Salle Metropolitan Corporation », avec un capital total de \$140,000, divisé en 140,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le nom de la nouvelle compagnie est « La Salle Metropolitan Corporation ».

Le siège social de la compagnie sera à suite 505, 901, Carré Victoria, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508

13243-61 — 1105/104

« Kelly Machinery Inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be on Pierre-Bertrand Boulevard, Québec-West, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508

16006-61 — 1106/52

### Labonté Automobiles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Québec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, incorporating: Régent Labonté, manager, Thetford Mines, Dame Gabrielle Veilleux, housewife, wife contractually separate as to property of the said Régent Labonté, and duly authorized by him for these presents, Thetford Mines, and Mrs. Marie-Anne Bolduc, annuitant, widow of Émile Veilleux, Thetford Mines, for the following purposes:

To carry on business dealing in automotive vehicles and to act as garage-keepers, under the name of « Labonté Automobiles Inc. », with a total capital stock of \$60,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,

*Associate Assistant Secretary of the Province.*

60508

15451-61 — 1105/63

### La Salle Metropolitan Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Québec Companies Act, letters patent bearing date the 1st day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, authorizing the amalgamation of « La Salle Shopping Centre Inc. », incorporated in virtue of the provisions of Part I of the Québec Companies Act, by letters patent dated the 15th day of September, 1959, and « Metropolitan Development Corporation — La Corporation Métropolitaine de Développement », incorporated in virtue of the said Part I of the Québec Companies Act, by letters patent dated the 11th day of January, 1954, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of « La Salle Metropolitan Corporation », with a total capital stock of \$140,000, divided into 140,000 common shares of the par value of \$1 each.

The name of the new company is « La Salle Metropolitan Corporation ».

The head office of the company will be at Suite 505, 901 Victoria Square, in the city and judicial district of Montréal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o

13243-61 — 1105/104

**Laurentide Réfrigération Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1961, constituant en corporation: Louis-J. Fournier, entrepreneur, 343, 1ère Rue, Shawinigan, Liliane Lamy Fournier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Louis-J. Fournier, 343, 1ère Rue, Shawinigan, et Paul Dugré, comptable 1040, 123ième Rue, Shawinigan-Sud, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Laurentide Réfrigération Inc. », avec un capital total de \$15,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 512, 4ième rue, Shawinigan, district judiciaire des Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508 o

15909-61 — 1106/103

**Ulric Lemay Compagnie Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1961, constituant en corporation: Normand Grimard, avocat, 99, rue Tremoy, Noranda, Alfred Leclerc, comptable, 165, 15ème Rue, Noranda, et Julienne Pilon, secrétaire, fille majeure, 169, rue Mgr Latulippe, Rouyn, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Ulric Lemay Compagnie Limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

15762-61 — 1103/117

**Les Loisirs de Saint-Lambert**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Guy Cadorette, journalier, Charles-Auguste Parent, menuisier, Gervais Doyon, étudiant, Marcel Routhier, étudiant, Germain Carrier, technicien, Gaëtan Bisson, journalier, et Gemma Demers, secrétaire, célibataire, tous sept de Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Grouper les personnes intéressées et particulièrement les parents, en vue de promouvoir une saine occupation des loisirs de la population, sous le nom de « Les Loisirs de Saint-Lambert ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

**Laurentide Réfrigération Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis-J. Fournier, contractor, 343, 1st Street, Shawinigan, Liliane Lamy Fournier, housewife, wife contractually separate as to property of the said Louis-J. Fournier, 343, 1st Street, Shawinigan, and Paul Dugré, accountant, 1040, 123rd Street, Shawinigan-South, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Laurentide Réfrigération Inc.", with a total capital stock of \$15,000, divided into 150 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 512, 4th Street, Shawinigan, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508

15909-61 — 1106/103

**Ulric Lemay Compagnie Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Normand Grimard, advocate, 99, Tremoy Street, Noranda, Alfred Leclerc, accountant, 165, 15th Street, Noranda, and Julienne Pilon, secretary, fille majeure, 169, Mgr Latulippe Street, Rouyn, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Ulric Lemay Compagnie Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Noranda, judicial district of Rouyn-Noranda.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508

15762-61 — 1103/117

**Les Loisirs de Saint-Lambert**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Guy Cadorette, day-labourer, Charles-Auguste Parent, joiner, Gervais Doyon, student, Marcel Routhier, student, Germain Carrier, technician, Gaëtan Bisson, day-labourer, and Gemma Demers, secretary, spinster, all seven of Saint-Lambert, for the following purposes:

To group together the interested persons, and particularly the parents, for the purpose of providing healthy pastimes for the leisure hours of the population, under the name of "Les Loisirs de Saint-Lambert".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Lambert, comté de Lévis, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

15841-61 — 1108/37

**Marianne Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Jean-H. Gagné, c.n., avocat, 506, avenue Montpellier, Ste-Foy, André Trotier, avocat, 160, 67ième Rue, est, Charlesbourg, et Guy Letarte, avocat, 2753, rue Valcourt, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme pâtisseries, boulangers et confiseurs, sous le nom de « Marianne Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 45 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 4,550 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1165, Lomer-Gouin, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour d'octobre 1961.

*Le Sous-secrétaire adjoint de la province,*

LUCIEN DARVEAU.

60508-o

15461-61 — 1105/107

**Miracle Home Products Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1961, constituant en corporation: Morris Chaikelson, avocat, 5162, Isabella, Arthur Shulman, avocat, 3445, Ridgewood, et Gregory Charlap, avocat, 2990, Soissons, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tous approvisionnements et accessoires de quelque matériel que ce soit utilisé dans la construction, sous le nom de « Miracle Home Products Inc. », avec un capital total de \$12,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5755, avenue Fairside, Côte-St-Luc, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508

16167-61 — 1110/45

**Miron Auto Body Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1961, constituant en corporation: Bernard Desjarlais, avocat, 1600 Stephens, Verdun, Albert Ouellette, avocat, 786, Vachon, LaSalle, et Roma Cousineau, avocat, 5652, Drake, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et de leurs accessoires, sous le nom de « Miron

The head office of the corporation will be at Saint-Lambert, county of Levis, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508

15841-61 — 1108/37

**Marianne Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-H. Gagné, q.c., advocate, 506, Montpellier Avenue, Ste-Foy, André Trotier, advocate, 160, 67th Street, east, Charlesbourg, and Guy Letarte, advocate, 2753, Valcourt, Street, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business as pastry-makers, bakers and confectioners, under the name of "Marianne Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 45 common shares of a par value of \$100 each and 4,550 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 1165, Lomer-Gouin, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,

*Associate Assistant Secretary of the Province.*

60508

15461-61 — 1105/107

**Miracle Home Products Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Morris Chaikelson, advocate, 5162 Isabella, Arthur Shulman, advocate, 3445, Ridgewood, and Gregory Charlap, advocate, 2990 Soissons, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in all supplies and fixtures of whatever material used in building and construction, under the name of "Miracle Home Products Inc.", with a total capital stock of \$12,000, divided into 2,000 common shares of \$1 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 5755, Fairside Avenue, Côte-St-Luc, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o

16167-61 — 1110/45

**Miron Auto Body Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Desjarlais, advocate, 1600 Stephens, Verdun, Albert Ouellette, advocate, 786, Vachon, LaSalle, and Roma Cousineau, advocate, 5652, Drake, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in automotive vehicles, and their accessories, under the name

Auto Body Inc. »; avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5429, Drake, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

16078-61 — 1106/19

#### Montreal Haberdashers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Julius Briskin, avocat et conseil en loi de la Reine, Arthur Yanofsky, avocat, et Claire Culhane, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de « Montreal Haberdashers Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour d'octobre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508

15249-61 — 1106/138

#### Montreal Skeet Club

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour d'octobre 1961, constituant en corporation sans capital-actions, sous le nom de « Montreal Skeet Club », la corporation déjà constituée en corporation sous ledit nom en vertu de la Loi des clubs de récréations par memorandum d'Association datée du 1er jour de janvier 1936, pour les objets suivants:

Encourager et favoriser l'intérêt du tir au pigeon d'argile, sous le nom de « Montreal Skeet Club ».

Le siège social de la corporation sera à Saint-Janvier, district judiciaire de Terrebonne.

Le montant auquel est limité le revenu annuel de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$5,000.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de février 1962.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508

193-36 — 1101/40

#### National Shoe Pattern Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1961, constituant en corporation: André Drouin, avocat, 6790, Louis-Hémon, Montréal, Laurent Ouimet, avocat, 2826, Louis-Veuillot, Montréal, et André Lauzon, avocat, 10360, St-Laurent, Montréal, pour les objets suivants:

of "Miron Auto Body Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 5429, Drake, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508

16078-61 — 1106/19

#### Montreal Haberdashers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Julius Briskin, advocate and Queen's Counsel, Arthur Yanofsky, advocate, and Claire Culhane, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Montreal Haberdashers Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of October, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o

15249-61 — 1106/138

#### Montreal Skeet Club

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to constitute as a corporation without share capital, under the name of "Montreal Skeet Club", the corporation already incorporated under the said name in virtue of the Amusements Clubs Act by Memorandum of Association dated the 1st day of January, 1936, for the following purposes:

To encourage and promote interest in skeet and trap shooting, under the name of "Montreal Skeet Club".

The head office of the corporation shall be at Saint-Janvier, judicial district of Terrebonne.

The amount of the annual revenue from the immovable property which the corporation may hold, is to be limited to \$5,000.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o

193-36 — 1101/40

#### National Shoe Pattern Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Drouin, advocate, 6790, Louis-Hémon, Montreal, Laurent Ouimet, advocate, 2826, Louis-Veuillot, Montreal, and André Lauzon, advocate, 10360, St. Lawrence, Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce de chaussures de toutes sortes, sous le nom de « National Shoe Pattern Ltd. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Laval-des-Rapides, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

15869-61 — 1107/54

**Nouveautés Allure Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour d'octobre 1961, constituant en incorporation: Raymond Gagnon, commerçant, 703, rue Salazar, Chicoutimi, Jacqueline Savard, sténographe, fille majeure, 207, rue St-Nicolas, Chicoutimi-Nord, et Gaëtan Grenon, sténographe, fille majeure, 1940, rue Roussel, Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre et de leurs sous-produits, de merceries, produits comestibles, animaux, minéraux, liqueurs douces, denrées alimentaires, livres et périodiques, peintures, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et des forêts, produits de beauté, sous le nom de « Nouveautés Allure Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour d'octobre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

15536-61 — 1103/137

**Nuclear Shelters Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1961, constituant en incorporation: Gregory Charlap, avocat, 2990, avenue Soissons, Montréal, Max Slapack, avocat, 5562, avenue Glencrest, Côte-St-Luc, Arthur Shulman, avocat, 3445, avenue Ridgewood, Montréal, et Morris Chaikelson, avocat, 5162, avenue Isabella, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'abris de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « Nuclear Shelters Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de janvier 1962.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

60508

15538-61 — 1105/136

**Panorama Construction Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

To carry on business dealing in footwear of all kinds, under the name of "National Shoe Pattern Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Laval-des-Rapides, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of December, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508

15869-61 — 1107/54

**Nouveautés Allure Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Gagnon, trader, 703, Salazar Street, Chicoutimi, Jacqueline Savard, stenographer, fille majeure, 207, St-Nicolas Street, Chicoutimi-North, and Gaëtan Grenon, stenographer, fille majeure, 1940, Roussel Street, Chicoutimi-North, for the following purposes:

To carry on business dealing in all products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, metallic, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and their by-products; small wares, food products, animals, minerals, soft drinks, foodstuffs, book and periodicals, paint, chemical products, products of the land, the sea and the forests, beauty products, under the name of "Nouveautés Allure Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of October, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508

15536-61 — 1103/137

**Nuclear Shelters Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gregory Charlap, advocate, 2990, Soissons Ave., Montreal, Max Slapack, advocate, 5562, Glencrest Ave., Côte-St-Luc, Arthur Shulman, advocate, 3445, Ridgewood Ave., Montreal, and Morris Chaikelson, advocate, 5162, Isabella Ave., Montreal, for the following purposes:

To deal in shelters of every kind and description, under the name of "Nuclear Shelters Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of January, 1962.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o

15538-61 — 1105/136

**Panorama Construction Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of December, 1961,

province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de décembre 1961, constituant en corporation: Florian Thom, entrepreneur, 63, rue Scott, Hull, Rhéo Thom, entrepreneur, 725, boulevard Saint-Joseph, Hull, Romain Benoit, entrepreneur, 67, rue Saint-Onge, Hull, et Germain Benoit, entrepreneur, 41, rue Saint-Alexandre, Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le domaine de la construction, sous le nom de « Panorama Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hull, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

14222-61 — 1105/51

#### **Park Productions Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de novembre 1961, constituant en corporation: Nathan A. Levitsky, avocat, 17, Normandy Drive, Arthur A. Garvis, avocat, 4764, La Peltrie, et Jean Lewis, secrétaire, célibataire, fille majeure, 4080, chemin Côte-Ste-Catherine, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général d'agents de théâtre, sous le nom de « Park Productions Ltd. », avec un capital-actions divisé en 10,000 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités sera de \$50,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508

15593-61 — 1107/111

#### **Pet Distributors Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1961, constituant en corporation: Jack Greenstein, avocat, 4804, Côte-des-Neiges, Montréal, Henry Nevard, avocat, 4377, avenue Westmount, Westmount, et David Wood, avocat, 637, avenue Roslyn, Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'oiseaux, poissons, animaux, bestiaux, et animaux favorisés de toutes descriptions, sous le nom de « Pet Distributors Ltd. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 1,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508

15729-61 — 1107/112

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Florian Thom, contractor, 63, Scott Street, Hull, Rhéo Thom, contractor, 725, Saint Joseph Boulevard Hull, Romain Benoit, contractor, 67, Saint-Onge, Hull, and Germain Benoit, contractor, 41 Saint-Alexandre, Hull, for the following purposes:

To carry on business in the world of construction, under the name of "Panorama Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Hull, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508

14222-61 — 1105/51

#### **Park Productions Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Nathan A. Levitsky, lawyer, 17, Normandy Drive, Arthur A. Garvis, lawyer, 4764, La Peltrie, and Jean Lewis, secretary, spinster, fille majeure, 4080, Côte-Ste-Catherine Road, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the general business of theatrical agents, under the name of "Park Productions Ltd.", with a capital stock divided into 10,000 shares without nominal or par value, and the amount with which the company will commence its operations will be \$50,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o

15593-61 — 1107/111

#### **Pet Distributors Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jack Greenstein, advocate, 4804, Côte-des-Neiges, Montreal, Henry Nevard, advocate, 4377, Westmount, Avenue, Westmount, and David Wood, advocate, 637, Roslyn Avenue, Westmount, for the following purposes:

To deal in birds, fish, animals, livestock, and pets of any and all descriptions, under the name of "Pet Distributors Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$1 each and 1,900 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o

15729-61 — 1107/112

**Plomberie Paris Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1961, constituant en corporation: Marcel Paquette, avocat, 1320, Chanteclerc, St-Bruno, Françoise Frégeau, secrétaire, fille majeure, 8747, Dirval, Montréal, et Micheline Simard, secrétaire, fille majeure, 4840, Parthenais, Montréal, pour les objets suivants: Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Plomberie Paris Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

60508-o 15794-61 — 1107/8

**Pont Mercier Shopping Centre Merchants' Association Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Moe Kotansky, marchand, 4934, ave. Kent, Montréal, Manuel Hoffman, marchand, 5719, rue Melling, Côte-Saint-Luc, Irénée Charbonneau, barbier, 9650, boulevard LaSalle, Heinz Dressler, marchand, 5709, McAlear, Côte-Saint-Luc, et Nathan Brotman, surveillant, 3165, avenue Linton, #3, Montréal, pour les objets suivants:

Établir et entretenir une association bénévole des marchands qui exercent des affaires au centre d'achat de Pont Mercier, sous le nom de « Pont Mercier Shopping Centre Merchants' Association Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$10,000.

Le siège social de la corporation sera 414, boulevard, LaFleur, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

60508 15628-61 — 1106/123

**The Protestant Retired Teachers Homes and Benefits Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Arthur S. Cockhill, professeur, retraité, R.R. 3, Lachute, Dorothy M. Davison, professeur retraité, célibataire, 1463, rue Bishop, app. C 5, Montréal, Milton Foss, vendeur de placements, 36, rue Centre, Fort Chambly, Irene P. Gilbride, ménagère, veuve de Roland G. Gilbride, 7, nord, avenue Brock, Montréal-Ouest, Catherine H. Joyce, professeur retraité, épouse séparée de biens de Michael J. Joyce, et dûment autorisée

**Plomberie Paris Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Paquette, advocate, 1320, Chanteclerc, St-Bruno, Françoise Frégeau, secretary, fille majeure, 8747, Dirval, Montreal, and Micheline Simard, secretary, fille majeure, 4840, Parthenais, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Plomberie Paris Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508 15794-61 — 1107/8

**Pont Mercier Shopping Centre Merchants' Association Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Moe Kotansky, merchant, 4934, Kent Avenue, Montreal, Manuel Hoffman, merchant, 5719, Melling Street, Côte-Saint-Luc, Irénée Charbonneau, barber, 9650, LaSalle Boulevard, LaSalle, Heinz Dressler, merchant, 5709, McAlear, Côte-Saint-Luc, and Nathan Brotman, supervisor, 3165, Linton Avenue #3, Montreal, for the following purposes:

To establish and maintain a non-profit association of the merchants who carry on business in the Pont Mercier Shopping Centre, under the name of "Pont Mercier Shopping Centre Merchants' Association Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at 414 LaFleur Boulevard, LaSalle, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o 15628-61 — 1106/123

**The Protestant Retired Teachers Homes and Benefits Corporation**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Arthur S. Cockhill, retired teacher, R.R. 3, Lachute, Dorothy M. Davison, retired teacher, spinster, 1463, Bishop Street, Apt. C 5, Montreal, Milton Foss, investment dealer, 36, Centre Street, Fort Chambly, Irene P. Gilbride, housewife, widow of Roland G. Gilbride, 7, Brock Avenue North, Montreal West, Catherine H. Joyce, retired teacher, wife separate as to property of Michael J. Joyce, and duly authorized by him

par ce dernier aux fins des présentes, 17, chemin Lakeshore, Valois, Doris M. Neale, professeur retraité, épouse séparée de biens de Francis H. Neale, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 3510, avenue Patricia, Montréal, M. Ruth Parke, professeur retraité, célibataire, 258, avenue Prince Albert, Montréal, James M. Paton, administrateur, 11, avenue Highfield, Montréal, Dorothy J. Ross, principal d'école, célibataire, 367, avenue Metcalfe, Montréal, Helen A. Shearing, professeur retraité, célibataire, 5550, avenue Isabella, app. 11, Montréal, Ruth M. Shearing, professeur retraité, célibataire, 5550, avenue Isabella, app. 11, Montréal, et Baxter G. Spracklin, professeur retraité, 4481, avenue Wilson, Montréal, pour les objets suivants:

Venir en aide aux professeurs protestants pensionnés et/ou retraités, sous le nom de « The Protestant Retired Teachers Homes and Benefits Corporation ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$750,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

60508

15488-61 — 1106/139

#### Radel Realty Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de novembre 1961, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, avocat, et conseil en loi de la Reine, 3980, Côte-des-Neiges, Montréal, Rollin Gally, avocat, 6196, chemin Hudson, Montréal, et Sarah Miller, sténographe, fille majeure, 5394, Place Grovehill, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans le domaine de l'immeuble, sous le nom de « Radel Realty Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

60508

15760-61 — 1107/77

#### Willis Faber Redmond & Shaughnessy Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1961, autorisant la fusion de la compagnie « Willis Faber & Company of Canada Limited », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 30e jour de juin 1910, et la compagnie « Redmond and Shaughnessy Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 30e jour de juillet 1956, pour les objets suivants:

for the purpose of these presents, 17, Lakeshore Road, Valois, Doris M. Neale, retired teacher, wife separate as to property of Francis H. Neale, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 3510, Patricia Avenue, Montreal, M. Ruth Parke, retired teacher, spinster, 258, Prince Albert, Avenue Montreal, James M. Paton executive, 11, Highfield Avenue Montreal, Dorothy J. Ross, school principal, spinster, 367, Metcalfe Avenue Montreal, Helen A. Shearing, retired teacher, spinster, 5550, Isabella Avenue, Apt. 11, Montreal, Ruth M. Shearing, retired teacher, spinster, 5550, Isabella Avenue, Apt. 11, Montreal, and Baxter G. Spracklin, retired teacher, 4481, Wilson Avenue, Montreal, for the following purposes:

To come to the aid of pensioned and/or retired protestant teachers, under the name of "The Protestant Retired Teachers Homes and Benefits Corporation".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$750,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o

15488-61 — 1106/139

#### Radel Realty Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel David Rudenko, advocate, and Queen's Counsel, 3980, Côte-des-Neiges, Montreal, Rollin Gally, advocate, 6196, Hudson Road, Montreal, and Sarah Miller, stenographer, spinster of the full age of majority, 5394, Grovehill Place, Montreal, for the following purposes:

To do business in the field of real estate, under the name of "Radel Realty Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 390 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o

15760-61 — 1107/77

#### Willis Faber Redmond & Shaughnessy Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, authorizing the amalgamation of "Willis Faber & Company of Canada Limited", incorporated in virtue of the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 30th day of June, 1910, and "Redmond and Shaughnessy Ltd.", incorporated in virtue of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 30th day of July, 1956, for the following purposes:

Exercer un commerce courtiers d'assurances, avec un capital total de \$120,000, divisé en 12,000 actions de \$10 chacune.

Le nom de la nouvelle compagnie est « Willis Faber Redmond & Shaughnessy Ltd. ».

Le siège social de la compagnie sera 276 ouest, rue St-Jacques en les cité et district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.  
10191-62 — 1109/61

60508

**Reliure Roger Bois Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1961, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, avocat, 426, rue Champagneur, Outremont, Jean-Marc Poulin, avocat, 242, Colbert, Repentigny, et Mlle Micheline Corbeil, avocate, 2540, chemin Côte-Ste-Catherine, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Reliure Roger Bois Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 380 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Bruno, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.  
15717-61 — 1105/55

60508-0

**La Riviera Ste Thérèse Ouest Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de décembre 1961, constituant en corporation: René Amyot, avocat, 1407, avenue Oak, Sillery, Mlle Pierrette Trottier, secrétaire, 610, rue Lavigneur, Québec, J.-Alfred Pelletier, comptable, 35, rue du Roi, est, Québec, Mlle Albertine Chouinard, comptable, 160, 10ième rue, Québec, et Mlle Denise Vachon, secrétaire, 1516, rue Vitré, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de « La Riviera Ste Thérèse Ouest Inc. », avec un capital total de \$500,000, divisé en 1,000 actions ordinaires classe « A » de \$100 chacune et en 800 actions classe « B » de \$500 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.  
15876-61 — 1107/78

60508-0

**René Robitaille Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1961, constituant en

To carry on business as insurance brokers, with a total capital stock of \$120,000, divided into 12,000 shares of \$10 each.

The name of the new Company is "Willis Faber Redmond & Shaughnessy Ltd."

The head office of the company will be at 276, St. James Street, West, in the city and judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*  
10191-62 — 1109/61

60508-0

**Reliure Roger Bois Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henri-Paul Lemay, advocate, 426, Champagneur Street, Outremont, Jean-Marc Poulin, advocate, 242, Colbert, Repentigny, and Miss Micheline Corbeil, advocate, 2540, Côte-Ste-Catherine Road, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as editors, printers, engravers, book-binders and in other similar trades, under the name of "Reliure Roger Bois Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$1 each and 380 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Bruno, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*  
15717-61 — 1105/55

60508

**La Riviera Ste Thérèse Ouest Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: René Amyot, advocate, 1407, Oak Avenue, Sillery, Miss Pierrette Trottier, secretary, 610, Lavigneur Street, Québec, J.-Alfred Pelletier, accountant, 35, du Roi Street, east, Québec, Miss Albertine Chouinard, accountant, 160, 10th Street, Québec, and Miss Denise Vachon, secretary, 1516, Vitre Street, Québec, for the following purposes:

To carry on business as innkeepers, under the name of "La Riviera Ste Thérèse Ouest Inc.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 1,000 common class "A" shares of \$100 each and 800 class "B" shares of \$500 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*  
15876-61 — 1107/78

60508

**René Robitaille Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: René

corporation: René Robitaille, commerçant, 1040, Holland, Québec, Marguerite C. Robitaille, ménagère, épouse séparée de biens dudit René Robitaille, 1040, Holland Québec, et Jacqueline Fortin, secrétaire, célibataire, 8, Place Terrasse Dufferin, Québec, pour les objets suivants:

Fabrication et commerce d'articles en papier, en plastique ou en cellophane, sous le nom de « René Robitaille Inc. », avec un capital total de \$500, divisé en 100 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 149, rue Carillon, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

15811-61 — 1106/22

#### Rojel Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1961, constituant en corporation: David Litner, avocat, 4012, avenue Marlowe, Montréal, Ida Larocque, secrétaire, fille majeure, usant de ses droits, 66, 13ième avenue, St-Eustache-sur-le-Lac, et Georgia M. Smith, secrétaire, fille majeure, usant de ses droits, 5622 ouest, rue Sherbrooke, #2, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Rojel Construction Ltd. », avec un capital total de \$3,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4770, avenue Kent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508

16217-61 — 1110/23

#### Lewis Rosenstein Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1961, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi de la Reine, 3733, Le Boulevard, Westmount, Jonathan J. Robinson, avocat, 4897, Borden, Montréal, et Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, 4910, Maplewood, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Lewis Rosenstein Corp. », avec un capital total de \$250,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune et 24,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508

15907-61 — 1107/80

#### Roy Shipping Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Robitaille, trader, 1040, Holland, Québec, Marguerite C. Robitaille, housewife, wife separate as to property of the said René Robitaille, 1040, Holland, Québec, and Jacqueline Fortin, secretary, spinster, 8, Place Terrasse Dufferin, Québec, for the following purposes:

To make and deal in articles made of paper, plastic or cellophane, under the name of "René Robitaille Inc.", with a total capital stock of \$500, divided into 100 shares of \$5 each.

The head office of the company will be at 149, Carillon Street, Québec, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508

15811-61 — 1106/22

#### Rojel Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: David Litner, advocate, 4012, Marlowe Avenue, Montreal, Ida Larocque, secretary, fille majeure usant de ses droits, 66, 13th Avenue, St-Eustache-sur-le-Lac, and Georgia M. Smith, secretary, fille majeure usant de ses droits, 5622, Sherbrooke Street West, #2, Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Rojel Construction Ltd.", with a total capital stock of \$3,000, divided into 3,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 4770, Kent Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o

16217-61 — 1110/23

#### Lewis Rosenstein Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and Queen's Counsel, 3733, The Boulevard, Westmount, Jonathan J. Robinson, advocate, 4897, Borden, Montreal, and Ethel Yussem, secretary, fille majeure, 4910, Maplewood, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Lewis Rosenstein Corp.", with a total capital stock of \$250,000, divided into 50 common shares of \$100 each and 24,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o

15907-61 — 1107/80

#### Roy Shipping Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Rosaire Roy, entrepreneur général, 225, 92ième Rue, ouest, Charlesbourg, Paul-André Carrier, notaire, 3411, rue Rochambeau, Ste-Foy, et André Lepage, comptable, 2617, Place Beauséjour, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Roy Shipping Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour d'octobre 1961.

*Le Sous-secrétaire adjoint de la province,*

LUCIEN DARVEAU.

60508-o 15499-61 — 1105/27

**Rue de la Paix Fabrics Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1961, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, avocat et conseil en loi de la Reine, 5022, Jean-Brillant, Montréal, Dame Beverley Gold, secrétaire, fille majeure, 3815, avenue Dupuis, Montréal, et Jack B. Bobrove, avocat, 5615, avenue Cork, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tissus et produits d'iceux, sous le nom de « Rue de la Paix Fabrics Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508 15728-61 — 1107/61

**S & R Promotions Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de novembre 1961, constituant en corporation: Irwin S. Brodie, avocat, 5962, avenue Westbury, Montréal, Theodore H. Polisuk, avocat, 144, Finchley Road, Montréal, Cyril E. Schwisberg, avocat, 4915, avenue Funton, Montréal, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, 4750, rue Dupuis, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements pour dames, sous le nom de « S & R Promotions Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 642, rue De Courcelles, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508 15594-61 — 1107/41

bearing date the 19th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rosaire Roy, general contractor, 225, 92nd Street west, Charlesbourg, Paul-André Carrier, notary, 3411, Rochambeau Street, Ste-Foy, and André Lepage, accountant, 2617, Place Beauséjour, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "Roy Shipping Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$10 each and 5,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Charlesbourg, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,

*Associate Assistant Secretary of the Province.*

60508 15499-61 — 1105/27

**Rue de la Paix Fabrics Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Isidore M. Bobrove, advocate and Queen's Counsel, 5022, Jean-Brillant, Montreal, Dame Beverley Gold, secretary, fille majeure, 3815, Dupuis Avenue, Montreal, and Jack B. Bobrove, advocate, 5615, Cork Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To deal in fabrics and fabric products, under the name of "Rue de la Paix Fabrics Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of a par value of \$10 each and 1,800 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o 15728-61 — 1107/61

**S & R Promotions Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irwin S. Brodie, advocate, 5962, Westbury Avenue, Montreal, Theodore H. Polisuk, advocate, 144, Finchley Road, Montreal, Cyril E. Schwisberg, advocate, 4915, Fulton Avenue, Montreal, and Sonya Schneyer, secretary, fille majeure, 4750, Dupuis Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in women's wearing apparel, under the name of "S. & R. Promotions Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 642, De Courcelles Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o 15594-61 — 1107/41

**St. Janvier Golf & Country Club**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Charles-H. Cliche, avocat, 25, boulevard Bélisle, Sainte-Thérèse, Jean-Claude Paquin, avocat, 654, Laviolette, Saint-Jérôme, et Mme Janine Gignac, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Jean Gignac, 19, Labonté, Sainte-Thérèse, pour les objets suivants:

Organiser et promouvoir un terrain de golf et exercer le commerce de fournir de l'amusement au public, sous le nom de « St. Janvier Golf & Country Club », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 143, rue Charles, est, Saint-Janvier, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'octobre 1961.

*Le Sous-secrétaire adjoint de la province,*

LUCIEN DARVEAU.

60508-o

15518-61 — 1105/137

**St. Janvier Golf & Country Club**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Charles-H. Cliche, advocate, 25, Bélisle Boulevard, Sainte-Thérèse, Jean-Claude Paquin, advocate, 654, Laviolette, Saint-Jérôme, and Mrs. Janine Gignac, secretary, wife contractually separated as to property of Jean Gignac, 19, Labonté, Sainte-Thérèse, for the following purposes:

To organize and promote a golf course, and to carry on the business which consists in furnishing the public with amusement, under the name of "St. Janvier Golf & Country Club", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each, and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 143, Charles Street east, Saint-Janvier, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,

*Associate Assistant Secretary of the Province.*

60508

11518-61 — 1105/137

**St. Michel Ornamental Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1961, constituant en corporation: Albert Malouf, avocat et conseil en loi de la Reine, 1927, Canora Road, Mont Royal, Bruno Pateras, avocat, 11818, rue Frigon, Montréal, Raymond Ayoup, étudiant en droit, 6222, De Vimy, Outremont, et Adeline Mazzoni, secrétaire, fille majeure, 6571, Chambord, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les commerces et métiers de maîtres de forge, manufacturiers de cuivre, fabricants d'acier, convertisseurs de cuivre et d'acier, manufacturiers de fer-blanc, et fondeurs de cuivre et de fer, sous le nom de « St. Michel Ornamental Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9960, rue Paris, Montréal Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508

15667-61 — 1107/107

**St. Michel Ornamental Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert Malouf, advocate and Queen's Counsel, 1927, Canora Road, Mount Royal, Bruno Pateras, advocate, 11818, Frigon Street, Montreal, Raymond Ayoup, law-student, 6222, De Vimy, Outremont, and Adeline Mazzoni, secretary, spinster of the full age of majority, 6571, Chambord, Montreal, for the following purposes:

To carry on the trades or businesses of iron masters, brass manufacturers, steel makers, brass and steel converters, tin plate manufacturers, and brass and iron founders, under the name of "St. Michel Ornamental Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 9960, Paris Street, Montreal North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o

15667-61 — 1107/107

**Ste. Thérèse en Haut Realities Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1961, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, avocat et conseil en loi de la Reine, 5022, Jean-Brillant, Montréal, Beverley Gold, secrétaire, célibataire, 3815, avenue Dupuis, Montréal, et Jack B. Bobrove, avocat, 5615, avenue Cork, Côte-Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de

**Ste. Thérèse en Haut Realities Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Isidore M. Bobrove, advocate and Queen's Counsel, 5022, Jean-Brillant, Montreal, Beverley Gold, secretary, spinster, 3815, Dupuis Avenue, Montreal, and Jack B. Bobrove, advocate, 5615, Cork Avenue, Côte-Saint-Luc, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Ste. Thérèse en

« Ste. Thérèse en Haut Realities Inc. », avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508 15846-61 — 1108/31

Haut Realities Inc.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o 15846-61 — 1108/31

**La Société Paul Dubord Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Guy Guérin, avocat, 4381, Harvard, Montréal, Serge Morin, avocat, 5625, Terrebonne, Montréal, et Marthe Mongeau, 6300, Louis-Hébert, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, sous le nom de « La Société Paul Dubord Limitée », avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1955, rue Bélanger, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de janvier 1962.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o 14351-61 — 1094/68

**La Société Paul Dubord Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Guérin, advocate, 4381, Harvard, Montréal, Serge Morin, advocate, 5625, Terrebonne, Montreal, and Marthe Mongeau, 6300, Louis-Hébert, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "La Société Paul Dubord Limitée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 100 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 1955, Bélanger Street, east, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508 14351-61 — 1094/68

**Les Services L. Lefebvre Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1961, constituant en corporation: Léopold Lefebvre, garagiste, R.R. No 1, rue du Roi, Asbestos, Yvon Goudreau, technicien-dentiste, 103, rue du Roi, Asbestos, et J.-Gilles Geoffroy, avocat, 103, rue du Roi, Asbestos, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Les Services L. Lefebvre Ltée », avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 135, rue du Roi, Asbestos, district judiciaire de Saint-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o 15656-61 — 1107/47

**Les Services L. Lefebvre Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léopold Lefebvre, garage-keeper, R.R. No. 1, du Roi Street, Asbestos, Yvon Goudreau, technician-dentist, 103, du Roi Street Asbestos, and J.-Gilles Geoffroy, advocate, 103, du Roi Street, Asbestos, for the following purposes:

To carry on business dealing in automotive vehicles, and to act as garage-keepers, under the name of "Les Services L. Lefebvre Ltée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 135, du Roi Street, Asbestos, judicial district of Saint Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508 15656-61 — 1107/47

**Service d'Habitation Ghylor Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de décembre 1961, constituant en corporation: Camille Messara, avocat, 109, Sanborn, Sherbrooke, Jean Cormier, avocat, 109, Sanborn, Sherbrooke, et Gérald Allaire, avocat, 109, Sanborn, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Service

**Service d'Habitation Ghylor Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Camille Messara, advocate, 109, Sanborn, Sherbrooke, Jean Cormier, advocate, 109, Sanborn, Sherbrooke, and Gérald Allaire, advocate, 109, Sanborn, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business in the domain of real estate and construction, under the name of

d'Habitation Ghylor Limitée », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

15636-61 — 1106/5

#### Salon de Quilles Métropolitain Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1961, constituant en corporation: Roger Chouinard, avocat, Jonquière, Georges Gendron, avocat, Chicoutimi, et Jean-Paul Garant, commerçant, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public et sans limiter la généralité de ce qui précède, exploiter des salles de quilles, de billard et autres places d'amusements, sous le nom de « Salon de Quilles Métropolitain Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 650 actions ordinaires de \$100 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

15612-61 — 1105/71

#### Speedi Redi Distribution Montréal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1961, constituant en corporation: Jean-Charles Cantin, avocat, 105, rue St-Félix, Cap-Rouge, Marguerite C. Robitaille, ménagère, épouse séparée de biens de René Robitaille, 1040, Holland, Québec, et Mlle Jacqueline Fortin, secrétaire, 8, Place Terrasse Dufferin, Québec, pour les objets suivants:

Fabrication et commerce d'articles en papier, en plastique ou en cellophane, sous le nom de « Speedi Redi Distribution Montréal Inc. », avec un capital total de \$500, divisé en 100 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 294, rue Falardeau, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

15810-61 — 1106/63

#### Speedi Redi Distribution Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1961, constituant en corporation: Jean-Charles Cantin, avocat, 105, rue St-Félix, Cap-Rouge, Marguerite C. Robitaille, ménagère, épouse séparée de biens de

«Service d'Habitation Ghylor Limitée», with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of December, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508

15363-61 — 1106/5

#### Salon de Quilles Métropolitain Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Chouinard, advocate, Jonquière, Georges Gendron, advocate, Chicoutimi, and Jean-Paul Garant, trader, Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on the business which consists in furnishing the public with amusement, and without limiting the generality of what precedes, to operate bowling alleys, billiard halls and other places of amusement, under the name of "Salon de Quilles Métropolitain Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 650 common shares of \$100 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of December, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508

15612-61 — 1105/71

#### Speedi Redi Distribution Montréal Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Charles Cantin, advocate, 105, St-Félix Street, Cap-Rouge, Marguerite C. Robitaille, housewife, wife separate as to property of René Robitaille, 1040, Holland, Québec, and Miss Jacqueline Fortin, secretary, 8, Place Terrasse Dufferin, Québec, for the following purposes:

To carry on business dealing in articles made of paper, plastic, or cellophane, under the name of "Speedi Redi Distribution Montréal Inc.", with a total capital stock of \$500, divided into 100 shares of \$5 each.

The head office of the company will be at 294, Falardeau Street, Québec, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of December, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508

15810-61 — 1106/63

#### Speedi Redi Distribution Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Charles Cantin, advocate, 105, St-Félix Street, Cap-Rouge, Marguerite C. Robitaille, housewife, wife separate as to property of René Robitaille,

René Robitaille, 1040, Holland, Québec, et Jacqueline Fortin, secrétaire, célibataire, 8, Place Terrasse Dufferin, Québec, pour les objets suivants:

Fabrication et commerce d'articles en papier, en plastique ou en cellophane, sous le nom de « Speedi Redi Distribution Québec Inc. », avec un capital total de \$500, divisé en 100 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 294, rue Falardeau, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

60508-0 15809-61 — 1106/37

**Steinberg's Fish & Meat Products (Montreal) Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1961, constituant en corporation: Charles Wolfson, avocat et conseil en loi de la Reine, Richard, Boucher, administrateur, et Alva Phyllis, Boyd, sténographe, fille majeure, tous trois de 1010, ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'épicerie de toute sorte et description, sous le nom de « Steinberg's Fish & Meat Products (Montreal) Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

60508 16146-61 — 1110/25

**Studio d'Écoute et de Reproduction Sonore (Sersi) Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1961, constituant en corporation: Pierre Bergeron, audiologiste en prothèse auditive, 45, Colonel Jones, Sainte-Foy, Ghislaine Cimon, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Pierre Bergeron, 45, Colonel Jones, Sainte-Foy, et Anne-Marie Hallé, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 165, de l'Espinay, Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils électroniques ou électriques, sous le nom de « Studio d'Écoute et de Reproduction Sonore (Sersi) Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour d'octobre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

60508-0 15509-61 — 1105/116

**Suburban Insurance Agency Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

1040, Holland, Québec, and Jacqueline Fortin, secretary, spinster, 8, Place Terrasse Dufferin, Québec, for the following purposes:

To make and deal in articles made of paper, plastic or cellophane, under the name of "Speedi Redi Distribution Québec Inc.", with a total capital stock of \$500, divided into 100 shares of \$5 each.

The head office of the company will be at 294, Falardeau Street, Québec, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of December, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508 15809-61 — 1106/37

**Steinberg's Fish & Meat Products (Montreal) Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Charles Wolfson, advocate, and Queen's Counsel, Richard Boucher, administrator, and Alva Phyllis Boyd, stenographer, spinster of the full age of majority, all three of 1010, St. Catherine Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in groceries and provisions of every kind and description, under the name of "Steinberg's Fish & Meat Products (Montreal) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of December, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508-0 16146-61 — 1110/25

**Studio d'Écoute et de Reproduction Sonore (Sersi) Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Bergeron, audiologist in auditory prosthesis, 45, Colonel Jones, Sainte-Foy, Ghislaine Cimon, housewife, wife contractually separate as to property of the said Pierre Bergeron, 45, Colonel Jones, Sainte-Foy, and Anne-Marie Hallé, secretary, spinster of the full age of majority and in use of her rights, 165, de l'Espinay, Québec, for the following purposes:

To carry on business dealing in electronic or electric apparatus, under the name of "Studio d'Écoute et de Reproduction Sonore (Sersi) Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of October, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508 15509-61 — 1105/116

**Suburban Insurance Agency Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1961, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, 5470, Bessborough, app. 23, Nathaniel Liebman, notaire, 5215, Kensington, et Dorothy K. Gunston, secrétaire, fille majeure, 1240, Fort, app. 506, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en assurance, sous le nom de « Suburban Insurance Agency Inc. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508

15725-61 — 1107/9

#### Townships Transport Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1961, constituant en corporation: Robert James Stocks, avocat, 3590, avenue Ridgewood, app. 205, Montréal, Louis Cameron Des Bois, avocat, 222, avenue Melville, Westmount, et Peter Edward Graham, avocat, 3528, rue Shuter, app. 3, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de transport, sous le nom de « Townships Transport Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à C.P. 125, rue Pleasant, Sutton, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508

15530-61 — 1107/42

#### Trocadero Motel & Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de novembre 1961, constituant en corporation: Angelos Michael Papadopoulos, restaurateur, 1155, rue Essex, Steve Baras, restaurateur, 791 ouest, rue Liège, et Moses Hyman Myerson, avocat, 5235, Côte-St-Luc, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôteliers, sous le nom de « Trocadero Motel & Restaurant Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Prairie, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508

15614-61 — 1106/128

#### Twinpak-Gilbert Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

bearing date the 27th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Abraham Shuster, advocate, 5470, Bessborough, apt. 23, Nathaniel Liebman, notary, 5215, Kensington, and Dorothy K. Gunston, secretary, fille majeure, 1240, Fort, Apt. 506, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers, under the name of "Suburban Insurance Agency Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$1 each and 4,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o

15725-61 — 1107/9

#### Townships Transport Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert James Stocks, advocate, 3590, Ridgewood Avenue, Apt. 205, Montreal, Louis Cameron Des Bois, advocate, 222, Melville Avenue, Westmount, and Peter Edward Graham, advocate, 3528, Shuter Street, Apt. 3, Montreal, for the following purposes:

To do business as a transportation company, under the name of "Townships Transport Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Box 125, Pleasant Street, Sutton, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o

15530-61 — 1107/42

#### Trocadero Motel & Restaurant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Angelos Michael Papadopoulos, restaurateur, 1155, Essex Street, Steve Baras, restaurateur, 791, Liège Street West, and Moses Hyman Myerson, advocate, 5235, Côte-St-Luc, all three of Montreal, for the following purposes:

To do business as inn-keepers, under the name of "Trocadero Motel & Restaurant Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at La Prairie, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o

15614-61 — 1106/128

#### Twinpak-Gilbert Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de décembre 1961, constituant en corporation: Melvin Rochman, avocat, 638, avenue Roslyn, Westmount, Robert Benson, avocat, 652, avenue Lansdowne, Westmount, Eleanor Johnson, secrétaire, fille majeure, 4875, rue Dufferin, Montréal, et Lucie Trudeau, secrétaire, fille majeure, 7175, Christophe-Colomb, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et exercer le commerce de substances en plastique et articles faits, en tout ou en partie, de plastique ou tout autre matériel semblable, sous le nom de « Twinpak-Gilbert Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 9,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 270, boulevard St-Joseph, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508

15897-61 — 1108/33

**Wiskan Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1961, constituant en corporation: William Alston Campbell, avocat, 161, avenue Bedbrook, Montréal-ouest, Rupert Charles Thomas Harris, avocat, 637, avenue Murrayhill, Westmount, et William Desmond Thomas, avocat, 140, Stonehenge Dr., Beaconsfield, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Wiskan Incorporated », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 236, Westgate Drive, Rosemère, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508

15542-61 — 1106/65

**Lettres patentes supplémentaires**

**Agra Realty Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29e jour de décembre 1961, à la compagnie « Agra Realty Ltd. », augmentant son capital de \$10,000 à \$50,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 29e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508

13306-57 — 1110/33

bearing date the 5th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Melvin Rothman, advocate, 638, Roslyn Avenue, Westmount, Robert Benson, advocate, 652, Lansdowne Avenue, Westmount, Eleanor Johnson, secretary, fille majeure, 4875, Dufferin Street, Montreal, and Lucie Trudeau, secretary, fille majeure, 7175, Christophe-Colomb, Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and deal in plastic substances and articles made, in whole or in part, from plastic or any similar material, under the name of "Twinpak-Gilbert Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 9,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 270, St. Joseph Boulevard, Lachine, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o

15897-61 — 1108/33

**Wiskan Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: William Alston Campbell, advocate, 161, Bedbrook Avenue, Montreal West, Rupert Charles Thomas Harris, advocate, 637, Murrayhill Avenue, Westmount, and William Desmond Thomas, advocate, 140, Stonehenge Dr., Beaconsfield, for the following purposes:

To deal in the fields of real estate and construction, under the name of "Wiskan Incorporated", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 236, Westgate Drive, Rosemère, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o

15542-61 — 1106/65

**Supplementary Letters Patent**

**Agra Realty Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Agra Realty Ltd.", increasing its capital from \$10,000 to \$50,000, the additional capital stock being divided into 400 preferred shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o

13306-57 — 1110/33

**L'Amicale des Métiers de la Construction**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 18e jour de décembre 1961, à la corporation « L'Amicale des Métiers de la Construction », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

11781-61 — 1106/66

**Bernard Distributeur Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 18e jour de décembre 1961, à la compagnie « Hormisdas Lehoux & Fils Inc. », constituée par lettres patentes, en date du 16 janvier 1950, changeant son nom en celui de « Bernard Distributeur Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

9380-49 — 1109/102

**Bisson et Beaulieu Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8e jour de janvier 1962, à la compagnie « Immeubles Barclay Realities Inc. », constituée par lettres patentes, en date du 22 septembre 1958, changeant son nom en celui de « Bisson et Beaulieu Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de janvier 1962.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

13366-58 — 1109/104

**Chauffage Québec Inc.  
Quebec Heating Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27e jour de décembre 1961, à la compagnie « De Luxe Installation Inc. », constituée par lettres patentes en date du 19 avril 1961, changeant son nom en celui de « Chauffage Québec Inc. — Quebec Heating Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

11332-61 — 1109/106

**Collège Saint-Ignace**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7e jour de décembre 1961, à la corporation « Collège Saint-Ignace », étendant ses pouvoirs.

**L'Amicale des Métiers de la Construction**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 18th day of December, 1961, to "L'Amicale des Métiers de la Construction", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

60508

11781-61 — 1106/66

**Bernard Distributeur Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 18th day of December, 1961, to "Hormisdas Lehoux & Fils Inc.", incorporated by letters patent dated the 16th day of January, 1950, changing its name to "Bernard Distributeur Inc."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

60508

9380-49 — 1109/102

**Bisson et Beaulieu Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 8th day of January, 1962, to "Immeubles Barclay Realities Inc.", incorporated by letters patent dated the 22nd day of September, 1958, changing its name to "Bisson et Beaulieu Inc."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

60508

13366-58 — 1109/104

**Chauffage Québec Inc.  
Quebec Heating Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 27th day of December, 1961, to "De Luxe Installation Inc.", incorporated by letters patent dated the 19th day of April, 1961, changing its name to "Chauffage Québec Inc. — Quebec Heating Inc."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

60508

11332-61 — 1109/106

**Collège Saint-Ignace**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 7th day of December, 1961, to "Collège Saint-Ignace", extending its powers.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 7e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**

60508-o 16326-59 — 1105/38

**La Corporation Immobilière Belle-Vue**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 3e jour de janvier 1962, à la compagnie « La Corporation Immobilière Belle-Vue », augmentant son capital de \$300,000 à \$500,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 4,000 actions ordinaires de \$50 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 3e jour de janvier 1962.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**

60508-o 11961-57 — 1110/34

**Crevier Automobiles Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de décembre 1961, à la compagnie « Crevier Automobiles Ltée », subdivisant et convertissant les 51 actions ordinaires de \$100 chacune en 5,091 actions classe « A » de \$1 chacune et en 9 actions classe « B » de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 28e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**

60508-o 16958-59 — 1110/64

**P. E. d'Anjou & Fils Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22e jour de décembre 1961, à la compagnie « P. E. d'Anjou & Fils Limitée », subdivisant et convertissant ses 1,490 actions ordinaires de \$100 chacune en 147,510 actions classe « A » de \$1 chacune et en 1,490 actions classe « B » de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 22e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**

60508-o 15814-52 — 1110/35

**Dominion Lime Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 6e jour de septembre 1961, à la compagnie « Dominion Lime Ltd. », augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 20,000 actions ordinaires sans valeur nominales ou au pair.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
le 6e jour de février 1962.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**

60508 12089-61 — 1109/135

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 7th day of December, 1961.

**RAYMOND DOUVILLE,**  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508 16326-59 — 1105/38

**La Corporation Immobilière Belle-Vue**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 3rd day of January, 1962, to "La Corporation Immobilière Belle-Vue", increasing its capital from \$300,000 to \$500,000, the additional capital stock being divided into 4,000 common shares of \$50 each.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 3rd day of January, 1962.

**RAYMOND DOUVILLE,**  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508 11961-57 — 1110/34

**Crevier Automobiles Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 28th day of December, 1961, to "Crevier Automobiles Ltée", subdividing and converting its 51 common shares of \$100 each into 5,091 class "A" shares of \$1 each and into 9 class "B" shares of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 28th day of December, 1961.

**RAYMOND DOUVILLE,**  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508 16958-59 — 1110/64

**P. E. d'Anjou & Fils Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 22nd day of December, 1961, to "P. E. d'Anjou & Fils Limitée", subdividing and converting its 1,490 common shares of \$100 each into 147,510 class "A" shares of \$1 each and into 1,490 class "B" shares of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 22nd day of December, 1961.

**RAYMOND DOUVILLE,**  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508 15814-52 — 1110/35

**Dominion Lime Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Dominion Lime Ltd.", increasing its capital, the additional capital stock being divided into 20,000 common shares without nominal or par value.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 6th day of February, 1962.

**RAYMOND DOUVILLE,**  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o 12089-61 — 1109/135

**Dominion Lime Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19e jour de décembre 1961, à la compagnie « Dominion Lime Ltd. », 1° diminuant son capital, le capital-actions annulé étant divisé en 1,000 actions privilégiées (de priorité) de \$100 chacune et 9,000 actions privilégiées de \$50 chacune; 2° subdivisant et changeant ses 30,000 actions ordinaires, sans valeur au pair, en 600,000 actions ordinaires de \$1 chacune; 3° augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 14,000 actions privilégiées de \$50 chacune; 4° changeant et convertissant les 1,000 actions privilégiées existantes, cumulatives de 5% en 1,000 actions privilégiées de \$50 chacune cumulatives de 6%.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 19e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508

12089-61 — 1109/135

**Dominion Lime Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Dominion Lime Ltd.", 1. reducing its capital, the capital stock annulled being divided into 1,000 preferred shares of (of priority) of \$100 each and 9,000 preferred shares of \$50 each; 2. subdividing and changing its 30,000 common shares without par value into 600,000 common shares of \$1 each; 3. increasing its capital, the additional capital stock being divided into 14,000 preferred shares of \$50 each; 4. changing and converting the existing 1,000 5% cumulative preferred shares of \$50 each into 1,000 6% cumulative preferred shares of \$50 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o

12089-61 — 1109/135

**Drouin & Frères Auto Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19e jour de décembre 1961, à la compagnie « Drouin & Frères Auto Ltée », convertissant et subdivisant 300 actions privilégiées de \$100 chacune en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

12071-61 — 1109/136

**Drouin & Frères Auto Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 19th day of December, 1961, to "Drouin & Frères Auto Ltée", converting and subdividing 300 preferred shares of \$100 each into 3,000 common shares of \$10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

60508

12071-61 — 1109/136

**Empress Commercial Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 16e jour de janvier 1962, à la compagnie « Empress Sales Corp. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 27e jour de juin 1961, 1° changeant son nom en celui de « Empress Commercial Corp. »; 2° étendant ses pouvoirs; 3° augmentant son capital de \$40,000 à \$250,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 21,000 actions privilégiées de \$10 chacune; 4° augmentant le nombre de ses directeurs de trois (3) à sept (7).

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 16e jour de janvier 1962.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508

13288-61 — 1110/10

**Empress Commercial Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Empress Sales Corp.", incorporated by letters patent dated the 27th day of June, 1961, 1. changing its name to that of "Empress Commercial Corp."; 2. extending its powers; 3. increasing its capital from \$40,000 to \$250,000, the additional capital stock being divided into 21,000 preferred shares of \$10 each; 4. increasing the number of its directors from three (3) to seven (7).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o

13288-61 — 1110/10

**Les Falaises Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de décembre 1961, à la compagnie « Les Falaises Inc. », subdivisant et convertissant ses 200 actions ordinaires de \$100 chacune en 19,980 actions catégorie « A » de \$1 chacune et 20 actions catégorie « B » de \$1 chacune.

**Les Falaises Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Les Falaises Inc.", subdividing and converting its 200 common shares of \$100 each into 19,980 class "A" shares of \$1 each and 20 class "B" shares of \$1 each.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
le 28<sup>e</sup> jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**  
10559-59 — 1109/140

60508

**Ovila Gauthier Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28<sup>e</sup> jour de septembre 1961, à la compagnie «*Ovila Gauthier Ltée*», étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 7<sup>e</sup> jour de février 1962.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**  
3427-46 — 1109/8

60508-o

**Glen Auto Supply Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5<sup>e</sup> jour de janvier 1962 à la compagnie «*Schoel Construction Inc.*», constituée en corporation par lettres patentes datées du 23<sup>e</sup> jour de septembre 1955, 1<sup>o</sup> changeant son nom en celui de «*Glen Auto Supply Inc.*», 2<sup>o</sup> étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
le 5<sup>e</sup> jour de janvier 1962.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**  
12309-55 — 1109/98

60508

**J. Hamelin Lumber & Woodwork Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29<sup>e</sup> jour de novembre 1961, à la compagnie «*J. Hamelin Lumber & Woodwork Ltd.*», 1<sup>o</sup> changeant les 100 actions ordinaires sans valeur au pair en 100 actions ordinaires de \$20 chacune; 2<sup>o</sup> subdivisant lesdites 100 actions ordinaires de \$20 chacune en 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune; 3<sup>o</sup> changeant lesdites 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune en 2,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 29<sup>e</sup> jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**  
4448-49 — 1105/15

60508-o

**Jean Lincourt Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 16<sup>e</sup> jour de janvier 1962, à la compagnie «*Jean Lincourt Inc.*», 1<sup>o</sup> modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes; 2<sup>o</sup> convertissant 350 actions ordinaires de \$100 chacune en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 16<sup>e</sup> jour de janvier 1962.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**  
15879-59 — 1110/37

60508-o

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 28th day of December, 1961.

**RAYMOND DOUVILLE,**  
*Assistant Secretary of the Province.*  
10559-59 — 1109/140

60508-o

**Ovila Gauthier Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 28th day of September, 1961, to "Ovila Gauthier Ltée", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 7th day of February, 1962.

**RAYMOND DOUVILLE,**  
*Assistant Secretary of the Province.*  
3427-46 — 1109/8

60508

**Glen Auto Supply Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Schoel Construction Inc.", incorporated by letters patent dated the 23rd day of September, 1955, 1. changing its name to that of "Glen Auto Supply Inc."; 2. extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 5th day of January, 1962.

**RAYMOND DOUVILLE,**  
*Assistant Secretary of the Province.*  
12309-55 — 1109/98

60508-o

**J. Hamelin Lumber & Woodwork Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 29th day of November, 1961, to "J. Hamelin Lumber & Woodwork Ltd.", 1. changing its 100 common shares without par value into 100 common shares of \$20 each; 2<sup>o</sup> subdividing the said 100 common shares of \$20 each into 2,000 common shares of \$1 each; 3<sup>o</sup> changing the said 2,000 common shares of \$1 each into 2,000 common shares without par value.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 29th day of November, 1961.

**RAYMOND DOUVILLE,**  
*Assistant Secretary of the Province.*  
4448-49 — 1105/15

60508

**Jean Lincourt Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 16th day of January, 1962, to "Jean Lincourt Inc.", 1. modifying certain provisions of its letters patent; 2. converting 350 common shares of \$100 each into 350 preferred shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 16th day of January, 1962.

**RAYMOND DOUVILLE,**  
*Assistant Secretary of the Province.*  
15879-59 — 1110/37

60508

**The Lions Boys' & Girls' Club**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13e jour de décembre 1961, à la corporation « The Lions Boys' Club », constituée en corporation en vertu de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 29e jour d'août 1950, changeant son nom en celui de « The Lions Boys' & Girls' Club ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 13e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508

6158-50 — 1106/13

**Mansions Car Radio Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 18e jour de décembre 1961, à la compagnie « Mansions Car Radio Ltd. », 1° augmentant son capital de \$40,000 à \$45,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 5,000 actions catégorie « A » de \$1 chacune; 2° diminuant le nombre des directeurs de sept (7) à cinq (5).

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 18e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508

10231-54 — 1110/74

**Marquez Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de décembre 1961, à la compagnie « Marquez Ltd. », 1° diminuant son capital de \$5,000 à \$1,000, le capital-actions annulé étant divisé en 800 actions de \$5 chacune; 2° convertissant ses 200 actions de \$5 chacune en 200 actions ordinaires de \$5 chacune; 3° augmentant son capital de \$1,000 à \$6,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 5,000 actions privilégiées de \$1 chacune; 4° augmentant le nombre de directeurs de trois (3) à quatre (4).

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 28e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508

11756-61 — 1107/102

**Mattagami Lake Mines Limited  
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 10e jour de janvier 1962 à la compagnie « Mattagami Lake Mines Limited » (No Personal Liability), 1° étendant ses pouvoirs; 2° augmentant son capital de \$6,000,000 à \$7,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000,000 d'actions ordinaires de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 10e jour de janvier 1962.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508

13594-58 — 1109/137

**The Lions Boys' & Girls' Club**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "The Lions Boys' Club", incorporated in virtue of Part III of the said Quebec Companies Act, by letters patent dated the 29th day of August, 1950, changing its name to that of "The Lions Boys' & Girls' Club".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o

6158-50 — 1106/13

**Mansions Car Radio Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Mansions Car Radio Ltd.", 1. increasing its capital from \$40,000 to \$45,000, the additional capital stock being divided into 5,000 class "A" shares of \$1 each; 2. decreasing the number of directors from seven (7) to five (5).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o

10231-54 — 1110/74

**Marquez Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Marquez Ltd.", 1. reducing its capital from \$5,000 to \$1,000, the capital stock annulled being divided into 800 shares of \$5 each; 2. redesignating its 200 shares of \$5 each as 200 common shares of \$5 each; 3. increasing its capital from \$1,000 to \$6,000, the additional capital stock being divided into 5,000 preferred shares of \$1 each; 4. increasing the number of directors from three (3) to four (4).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o

11756-61 — 1107/102

**Mattagami Lake Mines Limited  
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act and of Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Mattagami Lake Mines Limited" (No Personal Liability), 1. extending its powers; 2. increasing its capital from \$6,000,000 to \$7,000,000, the additional capital stock being divided into 1,000,000 common shares of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o

13594-58 — 1109/137

**Melrose Packers Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de décembre 1961, à la compagnie « Melrose Packers Corp. », subdivisant ses 500 actions ordinaires de \$100 chacune en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 28e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

60508 9732-53 — 1110/19

**Melrose Packers Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Melrose Packers Corp.", subdividing its 500 common shares of \$100 each into 5,000 common shares of \$10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o 9732-53 — 1110/19

**Mon-Mart Discount Department Stores Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29e jour de décembre 1961, à la compagnie « South Shore Shopping Centre Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 31e jour de mars 1960, 1° changeant son nom en celui de « Mon-Mart Discount Department Stores Inc. »; 2° étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 29e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

60508 11472-60 — 1110/1

**Mon-Mart Discount Department Stores Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "South Shore Shopping Centre Inc.", incorporated by letters patent dated the 31st day of March, 1960, 1. changing its name to that of "Mon-Mart Discount Department Stores Inc."; 2. extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o 11472-60 — 1110/1

**Montico Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8e jour de janvier 1962, à la compagnie « Montico Limited », augmentant son capital de \$50,000 à \$500,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 7,500 actions ordinaires de \$10 chacune et 37,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 8e jour de janvier 1962.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

60508 10426-56 — 1110/76

**Montico Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Montico Limited", increasing its capital from \$50,000 to \$500,000, the additional capital stock being divided into 7,500 common shares of \$10 each and 37,500 preferred shares of \$10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o 10426-56 — 1110/76

**Preston, Phipps Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 3e jour de janvier 1962, à la compagnie « Preston, Phipps Incorporated », 1° subdivisant ses 3,500 actions privilégiées de \$100 chacune en 350,000 actions privilégiées de \$1 chacune; 2° augmentant son capital de \$370,000, à \$770,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 400,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 3e jour de janvier 1962.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

60508 1845-33 — 1110/77

**Preston, Phipps Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Preston, Phipps Incorporated", 1. subdividing its 3,500 preferred shares of \$100 each into 350,000 preferred shares of \$1 each; 2. increasing its capital from \$370,000 to \$770,000, the additional capital stock being divided into 400,000 preferred shares of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o 1845-33 — 1110/77

**Produits L. D. G. Products Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

**Produits L. D. G. Products Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29e jour de décembre 1961, à la compagnie « Produits L. D. G. Products Inc. », augmentant son capital de \$250,000 à \$750,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 50,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

2607-50 — 1110/38

**Ray Advertising Inc.  
Publicité Raymond Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de décembre 1961, à la compagnie « Ray Advertising Inc. », constituée par lettres patentes en date du 28 février 1958, changeant son nom en celui de « Ray Advertising Inc. — Publicité Raymond Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

12556-61 — 1106/15

**Senneterre Metals, Gas & Oil Limited  
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30e jour de novembre 1961, à la compagnie « Senneterre Metals Mines Ltd. » (Libre de Responsabilité Personnelle), constituée par lettres patentes en date du 29 janvier 1954, 1° changeant son nom en celui de « Senneterre Metals, Gas & Oil Limited » (No Personal Liability), 2° étendant ses pouvoirs; 3° augmentant son capital de \$4,000,000 à \$7,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 3,000,000 d'actions ordinaires de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

10196-54 — 1105/33

**Service Social pour Personnes Sourdes**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de décembre 1961, à la corporation « Le Service Social des Sourdes-Muettes », constituée en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 27 mai 1946, 1° changeant son nom en celui de « Service Social pour Personnes Sourdes »; 2° étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o

4051-46 — 1109/113

letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 29th day of December, 1961, to "Produits L. D. G. Products Inc.", increasing its capital from \$250,000 to \$750,000 the additional capital stock being divided into 50,000 preferred shares of \$10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508

2607-50 — 1110/38

**Ray Advertising Inc.  
Publicité Raymond Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 28th day of December, 1961, to "Ray Advertising Inc.", incorporated by letters patent dated the 28th day of February, 1958, changing its name to "Ray Advertising Inc. — Publicité Raymond Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508

12556-61 — 1106/15

**Senneterre Metals, Gas & Oil Limited  
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act and under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 30th day of November, 1961, to "Senneterre Metals Mines Ltd." (Libre de Responsabilité Personnelle), incorporated by letters patent dated the 29th day of January, 1954, 1. changing its name to "Senneterre Metals, Gas & Oil Limited" (No Personal Liability), 2. extending its powers; 3. increasing its capital from \$4,000,000 to \$7,000,000, the additional capital stock being divided into 3,000,000 common shares of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508

10196-54 — 1105/33

**Service Social pour Personnes Sourdes**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 28th day of December, 1961, to "Le Service Social des Sourdes-Muettes", incorporated under the provisions of Part III of the said Quebec Companies Act, by letters patent dated the 27th day of May, 1946, 1. changing its name to "Service Social pour Personnes Sourdes"; 2. extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508

4051-46 — 1109/113

**La Société de Boisbrillant Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27e jour de décembre 1961 à « La Société de Boisbrillant Inc. », 1° subdivisant ses 100 actions ordinaires de \$100 chacune en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune; 2° convertissant lesdites 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune en 9,990 actions, catégorie « A » de \$1 chacune et 10 actions, catégorie « B », de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 27e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508 14746-51 — 1109/96

**La Société de Boisbrillant Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La Société de Boisbrillant Inc.", 1. subdividing its 100 common shares of \$100 each into 10,000 common shares of \$1 each; 2. converting the said 10,000 common shares of \$1 each into 9,990 class "A" shares of \$1 each and 10 class "B" shares of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o 14746-51 — 1109/96

**Tobin's Travel Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29e jour de décembre 1961, à la compagnie « Tobin's Travel Bureau Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 4e jour de mars 1931, changeant son nom en celui de « Tobin's Travel Limited ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 29e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508 4275-47 — 1109/114

**Tobin's Travel Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Tobin's Travel Bureau Limited", incorporated by letters patent dated the 4th day of March, 1931, changing its name to that of "Tobin's Travel Limited".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o 4275-47 — 1109/114

**Trans-Canada Shoe Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de décembre 1961, à la compagnie « Trans-Canada Shoe Limited », réduisant son capital de \$600,000 à \$1,000, le capital-actions annulé étant divisé en 19,800 actions ordinaires de \$5 chacune et en 25,000 actions privilégiées de \$20 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de décembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508-o 1914-44 — 1108/72

**Trans-Canada Shoe Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 28th day of December, 1961, to "Trans-Canada Shoe Limited", reducing its capital from \$600,000 to \$1,000, the cancelled capital stock being divided into 19,800 common shares of \$5 each and into 25,000 preferred shares of \$20 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508 1914-44 — 1108/72

**United Obalski Mining Company Limited  
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13e jour de novembre 1961, à la compagnie « Obalski (1945) Limited » (No Personal Liability), constituée en corporation par lettres patentes en date du 5e jour de septembre 1945, 1° changeant son nom en celui de « United Obalski Mining Company Limited » (No Personal Liability); 2. réduisant son capital de \$5,000,000 à \$1,184,340, le capital-actions annulé étant divisé en 3,815,660 actions ordinaires de \$1 chacune; 3° augmentant son capital de \$1,184,340 à \$5,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 3,815,660 actions ordinaires de \$1 chacune.

**United Obalski Mining Company Limited  
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act and of Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Obalski (1945) Limited" (No Personal Liability), incorporated by letters patent dated the 5th day of September, 1945, 1. changing its name to that of "United Obalski Mining Company Limited" (No Personal Liability); 2. reducing its capital from \$5,000,000 to \$1,184,340, the capital stock annulled being divided into 3,815,660 common shares of \$1 each; 3. increasing its capital from \$1,184,340 to \$5,000,000, the additional capital stock being divided into 3,815,660 common shares of \$1 each.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
le 13e jour de novembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

60508

12559-55 — 1102/106

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 13th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508-0

12559-55 — 1102/106

## Demandes à la Législature

### L'Association des Pompiers de la Cité de St-Laurent

Avis est par les présentes donné que « L'Association des Pompiers de la Cité de Saint-Laurent » s'adressera à la Législature de la province de Québec, lors de la présentation du bill de la cité de Saint-Laurent à la présente session, pour l'adoption d'une loi modifiant la charte de ladite cité de sorte que soit abrogé l'article 2, 14 Georges VI, chapitre 106, prohibant aux pompiers et aux membres de la brigade de protection contre l'incendie d'affilier leur association à d'autres associations.

Montréal, le 29 janvier 1962.

*Le Procureur de la requérants,*

60292-6-4-0

RENÉ BEAUDRY.

## Applications to Legislature

### L'Association des Pompiers de la Cité de St-Laurent

Notice is hereby given these by presents that "L'Association des Pompiers de la Cité de Saint-Laurent" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the presentation of the bill of the "Cité de Saint-Laurent" at the present session, for the adoption of an act modifying the charter of the said city so that section 2, 14 George VI, chapter 106, be rescinded, forbidding firemen and members of the fire protection brigade to affiliate their association to other associations.

Montreal, January 29, 1962.

RENÉ BEAUDRY,

60292-6-4-0

*Attorney for the Petitioner.*

### Floriculture LaHaye Ltée

Avis public est par les présentes donné que « Floriculture LaHaye Ltée », corporation légalement constituée ayant son siège social à Charlesbourg, district de Québec, s'adresse à la Législature de la province de Québec, à la présente session, pour l'adoption d'une loi modifiant la charte de la cité de Charlesbourg aux fins d'abroger le pouvoir spécial de taxation accordé à ladite cité par l'article 18 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 133.

Québec, le 5 février, 1962.

*Le Procureur de la pétitionnaire,*

60293-6-4-0

GEORGES PELLETIER, C.R.

### Floriculture LaHaye Ltée

Public notice is hereby given that "Floriculture LaHaye Ltée", corporation legally constituted having its head office at Charlesbourg, district of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act amending the charter of the city of Charlesbourg for the purposes of repealing the special power of taxation granted to the said city by section 18 of the law 8-9 Elizabeth II, chapter 133.

Quebec, February 5, 1962.

GEORGES PELLETIER, Q.C.,

60293-6-4-0

*Attorney for the Petitioner.*

### Le Cercle Universitaire de Montréal Inc.

Avis est par les présentes donné que « Le Cercle Universitaire de Montréal Inc. », de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa présente session pour l'adoption d'une loi aux fins d'autoriser la vente de gré à gré au requérant, sans formalité de justice, par MM. Hector Dalbec et Roméo Dalbec, en leur qualité respective de grevés de substitution à la succession de feu Alfred Dalbec; M. Hector Dalbec, des immeubles connus sous les numéros 1203/100-2, 1203/101-1, 1203/99-1 et 1203/98-2 des plan et livre de renvoi officiels du Quartier St-Jacques de la cité de Montréal, avec bâtisses dessus érigées, M. Roméo Dalbec, de l'immeuble connu sous le numéro 1203/101-2 du même dit cadastre avec bâtisses dessus érigées et pour toutes autres fins que de droit.

Montréal, le 6 février 1962.

*Les Avocats du pétitionnaire,*

LEMAY, POULIN & CORBEIL,  
132 ouest, rue St-Jacques, Ch. 511,  
Montréal.

Le Cercle Universitaire de Montréal Inc.

*Par le Vice-Président,*  
JEAN-NOËL DOMEY.

60309-6-4-0

*Le Président,*  
Colonel PAUL LAMBERT.

### Le Cercle Universitaire de Montréal Inc.

Notice is hereby given that "Le Cercle Universitaire de Montréal Inc.", of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the adoption of an act for purposes of authorizing the sale by mutual agreement to the petitioner, without the prerequisites of justice, by Messrs. Hector Dalbec and Roméo Dalbec, in their respective quality of heir of entail for the estate of the late Alfred Dalbec; Mr. Hector Dalbec, of the immoveables known under numbers 1203/100-2, 1203/101-1, 1203/99-1 and 1203/98-2 on the official plan and in the book of reference of St-James Ward of the City of Montreal, with buildings thereon erected, Mr. Roméo Dalbec, of the immoveables known under number 1203/101-2 of the same cadaster with buildings thereon erected and for all other lawful purposes.

Montreal, February 6, 1962.

LEMAY, POULIN & CORBEIL,  
132 St. James Street, West, Room 511,  
Montreal.

*Attorneys for the petitioners.*

Le Cercle Universitaire de Montréal Inc.

By: JEAN-NOËL DOMEY,  
*Vice-President.*

60309-6-4-0

Colonel PAUL LAMBERT,  
*President.*

**La Laurentienne, compagnie d'assurance sur la vie**

Avis public est par les présentes donné que « La Laurentienne, compagnie d'assurance sur la vie », s'adressera à la Législature à sa présente session, lui demandant d'adopter une loi pour l'autoriser à faire de l'assurance générale et en conséquence de changer son nom en celui de « La Laurentienne, compagnie mutuelle d'assurance ».

Québec, le 7 février 1962.

*Le Secrétaire,*  
**RENÉ LAFLAMME.**

60310-6-4-o

**The Laurentian Life Insurance Company**

Public notice is hereby given that "The Laurentian Life Insurance Company", will apply to the Legislature at its present session praying for the adoption of an act to authorize it to make general insurance business and consequently to change its name to that of "The Laurentian Mutual Insurance Company".

Quebec, February 7, 1962.

**RENÉ LAFLAMME,**  
*Secretary.*

60310-6-4-o

**Corporation des Horlogers-Bijoutiers de la province de Québec**

Avis est par les présentes donné, que la « Corporation des Horlogers-Bijoutiers de la province de Québec », demandera à la Législature de la province de Québec, au cours de la présente session, l'adoption d'une loi pour :

- a) Constituer en corporation professionnelle la Corporation des Horlogers-Bijoutier de la province de Québec;
- b) Définir l'horlogerie;
- c) Décréter qui aura le droit d'exercer ce métier;
- d) Créer le conseil général de cette corporation;
- e) Créer le comité de discipline de cette corporation;
- f) Établir les pouvoirs de régie de ce métier;
- g) Établir les conditions d'admission à l'étude de l'Horlogerie.

Montréal, ce 2 février 1962.

*Le Procureur de la pétitionnaire,*  
**POTHIER FERLAND.**

60348-7-4-o

**Watchmakers and Jewellers of the Province of Quebec**

Notice is hereby given by the "Watchmakers and Jewellers of the Province of Quebec", that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an act;

- a) Constituting the professional corporation of the Quebec Watchmaking Corporation;
- b) Defining the art of watchmaking;
- c) Decreeing who will have the right to practice this trade;
- d) Creating the administrative council of this corporation;
- e) Creating the disciplinary board of this corporation;
- f) Establishing the governing powers of this profession;
- g) Determining the qualifications to study the art of Watchmaking.

Montreal, February, 2, 1962.

**POTHIER FERLAND,**  
*Attorney for the Petitioner.*

60348-7-4-o

**Collège des chiropraticiens de la province de Québec**

Avis est par les présentes donné, que « Le Collège des chiropraticiens de la province de Québec », demandera à la Législature de la province de Québec, au cours de la présente session, l'adoption d'une loi pour :

- a) Constituer en corporation professionnelle le Collège des chiropraticiens du Québec;
- b) Définir la chiropratique;
- c) Décréter qui aura le droit d'exercer cette profession;
- d) Créer le conseil général de cette corporation;
- e) Créer le comité de discipline de cette corporation;
- f) Établir les pouvoirs de régie de cette profession;
- g) Établir les conditions d'admission à l'étude de la chiropratique.

Montréal, ce 2 février 1962.

*Le Procureur de la pétitionnaire,*  
**POTHIER FERLAND.**

60349-7-4-o

**Quebec College of Chiropractors**

Notice is hereby given by the "Quebec College of Chiropractors", that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session, for the passing of an act;

- a) Constituting the professional corporation of the Quebec Chiropractic College;
- b) Defining the art of chiropractic;
- c) Decreeing who will have the right to practice this profession;
- d) Creating the administrative council of this corporation;
- e) Creating the disciplinary board of this corporation;
- f) Establishing the governing powers of this profession;
- g) Determining the qualifications to study the art of chiropractic.

Montreal, February 2, 1962.

**POTHIER FERLAND,**  
*Attorney for the Petitioner.*

60349-7-4-o

**Commission des écoles catholiques de la cité de Dorval**

Avis est par les présentes donné, que la « Commission des écoles catholiques de la cité de Dorval », demandera à la législature de la province de Québec, au cours de la présente session, l'adoption d'une loi pour :

- a) annexer, pour fins scolaires, une partie des territoires de la municipalité scolaire de

**Catholic School Commission of the city of Dorval**

Notice is hereby given by the "Catholic School Commission of the city of Dorval", that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session, for the passing of an Act:

- a) to annex, for school purposes, part of the territory of the school municipality of

Pointe-Claire et de celle de Beaconsfield, de même que pour autoriser la commission à payer une pension à un de ses concierges.

Montréal, le 2 février 1962.

*Le Procureur de la pétitionnaire,*  
60350-7-4-o POTHIER FERLAND.

#### Lac St-Jean-Est

Par les présentes, avis est donné que la Corporation du village d'Hébertville Station, La Corporation du village de Lac-à-la-Croix, La Corporation du village de Notre-Dame d'Hébertville, La Corporation du village de Saint-Bruno, La Corporation du village de Saint-Coeur-De-Marie, La Corporation du village de Saint-Émilien, La Corporation du village de Saint-Gédéon, La Corporation du village de Saint-Jérôme, La Corporation de la paroisse de Saint-Gédéon, La Corporation d'Hébertville, La Corporation de Saint-Bruno, La Corporation de Saint-Henri de Taillon, La Corporation de comté Lac St-Jean Est, La Corporation de la paroisse de Sainte-Croix, La Corporation de la paroisse de Saint-Jérôme, La Corporation de l'Ascension, La Corporation de la ville d'Isle Maligne présenteront, à la présente session de la Législature Provinciale de Québec, un projet de loi renouvelant, pour cinq années et amendant, que la loi créant, dans tout le territoire du comté de Lac St-Jean Est, une zone où sera imposée et perçue, au bénéfice des corporations dudit comté, une taxe spéciale dite « taxe de vente » chapitre 146, des Statuts de Québec, VI-VII Elisabeth II, 1957-58.

Alma, ce 7 février 1962.

*Les Procureurs des pétitionnaires,*  
60351-7-4-o GAUTHIER & FALARDEAU.

#### Ville de St-Eustache

Avis public est par les présentes donné que la ville de St-Eustache, dans le comté des Deux-Montagnes, s'adressera à la législature de la province de Québec à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte aux fins suivantes: autoriser la ville à égotter les eaux de surface sur les rues St-Eustache et St-Louis en utilisant les conduites d'eau qui existent actuellement sous ces rues; déclarer les trottoirs actuellement construits en bordure des rues de la ville, et les terrains sur lesquels ils sont situés la propriété de la ville qui en aura, à l'avenir, l'entretien; déclarer rue publique et appartenant à la ville, une rue de forme et de dimension irrégulières s'étendant du Boulevard Sauvé à la rue St-Viateur; autoriser la ville à adopter un règlement pour réduire la taxe spéciale affectant les propriétaires riverains dans les règlements 386, 387 et 394 à un taux de un dollar et vingt (\$1.20) du pied linéaire et pour imposer et prélever, sur tous les biens-fonds impossibles, le solde nécessaire au paiement des échéances annuelles prévues auxdits règlements; et pour toutes autres fins.

St-Eustache, le 5 février 1962.

*Le Procureur de la ville*  
de St-Eustache,  
60352-7-4-o ME RICHARD LA CHARITÉ.

#### Succession Benny Sadovnick

Avis est par les présentes donné que Jack Sadovnick, marchand de fourrure d'Outremont et Harry Abramnovitch, comptable de Montréal, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de la

Pointe-Claire and of Beaconsfield, as well as to authorize the commission to pay a retirement pension to one its janitors.

Montreal, February 2, 1962.

*POTHIER FERLAND,*  
60350-7-4-o *Attorney for the Petitioner.*

#### Lake St-John-East

Public notice is hereby, given that the Corporation of the village of Hébertville-Station, The Corporation of the village of Lac-à-la-Croix, The Corporation of the village of Notre-Dame d'Hébertville, The Corporation of the village of Saint-Bruno, The Corporation of the village of Saint-Coeur-De-Marie, The Corporation of the village of Saint-Émilien, The Corporation of the village of Saint-Gédéon, The Corporation of the village of Saint-Jérôme, The Corporation of the parish of Sainte-Croix, The Corporation of the parish of Saint-Jérôme, The Corporation of the parish of Saint-Gédéon, The Corporation of Hébertville, The Corporation of Saint-Bruno, The Corporation of Saint-Henri de Taillon, The Corporation of Ascension, The Corporation of Lake St-John-East and The Corporation of the town of Isle Maligne will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to request a bill renewing for five years and amending the act creating in all of the territory for the county of Lake St. John-East, a zone in which a special tax called "Sales Tax" (chap. 146, Statutes of Quebec, VI-VII Elizabeth II, 1957-58) will be imposed and collected for the benefit of the corporations of the said county.

Alma, February 7, 1962.

*GAUTHIER & FALARDEAU,*  
60351-7-4 *Attorneys for the Petitioners.*

#### Town of St-Eustache

Public notice is hereby given that the town of St-Eustache, in the county of Two-Mountains, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session for the adoption of an act amending its charter, for the following purposes: to authorize the town of St-Eustache to drain the surface water on the St-Eustache and St-Louis Streets, by using the water pipes under those streets; to declare the sidewalks presently built along the streets of the town, and the pieces of ground on which they lay, the property of the town which, from now on, will maintain them; to declare a public street, and the property of the town, a certain street of irregular figure and size, extending from Sauvé Boulevard to St-Viateur Street; to authorize the town to pass a by-law to reduce the special tax affecting the bordering property owners in the by-laws numbers 386, 387 and 394, to a rate of one dollar and twenty (\$1.20) for every linear foot, and to charge, on all taxable immovables, the balance necessary to meet the annual maturities mentioned in those by-laws; and for all other purposes.

St-Eustache, February 5, 1962.

*ME RICHARD LA CHARITÉ,*  
60352-7-4-o *Attorney for the town*  
of St-Eustache.

#### Estate Benny Sadovnick

Notice is hereby given that Jack Sadovnick, fur dealer of Outremont and Harry Abramnovitch, accountant of Montreal, in their capacity of testamentary executors of the estate of said

succession dudit Benny Sadovnick s'adresseront à la législature de la province de Québec à sa présente session pour demander l'adoption d'une loi aux fins de modifier les testaments dudit Benny Sadovnick.

Québec, le 10 février 1962.

*Les Procureurs des requérants,*

LAZAROVITZ & BERNATCHEZ.

60353-7-4-o

Benny Sadovnick, will apply to the legislature of the Province of Quebec, at its present session, to request the adoption of an act amending the will of said Benny Sadovnick.

Quebec, February 10, 1962.

LAZAROVITZ & BERNATCHEZ,

*Attorneys for the Petitioners.*

60353-7-4-o

**Leonidas George Nicolopoulos**

Avis est par les présentes donné que « Leonidas George Nicolopoulos » de la cité et du district de Montréal s'adressera à la législature de la province de Québec à la présente session pour obtenir une loi changeant son nom de « Leonidas George Nicolopoulos » en celui de « Loney George Nicol » et pour qu'il puisse exercer ses droits civils sous ce dernier nom.

Montréal, P.Q. ce 9 février 1962.

*Les Procureurs du requérant,*

RIEL, LE DAIN,

VERMETTE & MARIN.

60359-7-4-o

**Protestant Board of School  
Commissioners of the City of Quebec  
The School Trustees for the  
Municipality of the City of Sillery  
The School Trustees for the  
Municipality of the City of Sainte Foy**

Avis est par les présentes donné que le « Protestant Board of School Commissioners of the City of Quebec », « The School Trustees for the Municipality of the City of Sillery in the County of Quebec » et « The School Trustees for the Municipality of the City of Sainte-Foy in the County of Quebec » s'adresseront à la présente session de la législature de la province de Québec pour l'adoption d'une loi à l'effet de:

a) Dissoudre les corporations et abolir les municipalités scolaires sur lesquelles elles ont juridiction.

b) Constituer une nouvelle corporation scolaire, dont le nom sera « The Protestant School Board of Greater Quebec », qui succèdera, d'une façon générale, aux droits et obligations des corporations à être dissoutes et qui sera régie par la Loi de l'instruction publique, sous réserve des dispositions de la loi spéciale projetée.

c) Ériger une nouvelle municipalité scolaire dont le nom sera « The Protestant School Municipality of Greater Quebec ».

d) Abroger les dispositions des lois spéciales et générales les régissant.

e) Réglementer le taux et l'imposition de la taxe scolaire dans la nouvelle municipalité.

f) Déterminer le nombre de commissaires de la nouvelle corporation ainsi que le mode de leur élection et de leur remplacement.

g) Diviser les territoires de la nouvelle municipalité en trois quartiers.

h) Déterminer le mode d'engagement des instituteurs et institutrices qui pourront être engagés par la nouvelle corporation.

i) Déterminer la forme des avis spéciaux et publics de la nouvelle corporation.

j) Accorder à la nouvelle corporation le pouvoir d'exproprier pour ses fins.

k) Obtenir pour la nouvelle corporation tous autres pouvoirs qui peuvent être requis pour sa bonne gouverne.

Québec, le 9 février 1962.

*Les Procureurs des pétitionnaires,*

LÉTOURNEAU, STEIN, JOHNSTON,

LEAHY, MARSEILLE & PRICE.

60360-7-4-o

**Leonidas George Nicolopoulos**

Notice is hereby given that "Leonidas George Nicolopoulos", of the city and district of Montreal will apply at the present session of the Quebec legislature for an Act authorizing him to change his name from "Leonidas George Nicolopoulos" to "Loney George Nicol", and to exercise his civil rights under that name.

Montreal, P.Q., February 9, 1962.

RIEL, LE DAIN,

VERMETTE & MARIN,

*Attorneys for the Petitioner.*

60359-7-4-o

**Protestant Board of School  
Commissioners of the City of Quebec  
The School Trustees for the  
Municipality of the City of Sillery  
The School Trustees for the  
Municipality of the City of Sainte Foy**

Notice is hereby given that the "Protestant Board of School Commissioners of the City of Quebec", "The School Trustees for the Municipality of the City of Sillery in the County of Quebec" and "The School Trustees for the Municipality of the City of Sainte Foy in the County of Quebec" shall apply at the present session of the legislature of the Province of Quebec for an act:

a) To dissolve the corporations and the municipalities governed by them.

b) To constitute a new school corporation under the name of "The Protestant School Board of Greater Quebec" which will succeed to the rights and obligations generally of the dissolved corporations and will be governed by the Education Act subject to the special provisions prayed for.

c) To erect a new school municipality to be called « The Protestant School Municipality of Greater Quebec ».

d) To abrogate the provisions of special and general acts governing them.

e) To regulate the fixing and imposition of the school tax in the new municipality.

f) To determine the number of school commissioners of the new corporation and to regulate their election and replacement.

g) To divide the territory of the new school municipality into three wards.

h) To determine the manner in which teachers shall be engaged by the new corporation.

i) To determine the form of the new corporation's special and public notices.

j) To give to the new corporation the power to expropriate for its purposes.

k) To obtain for the new corporation such other powers as are required for its good management.

Quebec, February 9, 1962.

LÉTOURNEAU, STEIN, JOHNSTON,

LEAHY, MARSEILLE & PRICE,

*Attorneys for the Petitioners.*

60360-7-4-o

## Ville de Duvernay

Avis public est, par les présentes donné, que la « Ville de Duvernay », comté de Laval, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi amendement sa charte, aux fins suivantes: acquérir et rendre publiques des rues qui ne sont pas la propriété de la Ville actuellement; permettre de taxer les riverains en ce qui concerne les égouts et aqueducs, pavage et bordures selon une ligne de front moyenne; changer le nom de ville à cité; permettre la réglementation et la confection d'une carte d'identité pour fins de votation seulement; changer le jour de la votation du premier lundi juridique de novembre pour le premier samedi juridique de novembre et ne faire qu'une seule élection générale pour les conseillers et le maire; l'évaluation des propriétés pour le droit de vote augmentée à \$1,000.00 de valeur au rôle ou \$100.00 de l'année en cotisation pour les non-résidents seulement.

Montréal, ce 12 décembre 1961.

*Le Procureur de la Ville,*

ME JEAN ALLAIRE.

60563-9-4-o

## Town of Duvernay

Public notice is hereby given that the "Town of Duvernay", county of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to request the adoption of an Act amending its charter for the following purposes: to acquire and make public the streets which are not presently the property of the town; to permit the taxation of river-side properties in such matters as sewers and aqueducts, paving and curbs according to an average front line; to change the name from Town to City; to permit the regulating and the making of an identity card for voting purposes only; to change the voting day from the first judicial Monday of November to the first judicial Saturday of November, and to have only one general election for the councillors and the mayor; the evaluation of properties for the right to vote increased to \$1,000.00 in value on the role or \$100.00 annually in assessments for non-residents only.

Montreal, December 12, 1961.

*ME JEAN ALLAIRE,*

*Attorney for the Town.*

60563-9-4

## Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 213

Québec, le 13 février 1962.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation de la constitution et des règlements de la Commission d'Apprentissage des Coiffeurs de Montréal.

ATTENDU QUE la constitution et les règlements de la Commission d'Apprentissage conjointe des professions des coiffeurs pour dames et de barbiers-coiffeurs de Montréal ont été approuvés par l'arrêté ministériel numéro 1320 du 18 avril 1946, subséquemment modifiés par l'arrêté ministériel numéro 1177 du 26 octobre 1950;

ATTENDU QUE par résolution en date du 7 décembre 1961, cette Commission demande que de nombreuses modifications soient apportées à ses règlements;

ATTENDU qu'il est opportun d'agréer la requête de ladite Commission et qu'il convient, à cette occasion, de refondre en un seul texte ladite constitution et lesdits règlements;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE les règlements adoptés par l'arrêté ministériel numéro 1320 du 18 avril 1946, modifiés par l'arrêté ministériel numéro 1177 du 26 octobre 1950, soient annulés et remplacés par les nouveaux règlements dont copie est annexée à la proposition susdite.

JACQUES PRÉMONT,

60572-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 215

Québec, le 13 février 1962.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement numéro 24 de la Commission des accidents du travail

## Orders in Council

Order in Council  
Executive Council Chamber

Number 213

Quebec, February 13, 1962.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of the constitution and by-laws of the Apprenticeship Commission for Hairdressers of Montreal.

WHEREAS the constitution and by-laws of The Joint Apprenticeship Commission for the Professions of Ladies Hairdressing and Barbers and Men's Hairdressers of Montreal have been approved by Order in Council number 1320 of April 18, 1946, subsequently amended by Order in Council number 1177 of October 26, 1950;

WHEREAS, by resolution dated December 7, 1961, this Commission begs that new amendments be made to its by-laws;

WHEREAS it is advisable to grant the petition of the said Commission and whereas it is proper, on this occasion, to revise the said constitution and the said by-laws;

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable, the Minister of Labour,

THAT the by-laws adopted by Order in Council number 1320 of April 18, 1946, amended by Order in Council number 1177 of October 26, 1950, be annulled and replaced by new by-laws, copy of which is annexed to the above mentioned recommendation.

JACQUES PRÉMONT,

60572-o *Deputy Clerk of the Executive Council.*

Order in Council  
Executive Council Chamber

Number 215

Quebec, February 13, 1962.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of regulation number 24 of the Workmen's Compensation Commis-

de Québec relatif aux Premiers Soins aux blessés.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE, à la demande de la Commission des accidents du travail de Québec, le règlement numéro 24 ci-annexé soit approuvé conformément aux dispositions du paragraphe 10° de l'article 48° de la Loi des accidents du travail, 1931, S.R.Q. 1941, chapitre 160, ainsi qu'aux dispositions de l'article 66, de ladite loi.

JACQUES PRÉMONT,  
*Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

COMMISSION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL  
DE QUÉBEC

Règlement No 24

Premiers soins aux blessés  
Généralités

1° L'employeur doit fournir, à ses frais, le service et le nécessaire du poste de Premiers Soins d'après les normes établies par la Commission des Accidents du Travail;

2° Cependant, même s'il existe des circonstances particulières, aucun changement des normes fixées ne peut être fait sans l'approbation de la Commission des Accidents du Travail;

3° Les exigences du nécessaire des Premiers Soins chez un employeur sont déterminées par le nombre de travailleurs;

4° Toutes les circonstances de l'accident, telles que décrites par l'accidenté, doivent être enregistrées par le préposé aux Premiers Soins, particulièrement l'heure, le nom des témoins, la nature et l'endroit exact de la blessure, l'heure et le genre de traitement donnés;

5° La Commission des Accidents du Travail ou ses représentants autorisés ont droit à l'examen des registres et des postes de Premiers Soins;

6° Dans un établissement où il n'y a pas de département médical ou de garde-malade, le préposé, par entraînement ou expérience, doit être dûment qualifié pour administrer les premiers soins aux blessés. Sa responsabilité doit inclure le maintien en bon ordre du nécessaire de Premiers Soins, pour être facilement disponible en cas de besoin immédiat.

Mises en garde

1° Les normes établies par la Commission des Accidents du Travail pour le nécessaire de Premiers Soins doivent toujours être rigoureusement observées. Donc, le nécessaire de Premiers Soins doit être révisé périodiquement et maintenu propre et complet;

2° Ne pas toucher à une blessure ou pansement sans s'être au préalable minutieusement lavé les mains;

3° Ne pas donner les soins qui relèvent d'un médecin, tels que:

- a) Suture d'une plaie;
- b) Incision;
- c) Injections (sans exception);
- d) Toucher à ce que l'on croit être une dislocation;
- e) Ouvrir une ampoule (en aucun temps);
- f) Enlever un corps étranger incrusté dans l'oeil;

4° Ne pas négliger de recouvrir une blessure profonde à la poitrine avec un pansement grand

de Québec concernant First Aid to the injured.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT, at the request of the Workmen's Compensation Commission of Quebec, regulation number 24 annexed hereto be approved in pursuance of the provisions of paragraph 10 of section 48 of the Workmen's Compensation Act, 1931, R.S.Q., 1941, chapter 160, and in pursuance of the provisions of section 66 of the said Act.

JACQUES PRÉMONT,  
*Deputy Clerk of the Executive Council.*

WORKMEN'S COMPENSATION COMMISSION  
OF QUEBEC

Regulation No. 24

First aid to the injured  
General provisions

1. The employer shall furnish, at his own expense, First Aid Service and appliances in accordance with standards established by the Quebec Workmen's Compensation Commission;

2. However, should any particular circumstances exist, no change in the standards can be made without the approval of the Quebec Workmen's Compensation Commission;

3. First Aid requirements are determined by the number of persons employed in the establishment;

4. The circumstances of an accident must be kept on record by the First Aid attendant as described by the injured workman and, especially, the time of its occurrence, the names of witnesses, the nature and exact location of the injury on the body, and the time and nature of First Aid treatments given;

5. The Quebec Workmen's Compensation Commission or its authorized representatives shall have access for inspection purposes, to records and may inspect the First Aid equipment and requisites;

6. In an establishment where there is no medical department or nurse, the first aider must be duly qualified through training or experience in the treatment of work injuries. His responsibility should include seeing that the First Aid service is always in good keeping and easily accessible for immediate use.

Warning

1. The standards established by the Workmen's Compensation Commission for First Aid requisites, must always be strictly adhered to. Therefore, stock must be checked periodically, kept clean and up to requirements;

2. Do not attend to wounds or handle dressings without first thoroughly washing your hands;

3. Do not carry out procedures considered to be Doctor's duties such as:

- a) Suturing of wounds;
- b) Incisions;
- c) Injections (any kind);
- d) Interfere with a suspected dislocation;
- e) Open blisters (at any time);
- f) Remove any imbedded foreign body from the eye;

4. Do not neglect to cover a penetrating wound of chest with a large and bulky dressing pressed

et épais recouvert d'un bandage compressif appliqué fermement sur la plaie pour empêcher la pénétration d'air;

5° Ne pas négliger d'appeler un médecin dans les cas d'évanouissement causé par une blessure à la tête, même si la perte de connaissance n'est que de quelques minutes;

6° Ne pas bouger le blessé s'il y a fracture ou possibilité de fracture avant d'avoir immobilisé la partie atteinte et arrêté toute perte de sang au préalable;

7° Ne pas courber l'accidenté dans les cas de blessure grave au dos;

8° Ne pas enlever, dans les cas de brûlure sérieuse, le linge qui adhère à la peau. N'appliquez pas de vaseline, d'onguent à brûlure ou autres substances grasses si les soins d'un médecin sont nécessaires;

9° Ne pas oublier de placer une personne inconsciente sur le côté plutôt que sur le dos;

10° Ne pas retarder de pratiquer la respiration artificielle et de la continuer jusqu'à ce qu'elle redevienne normale, à moins que la mort n'ait été constatée par un médecin ou que la raideur de la mort soit évidente. Ne jamais permettre aux compagnons de travail de faire quoi que ce soit, à moins de recevoir l'autorisation du médecin;

11° Ne pas frotter ou masser avec de la neige ou appliquer de la chaleur directement sous quelque forme que ce soit sur une engelure;

12° Ne pas négliger d'enregistrer promptement et exactement tout accident et traitement donnés;

#### *Antiseptiques*

Tout antiseptique d'usage courant dans les hôpitaux ou bureaux de médecins est acceptable. Naturellement, cet usage doit être déterminé par la disponibilité de l'eau. Où il n'y a pas d'eau, un antiseptique de la peau, reconnu comme tel, peut être employé.

Où il y a de l'eau, dans un bassin émaillé blanc, une solution d'eau et du savon antiseptique peuvent être employés.

Le savon vert ou des préparations contenant du phénol (acide carbolique) peuvent causer une dermatite, aussi faut-il être très prudent si l'on en fait usage.

#### *Boîtes de Premiers Soins*

Lorsque les premiers traitements à un blessé dépendent uniquement des boîtes de Premiers Soins, celles-ci et leur contenu doivent rencontrer des normes spécifiques.

La boîte doit être de métal avec une poignée et des crochets afin qu'elle puisse être transportée ou accrochée au mur. L'intérieur doit être divisé en compartiments de dimension variées d'après la sorte de matériel et la quantité des articles de son contenu. Elle doit être facile d'entretien et d'accès.

*Contenu:* Celui-ci varie d'après le nombre d'employés ou de personnes qui peuvent en faire usage.

#### PREMIER GROUPE

(Moins de 10 employés)

Établissements où le nombre d'employés ne dépasse pas 10:

1° Manuel de Premiers Soins, semblable à celui de l'Ambulance St-Jean.

#### 2° Instruments:

- 1 paire de ciseaux à bandage
- 1 carte d'épingles de sûreté (grand-ours assorties)

on firmly to prevent air from penetrating;

5. Do not neglect to call a doctor for any head injury severe enough to produce unconsciousness, no matter how short the period of insensibility;

6. Do not move an injured person with a suspected fracture or broken bone until it has been firmly supported and any obvious bleeding controlled;

7. Do not bend the spine in cases of severe injury to the back;

8. Do not attempt to remove adherent clothing in serious burns. Do not apply vaseline, burn ointment or any greasy substance to any burn requiring treatment by a doctor;

9. Do not forget to place an unconscious person on his side rather than on his back;

10. Do not delay commencement of artificial respiration when required and continue until normal breathing resumes, unless a doctor pronounces him dead, or rigor mortis is evident. Do not allow any activity on workmen's part unless doctor's approval is obtained;

11. Do not massage, or rub with snow or apply direct heat in any form in the treatment of Frostbite;

12. Do not neglect to record all accidents and treatments promptly and accurately.

#### *Antiseptics*

Any of the standard antiseptics in general use in hospitals or medical offices are acceptable. This use, of course, must be governed by availability of water. Where water is not available, a recognized antiseptic may be used.

Where water is available, use a white enamel basin with a solution of tap water plus an antiseptic soap.

Green soap or any preparation containing phenol (Carbolic Acid) may cause contact dermatitis and care should be exercised in their use.

#### *First aid boxes*

When first aid treatments to an injured person depends solely on a first aid box, its contents should meet specified standards.

The box should be in metal, with handle and hooks so that it can be carried or hung on the wall. The interior must be divided in compartments of various dimensions, according to the kind of material and quantities of articles it will contain. It should be of easy maintenance and access.

*Contents:* Those will vary according to the number of employees or persons who will use it.

#### FIRST GROUP

(Less than 10 employees)

Establishments where the number of persons employed does not exceed 10:

1. A standard First Aid Manual, similar to that of the St. John Ambulance.

#### 2. Instruments:

- 1 pair of bandage scissors
- 1 card of assorted safety pins

- 1 paire de pince à écharde — Pincette 4"
- 12 abaisse-langue (enveloppés individuellement)
- 1 paquet d'applicateurs

3° *Médicaments:*

- 6 ampoules d'esprit d'ammoniaque aromatique (broyables)
- 6 onces d'antiseptique reconnu (pas d'iode)

- 1 tube d'onguent pour brûlures (sans acide tannique) ou de la vaseline

- 1 barre de savon (savon avec hexachlorophene ou autre produit semblable)

- 1 Pour les yeux (huile de castor) avec compte-gouttes

4° *Pansements:*

- 3 paquets de 1/2 once de coton absorbant stérile

- 12 pansements adhésifs, enveloppés individuellement

- 1 rouleau de diachylon 1" x 3 verges

- 3 bandages triangulaires

- 12 tampons de gaze 3" x 3", enveloppés individuellement

- 4 rouleaux de bandage de gaze stérile de 1"

- 3 rouleaux de bandage de gaze stérile de 2"

- 2 rouleaux de bandage de gaze stérile de 3"

- 3 couvre-oeil (Celluloid ou fibre)

DEUXIÈME GROUPE  
(Entre 10 à 50 employés)

Établissements où le nombre d'employés ne dépasse pas 50:

- 1° Manuel de Premiers Soins, semblable à celui de l'Ambulance St-Jean.

2° *Instruments:*

- 1 paire de ciseaux à bandage

- 24 éoingles de sûreté (grandeurs assorties)

- 1 paire de pince à écharde — Pincette 4"

- 12 abaisse-langue (enveloppés individuellement)

- 1 paquet d'applicateurs (5)

3° *Médicaments:*

- 12 ampoules d'esprit d'ammoniaque aromatique (broyables)

- 6 onces d'antiseptique reconnu (pas d'iode)

- 1 tube d'onguent à brûlures (sans acide tannique) ou de la vaseline

- 1 barre de savon (savon avec hexachlorophene ou autre produit semblable)

- 1 Pour les yeux (huile de castor) avec compte-gouttes

4° *Pansements:*

- 6 paquets de 1/2 once de coton absorbant stérile
- 50 pansements adhésifs, enveloppés individuellement

- 1 rouleau de diachylon 1" x 5 verges

- 1 rouleau d'élastoplasme

- 3 bandages triangulaires

- 25 compresses de gaze de 2" x 2", enveloppés individuellement

- 25 compresses de gaze de 3" x 3", enveloppés individuellement

- 25 compresses de gaze de 4" x 4", enveloppés individuellement

- 6 rouleaux de bandage de gaze stérile de 1"

- 6 rouleaux de bandage de gaze stérile de 2"

- 6 rouleaux de bandage de gaze stérile de 3"

- 2 paquets de ouate pour éclisses

- 6 éclisses de grandeurs assorties

- 4 couvre-oeil (Celluloid ou fibre)

- 1 pair of splinter forceps 4"
- 12 tongue depressors (individually wrapped)
- 1 package of cotton tipped applicators

3. *Drugs:*

- 6 crushable ampoules of aromatic spirits of ammonia

- 6 ounces of any recognized antiseptic (no iodine)

- 1 tube of burn ointment (without tannic acid) or plain vaseline

- 1 bar of soap (soap with hexachlorophene or other similar product)

- 1 bottle of eye drops (castor oil) with dropper

4. *Dressings:*

- 3 1/2 ounce packages of sterile absorbant cotton

- 12 adhesive dressings (individually wrapped)

- 1 roll of adhesive tape in 1" width x 3 yards

- 3 triangular bandages

- 12 gauze pads, individually wrapped 3" x 3"

- 4 rolls of 1" sterile gauze bandage

- 3 rolls of 2" sterile gauze bandage

- 2 rolls of 3" sterile gauze bandage

- 3 eye patches (Celluloid or fibre)

SECOND GROUP

(Between 10 and 50 employees)

Establishments in which the number of persons employed does not exceed 50:

- 1. A standard First Aid Manual, similar to that of the St. John Ambulance

2. *Instruments:*

- 1 pair of bandage scissors

- 24 safety pins — assorted sizes

- 1 pair of splinter forceps 4"

- 20 tongue depressors (individually wrapped)

- 1 package of cotton tipped applicators (50)

3. *Drugs:*

- 12 crushable ampoules of aromatic spirits of ammonia

- 6 ounces of any recognized antiseptic (no iodine)

- 1 tube of burn ointment (without tannic acid) or plain vaseline

- 1 bar of soap (soap with hexachlorophene or other similar product)

- 1 bottle of eye drops (castor oil) with dropper

4. *Dressings:*

- 6 1/2 ounce packages of sterile absorbent cotton
- 50 adhesive dressings (individually wrapped)

- 1 roll of adhesive tape 1" x 5 yards

- 1 roll of elastic adhesive bandage

- 3 triangular bandages

- 25 gauze pads individually wrapped 2" x 2"

- 25 gauze pads individually wrapped 3" x 3"

- 25 gauze pads individually wrapped 4" x 4"

- 6 rolls of 1" sterile gauze bandage

- 6 rolls of 2" sterile gauze bandage

- 6 rolls of 3" sterile gauze bandage

- 2 packages of splint padding

- 6 splints of assorted sizes

- 4 eye patches (Celluloid or fibre)

## TROISIÈME GROUPE

(entre 50 à 200 employés)

Établissements où le nombre d'employés ne dépasse pas 200:

1° Manuel de Premiers Soins, semblable à celui de l'Ambulance St-Jean.

## 2° Instruments:

- 1 paire de pince à pansement
- 1 paire de ciseaux à bandage
- 1 paire de pince à écharde — Pincette 4"
- 24 épingles de sûreté (grandeurs assorties)
- 100 abaisse-langue (enveloppés individuellement)
- 2 paquets d'applicateurs
- 6 couvre-oeil (Celluloid ou fibre)

## 3° Médicaments:

- 12 ampoules d'esprit d'ammoniaque aromatisé (broyables)
- 6 onces d'antiseptique reconnu (pas d'iode)
- 3 tubes de 1 once d'onguent à brûlures (sans acide tannique) ou de la vaseline
- 1 barre de savon (avec hexachlorophène ou autre savon similaire)
- 1 Pour les yeux (huile de castor) avec compte-gouttes

## 4° Pansements:

- 12 paquets de ½ once de coton absorbant
- 100 pansements adhésifs (enveloppés individuellement)
- 2 rouleaux de diachylon, 1 de ½" et 1 de 2"
- 2 rouleaux d'élastoplasme
- 8 bandages triangulaires
- 50 tampons ou compresses de gaze de 2" x 2"
- 50 tampons ou compresses de gaze de 3" x 3"
- 50 tampons ou compresses de gaze de 4" x 4"
- 12 rouleaux de bandage de gaze stérile de 1" x 10 verges
- 8 rouleaux de bandage de gaze stérile de 2" x 10 verges
- 8 rouleaux de bandage de gaze stérile de 3" x 10 verges
- 6 éclisses de grandeurs assorties
- 3 paquets de ouate pour éclisses
- 6 tampons chirurgicaux pour pansements compressifs (enveloppés individuellement)

## 5° Ameublement:

- 1 civière
- 1 couverture
- 1 bassin émaillé blanc

## QUATRIÈME GROUPE

(Plus de 200 employés)

Dans les établissements de plus de 200 employés:

1° Il doit y avoir une *Salle de Premiers Soins*

2° Un Manuel de Premiers Soins, semblable à celui de l'Ambulance St-Jean.

## 3° Instruments:

- 1 paire de ciseaux à bandage
- 1 paire de pince à pansement
- 1 paire de pince à écharde — Pincette 4"
- 50 épingles de sûreté (grandeurs assorties)
- 100 abaisse-langue (enveloppés individuellement)
- 100 applicateurs
- 50 gobelets de papier
- 12 couvre-oeil (Celluloid ou fibre)

## 4° Médicaments:

- 2 boîtes de 12 ampoules d'esprit d'ammoniaque aromatisé (ampoules broyables)

## THIRD GROUP

(Between 50 and 200 employees)

Establishments where the number of persons employed does not exceed 200:

1. A standard First Aid Manual, similar to that of the St. John Ambulance.

## 2. Instruments:

- 1 pair of dressing forceps
- 1 pair of bandage scissors
- 1 pair of splinter forceps 4"
- 24 safety pins, assorted sizes
- 100 tongue depressors (individually wrapped)
- 2 packages of cotton tipped applicators
- 6 eye patches (Celluloid or fibre)

## 3. Drugs:

- 12 crushable ampoules of aromatic spirits of ammonia
- 6 ounces of any recognized antiseptic (no iodine)
- 3-1 ounce tube of burn ointment (without tannic acid) or plain vaseline
- 1 bar of soap (soap with hexachlorophene or other similar product)
- 1 bottle of eye drops (castor oil) with dropper

## 4. Dressings:

- 12 ½ ounce packages absorbent cotton
- 100 adhesive dressings individually wrapped
- 1 roll of adhesive tape, in each width of ½ and 2"
- 2 rolls of elastic adhesive bandages
- 8 triangular bandages
- 50 sterile gauze pads 2" x 2"
- 50 sterile gauze pads 3" x 3"
- 50 sterile gauze pads 4" x 4"
- 12 rolls of 1" sterile gauze bandage x 10 yds
- 8 rolls of 2 sterile gauze bandage x 10 yds
- 8 rolls of 3 sterile gauze bandage x 10 yds
- 6 splints of assorted sizes
- 3 packages splint padding
- 6 surgical pads for pressure dressings, individually wrapped

## 5. Furnishings:

- 1 stretcher
- 1 blanket
- 1 white enamel basin

## FOURTH GROUP

(Over 200 employees)

Establishments of over 200 employees:

1. Must have an emergency *First Aid Room*

2. A standard First Aid Manual, similar to that of the St. John Ambulance.

## 3. Instruments:

- 1 pair of bandage scissors
- 1 pair of dressing forceps
- 1 pair of splinter forceps 4"
- 50 safety pins of assorted sizes
- 100 tongue depressors individually wrapped
- 100 applicators, cotton tipped
- 50 paper cups
- 12 eye patches (celluloid or fibre)

## 4. Drugs:

- 2 boxes of 12 crushable ampoules of aromatic spirits of ammonia

- 1 bouteille de 16 onces d'alcool « Ethyl » dénaturé (Alcool à friction)
- 4 bouteilles de 4 onces d'antiseptique reconnu (pas d'iode)
- 6 tubes de 1 once d'onguent à brûlures (pas d'acide tannique) ou de la vaseline
- 1 Pour les yeux (huile de castor) avec compte-gouttes

5° Pansements:

- 2 rouleaux de 1/2 livre de coton absorbant
- 1 boîte de 100 tampons de gaze de 2" x 2" (enveloppés individuellement)
- 1 boîte de 100 tampons de gaze de 3" x 3" (enveloppés individuellement)
- 1 boîte de 100 tampons de gaze de 4" x 4" (enveloppés individuellement)
- 3 ou 4 paquets de 1 verge de gaze stérile
- 1 rouleau de diachylon de 1" x 5 verges
- 1 rouleau de diachylon de 2" x 5 verges
- 1 rouleau de diachylon de 3" x 5 verges
- 12 bandages triangulaires
- 12 rouleaux de bandage de gaze de 1" x 10 verges
- 12 rouleaux de bandage de gaze de 2" x 10 verges
- 12 rouleaux de bandage de gaze de 3" x 10 verges
- 4 rouleaux d'élastoplaste
- 12 éclisses de grandeurs assorties
- 6 paquets de ouate pour éclisses
- 12 tampons chirurgicaux pour pansements à pression (enveloppés individuellement)

6° Ameublement:

- L'eau courante (chaude et froide)
  - 3 bassins émaillés blanc
  - 1 stérilisateur pour instruments
  - 1 cabinet pour pansements chirurgicaux
  - 1 bassin émaillé pour bain de pieds
  - 1 poubelle avec couvercle et sacs de rebut appropriés
  - 1 boîte de Premiers Soins devant servir sur la scène de l'accident avant que le blessé soit conduit à la salle de Premiers Soins de l'usine ou à l'hôpital
  - 1 lit de repos avec rideaux, ou encore une cellule séparés
  - 1 civière
  - 2 couvertes
  - 1 collerette de plastique pour usage général
- Le présent règlement entrera en vigueur le premier jour de septembre 1962.

Québec, 13 février 1962.

60527-3

- 1-16 ounces of denatured ethyl alcohol (rubbing alcohol)
- 4-4 ounces of any recognized skin antiseptic (no iodine)
- 6-1 ounce tube of burn ointment or plain vaseline (no tannic acid)
- 1 bottle of eye drops (castor oil) with dropper

5. Dressings:

- 2-1/2 pound rolls of absorbent cotton
- 1 box of 100 gauze pads individually wrapped 2" x 2"
- 1 box of 100 gauze pads individually wrapped 3" x 3"
- 1 box of 100 gauze pads individually wrapped 4" x 4"
- 3 or 4 - 1 yard packages of sterile gauze
- 1 roll of adhesive tape 1" x 5 yds
- 1 roll of adhesive tape 2" x 5 yds
- 1 roll of adhesive tape 3" x 5 yds
- 12 triangular bandages
- 12 rolls of gauze bandage 1" x 10 yds
- 12 rolls of gauze bandage 2" x 10 yds
- 12 rolls of gauze bandage 3" x 10 yds
- 4 rolls of elastic bandage
- 12 splints of assorted sizes
- 6 packages of splint padding
- 12 surgical pads for pressure dressings, individually wrapped

6. Furnishings:

- Hot and cold running water
  - 3 white enamel wash basins
  - 1 instrument sterilizer
  - 1 cabinet for surgical dressings
  - 1 enamel foot bath basin
  - 1 sanitary disposal receptacle with lid & disposable paper bags
  - 1 first aid box for use by attendant at scene of accident before patient is removed to plant first aid room or general hospital
  - 1 couch curtained or separate cubicle
  - 1 stretcher
  - 2 blankets
  - 1 plastic cape for general use
- This regulation shall come into force on September 1, 1962.

Québec, February 13, 1962.

60527-0

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 189

Québec, le 6 février 1962.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT certains actes administratifs du Ministère de la chasse et des pêcheries.

CONCERNANT la protection du poisson dans certains lacs des Cantons de l'Est.

ATTENDU QUE l'arrêté en conseil numéro 203, en date du 7 mars 1956, fixait certaines restrictions pour les Lacs Gale, Sugar Loaf, O'Malley, Crystal, McKenzie et Baldwin;

ATTENDU qu'il convient de soustraire les Lacs O'Malley, Crystal et Baldwin.

VU l'article 37 du chapitre 154 des Statuts refondus de Québec, 1941,

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre de la chasse et des pêcheries:

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 189

Québec, February 6, 1962.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain administrative acts of the Department of Game and Fisheries.

CONCERNING the protection of fish in certain lakes in the Eastern Townships.

WHEREAS Order in Council number 203, dated March 7, 1956, fixed certain restrictions for Gale, Sugar Loaf, O'Malley, Crystal, McKenzie and Baldwin Lakes;

WHEREAS it is convenient to withdraw O'Malley, Crystal and Baldwin Lakes.

IN VIEW OF section 37 of chapter 154 of the Revised Statutes of Québec, 1941,

IT IS ORDERED, accordingly, upon the recommendation of the Minister of Game and Fisheries:

QUE l'arrêté en conseil numéro 203, en date du 7 mars 1956, concernant la protection du poisson dans certains lacs des Cantons de l'Est, soit amendé pour exclure les Lacs O'Malley, Crystal et Baldwin qui seront ainsi sujets, à l'avenir, aux lois et règlements généraux de la province de Québec.

60581-o

L. DÉSILETS,  
*Greffier du Conseil Exécutif.*

**Arrêté en conseil**  
**Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 283

Québec, le 20 février 1962.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les honoraires exigibles pour l'enregistrement des autos-neige (snowmobiles) et des traîneaux-mobiles (ski-doo).

ATTENDU QUE dans la Province, certaines personnes, durant les mois d'hiver, doivent utiliser des véhicules spécialement construits et agencés pour circuler sur la neige;

ATTENDU QUE le Code de la Route (S.R.Q. 1941, chapitre 142 et amendements) exige l'enregistrement de tout véhicule-automobile à certains taux suivant leur classe et genre;

ATTENDU QUE de plus se répand l'usage des auto-neige (snowmobiles) et particulièrement des traîneaux-mobiles (ski-doo), et qu'il est important en conséquence d'établir des normes bien définies quant à leur enregistrement;

ATTENDU QUE l'article 68, paragraphe 1, sous-paragraphe a), du Code de la Route (S.R.Q. 1941, chapitre 142 et amendements) autorise le lieutenant-gouverneur en conseil à modifier les honoraires payables au sujet des licences, des permis et de l'enregistrement, de même qu'à établir de nouveaux taux et à faire des règlements nouveaux à leur sujet;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre des transports et communications:

QUE les honoraires exigibles pour l'enregistrement d'un véhicule-automobile spécialement construit pour circuler sur la neige seulement et utilisé pour des fins autres que celles du transport de personnes et de marchandise, moyennant considération pécuniaire et communément désigné sous le nom d'auto-neige (snowmobile) ou traîneau-moblie (ski-doo), soient fixés à la somme de \$4.00. Le directeur du Bureau des Véhicules-automobiles, conformément à l'article 13 du Code de la Route (S.R.Q. 1941, chapitre 142 et amendements) garde néanmoins le droit de restreindre les effets d'un tel enregistrement.

QUE l'arrêté-en-conseil No 1496, du 10 mai 1946, concernant les honoraires exigibles pour l'enregistrement des autos-neige (snowmobiles) soit rescindé.

JACQUES PRÉMONT,  
60546-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

**Arrêté en conseil**  
**Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 189

Québec, le 6 février 1962.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT certains actes administratifs du Ministère de la chasse et des pêcheries.

CONCERNANT les taux des divers permis de chasse.

THAT Order in Council number 203, dated March 7, 1956, concerning the protection of fish in certain lakes in the Eastern Townships, be amended in order to exclude O'Malley, Crystal and Baldwin Lakes, which will be subject, henceforth, to the laws and general by-laws of the Province of Quebec.

60581

L. DÉSILETS,  
*Clerk of the Executive Council.*

**Order in Council**  
**Executive Council Chamber**

Number 283

Québec, February 20, 1962.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING fees required for the registration of snowmobiles and ski-doo.

WHEREAS that in the Province, certain persons, during the winter months, must use vehicles specially constructed and adjusted for snow traffic;

WHEREAS the Motor Vehicles Code (R.S.Q. 1941, chapter 142 and amendments) require the registration of any automotive vehicle at certain rates according to their class and type;

WHEREAS the use of snowmobiles is becoming more and more general and especially that of ski-doo, and it is therefore important to establish well defined rules with regard to their registration;

WHEREAS section 68, paragraph 1, (sub-paragraph a), of the Motor Vehicles Code (R.S.Q. 1941, chapter 142 and amendments) authorizes the Lieutenant-Governor to amend the fees payable with regard to licences, permits and registration, as well as to establish new rates and to make new regulations in this respect.

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the proposition of the Minister of Transportation and Communications:

THAT the fees required for the registration of a specially built automotive vehicle to circulate in snow only and used for purposes other than those of the transportation of people and merchandise, with pecuniary consideration and commonly designated under the name of snowmobile or ski-doo, be fixed at the sum of \$4.00. The Director of the Office of the Automotive-vehicles, in accordance with section 13 of the Motor Vehicles Code (R.S.Q. 1941, chapter 142 and amendments) keep, however, the right to restrict the effects of such registration.

THAT Order-in-Council No. 1496, of May 10, 1946, concerning the fees required for the registration of snowmobiles, be repealed.

JACQUES PRÉMONT,  
60546 *Deputy Clerk of the Executive Council.*

**Order in Council**  
**Executive Council Chamber**

Number 189

Québec, February 6, 1962.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain administrative acts of the Department of Game and Fisheries.

CONCERNING the rates for different hunting permits.

ATTENDU QU'il est important de reviser et de modifier les honoraires des permis de chasse en vue d'un meilleur contrôle et d'une plus juste répartition.

VU l'article 28 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941,

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre de la chasse et des pêcheries:

QUE les honoraires des divers permis de chasse soient, à l'avenir, fixés comme suit:

1. Pour les domiciles:

a) Pour chasser au fusil seulement, pourvu que la cartouche contienne plus qu'un seul plomb ou plus qu'une seule balle, le petit gibier comprenant tous les oiseaux et le lièvre: \$3.25 dont 25¢ de commission au vendeur;

b) Pour chasser le chevreuil ainsi que tous les autres animaux, excepté l'orignal, le lièvre, les oiseaux et les autres animaux à fourrure: \$4.25 dont 25¢ de commission au vendeur;

c) Pour chasser l'orignal ainsi que tous les autres animaux, excepté le chevreuil, les oiseaux, le lièvre et les animaux à fourrure: \$12.50 dont 50¢ de commission au vendeur;

d) Pour chasser les animaux à fourrure seulement: \$2.10 dont 10¢ de commission au vendeur.

2. Pour les non-domiciles:

a) Pour chasser au fusil seulement, pourvu que la cartouche contienne plus qu'un seul plomb ou plus qu'une seule balle, le petit gibier comprenant tous les oiseaux et le lièvre: \$15.50 dont 50¢ de commission au vendeur;

b) Pour chasser le chevreuil ainsi que tous les autres animaux, excepté l'orignal, le lièvre, les oiseaux et les animaux à fourrure: \$25.50 dont 50¢ de commission au vendeur;

c) Pour toute chasse, y compris l'orignal, sauf, les animaux à fourrure: \$101 dont \$1 de commission au vendeur;

d) Pour chasser les animaux à fourrure: \$202 dont \$2 de commission au vendeur.

QUE l'arrêté en conseil numéro 240, en date du 2 mars 1955, concernant les honoraires des différents permis de chasse, ainsi que la partie de l'arrêté en conseil numéro 262, en date du 14 mars 1956, concernant la chasse à l'orignal, soient rescindés.

L. DÉSILETS,

Greffier du Conseil Exécutif.

60581-0

Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 294

Québec, le 20 février 1962.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la Réserve de chasse et de pêche Horton.

ATTENDU QUE l'arrêté en conseil numéro 538, en date du 22 mai 1958, concernant la Réserve de chasse et de pêche Horton, créait ladite réserve;

ATTENDU QU'il y a lieu de prévoir de nouvelles bornes pour la Réserve Horton, en vue de son agrandissement, vu le nombre grandissant de chasseurs et de pêcheurs, et vu le peu de territoire disponible.

VU l'article 63 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre de la chasse et des pêcheries:

QUE tout le territoire situé à l'intérieur de la ligne ci-après décrite, soit, à l'avenir, incorporé

WHEREAS it is important to revise and to amend the game fees in view of obtaining better control and a more justifiable distribution.

IN VIEW of section 28 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941,

IT IS ORDAINED, therefore, upon the proposition of the Minister of Game and Fisheries:

THAT the fees of the various game permits be, in future, fixed as follows:

1. For residents:

a) To hunt with a gun only, provided that the cartridge contains more than one pellet, small game comprising all birds and hare: \$3.25, of which 25¢ is the salesman's commission;

b) To hunt deer as well as all the other animals, except moose, hare, birds and the other fur-bearing animals: \$4.25, of which 25¢ is the salesman's commission;

c) To hunt moose as well as all other animals, except deer, birds, hare, and fur-bearing animals: \$12.50 of which 50¢ is the salesman's commission;

d) To hunt fur-bearing animals only: \$2.10 of which 10¢ is the salesman's commission.

2. For non-residents:

a) To hunt by gun only, provided that the cartridge contains more than one pellet or more than one bullet, small game comprising all birds and hare: \$15.50, of which 50¢ is the salesman's commission;

b) To hunt deer as well as the other animals, except moose, hare, birds and fur-bearing animals: \$25.50, of which 50¢ is the salesman's commission;

c) For all hunting, moose included, save fur-bearing animals: \$101, of which \$1 is the salesman's commission;

d) To hunt fur-bearing animals: \$202, of which \$2 is the salesman's commission.

THAT Order in Council number 240, dated March 2, 1955, concerning the fees of the different hunting permits, as well as the part of the Order in Council number 262, dated March 14, 1956, concerning the hunting of moose, be repealed.

L. DÉSILETS,

Clerk of the Executive Council.

60581

Order in Council  
Executive Council Chamber

Number 294

Quebec, February 20, 1962.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Horton Game and Fish Reserve.

WHEREAS order in council number 538, dated May 22, 1958, concerning the Horton Game and Fish Reserve, created the said reserve;

WHEREAS it is deemed expedient to provide new boundaries for the Horton Reserve, in view of its enlargement, because of the increasingly large numbers of huntsmen and fishermen, and in view of the small area of territory available.

IN VIEW of section 63 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the proposition of the Minister of Game and Fisheries:

THAT all the territory situated at the interior of the line hereinafter described, be, in future,

dans la Réserve de chasse et de pêche Horton :

« Partant d'un point situé à la rencontre des lignes extérieures des cantons Asselin, Biencourt et Laroche; de là, nord-est, suivant la ligne extérieure sud-est du canton Laroche jusqu'à sa rencontre avec le prolongement au sud-est de la ligne extérieure sud-ouest du canton Varin; de là, nord-ouest, suivant le prolongement de la ligne extérieure sud-ouest du canton Varin jusqu'à sa rencontre avec la ligne extérieure sud-est dudit canton; de là, nord-est, suivant la ligne extérieure sud-est des cantons Varin et Flynn, jusqu'à sa rencontre avec la ligne extérieure sud-ouest du canton Ouimet; de là, sud-est, suivant le prolongement au sud-est de la ligne extérieure sud-ouest du canton Ouimet, sur une distance d'environ douze milles et demi (12 ½ mi.); de là, sud, sur une distance d'environ six milles et trois quarts (6¾ mi.) jusqu'à la ligne interprovinciale Nouveau-Brunswick-Québec; de là, ouest, environ huit milles (8 mi.); puis, sud, cinq milles et trois-quarts (5¾ mi.); puis, ouest, douze milles et quart (12¼ mi.); puis, sud, deux milles et demi (2½ mi.); en suivant la ligne interprovinciale entre le Nouveau-Brunswick et la Province de Québec jusqu'à sa rencontre, avec la ligne extérieure nord-est du canton Asselin; de là, nord-ouest, suivant la ligne extérieure nord-est du canton Asselin, sur une distance d'environ huit milles (8 mi.) jusqu'au point de départ ».

Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'adopter les règlements qu'il croira bon pour l'administration de ladite Réserve;

QUE l'arrêté en conseil numéro 538, en date du 22 mai 1958, concernant la Réserve de chasse et de pêche Horton, soit abrogé.

JACQUES PRÉMONT,  
60581-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

incorporated into the Horton Game and Fish Reserve;

"Starting from a point situated at the encounter of the exterior lines of the townships Asselin, Biencourt and Laroche; thence, northeast, following the outside southeast line of the township of Laroche up to its encounter with the extension on the southeast of the outside southwest line of the township of Varin; thence, northwest, following the extension of the outside southwest line of the township of Varin up to its encounter with the outside southeast line of the said township; thence, northeast, following the outside southeast line of the townships of Varin and Flynn, up to its encounter with the outside southwest side of the township of Ouimet; thence, southeast, following the extension on the southeast of the outside southwest line of the township of Ouimet along a distance of about twelve miles and one-half (12½ mi.); thence, south, along a distance of about six miles and three-quarters (6¾ mi.) up to the inter-provincial New-Brunswick-Quebec line; thence, west, about eight miles (8 mi.); then south, five miles and three-quarters (5¾ mi.); then, west twelve miles and one-quarter (12¼ mi.); then, south, two miles and one-half (2½ mi.) by following the interprovincial line between New-Brunswick and the Province of Quebec up to its encounter with the outside-northeast line of the township of Asselin; thence, northwest, following the outside northeast line of the township of Asselin, along a distance of about eight miles (8 mi.) to its starting point".

THAT it be optional to the Lieutenant-Governor in Council to adopt the by-laws that he may believe good for the administration of the said Reserve;

THAT the order in council number 538, dated May 22, 1958, concerning the Horton Game and Fish Reserve be repealed.

JACQUES PRÉMONT,  
60581 Deputy Clerk of the Executive Council.

## Avis divers

### Ville de St-Eustache

Avis est par les présentes donné que la « Ville de St-Eustache » demandera au lieutenant-gouverneur en conseil, suivant le paragraphe deux de l'article deux de la Loi des cités et villes (statuts refondus de Québec 1941, chapitre 233) l'émission en sa faveur de lettres patentes à l'effet de modifier sa charte en remplaçant: l'article un de la Loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 92, par l'article 26-A de la Loi des cités et villes; l'article trois de la Loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 106, par l'article 104 de la Loi des cités et villes; l'article sept de la Loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 106, par l'article 426-1 de la Loi des cités et villes; l'article neuf de la Loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 106 par l'article 426-16a; l'article dix de la Loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 106, par l'article 500 de la Loi des cités et villes; l'article quatorze de la Loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 106, par l'article 594 de la Loi des cités et villes.

Le Procureur de la ville  
de Saint-Eustache,  
60488-8-2-o RICHARD LA CHARITÉ.

## Miscellaneous Notices

### Town of St-Eustache

Notice is hereby given that the "Town of St-Eustache" will ask the Lieutenant-Governor in Council, according to paragraph two of article two of the cities and town act (revised statutes of Quebec 1941, chapter 233) the issuing in its favor of letters patents to the effect of amending its charter by replacing: article one of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 92, by article 26-A of the cities and town act; article three of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 106, by article 104 of the cities and town act; article seven of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 106, by article 426-1 of the cities and town act; article nine of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 106, by article 426-16a; article ten of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 106, by article 500 of the cities and town act; article fourteen of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 106, by article 594 of the cities and town act.

RICHARD LA CHARITÉ,  
Attorney for the town  
of Saint-Eustache.  
60488-8-2-o

**Compagnies autorisées  
à faire des affaires**

**Companies Licensed  
to do Business**

**Armour Clothing Manufacturing Limited**

Avis est donné que « Armour Clothing Manufacturing Limited », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu des lois de la province du Manitoba, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. Guy-A. Lesage, de la cité de Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à 1529, rue Sherbrooke, en ladite cité et dans le district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de février 1962.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

60508 10-62 — 1114/10

**Col. Sanders Kentucky Fried Chicken Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Col. Sanders Kentucky Fried Chicken Ltd. », une compagnie à fonds social étrangère, constituée en corporation en vertu des lois de la province de la Colombie Britannique, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 179.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est Me André Desmeules, de la cité de Québec.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à 65, rue Ste-Anne, en ladite cité et dans le district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1962.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

60508 13-62 — 1114/120

**Keith Construction Company Limited**

Avis est donné que la compagnie « Keith Construction Company Limited », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu des lois de la province de l'Alberta, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. Gerald McCarthy, édifice de la Banque du Canada, 901, carré Victoria, Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi dans l'édifice de la Banque du Canada, 901, carré Victoria, en ladite cité et dans le district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de février 1962.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

60508 7-62 — 1114/11

**Armour Clothing Manufacturing Limited**

Notice is hereby given that "Armour Clothing Manufacturing Limited", an extra-provincial company incorporated in virtue of the laws of the Province of Manitoba, has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. Guy-A. Lesage, of the city of Montreal.

The principal office of the said company in the Province is to be established at 1529, Sherbrooke Street, in the said city and in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o 10-62 — 1114/10

**Col. Sanders Kentucky Fried Chicken Ltd.**

Notice is hereby given that "Col. Sanders Kentucky Fried Chicken Ltd.", an extra-provincial company incorporated in virtue of the Laws of the Province of British Columbia, has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Me André Desmeules, of the City of Quebec.

The principal office of the said company in the Province is to be established at 65, Ste-Anne Street, in the said city, and in the judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o 13-62 — 1114/120

**Keith Construction Company Limited**

Notice is hereby given that "Keith Construction Company Limited", an extra-provincial company incorporated in virtue of the laws of the Province of Alberta, has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. Gerald McCarthy, Bank of Canada Building, 901, Victoria Square, Montreal.

The principal office of the said company in the Province is to be established at the Bank of Canada Building, 901, Victoria Square, in the said city and in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o 7-62 — 1114/11

**Melwood Manufacturing Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Melwood Manufacturing Ltd. », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu des lois de la province de l'Alberta, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. Gerald McCarthy, édifice de la Banque du Canada, 901, carré Victoria, Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi dans l'édifice de la Banque du Canada, 901, carré Victoria, en ladite cité et dans le district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de février 1962.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60508

6-62 — 1114/12

**Melwood Manufacturing Ltd.**

Notice is hereby given that "Melwood Manufacturing Ltd.", an extra-provincial company incorporated in virtue of the laws of the Province of Alberta, has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company, is Mr. Gerald McCarthy, Bank of Canada Building, 901, Victoria Square, Montreal.

The principal office of the said company in the Province is to be established at the Bank of Canada Building, 901, Victoria Square, in the said city and in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60508-o

6-62 — 1114/12

**Chartes — Abandon de****Tremblay & Frère Incorporée**

Prenez avis que le 19e jour de février 1962, les actionnaires de la compagnie « Tremblay & Frère Incorporée », ont régulièrement adopté une résolution demandant à l'honorable procureur général d'autoriser l'abandon de la charte de la compagnie, selon les dispositions de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec.

Québec, le 19 février 1962.

*Le Secrétaire,*

ME LAURENT-P. BOLDOC.

60510-o

**Loewald and Forge Products Limited**

Avis est donné que la compagnie « Loewald and Forge Products Limited », s'adressera à son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, Québec, ce 19e jour de février 1962.

*Le Secrétaire,*

ANDREW YAGER.

60511

**Woodlawn Securities Ltd.**

Avis est donné que « Woodlawn Securities Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Par le règlement No 6 daté du 31 janvier 1962, la compagnie a été autorisée à distribuer son actif au prorata entre ses actionnaires ainsi qu'à abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 31e jour de janvier 1962.

*Le Secrétaire,*

(Signé) EMILY ADAMCIK.

60512

**Arlington Investments Ltd.**

Avis est donné que « Arlington Investments Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège

**Charters — Surrender of****Tremblay & Frère Incorporée**

Take notice that on the 19th day of February, 1962, the shareholders of "Tremblay & Frère Incorporée", adopted a resolution, in the regular manner, requesting the Honourable the Attorney General to authorize the surrender of charter of the company, according to the provisions of section 26 of the Quebec Companies Act.

Quebec, February 19, 1962.

ME LAURENT-P. BOLDOC,

*Secretary.*

60510

**Loewald and Forge Products Limited**

Notice is hereby given that "Loewald and Forge Products Limited", will make an application to His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, Quebec, this 19th day of February, 1962.

ANDREW YAGER,

*Secretary.*

60511-o

**Woodlawn Securities Ltd.**

Notice is hereby given that "Woodlawn Securities Ltd.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

By by-law No. 6, January 31, 1962, the company was authorized to distribute its assets rateably among its shareholders and to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 31st day of January, 1962.

(Signed) EMILY ADAMCIK,

*Secretary.*

60512-o

**Arlington Investments Ltd.**

Notice is hereby given that "Arlington Investments Ltd.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head

social en la cité de Montréal, s'adressera au procureur général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Par le règlement No 5 daté du 31 janvier 1962, la compagnie a été autorisée à distribuer son actif au prorata entre ses actionnaires ainsi qu'à abandonner sa charte.

Daté à Montréal ce 31<sup>e</sup> jour de janvier 1962.

60513 *Le Secrétaire,*  
(Signed) EMILY ADAMCIK.

**Snowdon Fur Ltd.**

Avis est donné que « Snowdon Fur Ltd. », incorporé sous la Loi des compagnies de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de ladite Loi.

Montréal, le 22 février 1962.

60543-o *Snowdon Fur Ltd.,*  
*Par le Secrétaire,*  
JACK CODAS.

**Les Produits Sanitaires de Beauport Inc**

Avis est donné que la compagnie « Les Produits Sanitaires de Beauport Inc », demandera au procureur général, ou au secrétaire de la Province de Québec (selon le cas), la permission d'abandonner sa charte.

Daté ce 28<sup>e</sup> jour de février 1962.

60573-o *Les Procureurs de la Compagnie requérante,*  
NOËL, ALLEYN, RIOUX & DE BLOIS.

office in the city of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

By by-law No. 5, January 31, 1962, the company was authorized to distribute its assets rateably among its shareholders and to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 31st day of January, 1962.

60513-o (Signed) EMILY ADAMCIK,  
*Secretary.*

**Snowdon Fur Ltd.**

Notice is hereby given that "Snowdon Fur Ltd.", incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, will apply for leave to surrender its charter pursuant to the provisions of the said Act.

Montreal, February 22, 1962.

60543-o *Snowdon Fur Ltd.,*  
per: JACK CODAS,  
*Secretary.*

**Les Produits Sanitaires de Beauport Inc**

Notice is hereby given that "Les Produits Sanitaires de Beauport Inc", will apply to the Attorney general or to the Secretary of the Province of Quebec (as the case may be), for leave to surrender its charter.

Dated this 28th day of February 1962.

60573 *NOËL, ALLEYN, RIOUX & DE BLOIS,*  
*Attorneys for Applicant Company.*

**Divers  
Compagnies**

**Quenabec Inc.**

*Règlement No XVIII*

Les biens de la compagnie seront distribués entre ses actionnaires proportionnellement au nombre d'actions qu'ils détiennent dans la compagnie, quinze jours après la publication de ce règlement dans la Gazette officielle de Québec.

Copie certifiée du règlement No XVIII de la compagnie « Quenabec Inc. ».

60518-o (Seal) *Le Secrétaire,*  
M. BOURKE.

**The Carling Lake Club**

Avis est donné que les règlements généraux de « The Carling Lake Club », furent approuvés par le secrétaire de la province, le 16 février 1962, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19<sup>e</sup> jour de février 1962.

60519 *Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE. 15147-60

**Dominion Ready Mix Inc.**

*Règlement No 9*

concernant le changement du nombre de directeurs de trois à quatre:

« L'article 3 du règlement no 1 est abrogé et remplacé par l'article suivant:

**Miscellaneous  
Companies**

**Quenabec Inc.**

*By-law No. XVIII*

The assets of the company will be distributed among its shareholders proportionally to the number of shares they hold in the company fifteen days after the publishing of this by-law in the Quebec Official Gazette.

Certified true copy of by-law No. XVIII of the company "Quenabec Inc.".

60518-o (Seal) M. BOURKE,  
*Secretary.*

**The Carling Lake Club**

Notice is hereby given that the general by-laws of "The Carling Lake Club", were approved by the Provincial Secretary on February 16, 1962, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of February, 1962.

60519-o RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.* 15147-60

**Dominion Ready Mix Inc.**

*By-law No. 9*

concerning the changing of the number of directors from three to four:

"Section 3 of by-law No. 1 is repealed and replaced by the following section:

La compagnie sera administrée par un bureau de direction formé de quatre (4) directeurs. »

Copie certifiée du règlement no 9 adopté par les directeurs de « Dominion Ready Mix Inc. », lors d'une assemblée tenue au siège social de la compagnie, le 8 février 1962, et ratifié par le vote d'au moins les 2/3 en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale, tenue le 8 février 1962, convoquée à cette fin.

Le Secrétaire,  
C. FERLAND.  
12873-54

60520-o

The company will be administered by a board of directors formed of four (4) directors."

Certified copy of by-law No. 9 adopted by the directors of "Dominion Ready Mix Inc.", at a meeting held in the company's head office on February 8, 1962, and ratified by the vote of at least 2/3 in value of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting held on February 8, 1962, convoked for this purpose.

C. FERLAND,  
Secretary.  
12873-54

60520

### E. B. Development Corp.

#### Règlement No 23

(Un règlement modifiant le nombre des directeurs et fixant un quorum.)

« Attendu qu'il est à l'avantage de la compagnie « E. B. Development Corp. », que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté de trois (3) à quatre (4) et que le quorum soit fixé à trois (3) directeurs;

Qu'il soit décrété et il est décrété comme le règlement No 23 de la compagnie « E. B. Development Corp. », (ci-après appelée la « compagnie »), comme suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et est augmenté de trois (3) à quatre (4) de sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de quatre (4) directeurs.

2° Trois (3) directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont par les présentes amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement.

4° Que les directeurs et officiers sont par les présentes autorisés et dirigés à faire, à signer et à exécuter toutes choses, actes et documents nécessaires ou désirables aux fins de bien exécuter ce qui précède. »

Vraie copie certifiée du règlement No 23, régulièrement adopté par les directeurs de « E. B. Development Corp. » à une assemblée du conseil d'administration tenue aux bureaux de Me Morris Chaikelson à 1374 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, Québec, et approuvé à l'unanimité par tous les actionnaires de « E. B. Development Corp. » à une assemblée spéciale de la compagnie tenue au même endroit le 19 décembre 1961.

Le Secrétaire,  
ERNEST BARAU.  
11475-61

60521

The company will be administered by a board of directors formed of four (4) directors."

Certified copy of by-law No. 9 adopted by the directors of "Dominion Ready Mix Inc.", at a meeting held in the company's head office on February 8, 1962, and ratified by the vote of at least 2/3 in value of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting held on February 8, 1962, convoked for this purpose.

C. FERLAND,  
Secretary.  
12873-54

60520

### E. B. Development Corp.

#### By-law No. 23

(A by-law varying the number of directors and fixing quorum.)

"Whereas it is in the interests of "E. B. Development Corp.", that the number of directors of the company be increased from three (3) to four (4) and that the quorum be fixed at three (3) directors;

Be it enacted and it is hereby enacted as by-law No. 23 of "E. B. Development Corp.", (herein called the "company"), as follows:

1. That the number of directors of the company be and the same is hereby increased from three (3) to four (4) so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of four (4) directors.

2. Three (3) directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

That the directors and officers are hereby authorized and directed to do, sign and execute all things, deeds and documents necessary or desirable for the due carrying out of the foregoing."

Certified a true copy of by-law No. 23, regularly passed by the directors of "E. B. Development Corp.", at a meeting of the board of directors held at the offices of Me Morris Chaikelson at 1374 Sherbrooke Street West, Montreal, Quebec, and unanimously approved by all the shareholders of "E. B. Development Corp.", at a special meeting of the company held at the same place on December 19, 1961.

ERNEST BARAU,  
Secretary.  
11475-61

60521-o

### International Factors Corporation

#### Règlement No A

« Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de « International Factors Corporation » ici (nommée la compagnie), ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est augmenté de trois à cinq de sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de cinq directeurs.

2° Trois directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles

### International Factors Corporation

#### By-law No. A

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "International Factors Corporation", (herein called the company) as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to five so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of five directors.

2. Three directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith

à icelui, sont amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement.»

Vraie copie certifiée d'un règlement décrété à une assemblée du conseil d'administration de « International Factors Corporation » tenue au bureau de la compagnie, le 2 janvier 1962, et approuvé, sanctionné et ratifié par plus des deux-tiers en valeur des actions représentées à une assemblée générale spéciale des actionnaires de « International Factors Corporation » convoquée à cette fin et tenue le 2e jour de janvier 1962.

(Sceau)

*Le Secrétaire-trésorier,*  
Mlle ITA KILLEEN.  
*Le Président,*  
GORDON FOX.

60522

16692-52

**Strabane Holdings Limited**

*« Règlement spécial No 1 »*

Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de la compagnie « Strabane Holdings Limited » (ci-après appelée la « compagnie ») comme suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est augmenté de trois à six de sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de six directeurs.

2° Quatre directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3° Tous règlements, résolutions et procédures antérieures de la compagnie, incompatibles à icelui, sont amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement.»

Je, soussigné, Charles Turner Mackenzie, secrétaire de la compagnie « Strabane Holdings Limited », certifie par les présentes que ce qui précède est une vraie copie du règlement spécial No 1 de la compagnie, décrété par les directeurs de la compagnie à une assemblée tenue le 19 décembre 1961 et approuvé par le vote d'au moins les deux-tiers de la valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale convoquée aux fins d'approuver ledit règlement et tenue le 29 décembre 1961.

En foi de quoi j'ai signé et apposé le sceau de la compagnie ce 31e jour de janvier 1962.

*Le Secrétaire,*  
C. T. MACKENZIE.

60533

14633-61

**Séminaire Social Pie XII Inc.**

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 19 février 1962, approuvé les règlements généraux, comprenant les articles I à XII inclusivement, et le règlement général d'emprunt du « Séminaire Social Pie XII Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de février 1962.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

60534-o

11863-61

**Chevaliers d'Iberville Inc.**

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 26 janvier 1962, approuvé les règlements généraux (comprenant les articles Nos 1 à 14 inclusivement) de « Chevaliers d'Iberville Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.»

Certified true copy of a by-law enacted at a meeting of the board of directors of "International Factors Corporation", held at the office of the company on January 2, 1962 and approved, sanctioned and ratified by more than two-thirds in value of the shares represented at a special general meeting of the shareholders of "International Factors Corporation", called for that purpose and held on the 2nd day of January, 1962.

(Seal)

MISS ITA KILLEEN,  
*Secretary-Treasurer.*  
GORDON FOX,  
*President.*

60522-o

16692-52

**Strabane Holdings Limited**

*« Special by-law No. 1 »*

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Strabane Holdings Limited" (herein called the "company") as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to six so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of six directors.

2. Four directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.»

I, the undersigned, Charles Turner Mackenzie, secretary of "Strabane Holdings Limited", hereby certify that the foregoing is a true copy of special by-law No. 1 of the company enacted by the directors of the company at a meeting held on December 19, 1961 and approved by the vote of at least two thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting called to approve said by-law and held on December 29, 1961.

Witness my hand and the seal of the company this 31st day of January, 1962.

C. T. MACKENZIE,  
*Secretary.*

60533-o

14633-61

**Séminaire Social Pie XII Inc.**

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on the 19th day of February, 1962, approved the general by-laws, including sections 1 to XII inclusively and the general loan by-law of "Séminaire Social Pie XII Inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the 22nd day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

60534

11863-61

**Chevaliers d'Iberville Inc.**

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on January 26, 1962, approved the general by-laws (comprising sections Nos. 1 to 14 inclusively) of "Chevaliers d'Iberville Inc.", and such pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Donné au bureau du secrétaire de la province  
ce 31 janvier 1962.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

60541-o

11108-61

**Nucleonic Electric Equipment  
& Development Co.**

*Règlement spécial « E »*

Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de la compagnie « Nucleonic Electric Equipment & Development Co. » (ci-après appelée la « compagnie ») comme suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et est augmenté de quatre à sept de sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de sept directeurs.

2° Quatre directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont par le présentes amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement. »

Je, soussignée, Maria Poslawski, secrétaire de la compagnie « Nucleonic Electric Equipment & Development Co. », certifie par les présentes que ce qui précède est une vraie copie du règlement spécial « E » de la compagnie, décrété par les directeurs de la compagnie à une assemblée tenue le 14 décembre 1961 et approuvé par un vote d'au moins les deux-tiers de la valeur des actions représentées par les actionnaires de la compagnie présents à une assemblée générale spéciale convoquée aux fins d'approuver ledit règlement et tenue le 26 décembre 1961.

Témoins: ma signature et le sceau de la compagnie, ce 25e jour de janvier 1962.

(Sceau)

*Le Secrétaire,*

MARIA POSLAWSKI.

60542

12710-58

**Delta Explosives Ltd.**

*Règlement No 3*

(concernant la modification du nombre des directeurs)

« Le nombre des directeurs de la compagnie « Delta Explosives Ltd. » est changé de quatre (4) directeurs qu'il était auparavant à celui de cinq (5) directeurs et le règlement No 1 (3) de la compagnie est modifié en conséquence. »

Copie certifiée du règlement No 3 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le troisième jour de février 1962, et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le treizième jour de février 1962 par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions représentées à cette assemblée.

*Le Secrétaire,*

C.-A. ROSS.

60555-o

14630-61

**Amalgamated Industries Limited**

Extrait du règlement No 3, tel qu'adopté par les directeurs et approuvé par les actionnaires le 4 mai 1961, concernant une augmentation du nombre des directeurs, de trois à quatre:

« Conseil d'administration.— Les affaires de la compagnie seront administrées par un conseil d'administration de 4 directeurs. »

Vraie copie certifiée.

*Le Secrétaire,*

F. M. THORNTON.

60577

9292-41

Given at the office of the Provincial Secretary,  
on January 31, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

60541

11108-61

**Nucleonic Electric Equipment  
& Development Co.**

*Special by-law "E"*

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Nucleonic Electric Equipment & Development Co." (herein called the "Company") as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from four to seven so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of seven directors.

2. Four directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

I, the undersigned, Maria Poslawski, secretary of "Nucleonic Electric Equipment & Development Co.", hereby certify that the foregoing is a true copy of special by-law "E" of the company enacted by the directors of the company at a meeting held on December 14, 1961, and approved by the vote of at least two thirds in value of the shares represented by the shareholders of the company present at a special general meeting called to approve the said by-law and held on December 26, 1961.

Witness my hand and the seal of the company  
this 25th day of January, 1962.

(Seal)

MARIA POSLAWSKI,

*Secretary.*

60542-o

12710-58

**Delta Explosives Ltd.**

*By-Law No. 3*

(concerning the modification in the number of directors)

"The number of directors of the company "Delta Explosives Ltd." is changed from four (4) directors that it was heretofore to that of five (5) directors and by-law No. 1 (3) of the company is therefore modified."

Certified copy of by-law No. 3 duly adopted at a meeting of the directors held on the thirteenth day of February, 1962, and approved at a special general meeting of the company held on the thirteenth day of February, 1962, by the shareholders holding among themselves 100% of the shares represented at this meeting.

C.-A. ROSS,

*Secretary.*

60555

14630-61

**Amalgamated Industries Limited**

Extract of By-law No. 3, as adopted by the directors and approved by the shareholders on May 4, 1961, concerning an increase in the number of directors from three to four:

"Board of directors.— The affairs of the company shall be managed by a board of 4 directors"

Certified true copy.

F. M. THORNTON,

*Secretary.*

60577-o

9292-41

**L'Oeuvre des Loisirs de L'Ange-Gardien**

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 22 janvier 1962, approuvé les amendements aux articles 20 et 28 des règlements généraux de « L'Oeuvre des Loisirs de L'Ange-Gardien », et ce conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25 janvier 1962.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

60578-o 12320-60

**Parkman Enterprises Inc.**

*Sommaire du règlement No 26*

Il a été résolu que la compagnie soit et elle est, par les présentes autorisée à disposer de ses biens, à distribuer son actif au prorata entre ses actionnaires et à subséquemment procéder à sa dissolution par voie de procédures d'abandon de charte.

1er novembre 1961.

*Le Secrétaire,*  
LUCY CAROLINE GREENE.

60579

**L'Oeuvre des Loisirs de L'Ange-Gardien**

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on the 22nd day of January, 1962, approved the amendments to sections 20 and 28 of the general by-laws of "L'Oeuvre des Loisirs de L'Ange-Gardien", and such, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the 25th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

60578 12320-60

**Parkman Enterprises Inc.**

*Summary of By-law No. 26*

Resolved that the company be and is hereby authorized to dispose of its property, distribute its assets rateably amongst its shareholders and subsequently to proceed to dissolution by way of surrender of charter.

November 1, 1961.

LUCY CAROLINE GREENE,  
*Secretary.*

60579-o

**Sièges sociaux**

**Head Offices**

**Agences d'Assurances Pellerin et Fils Limitée**

Avis est donné que la compagnie « Agences d'Assurances Pellerin et Fils Limitée », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la loi des compagnies de Québec, le 30 mars 1960 et ayant son siège social en la cité de Grand'Mère, district des Trois-Rivières, a établi son bureau au 597, 6e avenue, Grand'Mère, district des Trois-Rivières, province de Québec.

Daté à Grand'Mère, ce 15e jour de décembre 1961.

*Le Secrétaire,*  
ANDRÉ PELLERIN.

60514-o

**Agences d'Assurances Pellerin et Fils Limitée**

Notice is hereby given that "Agences d'Assurances Pellerin et Fils Limitée", incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 30th of March, 1960, and having its head office in city of Grand'Mère, district of Trois-Rivières, has established its office at 597, 6e avenue, Grand'Mère, district of Trois-Rivières, Province of Quebec.

Dated at Grand'Mère, this 15th day of December, 1961.

ANDRÉ PELLERIN,  
*Secretary.*

60514-o

**Crémerie Mont-Blanc Ltée**

Avis est donné que la « Crémerie Mont-Blanc Ltée » incorporée par lettres patentes en date du 1er décembre 1961 a établi son siège social à 45, Avenue Renaud, Québec.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 27e jour de décembre 1961.

*Le Président,*  
BERNARD FORTIER.

60515-o

**Crémerie Mont-Blanc Ltée**

Notice is hereby given that "Crémerie Mont-Blanc Ltée", incorporated by letters patent dated December 1, 1961, has established its head office at 45, Renaud Avenue, Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 27th day of December, 1961.

BERNARD FORTIER,  
*President.*

60515

**Ulric Lemay Compagnie Limitée**

Avis est donné que la compagnie « Ulric Lemay Compagnie Limitée » constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 décembre 1961, a établi son bureau dans la cité de Noranda, district de Rouyn-Noranda.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré comme étant le bureau principal de la compagnie.

Daté à Noranda, ce 16e jour de janvier-1962.

*Le Secrétaire,*  
Mme ULRIC LEMAY.

60516-o

**Ulric Lemay Compagnie Limitée**

Notice is hereby given that "Ulric Lemay Compagnie Limitée", incorporated by letters patent under date of December 15, 1961, and having its head office in the city of Noranda, district of Rouyn-Noranda, has established its principal office in the said city.

As and from this date, the said office is considered by the company as being its principal office.

Dated at Noranda, this 16th day of January, 1962.

Mrs. ULRIC LEMAY,  
*Secretary.*

60516-o

**Lewis Rosenstein Corp.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Lewis Rosenstein Corp. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 6e jour de décembre 1961, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau à 1449, rue St-Alexandre, chambre 502.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, 30 janvier 1962.

60517

*Le Président,*  
LEWIS ROSENSTEIN.

**Lewis Rosenstein Corp.**

Notice is hereby given that "Lewis Rosenstein Corp.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 6th day of December, 1961, and having its head office in Montreal, has established its office at 1449, St. Alexander Street, Room 502.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Montreal, January 30, 1962.

60517-o

LEWIS ROSENSTEIN,  
*President.*

**Rollet Uranium Co. Ltd.  
(No Personal Liability)**

(Avis de changement d'adresse du bureau principal)

« Sur résolution par R. L. Martin, secondée par Gérard Beauchemin et unanimement adoptée, le siège social de « Rollet Uranium Co. Ltd. » (No Personal Liability) est changé du numéro 161 ouest, de la rue Mgr Tessier, à 116 est de la rue Taschereau, dans la cité de Rouyn, P.Q., et le secrétaire est prié de communiquer ces renseignements à la Commission des Valeurs Mobilières et au Secrétaire Provincial. »

60523-o

*Le Secrétaire-trésorier,*  
G. BEAUCHEMIN.  
12833-54

**Rollet Uranium Co. Ltd.  
(No Personal Liability)**

(Notice of change of address of the head office)

"On a resolution adopted by R. L. Martin, seconded by Gérard Beauchemin, and unanimously adopted, the head office of "Rollet Uranium Co. Ltd." (No Personal Liability) is changed from number 161, West of Mgr. Tessier Street, to 116 Taschereau Street, East, in the city of Rouyn, P.Q., and the secretary is requested to communicate this information to the Securities Commission and to the Provincial Secretary."

60523

G. BEAUCHEMIN,  
*Secretary-Treasurer.*  
12833-54

**Barcelona Investment Corp.**

Avis est donné que la compagnie « Barcelona Investment Corp. », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 15e jour de juin 1959, et ayant son siège social à 132 ouest, rue St-Jacques, chambre 918, Montréal, Québec, où son bureau était situé jusqu'à aujourd'hui, a déménagé à 615 ouest, boulevard Dorchester, chambre 630, Montréal, Québec.

Montréal, 2 février 1962.

60528

*Le Secrétaire,*  
(Signé) MURRAY LAPIN.

**Barcelona Investment Corp.**

Notice is hereby given that "Barcelona Investment Corp.", incorporated by letters patent on the 15th day of June, 1959, and having its head office at 132 St. James Street West, suite 918, Montreal, Quebec, where its office was situated up to today, has moved to 615 Dorchester Boulevard West, suite 630, Montreal, Quebec.

Montreal, February 2, 1962.

60528-o

(Signed) MURRAY LAPIN,  
*Secretary.*

**Champs Elysees Investment Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Champs Elysees Investment Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 7e jour d'avril 1959, et ayant son siège social à 132 ouest, rue St-Jacques, chambre 918, Montréal, Québec, où son bureau était situé jusqu'à aujourd'hui, a déménagé à 615 ouest, boulevard Dorchester, chambre 630, en ladite cité de Montréal.

Montréal, 2 février 1962.

60529

*Le Président,*  
(Signé) MURRAY LAPIN.

**Champs Elysees Investment Ltd.**

Notice is hereby given that "Champs Elysees Investment Ltd.", incorporated by letters patent on the 7th day of April, 1959, and having its head office at 132 St. James Street, Suite 918, Montreal, Quebec, where its office was situated up to today, has moved to 615 Dorchester Boulevard West, suite 630, in the said city of Montreal.

Montreal, February 2, 1962.

60529-o

(Signed) MURRAY LAPIN,  
*President.*

**Commercial Finance Corporation Limited**

Avis est donné que la compagnie « Commercial Finance Corporation Limited », constituée en corporation en date du 27 mars 1929 et ayant son bureau principal à 61, rue d'Auteuil, Québec, l'a transporté au numéro 885, rue St-Joseph, est, Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 1er janvier 1962.

60530-o

*Le Secrétaire,*  
PIERRETTE RONDEAU.

**Commercial Finance Corporation Limited**

Notice is hereby given that "Commercial Finance Corporation Limited", incorporated on March 27, 1929, and having its head office at 61, d'Auteuil Street, Quebec, has moved it to number 885 St. Joseph Street east, Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, on January 1, 1962.

60530

(Seal)  
PIERRETTE RONDEAU,  
*Secretary.*

**Jacquemar Construction Inc.**

*Règlement No 3*

(concernant le changement du bureau principal).  
« Le bureau principal de la compagnie « Jacquemar Construction Inc. », est transporté de 57, St-Jacques ouest, Montréal, où il était auparavant au numéro 9255, 3e Rue, ville de Rivière-des-Prairies, Province de Québec ».

Copie certifiée du règlement No 3, dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 19 janvier 1962, et approuvé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 23 janvier 1962, par les actionnaires détenant entre eux (100%) des actions représentées à cette assemblée.

*La Secrétaire,*

JACQUELINE BLANCHETTE ANDREINO.

60531-o 15430-61

**Mountain Village Incorporated**

Avis est donné que la compagnie « Mountain Village Incorporated », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, le 11 juillet 1958, a changé l'adresse de son siège social, de « 360 ouest, rue St-Jacques, Montréal » à « 464, rue St-Jean, Montréal ».

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, 19 février 1962.

*La Secrétaire,*

YVONNE BÉLANGER.

60532 12399-58

**Best Form Brassiere Company Limited**

Avis est donné que la compagnie « Best Form Brassiere Company Limited », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 25 octobre 1944, a transporté son siège social de 5680, rue St-Dominique, en la cité de Montréal, à 5555, rue DeGaspé, en ladite cité de Montréal, province de Québec.

Montréal, 15 février 1962.

*Le Secrétaire,*

(Signed) HAROLD DERMER.

60539

**Heavenly Foundations Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Heavenly Foundations Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 9e jour de mai 1957, a transporté son siège social de 5680, rue St-Dominique, en la cité de Montréal, à 5555, rue DeGaspé, en ladite cité de Montréal, province de Québec.

Montréal, 15 février 1962.

*Le Secrétaire,*

(Signed) DAVE STOCK.

60540

**Federal Sewing Machine Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Federal Sewing Machine Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 13e jour de mois de juin 1961 et ayant son bureau chef en les cité et district de Montréal a établi son bureau au numéro 4665 du Blvd St-Laurent, en les cité et district de Montréal.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau chef.

**Jacquemar Construction Inc.**

*By-law No. 3*

(concerning change of head office).

«The head office of the company « Jacquemar Construction Inc. », is transferred from 57, St. James Street, West, where it was heretofore to number 9255, 3rd Street, town of Rivière-des-Prairies, Province of Québec ».

Certified copy of by-law No. 3, duly adopted at a meeting of the directors held on January 19, 1962, and approved unanimously at a special general meeting of the company held on January 23, 1962, by the shareholders holding among themselves (100%) of the shares represented at this meeting.

JACQUELINE BLANCHETTE ANDREINO,

*Secretary.*

60531 15430-61

**Mountain Village Incorporated**

Notice is hereby given that « Mountain Village Incorporated », incorporated under Quebec Companies Act on July 11, 1958, has changed its head office address from « 360 St. James Street West, Montreal », to « 464 St. John Street, Montreal ».

From and after the date of this notice, the said office shall be considered as being the head office of the company.

Montreal, February 19, 1962.

YVONNE BÉLANGER,

*Secretary.*

60532-o 12399-58

**Best Form Brassiere Company Limited**

Notice is hereby given that « Best Form Brassiere Company Limited », incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act by letters patent dated October 25, 1944, has moved its head office from 5680 St. Dominique Street, in the city of Montreal, to 5555 De Paspé Street, in the said city of Montreal, Province of Quebec.

Montreal, February 15, 1962.

(Signed) HAROLD DERMER,

*Secretary.*

60539-o

**Heavenly Foundations Inc.**

Notice is hereby given that « Heavenly Foundations Inc. », incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated May 9, 1957, has moved its head office from 5680 St. Dominique Street, in the city of Montreal, to 5555, DeGaspé Street, in the said city of Montreal, Province of Quebec.

Montreal, February 15, 1962.

(Signed) DAVE STOCK,

*Secretary.*

60540-o

**Federal Sewing Machine Inc.**

Notice is given that the company « Federal Sewing Machine Inc. », incorporated into a corporation by letters patent dated the 13th day of the month of June, 1961 and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at number 4665, St-Laurent Blvd., in the city and district of Montreal.

From and after the date of the present notice the said office is considered by the company as being its head office.

Donné à Montréal, le 23e jour du mois de février mil neuf cent soixante-deux.

60554-o

Le Secrétaire,  
GAÉTAN CHABOT.

Given at Montreal, this 23rd day of February, one thousand nine hundred and sixty-two.

60554

GAÉTAN CHABOT,  
Secretary.

### Dallaire Construction Ltée

#### Règlement No 9 — Bureau principal

« Le bureau principal de « Dallaire Construction Ltée » est transporté de 317, rue Beaujolois, Chicoutimi-Nord, district de Chicoutimi, où il était auparavant, à Chicoutimi, district de Chicoutimi, au numéro 125, est, de la rue Racine. »

Je, Réal Gervais, secrétaire de « Dallaire Construction Ltée », certifie que le texte ci-haut est celui d'un règlement dûment adopté par les directeurs de la compagnie à leur assemblée du 6 février 1962, et ratifié à l'unanimité à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le même jour par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions de la compagnie.

60574-o

Le Secrétaire,  
RÉAL GERVAIS.  
11550-60

### Dallaire Construction Ltée

#### By-law No. 9 — Head office

“The head office of “Dallaire Construction Ltée” has been moved from 317 Beaujolois Street, Chicoutimi-North, district of Chicoutimi, where it formerly was, to Chicoutimi, district of Chicoutimi, at number 125 Racine Street east.”

I, Réal Gervais, secretary of “Dallaire Construction Ltée”, do hereby certify that the above text is that of a by-law duly adopted by the directors of the company at their meeting on February 6, 1962, and unanimously ratified at a special general meeting of the company held on the same day by the shareholders holding among themselves 100% of the shares of the company.

60574

RÉAL GERVAIS,  
Secretary.  
11550-60

### Felicia Holdings Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Felicia Holdings Ltd. » constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 12e jour d'octobre 1961, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 1435, Bois Franc, Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 6e jour de décembre 1961.

60575

Le Secrétaire,  
MITCHELL KLEIN.

### Felicia Holdings Ltd.

Notice is hereby given that “Felicia Holdings Ltd.”, incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 12th day of October, 1961, and having its head office in the City of Montreal, in the said Province, has established its office at 1435 Bois Franc, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 6th day of December, 1961.

60575-o

MITCHELL KLEIN,  
Secretary.

### Hôpital Bois-Menu Inc.

Avis est donné que la compagnie « Hôpital Bois-Menu Inc. », constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes en date du dixième jour de novembre mil neuf cent soixante et un, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, district de Montréal, a établi son dit siège social et sa principale place d'affaires au numéro 2710 est du boulevard Gouin.

Donné à Montréal, ce 27e jour de février 1962.

60576-o

Le Secrétaire,  
R. ROGER MARTEL.

### Hôpital Bois-Menu Inc.

Notice is hereby given that “Hôpital Bois-Menu Inc.”, incorporated in the Province of Quebec, by letters patent dated the tenth day of November one thousand nine hundred and sixty-one, and having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, has established its said head office and principal place of business at number 2710 Gouin boulevard East.

Given at Montreal, this 27th day of February 1962.

60576

R. ROGER MARTEL,  
Secretary.

## Ministère des Affaires municipales

### Ville de Laval-Ouest Lettres patentes

Canada,  
Province de  
Québec.

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

## Department of Municipal Affairs

### Town of Laval-West Letters patent

Canada,  
Province of  
Quebec.

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

ATTENDU QUE le paragraphe 2 de l'article 2 de la Loi des cités et villes, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 233), édicte que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur requête du conseil d'une corporation municipale régie par cette loi, peut émettre des lettres patentes modifiant la charte de cette corporation, en y remplaçant certaines dispositions par celles de la Loi des cités et villes qui y correspondent;

ATTENDU QUE le conseil de la ville de Laval-Ouest, par sa requête en date du 1er février 1962, demande que des lettres patentes soient émises en sa faveur à l'effet de modifier sa charte en remplaçant par les dispositions correspondantes de la Loi des cités et villes, les dispositions suivantes régissant actuellement ladite ville de Laval-Ouest, à savoir:

L'article 2 du chapitre 105 de la Loi II George VI;

L'article 5 du chapitre 105 de la Loi II George VI;

L'article 5 du chapitre 101, de la Loi 1-2 Elizabeth II;

L'article 3 du chapitre 116 de la Loi 5-6 Elizabeth II.

ATTENDU QUE toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies;

ATTENDU QU'il est opportun de se rendre à cette demande;

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 103, en date du 6 février 1962, Nous accordons la requête du conseil de la ville de Laval-Ouest, en date du 1er février 1962, et Nous déclarons et ordonnons, par les présentes lettres patentes, qui entreront en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*, que les dispositions ci-haut mentionnées de la charte de la ville de Laval-Ouest soient remplacées par les dispositions correspondantes dans la Loi des cités et villes, le tout conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 2 de ladite Loi des cités et villes, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 233).

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingtième jour de février en l'année mil neuf cent soixante-deux de l'ère chrétienne et de Notre Règne la onzième année.

Par ordre,

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

Avis est par les présentes donné que ces lettres patentes entreront en vigueur à compter de cette publication.

*Le Sous-ministre des Affaires municipales,*  
60557-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

WHEREAS that paragraph 2 of section 2 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233), enacts that the Lieutenant-Governor in Council, by a petition of the council of a municipal corporation governed by this Act, may issue letters patent amending the charter of this corporation, by replacing certain provisions by those of the Cities and Towns Act corresponding thereto;

WHEREAS that the council of the town of Laval-West, by its petition dated February 1, 1962, requests that letters patent be issued in its favour to the effect of amending its charter by replacing: by corresponding provisions of the Cities and Towns Act, the following provisions presently governing the said town of Laval-West, to wit:

Section 2 of chapter 105 of the Act II George VI;

Section 5 of chapter 105 of the Act II George VI;

Section 5 of chapter 101, of the Act 1-2, Elizabeth II;

Section 3, of chapter 116 of the Act 5-6 Elizabeth II.

WHEREAS all formalities prescribed by the law have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient to accede to this request.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 103, dated February 6, 1962, We grant the petition of the council of the town of Laval-West, dated February 1, 1962, and We declare and ordain, by the present patent letters which shall enter into force from and after the date of their publication in the *Quebec Official Gazette*, that the provisions above mentioned of the charter of the town of Laval-West be replaced by corresponding provisions in the Cities and Towns Act, the whole according to the provisions of paragraph 2 of section 2 of the said Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233).

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent, and the Great Seal of the Province of Québec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given at Our Government House, in Our city of Québec, in Our Province of Québec, this twentieth day of February, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and sixty-two and the eleventh year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

Notice is hereby given that these letters patent shall enter into force from and after the date of this publication.

60557 JEAN-LOUIS DOUCET, q.c.,  
*Deputy Minister of Municipal Affairs.*

## Ministère de l'Agriculture Industrie laitière

### Ordonnance No 59-Sp-I-A

(Re: Charges pour contenants)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 22 février 1962, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance abroge le paragraphe « b » de l'article 2 de l'ordonnance No 59-Sp-I du 23 mai 1959.

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le premier jour de juin 1962.

Signé: NOLASQUE APRIL, président,  
JOSEPH HÉBERT, commissaire,  
PAUL-ABEL ARÈS, commissaire,  
CYRIL-E. DAHMS, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.

60544-o

## Department of Agriculture Dairy Industry

### Order No. 59-Sp-I-A

(Re: Charges for Containers)

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, February 22, 1962, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present Order abrogates paragraph "b" of section 2 of Order No. 59-Sp-I of May 23, 1959.

2. The present Order shall come into force on the first day of June, 1962.

Signed: NOLASQUE APRIL, President,  
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,  
PAUL-ABEL ARÈS, Commissioner,  
CYRIL-E. DAHMS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

60544-o

## Ministère des Finances Assurances

### Emmco Insurance Company

Avis d'émission de permis et de certificat  
d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « Emmco Insurance Company », enregistrée sous le numéro 643 a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 2834 qui l'autorise, à compter du 12 février 1962, à effectuer dans la province des contrats d'assurance relatifs au genre suivant: Automobile, à l'exclusion de la responsabilité pour dommages à la personne à raison de blessures ou de mort accidentelle, ou à la propriété causés par la garde ou l'usage d'une automobile.

Le siège social de la compagnie est situé à 221 ouest, rue Wayne, South Bend 24, Indiana, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé monsieur Jacques Gauthier, 1895, avenue De LaSalle, Montréal 4, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 23 février 1962.

Pour le Ministre des finances  
de la province,

Le Surintendant des assurances,

60562-9-2-o

GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.

## Department of Finance Insurance

### Emmco Insurance Company

Notice of Issue of License and Certificate  
of Registration

Notice is hereby given that "Emmco Insurance Company" registered, under number 643, has obtained the license and certificate or registry number 2834 authorizing it, as from the 12th of February 1962, to undertake in this Province contracts of insurance of the following class: Automobile, excluding liability for loss or damage to persons or property caused by an automobile or the use or operation thereof.

The head office of the company is situate at 221 West Wayne Street, South Bend 24, Indiana, United States of America.

The company has appointed Mr. Jacques Gauthier, 1895, De LaSalle Avenue, Montreal, 4, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 23rd of February 1962.

For the Minister of Finance  
of the Province,

GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.,

60562-9-2-o

Superintendent of Insurance.

## Département de l'Instruction publique

### St-Tharsicius

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de St-Tharsicius-Ouest,

## Department of Education

### St-Tharsicius

Application is made to change the name of the school municipality of St-Tharsicius-Ouest, in

dans le comté de Matapédia, en celui de « St-Tharsiscius », dans le comté de Matapédia.

Québec, le 16 février 1962.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,*

O.-J. DESAULNIERS.

60487-8-2-o

257-62

**Ville de Candiac (Prot.)  
Delson Junction (Prot.)  
Ste. Catherine d'Alexandrie Diss.  
St. Constant Diss.**

Demande est faite de fusionner le territoire actuellement sous la juridiction des syndicats d'écoles pour les municipalités scolaires de Ste-Catherine-d'Alexandrie et de St-Constant et du territoire actuel des municipalités scolaires protestantes de la ville de Candiac et de Delson Junction, toutes dans le comté de Napierville-Laprairie, en vue d'ériger une nouvelle municipalité scolaire distincte, pour les contribuables protestants seulement, sous le nom de « The Protestant School Municipality of Greater Laprairie », in the county of Napierville-Laprairie.

Québec, le 19 février 1962.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,*

O.-J. DESAULNIERS.

60486-8-2-o

238-59

**Lac-Carré**

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 167, en date du 6 février 1962, de détacher de la municipalité scolaire de St-Agricole, dans le comté de Terrebonne, les lots 50 et 51 du rang XI du canton Archambault, pour les annexer à la municipalité scolaire du Lac-Carré, dans le même comté.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1962 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1962.

Québec, le 20 février 1962.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,*

O.-J. DESAULNIERS.

60556-o

135-56

**L'Assomption**

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 167, en date du 6 février 1962, de détacher de la municipalité scolaire de Repentigny, dans le comté de l'Assomption, les lots 1 à 6 inclusivement du cadastre officiel de Repentigny, pour les annexer à la municipalité scolaire de l'Assomption, dans le même comté.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1962 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1962.

Québec, le 19 février 1962.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,*

O.-J. DESAULNIERS.

60556-o

1079-60

**St-François-Xavier-de-Shefford**

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 167, en date du 6 février 1962, de détacher de la municipalité scolaire de la Ville de Waterloo, dans le comté de Shefford, le territoire ci-dessous décrit, pour l'annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire catholique de St-François-Xavier-de-Shefford, dans le comté de Shefford.

the county of Matapédia, to that of "St-Tharsiscius", in the county of Matapédia.

Québec, February 16, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

60487-8-2

257-62

**Town of Candiac (Prot.)  
Delson Junction (Prot.)  
Ste. Catherine d'Alexandrie Diss.  
St. Constant Diss.**

Application is made to merge the territory presently under the jurisdiction of the school trustees for the school municipalities of Ste-Catherine-d'Alexandrie and St-Constant and the present territory of the protestant school municipalities of the town of Candiac and of Delson Junction, all situated in the county of Napierville-Laprairie, in order to erect a new separate school municipality, for the protestant taxpayers only, under the name of "The Protestant School Municipality of Greater Laprairie", in the county of Napierville-Laprairie.

Québec, February 19, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

60486-8-2

238-59

**Lac-Carré**

His Honour, the Lieutenant-Governor, by Order in Council, No. 167, dated February 6, 1962, has been pleased to detach the lots 50 and 51 on range XI of the township of Archambault from the school municipality of Ste-Agricole in the county of Terrebonne to annex them to the school municipality of Lac-Carré, in the same county.

This change will take effect for election purposes, on June first, 1962, and for all other purposes, on July first, 1962.

Québec, February 20, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

60556

135-56

**L'Assomption**

His Honour, the Lieutenant-Governor, by Order in Council, No. 167, dated February 6, 1962, has been pleased to detach the lots 1 to 6 inclusively in the official cadaster of Repentigny from the school municipality of Repentigny, in the county of l'Assomption, to annex them to the school municipality of l'Assomption, in the same county.

This change will take effect, for election purposes, on June first, 1962, and for all other purposes, on July first, 1962.

Québec, February 19, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

60556

1079-60

**St-François-Xavier-de-Shefford**

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 167, dated February 6, 1962, to detach from the school municipality of the town of Waterloo, in the county of Shefford, the territory hereinafter described, in order to annex it, for Catholic tax-payers only, to the Catholic school municipality of St-François-Xavier-de-Shefford, in the county of Shefford.

Ce territoire comprend les lots 603, 604 et 605 du cadastre officiel du canton Brôme et les lots 1064, 1065, 1066, 1070, 1296, 1298, 1300, 1304, 1307 et le lot 1297 moins une parcelle de terrain d'une superficie de 5 acres vendue au C.P.R. par Mme Thècle Chicoine par un contrat enregistré sous le numéro 659.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1962 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1962.

Québec, le 20 février 1962.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,*  
60556-o O.-J. DESAULNIERS.

### St-Henri-de-Mascouche

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 167, en date du 6 février 1962, de détacher de la municipalité scolaire de la ville de Terrebonne, dans le comté de Terrebonne, cette partie du lot 813 du cadastre officiel de St-Henri-de-Mascouche, mesurant 2 arpents de largeur et bornée au sud par une partie du lot 815, au nord par la rivière St-Jean-Baptiste et à l'est par le résidu dudit lot 813, pour l'annexer à la municipalité scolaire de St-Henri-de-Mascouche, dans le comté de l'Assomption.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1962 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1962.

Québec, le 20 février 1962.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,*  
60556-o O.-J. DESAULNIERS. 1710-61

### St-Victor

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 167, en date du 6 février 1962, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Victor, dans le comté de Beauce, à la municipalité scolaire du village de St-Victor, dans le même comté, moins toutefois le territoire ci-dessous décrit qui doit être annexé à la municipalité scolaire de St-Jules, dans le même comté, savoir:

1° Dans le canton Broughton:

Rang II: Les lots primitifs 27 et 28;

Rang III: Les lots primitifs 26-c, 26-d, 27, 28-a, 28-b et 28-c.

2° Dans le canton Tring:

Rang I: Les lots de subdivision 73 à 79 inclusivement.

3° Dans le canton Rigaud: -

Toute cette partie du rang Ste-Caroline dudit canton limitée comme suit, savoir:

Au nord, par la limite sud du rang « Saint-Jules », à l'est par la ligne est du lot 1828 ou la ligne de division entre les lots 1827 et 1828; au sud par le centre du chemin Ste-Caroline et à l'ouest, par la ligne de division des cantons de Rigaud et de Tring, tous ces territoires dans le comté de Beauce.

De plus, par le même arrêté en conseil, le nom de la municipalité scolaire du village de St-Victor, dans le comté de Beauce, a été changé en celui de « St-Victor », dans le comté de Beauce.

Ces changements prendront effet pour fins d'élection, le premier juin 1962 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1962.

Québec, le 19 février 1962.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,*  
60556-o O.-J. DESAULNIERS. 1290-61

This territory includes lots 603, 604 and 605 in the official cadaster of the township of Brome, and lots 1064, 1065, 1066, 1070, 1296, 1298, 1300, 1304, 1307 and lot 1297 minus a strip of land having an area of 5 acres, sold to the C.P.R. by Mrs. Thècle Chicoine by a deed registered under No. 659.

This change will take effect, for election purposes, on June first, 1962, and for all other purposes on July first, 1962.

Quebec, February 20, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,  
60556 Superintendent of Education.

### St-Henri-de-Mascouche

His Honour, the Lieutenant-Governor, by Order in Council number 167, dated February 6, 1962, has been pleased to detach from the school municipality of the town of Terrebonne, in the county of Terrebonne, this part of lot 813 of the official cadaster of St-Henri-de-Mascouche, measuring 2 arpents in width and bounded on the south by a part of lot 815, on the north by the St-Jean-Baptiste river and on the east by the residue of said lot 813, to annex it to the school municipal of St-Henri-de-Mascouche, in the county of l'Assomption.

This change will take effect for election purposes on the first of June, 1962, and for other purposes, on the first of July, 1962.

Quebec, February 20, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,  
60556 Superintendent of Education. 1710-61

### St-Victor

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 167, dated February 6, 1962, to annex the present territory of the school municipality of the parish of St-Victor, in the county of Beauce, to the school municipality of the village of St-Victor, in the same county, less, however, the territory described below which is to be annexed to the school municipality of St-Jules, in the same county, to wit:

1. In the township of Broughton:

Range II: The primitive lots 27 and 28;

Range III: The Primitive lots 26-c, 26-d, 27, 28-a, 28-b and 28-c.

2. In the township of Tring:

Range I: The lots of subdivision 73 to 79 inclusively.

3. In the township of Rigaud:

All that part of St. Caroline Range in the said township bounded as follows, to wit:

On the north, by the south boundary of Saint-Jules Range, on the east by the east line of lot 1828 or the division line between lots 1827 and 1828; on the south by the center of St. Caroline Road, and on the west by the division line between the townships of Rigaud and Tring, all these territories being in the county of Beauce.

Moreover, by the same Order in Council, the same of the school municipality of the village of St-Victor, in the county of Beauce, was changed to St-Victor, in the county of Beauce.

These changes will take effect, for election purposes, on June first, 1962, and for all other purposes on July first, 1962.

Quebec, February 19, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,  
60556 Superintendent of Education. 1290-61

**Ville de Terrebonne**

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 167, en date du 6 février 1962, de détacher de la municipalité scolaire de St-Henri-de-Mascouche, dans le comté de l'Assomption, le lot 788 du cadastre officiel de la paroisse de St-Henri-de-Mascouche, pour l'annexer à la municipalité scolaire de la ville de Terrebonne, dans le comté de Terrebonne.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1962 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1962.

Québec, le 20 février 1962.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,*  
O.-J. DESAULNIERS.

60556-o

1710-61

**Town of Terrebonne**

His Honour, the Lieutenant-Governor, by Order in Council number 167, dated February 6, 1962, has been pleased to detach from the school municipality of St-Henri-de-Mascouche, in the county of l'Assomption, lot 788 of the official cadaster of the parish of St-Henri-de-Mascouche, to annex it to the school municipality of the town of Terrebonne, in the county of Terrebonne.

This change will take effect for election purposes on the first of June, 1962, and for other purposes, on the first of July, 1962.

Quebec, February 20, 1962.

*O.-J. DESAULNIERS,*  
*Superintendent of Education.*

60556

1710-61

**Trois-Pistoles**

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 167, en date du 6 février 1962, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Trois-Pistoles No. 2, dans le comté de Rivière-du-Loup, aux municipalités scolaires de Trois-Pistoles No 1 et de Rivière Trois-Pistoles, dans le même comté, de la façon suivante, savoir:

a) Le territoire devant être annexé à la municipalité scolaire de Trois-Pistoles No. 1 comprend les lots 405 à 537 inclusivement du rang II et 555 à 665 aussi inclusivement du rang III du cadastre officiel de la paroisse des Trois-Pistoles.

b) Le territoire devant être annexé à la municipalité scolaire de Rivière Trois-Pistoles comprend les lots 368 à 404 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse des Trois-Pistoles.

Par le même arrêté en conseil, le nom de la municipalité scolaire de Trois-Pistoles, No 1, dans le comté de Rivière-du-Loup, a été changé en celui de « Trois-Pistoles », dans le comté de Rivière-du-Loup.

Ces changements prendront effet pour fins d'élection, le premier juin 1962 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1962.

Québec, le 20 février 1962.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,*  
O.-J. DESAULNIERS.

60556-o

1503-61

**Trois-Pistoles**

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 167, dated February 6, 1962, to annex the present territory of the school municipality of Trois-Pistoles No. 2, in the county of Rivière-du-Loup, to the school municipalities of Trois-Pistoles No. 1 and Rivière Trois-Pistoles, in the same county, in the following way, to wit:

a) The territory to be annexed to the school municipality of Trois-Pistoles No. 1 comprises lots 405 to 537 inclusively on range II, and 555 to 665 also inclusively on range III in the official cadaster of the parish of Trois-Pistoles.

b) The territory to be annexed to the school municipality of Rivière Trois-Pistoles includes lots 368 to 404 inclusively in the official cadaster of the parish of Trois-Pistoles.

By the same Order in Council, the name of the school municipality of Trois-Pistoles No. 1, in the county of Rivière-du-Loup, was changed to "Trois-Pistoles", in the county of Rivière-du-Loup.

These changes will take effect, for election purposes, on June first, 1962, and for all other purposes on July first, 1962.

Quebec, February 20, 1962.

*O.-J. DESAULNIERS,*  
*Superintendent of Education.*

60556

1503-61

**Village de Warwick**

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 277, en date du 20 février 1962, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Médard, dans le comté d'Arthabaska, à la municipalité scolaire du village de Warwick, dans le comté d'Arthabaska.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1962 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1962.

Québec, le 26 février 1962.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,*  
O.-J. DESAULNIERS.

60556-o

1691-61

**Village of Warwick**

His Honour, the Lieutenant-Governor, by Order in Council No 277, dated February 20, 1962, has been pleased to annex the present territory of the school municipality of St-Médard, in the county of Arthabaska, to the school municipality of the village of Warwick, in the county of Arthabaska.

This change will take effect for election purposes on June first, 1962, and for all other purposes, on July first, 1962.

Quebec, February 26, 1962.

*O.-J. DESAULNIERS,*  
*Superintendent of Education.*

60556

1691-61

**Delisle**

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 277, en date du 20 février 1962, de fusionner et d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de « Delisle », dans le comté du Lac St-Jean, le territoire actuel des municipalités scolaires de la paroisse et du village de St-Cœur-de-Marie, dans le comté du Lac St-Jean.

**Delisle**

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 277, dated February 20, 1962, to amalgamate and erect into a separate school municipality, under the name of "Delisle", in the county of Lake St. John, the present territory of the school municipalities of the parish and of the village of St-Cœur-de-Marie, in the county of Lake St. John.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1962 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1962.

Québec, le 26 février 1962.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,*  
O.-J. DESAULNIERS.

60556-o

1922-61

This change will take effect, for election purposes, on June first, 1962, and for all other purposes on July first, 1962.

Quebec, February 26, 1962.

*O.-J. DESAULNIERS,*  
*Superintendent of Education.*

60556

1922-61

### La Pêche

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No. 277, en date du 20 février 1962, d'annexer, pour les contribuables catholiques seulement, le territoire actuel de la municipalité scolaire de Masham, dans le comté de Gatineau, à la municipalité scolaire de La Pêche, dans le comté de Gatineau.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1962 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1962.

Québec, le 27 février 1962.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,*  
O.-J. DESAULNIERS.

60556-o

87-62

### La Pêche

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 277, dated February 20, 1962, to annex, for Catholic tax-payers only, the present territory of the school municipality of Masham, in the county of Gatineau, to the school municipality of La Pêche, in the county of Gatineau.

This change will take effect, for election purposes, on June first, 1962, and for all other purposes on July first, 1962.

Quebec, February 27, 1962.

*O.-J. DESAULNIERS,*  
*Superintendent of Education.*

60556

87-62

### Anticosti

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire d'Anticosti, dans le comté de Duplessis, en celui de « Port Meunier », dans le comté de Duplessis.

Québec, le 22 février 1962.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,*  
O.-J. DESAULNIERS.

60559-9-2-o

1352-61

### Anticosti

Application is made to change the name of the school municipality of Anticosti, in the county of Duplessis, to "Port Meunier", in the county of Duplessis.

Quebec, February 22, 1962.

*O.-J. DESAULNIERS,*  
*Superintendent of Education.*

60559-9-2

1352-61

### Kénogami Diss. Arvida Diss. Chicoutimi Diss.

Demande est faite d'unir le territoire présentement sous la juridiction des syndics d'écoles pour les municipalités d'Arvida et cité de Kénogami dans le comté de Jonquière-Kénogami et les syndics d'écoles de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi et d'ériger une nouvelle municipalité scolaire pour les protestants seulement, sous le nom de la municipalité scolaire protestante du Saguenay, dans les comtés de Jonquière-Kénogami et Chicoutimi.

Le territoire sous la juridiction de la nouvelle municipalité scolaire protestante du Saguenay comprendra le suivant:

1° Toute la cité d'Arvida (comprise cette partie de la paroisse de St-Mathias qui demande présentement son annexion à la cité d'Arvida, nommément les lots 9 à 16 inclusivement du rang XII du canton de Chicoutimi et les lots 12B à 14B inclusivement du rang XIII du canton de Chicoutimi, à savoir:

Les lots 30 à 46 inclusivement du rang I du canton de Jonquière et les lots 35 à 44 inclusivement du rang II du canton de Jonquière et les lots 33 à 38 inclusivement du rang III du canton de Jonquière et les lots 1 à 14 inclusivement du rang X du canton de Jonquière et partie des lots 8B et 9A (Sud du chemin de fer Roberval et Saguenay) du rang XII du canton de Chicoutimi et les lots 9B à 18 inclusivement du rang XII du canton de Chicoutimi et les lots 16, 17A, 17B, 17C, 18A, 18B, partie des lots 19A, 20A, 21A, et les lots 22 à 26 inclusivement du rang « A » du canton Simard, partie des lots 17A, 18, 19, 20, et les lots J et H du rang I du canton de Jonquière.

2° Toute la cité de Kénogami, compris le territoire borné à l'est par la rivière aux Sables, au

### Kénogami Diss. Arvida Diss. Chicoutimi Diss.

Application is made to unit the territory now under the control of the school trustees for the municipalities of Arvida and city of Kénogami, in the county of Jonquière-Kénogami and the school trustees of Chicoutimi, in the county of Chicoutimi and to erect a new school municipality for protestant school purposes only, under the name of the protestant school municipality of Saguenay, in the counties of Jonquière-Kénogami and Chicoutimi.

The territory under the control of the new Protestant municipality of the Saguenay shall include the following:

1. The whole of the city of Arvida (including that part of the parish of St. Mathias now seeking to be annexed to the city of Arvida, namely lots 9 to 16 inclusive of range XII of Chicoutimi township and lots 12B to 14B inclusive of range XIII of Chicoutimi township, to wit:

Lots 30 to 46 inclusive of range I of Jonquière township and lots 35 to 44 inclusive of range II of Jonquière township and lots 33 to 38 inclusive of range III of Jonquière township and lots 1 to 14 inclusive of range X of Jonquière township and part lots 8B and 9A (south of the Roberval and Saguenay Railways) of range XII of Chicoutimi township and lots 9B to 18 inclusive of range XII of Chicoutimi township and lots 16, 17A, 17B, 17C, 18A, 18B, part of lots 19A, 20A, 21A and lots 22 to 26 inclusive of range "A" of Simard township part lots 17A, 18, 19, 20 and lots J and H of range I of Jonquière township.

2. The whole of the city of Kénogami including the territory bounded on the east by the Aux

nord par cette partie de la cité d'Arvida connue comme étant la cité de Racine, à l'ouest par la ligne de démarcation entre les lots 17A et 17B du rang I du canton de Jonquière, et au sud par la limite nord du rang III du canton de Jonquière, pour laquelle l'annexion à la cité de Kénogami est demandé, à savoir:

Les lots 14 à 18 inclusivement et les lots 22 à 24 inclusivement du rang III du canton de Jonquière. Partie des lots 17A, 18, 19, 20 et les lots K, G, F, E, D, C, A, I, M, et les lots 25 à 29 inclusivement du rang I du canton de Jonquière.

3° Toute la cité de Jonquière à savoir: Les lots Nos 19, 20, 21, 25, 26, 27 du rang III du canton de Jonquière et les lots 14 à 18 inclusivement et les lots 20 à 25 inclusivement du rang IV du canton de Jonquière.

4° Toute la cité de Chicoutimi Nord à savoir: Les lots 1 à 16 inclusivement du rang I à l'ouest du canton Tremblay et les lots 1 à 11 inclusivement du rang I à l'est du canton Tremblay et les lots 32 à 38 inclusivement du rang II du canton Tremblay et les lots 28 à 31 inclusivement du rang III du canton Tremblay.

5° Toute la cité de Chicoutimi à savoir: Ce territoire borné au nord par la rivière Saguenay, à l'est par le village de la rivière du Moulin, la limite sud-ouest des lots 19 et 18 du rang II du canton de Chicoutimi, la limite nord-ouest du lot No 63 du rang I du canton de Chicoutimi, et la rive ouest de la Rivière du Moulin; au sud par le chemin de fer Roberval et Saguenay et à l'ouest par la limite ouest du rang XII du canton de Chicoutimi, et les limites sud et ouest du lot No 7 du rang XIV du canton de Chicoutimi.

Québec, 21 février 1962.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,*  
60560-9-2 O.-J. DESAULNIERS.

**Mont-Tremblant**

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Mont-Tremblant, dans le comté de Terrebonne, les lots 13 à 25 inclusivement du rang N et tous les lots du rang O du canton Joly, pour les annexer à la municipalité scolaire de Labelle, dans le comté de Labelle.

Québec, le 26 février 1962.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,*  
60561-9-2-o 1556-61 O.-J. DESAULNIERS.

**Paroisse de Notre-Dame-de-Pierreville**

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de Notre-Dame-de-Pierreville, dans le comté d'Yamaska, à la municipalité scolaire du village de Notre-Dame-de-Pierreville, dans le même comté.

Québec, le 27 février 1962.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,*  
60582-9-2-o 916-61 O.-J. DESAULNIERS.

**Paroisse de St-Guillaume**

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Guillaume, dans le comté d'Yamaska, à la municipalité scolaire du village de St-Guillaume, dans le même comté.

Québec, le 27 février 1962.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,*  
60583-9-2-o 58-62 O.-J. DESAULNIERS.

Sables River, on the north by that part of the city of Arvida known as the city of Racine, on the west by the boundary line between lots 17A and 17B of range I of Jonquière township and on the south by the northern boundary of range III of Jonquière township, for which annexation to the city of Kénogami is being south, to wit:

Lots 14 to 18 inclusive and lots 22 to 24 inclusive of range III of Jonquière township. Part lots 17A, 18, 19, 20 and lots K, G, F, E, D, C, A, I, M, and lots 25 to 29 inclusive of range I of Jonquière township.

3. The whole of the city of Jonquière: to wit: lots Nos. 19, 20, 21, 25, 26, 27 of range III of Jonquière township and lots 14 to 18 inclusive and lots 20 to 25 inclusive of range IV of Jonquière township.

4. The whole of the city of Chicoutimi North: to wit: Lots 1 to 16 inclusive of range I west of Tremblay township and lots 1 to 11 inclusive of range I east of Tremblay township and lots 32 to 38 inclusive of range II of Tremblay township and lots 28 to 31 inclusive of range III of Tremblay township.

5. The whole of the city of Chicoutimi: to wit: That territory bounded on the north by the Saguenay River, on the east by the village of Rivière du Moulin, the southwestern boundary of lots 19 and 18 of range II of Chicoutimi township, the north-western boundary of lot No. 63 of range I of Chicoutimi township, and the western bank of Rivière du Moulin; on the south by the Roberval and Saguenay Railway and on the west by the western boundary of range XII of Chicoutimi township, and the southern and western boundaries of lot No. 7 of range XIV of Chicoutimi township.

Québec, February 21, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,  
60560-9-2-o Superintendent of Education.

**Mont-Tremblant**

Application is made to detach from the school municipality of Mont-Tremblant, in the county of Terrebonne, lots 13 to 25 inclusively, from range N and all lots of range O of the township of Joly, to annex them to the school municipality of Labelle, in the county of Labelle.

Québec, February 26, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,  
60561-9-2 1556-61 Superintendent of Education.

**Parish of Notre-Dame-de-Pierreville**

Application is made to annex the present territory of the school municipality of the parish of Notre-Dame-de-Pierreville, in the county of Yamaska, to the school municipality of the village of Notre-Dame-de-Pierreville, in the same county.

Québec, February 27, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,  
60582-9-2 916-61 Superintendent of Education.

**Parish of St-Guillaume**

Application is made to annex the present territory of the school municipality of the parish of St-Guillaume, in the county of Yamaska, to the school municipality of the village of St-Guillaume, in the same county.

Québec, February 27, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,  
60583-9-2 58-62 Superintendent of Education.

## Ministère des Terres et Forêts Cadastre

### Paroisse de St-Benoit Joseph Labre

Cadastre officiel de la paroisse de St-Benoit Joseph Labre, municipalité de la paroisse de St-Benoit Joseph Labre, division d'enregistrement de Matapédia.

Avis est par la présente donné que le lot 74, rang I ouest, est annulé et que le lot 73 est corrigé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 février 1962.

60509-o

*Le Sous-ministre,*  
J.-ÉDOUARD GUAY.

### Village de Mégantic (maintenant ville)

Cadastre officiel du village de Mégantic (maintenant ville) municipalité de la ville de Lac Mégantic, division d'enregistrement de Frontenac.

Avis est par la présente donné que les lots 1454 à 1518, 1521 et 1524 à 1543 sont annulés et que le lot 2378 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 février 1962.

60509-o

*Le Sous-ministre,*  
J.-ÉDOUARD GUAY.

## Transports et Communications

### Avis d'approbation de modèles d'appareils extincteurs chimiques devant se trouver dans les autobus

Attendu que l'article 34, sous-article 2, paragraphe a) du Code de la Route, (chapitre 142 des Statuts Refondus de Québec 1941), stipule que tout autobus doit être muni d'un extincteur chimique d'un modèle approuvé par le Ministère des Transports et Communications;

Attendu que l'article 36d), sous-article 2, paragraphe deuxième, sous-paragraphe b) du Code de la Route, (chapitre 142 des Statuts Refondus de Québec 1941), stipule que tout autobus affecté au transport d'écoliers, doit être muni d'un extincteur chimique d'un modèle approuvé par le Ministère des Transports et Communications;

Conformément aux pouvoirs conférés par les articles 34 et 36d) du Code de la Route, le Ministère des Transports et Communications approuve tout modèle d'extincteur chimique;

1° d'une classification non inférieure à 4B, C, (classification reconnue par le « Underwriters' Laboratories of Canada ») si l'autobus qui doit être muni d'un extincteur a une capacité d'au moins 12 passagers assis;

2° d'une classification non inférieure à 1/2B, C, (classification reconnue par le « Underwriters' Laboratories of Canada ») si l'autobus qui doit être muni d'un extincteur a une capacité d'au plus 12 passagers assis.

Le tétrachlorure de carbone ne devra, en aucun temps, être employé dans les appareils faisant l'objet du présent avis d'approbation.

Québec, le 19 février 1962.

60546-o

*Le Ministre des Transports et  
Communications,*  
GÉRARD COURNOYER.

## Department of Lands and Forests Cadastre

### Parish of St-Benoit Joseph Labre

Official cadastre of the parish of St-Benoit Joseph Labre, municipality of the parish of St-Benoit Joseph Labre, registration division of Matapédia.

Notice is hereby given that lots 74, range I west, is cancelled and that lot 73 is corrected in virtue of article 2174A of Civil Code.

Quebec, February 16, 1962.

60509-o

J.-ÉDOUARD GUAY,  
*Deputy Minister.*

### Village of Mégantic (now town)

Official cadastre of the village of Mégantic (now town) municipality of the town of Lac Mégantic, registration division of Frontenac.

Notice is hereby given that lots 1454 to 1518, 1521 and 1524 to 1543 is cancelled and that lot 2378 is added in virtue of article 2174A of Civil Code.

Quebec, February 16, 1962.

60509-o

J.-ÉDOUARD GUAY,  
*Deputy Minister.*

## Transportation and Communications

### Notice of the approval of models of chemical fire-extinguishers to be found in autobusses

Whereas section 34, sub-section 2, paragraph (a) of the Highway Code (chapter 142 of the Revised Statutes of Quebec, 1941), stipulates that all autobusses must be equipped with a model of a chemical fire-extinguisher approved by the Department of Transportation and Communications;

Whereas section 36 d), sub-section 2, paragraph two, sub-paragraph b) of the Highway Code (chapter 142, of the Revised Statutes of Quebec, 1941) stipulates that all autobusses detailed to transport scholars must be equipped with a model of a chemical fire-extinguisher approved by the Department of Transportation and Communications;

Pursuant to the powers conferred by sections 34 and 36 d) of the Highway Code, the Department of Transportation and Communications does approve of any model of chemical fire-extinguisher;

1. of a classification not inferior to 4B, C, (classification recognized by the "Underwriters' Laboratories of Canada"), if the autobus which is to be equipped with fire-extinguisher has a capacity of at least 12 seated passengers;

2. of a classification not inferior to 1/2B, C, (classification recognized by the "Underwriters' Laboratories of Canada") if the autobus which is to be equipped with a fire-extinguisher has a capacity of more than 12 seated passengers.

Carbon tetrachloride must not, at any time, be used in the apparatus with which the present notice of approval is dealing.

Quebec, February 19, 1962.

60546

GÉRARD COURNOYER,  
*Minister of Transportation and  
Communications.*

**Ministère du Travail**

**Department of Labour**

**Avis de modification**

**Notice of amendment**

*Construction — Rimouski*

*Construction — Rimouski*

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes conformément aux dispositions de la Loi de la Convention Collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Rimouski, rendue obligatoire par le décret numéro 802 du 8 juillet 1953 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil, les modifications suivantes audit décret:

1° Les paragraphes « f », « i » et « j » de l'article I seront remplacés par les suivants:

« f) Le mot « manoeuvre » ou « journalier » désigne tout salarié qui exécute un travail non qualifié et d'aide.

i) Le terme « couvreur de planchers » désigne tout salarié qui pose les tuiles non céramiques, tel le vinyl, les tuiles d'asphalte, de caoutchouc et de liège, le préclart à la verge et la tuile, le tapis mur à mur, le « bulgomme », le « walk-ease », les revêtements muraux tels que la plinthe de caoutchouc ou vinyl, les matériaux de préclart et cuirette, appliqués sur les murs, la tuile de plastique et de vinyl.

Toutefois, le recouvrement des murs de matériaux de préclart et de cuirette peut être fait par le peintre.

j) Les termes « poseur de marbre » et « poseur de tuile céramique » désignent tout salarié qui mesure la surface propre à recevoir le marbre ou la tuile céramique, le taille et le pose. »

2° Au deuxième alinéa du paragraphe « a » de l'article II, le mot « d'entretien » sera ajouté après les mots « de réparation, d'installation ».

3° Les mots suivants seront ajoutés au paragraphe « d » de l'article II:

« Cependant, la construction d'un nouveau tronçon de voie ferrée est assujettie au décret. »

4° L'article IV sera remplacé par le suivant:

« IV. *Taux de salaires*: À compter du 15 avril 1962, les taux minima suivants doivent être payés:

*Métiers — Trades:*

Briqueteur, maçon et plâtrier — Bricklayer, mason and plasterer	\$ 2.00	\$ 1.95	\$ 1.85	\$ 1.65
Calfat — Caulker	1.60	1.55	1.45	1.25
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner	1.90	1.85	1.75	1.55
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year...	1.85	1.80	1.70	1.50
Électricien — Electrician:				
Entrepreneur (services personnels) — Contractor (personal services)	2.60	2.50	2.40	2.15
Compagnon — Journeyman	2.00	1.95	1.85	1.60
Ferblantier-couvreur — Tinsmith-roofer:				
Compagnon — Journeyman	1.90	1.85	1.75	1.55
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year...	1.80	1.75	1.65	1.45
Fer et bronze d'ornementation — Ornamental iron and bronze:				
Mécanicien ou forgeron — Mechanic or blacksmith	1.90	1.85	1.75	1.55
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year...	1.80	1.75	1.65	1.45
Foreur — Driller	1.75	1.70	1.60	1.40
Gratteur, polisseur et sableur de plancher à la main ou à la machine — Floor scraper, polisher and sander, hand or machine...	1.80	1.75	1.65	1.45
Ventilation et air climatisé — Ventilation or air conditioning	1.90	1.85	1.75	1.55
Isolement de laine minérale, soufflage par pression — Steel wool insulation, blower method:				
Chef d'équipe — Chief operator	1.90	1.85	1.75	1.55
Assistant du chef d'équipe — Assistant operator	1.80	1.75	1.65	1.45
Aide — Helper	1.55	1.50	1.40	1.20

The honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry and trades in the region of Rimouski, rendered obligatory by decree number 802 of July 8, 1953 and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. Paragraph “f”, “i” and “j” of article I will be replaced by the following:

“f) The word “labourer” or “common worker” means any employee performing unqualified work or that of a helper.

i) The term “floor covering layer” means every employee who lays non ceramic tiles such as vinyl, asphalt, rubber and cork tiles, linoleum — sheet or tiles, wall to wall, “bulgomme”, “walk ease” carpets, wall coverings such as rubber or vinyl plinths, linoleum and leatheret materials laid on walls, plastic and vinyl tiles.

However, the covering of walls with oilcloth and leatheret material may be made by the painter.

j) The terms “marble setter” and “ceramic tile layer” mean any employee who measures the surface to be coated with marble or ceramic tile, cuts and sets same.”

2. In the second paragraph of paragraph “a” of article II, the word “maintenance” will be added after the word “installation”.

3. The following words will be added to paragraph “d” of article II:

“However, the construction of a new railway section shall be subject to the decree.”

4. Article IV will be replaced by the following:

“IV. *Rates of wages*: From April 15, 1962, the following minimum rates of wages shall be paid:

*Salaires horaires — Hourly rates*

	<i>Zones</i>			
	<i>I</i>	<i>II</i>	<i>III</i>	<i>IV</i>
Briqueteur, maçon et plâtrier — Bricklayer, mason and plasterer	\$ 2.00	\$ 1.95	\$ 1.85	\$ 1.65
Calfat — Caulker	1.60	1.55	1.45	1.25
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner	1.90	1.85	1.75	1.55
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year...	1.85	1.80	1.70	1.50
Électricien — Electrician:				
Entrepreneur (services personnels) — Contractor (personal services)	2.60	2.50	2.40	2.15
Compagnon — Journeyman	2.00	1.95	1.85	1.60
Ferblantier-couvreur — Tinsmith-roofer:				
Compagnon — Journeyman	1.90	1.85	1.75	1.55
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year...	1.80	1.75	1.65	1.45
Fer et bronze d'ornementation — Ornamental iron and bronze:				
Mécanicien ou forgeron — Mechanic or blacksmith	1.90	1.85	1.75	1.55
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year...	1.80	1.75	1.65	1.45
Foreur — Driller	1.75	1.70	1.60	1.40
Gratteur, polisseur et sableur de plancher à la main ou à la machine — Floor scraper, polisher and sander, hand or machine...	1.80	1.75	1.65	1.45
Ventilation et air climatisé — Ventilation or air conditioning	1.90	1.85	1.75	1.55
Isolement de laine minérale, soufflage par pression — Steel wool insulation, blower method:				
Chef d'équipe — Chief operator	1.90	1.85	1.75	1.55
Assistant du chef d'équipe — Assistant operator	1.80	1.75	1.65	1.45
Aide — Helper	1.55	1.50	1.40	1.20

<i>Métiers — Trades:</i>	Salaires horaires — Hourly rates			
	Zones			
	I	II	III	IV
Jointoyeur, finisseur de ciment — Joint pointer, cement finisher.	\$ 1.85	\$ 1.80	\$ 1.70	\$ 1.50
Manœuvre, journaliers, faiseur de mortier, brasseur de célanite, couleur de blanc, porteur d'oiseau — Labourer, common worker, mortar maker, celanite mixer, plaster pourer, hod carrier.	1.55	1.50	1.40	1.20
Mécanicien de machines fixes et portatives — Engineman (stationary or portable).	1.75	1.70	1.60	1.40
Mécanicien en isolement d'amiante — Asbestos insulation mechanic.	1.90	1.85	1.75	1.55
Peintre — Painter.	1.85	1.80	1.70	1.50
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year.	1.75	1.70	1.60	1.40
Polisseur de terrazzo à la machine — Terrazzo polishing machine operator.	1.70	1.65	1.55	1.35
1er semestre — 1st six months.	1.60	1.55	1.50	1.30
Poseur de lattes (bois ou métal) — Lather (metal or wood).	1.75	1.70	1.60	1.40
Poseur de tuiles, marbre et terrazzo — Tile, marble and terrazzo setter.	1.85	1.80	1.70	1.50
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year.	1.75	1.70	1.60	1.40
Préposé aux malaxeurs ou compresseurs — Mixer or compressor operator:				
7 pieds cubes ou plus — 7 cubic feet or more.	1.80	1.65	1.55	1.35
moins de 7 pieds cubes — under 7 cubic feet.	1.55	1.50	1.40	1.20
Préposé aux monte-charge — Freight elevator operator.	1.70	1.65	1.55	1.35
Préposé au marteau pneumatique — Air hammer operator.	1.70	1.65	1.55	1.35
Préposé aux tracteurs ou grues — Tractors or crane operator.	1.80	1.75	1.65	1.45
Tailleur de pierre sur chantier de construction — Stone cutter on construction job.	2.00	1.95	1.85	1.65
Épandeur d'asphalte — Asphalt spreader.	2.10	2.05	1.95	1.75
Rateleur d'asphalte — Asphalt raker.	1.95	1.90	1.80	1.60
Aide rateleur d'asphalte — Asphalt raker's helper.	1.75	1.70	1.60	1.40
Préposé au rouleau compresseur (2 à 5 tonnes) — Asphalt roller operator (2 to 5 tons).	1.85	1.80	1.70	1.50
Préposé au rouleau compresseur (8 à 12 tonnes) — Asphalt roller operator (8 to 12 tons).	1.95	1.90	1.80	1.60
Gréeur — Rigger.	1.85	1.80	1.70	1.50
Forgeron — Blacksmith.	1.75	1.70	1.60	1.40
Préposé à la pelle mécanique (qualifié) — Shovel operator (qualified).	2.00	1.95	1.85	1.65
Aide conducteur de pelle mécanique — Shovel operator's helper.	1.80	1.75	1.65	1.45
Porteur d'eau — Water carrier.	1.05	1.05	1.05	0.85
Soudeur (gaz ou électricité) — Welder (gas or electricity).	1.95	1.90	1.80	1.60
Conducteur de tracteur RD8 — Tractor (RD8) operator.	2.00	1.95	1.85	1.65
Apprenti, 1ère année — Apprentice, 1st year.	1.60	1.55	1.45	1.20
Apprenti, 2ième année — Apprentice, 2nd year.	1.75	1.70	1.60	1.40
Dynamiteur — Blaster.	1.90	1.85	1.75	1.55
Conducteur de tracteur RD6 ou 7 — Tractor RD6 or 7 operator.	1.90	1.85	1.75	1.55
Préposé aux autres tracteurs — Operator of other tractors.	1.85	1.80	1.70	1.50
Préposé aux tracteurs de ferme — Operator of farm tractors.	1.65	1.60	1.50	1.30
Poseur de linoléum — Linoleum layer.	1.85	1.80	1.70	1.50
Apprenti, 1ère année — Apprentice, 1st year.	1.55	1.50	1.40	1.20
Couvreur: composition, gravier, sable, asphalte — Roofer: composition, gravel, sand, asphalt.	1.70	1.65	1.55	1.35
Préposé aux bouilloires (asphalte de couverture) — Kettleman (roofing asphalt).	1.70	1.65	1.55	1.35
Polisseur de terrazzo à sec — Terrazzo polisher(dry).	1.85	1.80	1.70	1.50
1er semestre — 1st six months.	1.75	1.70	1.60	1.40
Gardien sur chantier (nuit et jour, dimanche et fête) maximum 72 heures par semaine — Watchman (night and day, Sundays and holidays) maximum of 72 hours per week.	1.35	1.35	1.35	1.15
Chauffeur de camion employé directement par les entrepreneurs de l'industrie de la construction — Truck driver employed directly by construction contractors.	1.55	1.50	1.40	1.20
Par semaine (maximum 60 heures) — Per week (maximum 60 hours).	80.00	76.50	71.50	60.50
Mécanicien en tuyauterie, plombier — Pipe mechanic, plumber:				
Entrepreneur, services personnels — Contractor, personal services.	2.60	2.50	2.40	2.15
Compagnon — Journeyman.	2.00	1.95	1.85	1.60
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, 1st year.	1.80	1.75	1.65	1.40
Soudeur en tuyauterie — Pipe welder.	1.95	1.90	1.80	1.55

Contremaître qui dirige au moins cinq (5) hommes: \$0.10 l'heure de plus que le taux de son métier.

Foreman in charge of at least five (5) men: \$0.10 per hour over the rate of his trade.

Contremaître qui dirige dix (10) hommes et plus: \$0.25 l'heure de plus que le taux de son métier.

Le 1er janvier 1963, une augmentation de \$0.05 l'heure sera faite dans la zone IV;

Le 1er mai 1963, une augmentation de \$0.05 l'heure sera faite dans les zones I, II et IV et une augmentation additionnelle de \$0.05 l'heure sera faite pour les métiers de plombiers et d'électriciens.

Note: Les parties contractantes ont convenu que les dispositions du présent décret d'amendement aient leur effet à compter du 13 février 1962.

5° Le paragraphe « d » de l'article V sera remplacé par le suivant:

« d) Les salaires doivent être payés régulièrement et intégralement dans un délai maximum d'une semaine et accompagnés des renseignements suivants: »

6° Le chiffre « 2% » apparaissant à l'article VI-A sera remplacé par « 3% » à compter du 15 avril 1962 dans les zones I, II, III et IV. »

7° Le paragraphe « b » suivant sera ajouté à l'article VII:

« b) Outils: Tout salarié devra fournir ses propres outils manuels non motorisé suivant la pratique établie dans les divers métiers. L'employeur ne pourra exiger qu'un salarié fournisse des outils motorisés. »

8° Le paragraphe « aa » suivant sera ajouté à l'article IX:

« aa) Apprenti: Le mot « apprenti » signifie toute personne âgée d'au moins seize (16) ans et dont l'occupation principale est d'apprendre l'un ou l'autre des métiers énumérés à l'article IV-i) en assistant un ou des hommes de métiers dans les travaux reliés à son métier et en accomplissant progressivement les différents travaux du métier. »

9° Le paragraphe « j » de l'article IX sera remplacé par le suivant:

« j) Taux de salaire des apprentis: Les taux horaires minima sont les suivants à compter du 15 avril 1962:

Foreman in charge of ten (10) men or more: \$0.25 per hour over the rate of his trade.

Starting January 1, 1963, an increase of \$0.05 per hour will be given in zone IV;

Starting May 1, 1963, there shall be an increase of \$0.05 per hour in zones I, II and IV and an another increase of \$0.05 per hour for plumbers and electricians trades.

Note: The contracting parties have agreed that the provisions of the present amending decree shall come into force from February 13, 1962.

5. Paragraph "d" of article V will be replaced by the following:

"d) Wages shall be paid regularly and entirely within a maximum delay of one week and the following particulars shall be given with the pay:"

6. The figure "2%" appearing in article IV-A will be replaced by "3%" starting April 15, 1962 in zones I, II, III and IV."

7. The following paragraph "b" will be added to article VII:

"b) Tools: Every employee shall supply his own hand, unpowered tools as is the custom in the various trades. Employers may not require employees to supply power tools."

8. The following paragraph "aa" will be added to article IX:

"aa) Apprentices: The word "apprentice" means any person of at least sixteen (16) years of age whose occupation consists mainly in learning one of the trades enumerated in article IV-i) by assisting one or more tradesmen in the execution of work connected with his trade and y engaging progressively in the various operations of the trade."

9. Paragraph "j" of article IX will be replaced by the following:

"j) Wage rates of apprentices: Starting April 15, 1962, the following shall be the minimum wage rates of apprentices:

	1ère année	2ième année	3ième année	4ième année
	1st year	2nd year	3rd year	4th year
<i>Apprenti briqueteur, maçon et plâtrier — Apprentice bricklayer, mason ans plasterer:</i>				
Zone I.....	\$ 1.20	\$ 1.50	\$ 1.75	\$ 1.90
Zone II.....	1.15	1.45	1.70	1.85
Zone III.....	1.05	1.35	1.60	1.75
Zone IV.....	0.95	1.25	1.45	1.60
<i>Autres apprentis — Other apprentices:</i>				
Zone I.....	1.15	1.35	1.55	1.70
Zone II.....	1.10	1.30	1.50	1.65
Zone III.....	1.00	1.20	1.40	1.55
Zone IV.....	0.90	1.10	1.25	1.40

Le 1er janvier 1963, une augmentation de \$0.05 l'heure sera faite dans la zone IV.

Le 1er mai 1963, une augmentation de \$0.05 l'heure sera faite dans les zones I, II et IV. »

10° L'article XII sera remplacé ar le suivant:

« XII. a) Salariée permanents: Les termes « salariés permanents » et « préposés à l'entretien » désignent tout salarié qualifié ou non de l'industrie de la construction qui est engagé pour une période six (6) mois ou plus pour l'entretien des édifices publics, tels que définis à l'article 170 (S. R. Q. 1941) ou de l'immeuble d'un établissement industriels et commercial.

Le mot « entretien » désigne les réparations mineures assimilées aux réparations locatives prévues au Code Civil de la province de Québec à tout ou partie d'un édifice ou d'un immeuble,

From January 1, 1963, an increase of \$0.05 per hour shall be granted in zone IV.

From May 1, 1963, an increase of \$0.05 per hour shall be granted in zones I, II and IV."

10. Article XII will be replaced by the following:

"XII. a) Permanent employees: The terms "permanent employees" and "maintenance men" mean any employee qualified or not, of the construction industry who is hired for a period of six (6) months or more for maintenance work in connection with public buildings, as defined in article 170 (R.S.Q., 1941) or with the building of commercial or industrial establishment.

The word "maintenance" means minor repairs, such as tenant repairs stipulated in the Civil Code of the Province of Quebec, made to any building or part thereof, or group of buildings

ou l'ensemble de construction pour maintenir l'édifice, l'immeuble ou l'ensemble de constructions en bon état de conservation.

Toutefois, ne sont pas considérées comme travail d'entretien:

1° La nouvelle construction, la reconstruction ou la réinstallation d'une partie d'un édifice, d'un immeuble ou ensemble de constructions ainsi que le peinturage et le repeinturage.

2° Les grosses réparations comme celles de gros murs, les poutres, les fondations, murs de soutènement ainsi que tous les travaux à un édifice ou à un immeuble dus à la vétusté et qui ne sont pas des réparations mineures telles que ci-haut décrites.

b) *Salaires minima*: À compter du 15 avril 1962, les taux de salaires minima sont les suivants:

*Métiers — Trades:*

	Par semaine — Per week		
	Zones		
	I	II-III	IV
Compagnon (ouvrier qualifié) — Journeyman (skilled worker).....	\$70.00	\$65.00	\$60.00
Journalière (ouvrière non qualifiée) — Labourer (common worker).....	60.00	59.00	55.00

À compter du 1er mai 1963, les salaires des salariés permanents seront augmentés de \$3.00 par semaine.

c) *Durée du travail*: La durée du travail est de quarante-huit (48) heures par semaine, sans limitation journalière.

d) Si l'employeur fournit dans son établissement gîte et couvert à un tel salarié, il peut déduire de son salaire \$4.00 par pièce par mois dans le premier cas et \$0.25 par repas dans le second cas.

e) *Congé annuel payé*: Un congé annuel payé d'une durée d'une semaine doit être accordé par l'employeur au salarié permanent qui a été continuellement à son emploi pendant une période d'un an. Chaque congé doit être donné dans les douze (12) mois de la date à laquelle le droit à tel congé est acquis. Toutefois, l'employeur peut remplacer par une indemnité compensatrice le congé annuel payé si, en raison de circonstances hors de son contrôle, il ne peut donner ledit congé à son salarié permanent.

f) *Congé-maladie*: L'employeur doit rémunérer le salarié permanent pour les jours pendant lesquels il est absent de son travail pour cause de maladie jusqu'à concurrence de six par année de calendrier. Pour avoir droit à cette rémunération, le salarié doit informer l'employeur de sa maladie le plus rapidement possible et se soumettre à un examen médical par un médecin ou une infirmière choisi et payé par l'employeur si ce dernier le juge à propos. Le salarié doit aussi autoriser son propre médecin à fournir à l'employeur les renseignements nécessaires pour vérifier son état de maladie et le fait qu'elle n'est pas due à son inconduite. »

11° L'article XIV sera remplacé par le suivant:

« XIV. *Durée du décret*: Le décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1963. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire entre le sixième et trentième jour avant le 31 décembre 1963 ou de toute année subséquente.

Dans le cas d'une dénonciation, copie de l'avis doit être également adressée au ministre du Travail. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues.

for the upkeep or maintenance of such buildings.

However, the following are not considered as maintenance work:

1. New construction, reconstruction or re-installation of part of a building or group of buildings, including painting and repainting.

2. Important repairs, such as those made to big walls, joists, foundations, sustaining walls and all operations performed on a building because of decay and which are not minor repairs, as above described.

b) *Minimum wages*: From April 15, 1962, the minimum wage rates shall be as follows:

	Par semaine — Per week		
	Zones		
	I	II-III	IV
Compagnon (ouvrier qualifié) — Journeyman (skilled worker).....	\$70.00	\$65.00	\$60.00
Journalière (ouvrière non qualifiée) — Labourer (common worker).....	60.00	59.00	55.00

From May 1, 1963, the wages of permanent employees will be increased by \$3.00 per week.

c) *Duration of labour*: The duration of labour consists of forty-eight (48) hours per week without daily limitation.

d) When the employer lodges and boards his employees in his establishment, he may deduct from their wages \$4.00 per room per month and \$0.25 per meal.

e) *Annual vacation with pay*: An annual vacation with pay of one week shall be given by the employer to the permanent employee who has been continuously in his employ for a period of one year. Every vacation shall be given in the twelve (12) months following the date on which the right to such vacation has been required. However, the employer may replace such annual vacation with pay by a compensating bonus when on account of circumstances beyond his control he cannot give the said vacation to his permanent employee.

f) *Illness*: The employer shall pay the permanent employee for days during which he is absent because of illness to the extent of six days per calendar year. To be entitled to such remuneration, the employee shall notify the employer of his illness as soon as possible and undergo a medical examination by a doctor or nurse, chosen and paid by the employer if the latter deems it advisable. The employee shall also authorize his own doctor to give the employer all necessary information as to the state of his health and to the fact that it is not due to misbehaviour".

11. Article XIV will be replaced by the following:

« XIV. *Duration of the decree*: The decree remains in force until December 31, 1963. It then renews itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notified the other party, in writing, to the contrary between the sixtieth and the thirtieth day preceding December 31 of the year 1963 or of any subsequent year.

In the event of a notice of termination, copy thereof shall also be filed with the Minister of Labour".

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained the-

Seul un arrêté-en-conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté-en-conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie, si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 3 mars 1962.

60572-0

rein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, March 3, 1962.

60572-0

**Avis de modification**

*Barbiers — Joliette*

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes conformément aux dispositions de la Loi de la Convention Collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Joliette, rendue obligatoire par le décret numéro 343 du 17 avril 1958 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Les articles 1 à 30 inclusivement seront remplacés par les suivants:

« PREMIÈRE PARTIE

*Dispositions générales*

Les règles communes applicables à tous les décrets régissant les barbiers, coiffeurs pour hommes, coiffeurs pour dames, manucures esthéticiennes ou manucures, dans la province, approuvées par l'arrêté en conseil numéro 1886 (A) du 2 novembre 1960, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 19 novembre 1960, sont incorporées dans le présent décret, comme Première Partie, tout comme si elles y étaient reproduites en entier. (Articles 1 à 68 inclusivement.) »

2° L'article 102 sera remplacé par le suivant:

« 102. Les dimanches et les jours de fêtes suivants sont chômés: Le premier de l'An, le 2 janvier, L'Épiphanie, le lundi de Pâques, l'Ascension, la St-Jean-Baptiste, le 1er juillet, (Confédération) la Fête du Travail, la Toussaint, L'Immaculée Conception, le jour de Noël, le lendemain de Noël ainsi que les fêtes civiques décrétées par les autorités municipales d'une localité.

Cependant si une de ces fêtes tombent un vendredi ou un samedi, elles pourront être travaillées, aux mêmes heures que le vendredi ou samedi selon les cas.

De plus si le jour de Noël et le Jour de l'An tombent un mardi, le lundi précédent chacune de ces fêtes pourront être travaillées aux mêmes heures que les veilles des fêtes. »

3° Le sous-paragraphe suivant sera ajouté à l'article 103:

« Pour les coiffeurs et coiffeuses: Les employés ayant cinq (5) ans et plus de service dans le même salon, auront droit à une deuxième semaine de vacance payée aux mêmes conditions que la première ».

4° L'article 111 sera remplacé par le suivant:

« 111. *Surnuméraires*: Le salaire minimum du compagnon barbier et coiffeurs pour hommes surnuméraire sera payé au prorata du salaire

**Notice of amendment**

*Barbers — Joliette*

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice pursuant to the provisions of the Collective Labour Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barbering and hairdressing trades in the region of Joliette, rendered obligatory by decree number 343 of April 17, 1958 and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree:

1. Articles 1 to 30 inclusively will be replaced by the following:

“ PART ONE

*General provisions*

The standard rules applying to all decrees regulating barbers, men's hairdresser, ladies' hairdressers, manicure-aestheticians or manicures, in the province, approved by Order in Council No. 1886 (A) of November 2, 1960, published in the *Quebec Official Gazette* of November 19, 1960, shall, for all the purposes of the law, be part of the present decree and constitute Part One thereof as if they were contained therein. (Articles 1 to 68 inclusive.) »

2. Article 102 will be replaced by the following:

“102. There shall be no work on Sunday and the following holidays: New Year's Day, January 2, Epiphany Day, Easter Monday, Ascension Day, St. John the Baptist Day, July 1 (Confederation Day), Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, day after Christmas, and civic holidays proclaimed by municipal authorities.

However, if one of these holidays fall on a Friday or Saturday, they may be worked and the working hours shall be those of a Friday or Saturday, as the cas may be.

Moreover, if Christmas Day and New Year's Day fall on a Tuesday, the Monday preceding each of these holidays may be worked with the same schedule of hours as that of holiday eves.”

3. The following subparagraph will be added to article 103:

“For hairdressers: Employees who have completed five (5) years or more of service in the same parlour, shall have a second week of vacation with pay with the same conditions as those applying to the first week.”

4. Article 111 will be replaced by the following:

“111. *Occasional employees*: The minimum wages of occasional barbers and men's hairdressers shall be based on the weekly wages for the

hebdomadaire pour le nombre d'heures travaillées, suivant sa qualification.»

5° L'article 112 sera remplacé par le suivant:

« 112. *Apprenti*: Le salaire minimum de l'apprenti est le suivant:

1er semestre .....	\$15.00
2ième semestre .....	20.00
3ième semestre .....	25.00
4ième semestre .....	35.00
5ième semestre .....	40.00
6ième semestre .....	45.00 »

6° L'article 113 sera remplacé par le suivant:

« 113. *Durée régulière*: La semaine régulière de travail du barbier ou coiffeur pour hommes et de cinquante heures (50) réparties comme suit:

Lundi: chômé;  
Mardi, mercredi, jeudi: 8 a.m. à 7 p.m.;

Vendredi: 8 a.m. à 9 p.m.;

Samedi et veille de fêtes chômées: 8 a.m. à 7 p.m. »

7° L'article 114 sera remplacé par le suivant:

« *Exceptions*: 114. Toutefois dans la cité de Joliette, et les municipalités de Crabtree et Rawdon, la semaine de travail est de quarante-cinq heures et demi (45½) réparties comme suit:

Lundi: chômé;  
Mardi, mercredi, jeudi: 8.30 a.m. à 6 p.m.;

Vendredi, veille de Noël et jour de l'an: 8.30 a.m. à 9 p.m.;

Samedi et veille des autres fêtes chômées: 8.30 a.m. à 6 p.m. »

8° L'article 116 sera remplacé par le suivant:

« 116. St-Gabriel de Brandon, l'Assomption et l'Assomption village:

Lundi: chômé;  
Mardi, mercredi, jeudi: 8.30 a.m. à 6 p.m.;

Vendredi, veille de Noël et jour de l'an: 8.30 a.m. à 8 p.m.;

Samedi et veilles des autres fêtes: 8.30 a.m. à 5 p.m. »

9° L'article 117 sera remplacé par le suivant:

« 117. Repentigny, Charlemagne, St-Paul l'Ermitte:

Lundi: chômé;  
Mardi, mercredi, jeudi: 8.30 a.m. à 6.30 p.m.;

Vendredi: 8.30 a.m. à 9 p.m.;

Samedi: 8.30 a.m. à 6 p.m. »

10° L'article 120 sera remplacé par le suivant:

« 120. Les employeurs, les employeurs professionnels, les artisans et les salariés doivent charger au public les prix minima suivants pour les services ci-dessous énumérés:

Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes .....	\$1.00
Vendredi, samedi et veilles de fêtes .....	1.10
Coupe de cheveux pour enfants de moins de 14 ans .....	0.65
Vendredi, samedi et veilles de fêtes .....	0.75
Coupe de cheveux en brosse .....	1.25
Vendredi, samedi et veilles de fêtes .....	1.35
Coupe de cheveux en brosse pour enfants moins de 14 ans .....	0.75
Vendredi, samedi et veilles de fêtes .....	1.00
Barbe .....	0.65
Shampooing .....	0.85
Massage .....	0.85
Flambage des cheveux .....	0.35
Tonique et lotion .....	0.40
Aiguillage de rasoir .....	0.50 »

number of hours worked, according to his qualification.»

5. Article 112 will be replaced by the following:

« 112. *Apprentice*: The minimum wages for the apprentice shall be as follows:

1st semester .....	\$15.00
2nd semester .....	20.00
3rd semester .....	25.00
4th semester .....	35.00
5th semester .....	40.00
6th semester .....	45.00" »

6. Article 113 will be replaced by the following:

« 113. *Regular duration*: The standard work week of barbers and men's hairdressers shall consist of fifty (50) hours distributed as follows:

Monday: no work;  
Tuesday, Wednesday, Thursday: 8:00 a.m. to 7:00 p.m.;

Friday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.;

Saturday and holiday eves: 8:00 a.m. to 7:00 p.m. »

7. Article 114 will be replaced by the following:

« *Exceptions*: 114. However, in the city of Joliette and the municipalities of Crabtree and Rawdon, the regular work week shall consist of forty-five hours and a half (45½) distributed as follow:

Monday: no work;

Tuesday, Wednesday, Thursday: 8:30 a.m. to 6:00 p.m.;

Friday and Christmas and New Year's eves: 8:30 a.m. to 9:00 p.m.;

Saturday and other holiday eves: 8:30 a.m. to 6:00 p.m. »

8. Article 116 will be replaced by the following:

« 116. St-Gabriel de Brandon, Assomption and Assomption village:

Monday: no work;

Tuesday, Wednesday, Thursday: 8:30 a.m. to 6:00 p.m.;

Friday, Christmas and New Year's eves: 8:30 a.m. to 8:00 p.m.;

Saturday and other holiday eves: 8:30 a.m. to 5:00 p.m. »

9. Article 117 will be replaced by the following:

« 117. Repentigny, Charlemagne, St-Paul l'Ermitte:

Monday: no work;

Tuesday, Wednesday, Thursday: 8:30 a.m. to 6:30 p.m.;

Friday: 8:30 a.m. to 9:00 p.m.;

Saturday: 8:30 a.m. to 6:00 p.m. »

10. Article 120 will be replaced by the following:

« 120. Employers, professional employers, artisans and employees shall charge the following minimum prices for the services hereunder enumerated:

Haircut: male and female adults .....	\$1.00
Friday, Saturday and holidays eves .....	1.10
Haircut: children under 14 years of age .....	0.65
Friday, Saturday and holiday eves .....	0.75
Brushcut .....	1.25
Friday, Saturday and holiday eves .....	1.35
Brushcut: children under 14 years of age .....	0.75
Friday, Saturday and holiday eves .....	1.00
Shave .....	0.65
Shampoo .....	0.85
Massage .....	0.85
Singeing of the hair .....	0.35
Tonic or lotion .....	0.40
Razor setting .....	0.50" »

11° L'article 123 sera remplacé par le suivant :

« 123. *Employé régulier*: Le salaire minimum du compagnon coiffeur pour dames est de \$50.00 par semaine. »

12° Les articles 124, 125 et 126 seront remplacés par les suivants :

« 124. *Surnuméraire*: Le salaire minimum des coiffeurs et coiffeuses pour dames, surnuméraire sera payé au pro-rata du salaire hebdomadaire pour le nombre d'heures travaillées, suivant sa qualification.

125. *Apprenti*: Le salaire minimum de l'apprenti est le suivant :

1er semestre.....	\$15.00
2ième semestre.....	20.00
3ième semestre.....	25.00
4ième semestre.....	35.00
5ième semestre.....	40.00
6ième semestre.....	45.00

126. *Durée régulière*: La semaine régulière de travail du coiffeur ou coiffeuse pour dames est de 47 heures réparties comme suit :

Lundi: chômé;  
Mardi, mercredi, jeudi: 9 a.m. à 7 p.m.;

Vendredi: 8 a.m. à 9 p.m.;

Samedi et veille des fêtes chôchées: 8 a.m. à 6 p.m. »

13° L'article 128 sera remplacé par le suivant :

« 128. Dans les salons de coiffure des municipalités de Joliette, l'Épiphanie, L'Assomption, Berthierville, on ne doit pas accepter de client après-midi et tout travail doit être terminé à 2 p.m. le samedi durant les mois de juillet et août. »

14° Les services suivants :

« Coupe de cheveux :

Adultes.....	\$1.00
Enfants.....	0.50
Shampooing.....	0.50
Ondulation à l'eau ou mise en plis.....	1.00 »

apparaissant à l'article 129 seront remplacés par les suivants :

« Coupe de cheveux.....	\$1.00
Shampooing.....	0.75
Ondulation à l'eau ou mise en plis.....	1.25
Vendredi, samedi et veilles des fêtes.....	1.50 »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections en double copie, si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 3 mars 1962. 60572-0

**Avis de modification**

Photographe — Trois-Rivières

L'honorable René Hamel, ministre du Travail donne avis par les présentes conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements),

11. Article 123 will be replaced by the following:

« 123. *Regular employee*: The minimum wages of ladies' journeymen hairdressers shall be \$50.00 per week. »

12. Les articles 124, 125 and 126 will be replaced by the following:

« 124. *Occasional employee*: Occasional hairdressers and ladies' hairdressers shall be paid in accordance with the weekly wages for the number of hours worked, according to his qualification.

125. *Apprentices*: The minimum wages of apprentices shall be as follows:

	<i>Per week</i>
1st six months.....	\$15.00
2nd six months.....	20.00
3rd six months.....	25.00
4th six months.....	35.00
5th six months.....	40.00
6th six months.....	45.00

126. *Regular duration*: The regular work week for hairdressers or ladies' hairdressers shall consist of 47 hours distributed as follows:

Monday: No work;

Tuesday, Wednesday, Thursday: 9:00 a.m. to 7:00 p.m.;

Friday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.

Saturday and holiday eves: 8:00 a.m. to 6:00 p.m. »

13. Article 128 will be replaced by the following:

« 128. On Saturdays of the months of July and August, in the hairdressing parlours of the municipalities of Joliette, l'Épiphanie, L'Assomption, and Berthierville, no customer shall be admitted after 12:00 (noon) and all work shall be completed by 2:00 p.m. »

14. The following services:

« Haircut:

Adults.....	\$1.00
Children.....	0.50
Shampoo.....	0.50
Water or finger wave.....	1.00 »

appearing in article 129 will be replaced by the following:

« Haircut.....	\$1.00
Shampoo.....	0.75
Water or fingers wave.....	1.25
Friday, Saturday and holiday eves.....	1.50 »

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate, if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, March 3, 1962. 60572-0

**Notice of amendment**

Photographer — Trois-Rivières

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Labour Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments),

que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux photographes professionnels dans la région des Trois-Rivières, rendue obligatoire par le décret numéro 543 du 15 mai 1956 et amendement, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Le sous-paragraphé suivant sera ajouté après le 3ème sous-paragraphé du paragraphe a) de l'article IV:

« *Apprenti 2ème année*: La qualification de l'apprenti 2ème année, en plus il peut poser ou photographier, avec ou sans flash à l'extérieur du Studio les mariages et autres appointements pour le compte d'un photographe commercial, ou d'un photographe professionnel. »

2° L'article V sera remplacé par le suivant:

« V. a) *Salaires minima*: Les salaires minima sont les suivants:

	<i>Par semaine</i>
Apprenti 1ère année.....	\$20.00
Apprenti 2ème année.....	25.00
Apprenti 3ème année.....	35.00
Photographe commercial:	
1ère année.....	45.00
Après un an.....	50.00
Photographe professionnel:	
1ère année.....	55.00
Après un an.....	60.00
Commis:	
1ère année.....	20.00
Après un an.....	25.00

*Note*: Tous les salaires et autres avantages supérieurs à ceux déterminés dans le décret ne peuvent être diminués.

b) Le temps et demi doit être payé en argent et non en temps. »

3° L'article VIII sera remplacé par le suivant:

« VIII. *Heures de travail*: a) La semaine normale de travail est de quarante-quatre (44) heures pour toutes les classifications de salariés, et la journée de travail ne devra pas dépasser dix (10) heures par jour.

b) Les heures de travail faites en plus de quarante-quatre (44) heures par semaine et en plus de dix (10) heures par jour doivent être payées à temps et demi en argent.

*Note*: Le salaire horaire de l'employé à temps partiel sera le salaire mentionné à l'article V selon la classification, calculé pour le nombre d'heures faites durant la semaine.

c) À l'occasion d'une fête religieuse d'obligation sur semaine et le lendemain de Noël et du jour de l'An, lors d'une proclamation, le nombre d'heures de la semaine régulière doit être diminué du nombre d'heures qu'il y a dans une journée régulière de travail et sans pour cela que la paie hebdomadaire soit réduite. Si le salarié est tenu de travailler à la demande de l'employeur ces jours de fêtes proclamées, il doit recevoir en plus d'un salaire régulier un salaire horaire à temps et demi, basé sur le nombre d'heures durant lesquelles il aura travaillé. Le salaire horaire doit être calculé d'après le salaire hebdomadaire payé en regard de la semaine normale de travail.

d) Le jour de la Saint-Jean-Baptiste, de la Confédération, de la Fête du Travail, l'employeur devra donner un minimum de \$5.00 pour tout travail accompli ces jours. »

4° L'article IX sera remplacé par le suivant:

« IX. *Apprentissage*: L'enseignement du métier visé doit se donner aux apprentis soit à l'école soit dans les studios, suivant les dispositions ci-après énumérées:

that the contracting parties to the collective labour agreement relating to professional photographers in the region of Trois-Rivières, rendered obligatory by decree number 543 of May 15, 1956 and amendment, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. The following sub-paragraph will be added after the third sub-paragraph of paragraph "a" of article IV:

"*3rd year apprentices*: The qualification of 2nd-year apprentices including photographic work with or without flash outside the studio for wedding or other appointments for a commercial or professional photographer."

2. Article V will be replaced by the following:

"V. a) *Minimum wages*: The following shall be the minimum wages:

	<i>Per week</i>
Apprentice 1st year.....	\$20.00
Apprentice 2nd year.....	25.00
Apprentice 3rd year.....	35.00
Commercial photographer:	
1st year.....	45.00
After one year.....	50.00
Professional photographer:	
1st year.....	55.00
After one year.....	60.00
Clerk:	
1st year.....	20.00
After one year.....	25.00

*Note*: All wages and other advantages exceeding those determined herein shall not be reduced.

b) Time and one half shall be paid in cash and not in working time."

3. Article VIII will be replaced by the following:

"VIII. *Working hours*: a) The standard work week consists of forty-four (44) hours for all classifications of employees, and the regular work day shall not exceed ten (10) hours per day.

b) Hours worked in excess of forty-four (44) hours per week and of more than ten (10) hours per day shall be paid time and one half.

*Note*: The hourly rate of wages for the occasional employee shall be the rate mentioned in article V with regards to his classification, computed on the hours worked during the week.

c) In the event of a religious feast of obligation falling on a week day (including the day after Christmas and New Year's Day), the number of hours of the standard work week shall be reduced by the number of hours of a standard work day without affecting the weekly pay. Should employees, at the request of an employer, be required to work on such holidays, they shall be paid, in excess of regular wages, an hourly rate of time and one half for all hours so worked. The hourly rate shall determined by dividing the weekly pay by the number of hours of the standard work week.

d) On St. John the Baptist Day, Confederation Day and Labour day the employer shall pay his employee a minimum remuneration of \$5.00 for any work performed on such days."

4. Article IX will be replaced by the following:

"IX. *Apprenticeship*: The training of the trade shall be given in a school or in studios according to the following provisions:

a) L'apprenti doit avoir seize (16) ans révolus et avoir terminé sa 8<sup>ième</sup> année du cours primaire.

L'apprenti doit s'inscrire au Comité paritaire, et fournir tous les renseignements jugés nécessaires.

Les élèves des écoles spécialisées du Ministère de la Jeunesse sont exempts de cette obligation. L'école devra cependant faire parvenir au Comité paritaire la liste des noms des élèves et faire rapport de la durée du stage d'apprentissage.

b) L'employeur doit faire travailler graduellement son apprenti sur les différentes opérations du métier afin d'en faire un ouvrier qualifié.

c) *Durée de l'apprentissage:* À l'école, l'apprentissage comporte une période d'enseignement de deux (2) ans suivie d'un stage de un (1) an dans un atelier reconnu par le Comité paritaire pour être reconnu « photographe commercial » par le Comité; et un stage de deux (2) ans dans un atelier reconnu par le Comité paritaire pour être reconnu « photographe professionnel » par le Comité.

Les élèves qui ont un certificat des cours du soir sont crédités de trois (3) mois d'apprentissage pour chaque année de cours du soir suivis, mais leur crédit ne devront jamais dépasser six (6) mois.

Dans un atelier de photographie, l'apprentissage comporte quatre (4) ans de travail sous la surveillance d'un photographe professionnel.

La période d'instruction à l'école doit comprendre au moins mille (1,000) heures d'enseignement théorique et pratique réparties durant chaque année scolaire.

L'année de travail pour fins d'apprentissage doit comprendre au moins deux mille (2,000) heures de travail sous la surveillance d'un photographe professionnel muni d'un certificat de qualification.

Le programme d'enseignement comprend des cours de formation morale, sociale et professionnelle, ainsi que des cours spéciaux établis par l'école en collaboration avec le Comité paritaire.

Pour l'examen final, l'apprenti doit conserver 60% des points alloués à chacune des matières.

Si son examen n'est pas jugé satisfaisant, l'apprenti est requis de continuer son stage d'apprentissage jusqu'à un perfectionnement suffisant pour lui permettre de passer son examen avec succès. Il a le droit de reprise par intervalle de six (6) mois.

d) Après chaque année d'apprentissage, l'apprenti pourra se présenter au bureau des examinateurs du Comité paritaire pour subir des examens dans le but d'obtenir sa promotion.

e) Dans l'intérêt de la profession, le Comité paritaire peut reconnaître une école de photographie. Toutefois, aucune école de photographie ne peut fonctionner conjointement, de pair ou de concert avec un studio de photographie.

f) Pour contrôler la durée de l'apprentissage et le transfert de l'apprenti d'une entreprise à l'autre, le patron doit inscrire dans un carnet *ad hoc* la date d'entrée et de sortie de son apprenti.

g) Aucune personne ne peut obtenir son certificat de qualification comme photographe professionnel ou photographe commercial sans avoir au préalable satisfait au présent règlement d'apprentissage.

Dans chaque atelier ou studio de photographie, propriété d'une compagnie, d'une association, d'une corporation ou d'une personne qui

a) The apprentice shall be at least sixteen (16) years of age and have completed his 8th grade of the Primary Course.

The apprentice shall register with the Parity Committee and shall give all informations deemed necessary.

Pupils of specialized schools under the jurisdiction of the Youth Department are not subject to this obligation. The school shall, however, forward to the Parity Committee a list of its pupils and report the duration of apprenticeship periods.

b) Employers shall see to it that apprentices work at the various operations of the trade so that they may become qualified workers.

c) *Duration of apprenticeship:* At the school, there shall be a teaching period of two (2) years followed by a period of one (1) year in a shop of establishment recognized by the Parity Committee for recognition by the Committee as "commercial photographer". Another period of two (2) years in a shop recognized by the Parity Committee will lead to recognition by the Committee as "professional photographer".

Pupils who have evening courses certificates shall be credited with three (3) months of apprenticeship for each year of evening courses but such credit shall never exceed six (6) months.

In photographer's studio or shop, apprenticeship shall consist of four (4) years of work under the direction of a professional photographer.

The instruction period at the school shall comprise at least one thousand (1,000) hours of theoretical and practical training in each school year.

The apprenticeship year shall comprise at least two thousand (2,000) hours of work under direction of a certificated professional photographer.

The teaching or training program shall comprise moral, social and professional training or formation courses, including special courses established by the school in collaboration with the Parity Committee.

For the final examination, apprentices must have 60% of the points allowed on each subject.

Should an examination not be deemed satisfactory, apprentices are required to continue their apprenticeship until they are competent enough to pass their examination. They may sit for another examination after six (6) months have elapsed.

d) After each year of apprenticeship, apprentices may sit for promotion examinations before the Board of Examiners of the Parity Committee.

e) In the interest of the profession, the Parity Committee may recognize a school of photography. However, no school of photography may operate jointly or together with a photographer's studio.

b) In order to check the duration of apprenticeship and the transfer of apprentices from one concern to another, employers shall register in a booklet the date of employment and of discharge of their apprentices.

g) No one may obtain his certificate of competency as professional or commercial photographer without first complying with the present apprenticeship by-law.

In every photographer's shop or studio owned by a company, an association, a corporation or a person who practices professional or commer-

pratique ou non la photographie professionnelle ou commerciale, il doit y avoir un photographe actif et permanent, employeur ou salarié portant un certificat de qualification du bureau des examinateurs du Comité paritaire lui donnant droit d'administrer ou d'opérer un atelier à son compte ou pour le compte d'un autre.

h) Au cas où un employeur veut discontinuer de donner de l'emploi à un apprenti qui a été plus de huit (8) jours à son service, il doit en donner avis au Comité paritaire.

5° L'article X sera remplacé par le suivant :

« X. *Vacances payées*: a) Tout employeur assujéti au décret doit donner chaque année des vacances payées de six (6) jours ouvrables consécutifs à tout salarié ayant été au moins un (1) an à son service, et deux (2) semaines à ceux qui ont été plus de cinq (5) ans consécutifs à son service. Dans ce dernier cas, la rémunération payable pour ces vacances doit être la moyenne des salaires hebdomadaires payés durant les trois (3) mois précédant la période des dites vacances. Le salarié qui a travaillé moins d'un (1) an, a droit, à titre de compensation pour ses vacances payées, par mois de travail, à une allocation fixée à 2% du total établi de sa rémunération, salaire et commission gagnés.

b) Tout employé qui a droit à une semaine de vacances pourra la réclamer entre le mois de mai et le mois d'octobre à moins d'entente avec l'employeur. Celui qui après cinq (5) ans a droit à deux (2) semaines de vacances ne pourra réclamer qu'une seule semaine dans cette période.

Les employés qui travaillent le jour de la Saint-Jean-Baptiste, de la Confédération et de la Fête du Travail bénéficieront d'une (1) journée de vacances par fête au choix de l'employeur.

*Congés de maladie*: Six (6) jours par année de crédit de maladie non cumulatifs. L'employeur pourra exiger un certificat du médecin.

L'employeur devra donner avis de congédiement de huit (8) jours en plus des vacances s'il y a lieu et l'employé devra aussi donner un avis de huit (8) jours avant son départ, à moins de raison grave.

6° L'article XI sera remplacé par le suivant :

« XI. *Durée du décret*: Le décret est valable le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 octobre 1963.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 octobre de l'année 1963 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections en double copie, si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 3 mars 1962.

60572-0

cial photography or not, there shall be a permanent and active professional photographer (employer or employee) certificated by the Board of Examiners of the Parity Committee and competent to administer or operate a studio or shop on his own account or for the account of another person.

h) Should an employer wish to dispense with the services of an apprentice who has been in his employ for more than eight (8) days, he shall notify the Parity Committee of such dismissal.

5. Article X will be replaced by the following:

« X. *Vacation with pay*: a) Every employer governed by the decree shall give each year six (6) working days' vacation with pay to every employee who has been in his service for at least one (1) year, and two (2) weeks vacation to those who have more than five (5) years' continuous service. In this case, vacation pay shall be the average weekly wage paid during the three (3) months preceding the period of vacation. Employees who have worked less than one (1) year are entitled to a vacation pay equal to 2% of the total wages and commissions earned, for every month of work.

b) Every employee who is entitled to a week of vacation may take such vacation between the month of May and the month of October unless otherwise agreed upon with the employer. Employees who, after five (5) years, are entitled to two (2) weeks of vacation may take but one (1) week in that period.

Employees who work on St. Jean Baptiste Day, Confederation Day and Labour Day shall be given one day of vacation for each holiday worked at a date chosen by the employer.

*Days off for illness*: Employees are entitled to a credit of six (6) non cumulative days per year. Employers may require a doctor's certificate.

In the event of dismissal or suspension, employers shall give eight (8) days notice not including vacation days if any. Also, except for serious reasons, employees are required to give eight (8) days notice before leaving their employer.

6. Article XI will be replaced by the following:

« XI. *Duration of the decree*: The decree comes into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until October 31, 1963.

It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party to the contrary, within the period extending from the 60th to the 30th day before October 31, of the year 1963, or of any subsequent year. Such a notice shall also be sent to the Minister of Labour. »

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate, if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, March 3, 1962.

60572-0

**Avis de modification**

*Services funéraires — Montréal*

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés des services funéraires de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 279 du 4 mars 1948 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes:

1° Le paragraphe « d » de l'article I sera remplacé par le suivant:

« d) Le terme « homme de service » désigne tout salarié préposé à la décoration et à la décoration des chambres mortuaires, au transport des corps et à l'exécution de tout travail général requis par son employeur. L'homme de service, sans limiter d'une façon quelconque ses attributions, conduit les corbillards, les fourgons, les automobiles affectées au transport de la clientèle ou autres véhicules nécessaires au fonctionnement d'une entreprise de pompes funèbres; il voit également à l'entretien desdits véhicules (lavage, graissage, cirage, etc.), mais il n'exerce pas les fonctions de l'homme de métier dans l'industrie de l'automobile comme celle du mécanicien, de l'électricien, du débosseur, du peintre. »

2° Le paragraphe « a » de l'article III sera remplacé par le suivant:

« III *Heures de travail:* a) La durée régulière de la semaine de travail est de cinquante-quatre (54) heures durant le jour et de soixante (60) heures durant la nuit, pour six (6) jours de travail.

La durée du travail sera de neuf (9) heures consécutives le jour et de dix (10) heures consécutives la nuit.

Chaque employeur doit déterminer les heures de travail hebdomadaire de ses salariés et doit, de plus, en faire la déclaration écrite au Comité paritaire. »

3° Les paragraphes « a », « b », « c » et « d » de l'article IV seront remplacés par les suivants:

« IV. *Taux de salaires minima:* a) Les embaumeurs employés à la semaine et possédant la licence d'embaumeur qualifié émise par la ville de Montréal doivent recevoir la rémunération suivante:

	<i>Taux hebdomadaires</i>
Première année .....	\$80.00
Deuxième année .....	90.00
Troisième année .....	95.00

Après trois (3) ans d'expérience chez l'un ou l'autre des directeurs de funérailles et des embaumeurs ambulants assujettis au décret, le salaire de l'embaumeur qualifié doit être de cent (\$100.00) dollars par semaine.

b) Radié

c) l'homme de service doit recevoir la rémunération suivante:

	<i>Taux hebdomadaires</i>
Première année .....	\$50.00
Deuxième année .....	60.00
Troisième année .....	70.00

Après trois (3) ans d'expérience chez l'un ou l'autre des directeurs de funérailles assujettis au décret, le salaire de l'homme de service doit être de soixante-quinze (\$75.00) dollars par semaine.

**Notice of amendment**

*Funeral Services — Montreal*

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the undertakers' employees of Montreal, rendered obligatory by decree number 279 of March 4, 1948 and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments:

1. Paragraph "d" of article I will be replaced by the following:

"d) The words "service man" designate any person whose task is to decorate or untrim funeral parlors, carry bodies and perform general work designated by the employer. Not limiting his functions in any way, he also drives the hearse, van or any automobile used for the transportation of the customers and any other vehicle needed by such a concern; he also assumes the care of the said vehicles (washing, greasing, polishing, etc.), but he does not perform the work of automobile workers, namely that of mechanics, electricians, body workers and painters."

2. Paragraph "a" of article III will be replaced by the following:

"III. *Working hours:* a) The regular weekly duration of labour consists of fifty-four (54) hours for day work and sixty (60) hours for night work, for six (6) days of work.

The daily duration of work shall be nine (9) consecutive hours for day work and ten (10) consecutive hours for night work.

Every employer shall determine the weekly working hours of his employees and, shall submit a written report thereof to the Parity Committee."

3. Paragraphs "a", "b", "c" and "d" of article IV will be replaced by the following:

"IV. *Minimum rates of wages:* a) Embalmers employed on a weekly basis and certificated as embalmers by the city of Montreal shall receive the following remuneration:

	<i>Weekly rates</i>
First year .....	\$80.00
Second year .....	90.00
Third year .....	95.00

After three (3) years of experience with any undertaker or itinerant embalmer governed by the decree, the wages of the qualified embalmer shall be \$100.00 per week.

b) Deleted.

c) The service man shall receive the following remuneration:

	<i>Hourly rates</i>
1st year .....	\$50.00
2nd year .....	60.00
3rd year .....	70.00

After three (3) years of experience with any undertaker governed by the decree, the service man shall receive seventy-five (\$75.00) dollars per week.

d) Les salariés surnuméraires doivent recevoir un salaire de trois (\$3.00) dollars par appel relatif au service funéraire, ou de quatre (\$4.00) dollars s'ils doivent conduire une voiture.»

4° L'alinéa suivant sera ajouté au paragraphe « a » de l'article V :

« Si le salarié quitte son emploi volontairement ou est congédié, il doit recevoir une rémunération de 2% du salaire gagné durant le temps travaillé au cours de la période où il acquiert son droit aux vacances. »

5° L'article VIII sera remplacé par le suivant :

« VIII. *Durée du décret*: Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 13 mars 1964. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que dans un délai de pas plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant la date de son expiration, l'une des parties contractantes ne donne un avis écrit, à ce contraire à l'autre partie et au Ministre du Travail. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté-en-conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté-en-conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 3 mars 1962.

60572-0

### Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis, par les présentes que le Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation au Détail à Québec, établi en exécution du décret numéro 1658, du 17 mai 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 214 du 13 février 1962, Section « F », le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après :

#### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mars 1962 au 28 février 1963; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné :

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1658 et amendements, doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur liste de paye.

b) Les salariés régis par le décret numéro 1658 et amendements, doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur rémunération.

c) Les artisans régis par le décret numéro 1658 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le moins rémunéré, suivant leur emploi.

#### 2. Mode de perception

À chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au Comité paritaire, sur les formules

d) Supernumary employees shall receive a remuneration of three (\$3.00) dollars per call concerning a funeral service; the remuneration shall be four dollars (\$4.00) if employees are required to drive a vehicle."

4. The following sub-paragraph will be added to paragraph "a" of article V :

"If the employee quits voluntarily his employ or is dismissed, he shall receive a remuneration of 2% of the wages earned for all time worked in the period which entitles him to the vacation."

5. Article VIII will be replaced by the following :

"VIII. *Duration of the decree*: The present decree remains in force until March 13, 1964. It renews itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notifies the other party and the Minister of Labour, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before the date of its expiration.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interest parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Député Ministre of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, March 3, 1962.

60572-0

### Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that the Retail Food Trade Parity Committee of Quebec, formed under decree number 1658, of May 17, 1944, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 214 of February 13, 1962, Section « F », pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned :

#### 1. Assessments

The period of levy extends from March 1, 1962, to February 28, 1963, and applies as follows :

a) The professional employers governed by decree number 1658, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their payroll.

b) The employees governed by the decree number 1658, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their remuneration.

c) The artisans governed by the decree, number 1658, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the lowest wage rate mentioned in the said decree for employees of similar occupations.

#### 2. Mode of collection

Every month, the professional employer shall forward to the Parity Committee a complete

fournies à cette fin par ledit Comité, un rapport détaillé indiquant les heures de travail et le salaire gagné par chacun de ses salariés régis par le décret et les sommes versées au Comité paritaire.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par ledit employeur professionnel et par ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province de Québec.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes dues au Comité paritaire à titre de prélèvement.

Les cotisations sont payables mensuellement entre le 1er et le 10 de chaque mois.

Le Comité paritaire a le droit d'exiger l'assermentation des rapports mensuels des employeurs professionnels, chaque fois qu'il le juge à propos.

3. *Report financier*

Selon les termes de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation au détail à Québec, pour la période comprise entre le 1er mars 1962 et le 28 février 1963.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE L'ALIMENTATION AU DÉTAIL À QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mars 1962 et le 28 février 1963.

*Recettes:*

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$29,475.00
Salariés.....	29,475.00
Pénalités.....	50.00
	<hr/>
	\$59,000.00

*Déboursés:*

Administration.....	\$14,668.00
Inspecteur — salaires.....	23,504.00
Inspecteurs — dépenses.....	1,700.00
Bureau des examinateurs:	
Jetons de présence.....	600.00
Frais de déplacement.....	1,400.00
Loyer et éclairage.....	3,200.00
Frais judiciaires et professionnels.....	3,900.00
Impression.....	1,400.00
Papeterie.....	200.00
Ameublement.....	250.00
Comité — Jetons de présence.....	1,200.00
Frais de déplacement des membres du Comité.....	2,380.00
Divers.....	1,225.00
Annonces.....	1,200.00
Poste — téléphone.....	800.00
Charge de banque.....	5.00
Assurances.....	1,100.00
Surplus.....	268.00
	<hr/>
	\$59,000.00

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 3 mars 1962. 60572-0

report, on forms supplied by the said Committee, giving the number of hours worked and the wages earned by everyone of his employees governed by the decree and the sums sent to the Parity Committee.

The report shall be signed by the professional employer and sent to the Parity Committee, together with the assessments owed by the said professional employer and his employees. All such sums shall be paid with money that is current in this Province.

The professional employer shall collect, at the end of each week from the wages of each one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee.

Assessments shall be paid every month, between the 1st and the 10th of each month.

The Parity Committee has the right to require sworn monthly report from the professional employers when deemed advisable.

3. *Financial report*

In pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Héreto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Retail Food Trade Parity Committee of Quebec for the period between March 1, 1962 and February 28, 1963.

THE RETAIL FOOD TRADE PARITY COMMITTEE OF QUEBEC

Estimate of receipts and disbursements for the period between March 1, 1962 and February 28, 1963.

*Receipts:*

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers.....	\$29,475.00
Employees.....	29,475.00
Penalties.....	50.00
	<hr/>
	\$59,000.00

*Disbursements:*

Administration.....	\$14,668.00
Inspectors' salaries.....	23,504.00
Inspectors' travelling expenses.....	1,700.00
Board of examiners:	
Attendance fees.....	600.00
Travelling expenses.....	1,400.00
Rent and lighting.....	3,200.00
Judicial and professional fees.....	3,900.00
Printing.....	1,400.00
Stationery.....	200.00
Furniture.....	250.00
Meeting-Attendance fees.....	1,200.00
Members' transportation expenses.....	2,380.00
Miscellaneous.....	1,225.00
Publicity.....	1,200.00
Postage, telephone.....	800.00
Bank charges.....	5.00
Insurances.....	1,100.00
Surplus.....	268.00
	<hr/>
	\$59,000.00

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, March 3, 1962. 60572-0

### Avis de prélèvement

L'honorable Ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses du district de Saint-François, établi en exécution du décret numéro 255 du 5 mars 1953, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 214 du 13 février 1962, (Section « G »), le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés :

#### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mars 1962 au 1er mars 1963; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné :

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 255 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leurs liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 255 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% basée sur une rémunération hebdomadaire moyenne de \$50.00. Tout employeur ou employeur professionnel qui pratique lui-même l'un ou l'autre des métiers visés, par le décret, est de plus considéré, aux fins du présent règlement, comme un artisan.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 255 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur rémunération.

#### 2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

#### 3. Rapport financier

D'accord avec la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses du district de St-François, pour la période comprise entre le 1er mars 1962 et le 1er mars 1963.

### Notice of levy

The Honourable Minister of Labour hereby gives notice that the Barbers and Hairdressers Parity Committee of St. Francis district, formed under decree number 255 of March 5, 1953, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 214 of February 13, 1962, (Section "G"), in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

#### 1. Assessments

The period of levy extends from March 1, 1962 to March 1, 1963; this levy is applied as follows:

a) Professional employers governed by the said decree, number 255 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their payroll as regards employees governed by the said decree.

b) Artisans governed by the said decree number 255 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% based on an average weekly remuneration of \$50.00. Any employer or professional employer who plies himself one of the trades governed by the decree, is considered as an artisan for the purpose of the present by-law.

c) Employees governed, by the said decree number 255 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their remuneration.

#### 2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all the particulars required by the Parity Committee shall be given. Professional employers shall collect at the end of each week, from the wages of every one of their employees, the sums owed to the Parity Committee.

Professional employers shall complete their report, sign it and file it with the Parity Committee every month. The Committee has the right to require sworn reports when deemed advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

The report, together with the assessments, shall be filed with the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requireable.

#### 3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Barbers and Hairdressers Parity Committee of St. Francis district for the period between March 1, 1962, and March 1, 1963.

**LE COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS, COIFFEURS ET COIFFEUSES DU DISTRICT DE ST-FRANÇOIS**

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mars 1962 et le 1er mars 1963.

*Recettes:*

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$ 738.00
Salariés	738.00
Artisans	1,377.00
Honoraires d'examens	100.00
	<hr/>
	\$2,953.00

*Déboursés:*

Salaires:	
Secrétaire	\$1,300.00
Inspecteur	500.00
Loyer du bureau	120.00
Frais légaux	100.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégrammes	270.00
Vérification des livres	40.00
Bureau d'examineurs	100.00
Publicité	160.00
Frais de déplacement du président et des membres	200.00
Jetons de présence	160.00
Dépenses diverses et imprévus	3.00
	<hr/>
	\$2,953.00

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 3 mars 1962. 50572-o

**Avis de prélèvement**

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire du Commerce de Gros et de Détail de Rimouski, établi en exécution du décret numéro 1721, du 16 décembre 1948 et amendements, a été autorisé, par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 214 du 13 février 1962, section « I », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans, des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

**1. Cotisation**

La période de cotisation s'étend du 1er mars 1962 au 28 février 1963; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1721 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1721 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$50.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1721 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

**2. Mode de perception**

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité

**BARBERS AND HAIRDRESSERS PARITY COMMITTEE OF ST. FRANCIS DISTRICT**

Estimate of receipts and disbursements for the period between March 1, 1962 and March 1, 1963.

*Receipts:*

Assessments (½ of 1%):	
Professional Employers	\$ 738.00
Employees	738.00
Artisans	1,377.00
Examination fees	100.00
	<hr/>
	\$2,953.00

*Disbursements:*

Salaries:	
Secretary	\$1,300.00
Inspectors	500.00
Office rent	120.00
Legal fees	100.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams	270.00
Audition	40.00
Board of Examiners	100.00
Publicity	160.00
Travelling expenses of president and members	200.00
Meeting expenses	160.00
Various and unforeseen expenses	3.00
	<hr/>
	\$2,953.00

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, March 3, 1962. 60572-o

**Notice of levy**

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that the Wholesale and Retail Trade Joint Committee of Rimouski, formed under decree number 1721 of December 16, 1948 and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 214 of February 13, 1962, Section "I", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

**1. Assessments**

The period of levy extends from March 1, 1962 to February 28, 1963, such levy is laid as follows:

a) All professional employers governed by the said decree, number 1721 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree.

b) All artisans governed by the said decree, number 1721 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, i.e. \$50.00 per week.

c) All employees governed by the said decree, number 1721 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

**2. Mode of collection**

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given. The professional

paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le vingt (20) du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

### 3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité paritaire du Commerce de Gros et de Détail de Rimouski, pour la période comprise entre le 1er mars 1962 et le 28 février 1963.

#### COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE GROS ET DE DÉTAIL DE RIMOUSKI

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mars 1962 et le 28 février 1963.

##### Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels .....	\$ 6,500.00
Salariés .....	6,500.00
Artisans .....	1,000.00
	<hr/>
	\$14,000.00

##### Déboursés:

Salaires:	
Secrétaire-inspecteur .....	\$ 3,380.00
Trésorier .....	3,360.00
Frais d'inspections .....	600.00
Loyer .....	540.00
Frais légaux .....	450.00
Papeterie, fourniture, timbres, etc. ....	450.00
Vérification .....	300.00
Assurance-caution .....	6.50
Assurance-feu .....	20.00
Assurance-groupe .....	560.00
Assurance-chômage .....	100.00
Jetons de présence .....	360.00
Frais de déplacement des membres ..	720.00
Représentation — Centre Consultatif ..	861.20
Frais de représentation, Congrès des Relations Industrielles .....	250.00
Cours d'anglais aux employés du commerce .....	1,550.00
Divers et imprévus .....	492.30
	<hr/>
	\$14,000.00

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, 3 mars 1962.

60572-0

employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from their wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the twentieth (20th) day of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five (5) days notice shall be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

### 3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Wholesale and Retail Trade Joint Committee of Rimouski for the period between March 1, 1962 and February 28, 1963.

#### WHOLESALE AND RETAIL TRADE JOINT COMMITTEE OF RIMOUSKI

Estimate of receipts and disbursements for the period between March 1, 1962 and February 28, 1963.

##### Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers .....	\$ 6,500.00
Employees .....	6,500.00
Artisans .....	1,000.00
	<hr/>
	\$14,000.00

##### Disbursements:

Wages:	
Secretary — inspector .....	\$ 3,380.00
Treasurer .....	3,360.00
Inspector's expenses .....	600.00
Office rent .....	540.00
Legal fees .....	450.00
Stationery, Furniture, postage, etc. ....	450.00
Auditing .....	300.00
Fidelity Bond .....	6.50
Fire insurance .....	20.00
Group-Insurance .....	560.00
Unemployment Insurance .....	100.00
Member's attendance fees .....	360.00
Members' travelling expenses .....	720.00
Official entertainment — Consultative Centre .....	861.20
Entertainment expenses, Industrial Relations Congress .....	250.00
English courses to the employees ...	1,550.00
Sundry and unforeseen .....	492.30
	<hr/>
	\$14,000.00

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, March 3, 1962.

60572-0

**Avis de prélèvement**

L'honorable René Hamel, ministre du Travail donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie du Lait du Québec, établi en exécution du décret numéro 481, du 5 mai 1949, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 214 du 13 février 1962, section « H », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

**1. Cotisation**

La période de cotisation s'étend du 1er mars 1962 au 1er mars 1963; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Tous les employeurs professionnels de l'Industrie du Lait de Québec assujettis audit décret numéro 481 et amendements, doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de la liste des salaires qu'ils versent à leurs salariés régis par ledit décret.

b) Tous les artisans assujettis audit décret numéro 481 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le moins rémunéré dans son occupation.

c) Tous les salariés de l'Industrie du Lait de Québec régis par ledit décret numéro 481 et amendements doivent verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à 1/2 de 1% de leur rémunération.

**2. Mode de perception**

L'employeur professionnel et l'artisan doivent faire parvenir leurs cotisations mensuellement au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit percevoir les cotisations de ses salariés à même le salaire qu'il est tenu de leur payer et en faire remise au Comité paritaire en même temps que sa propre cotisation.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

**3. Rapport financier**

D'accord avec l'article 21 de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie du Lait de Québec, pour la période comprise entre le 1er mars 1962 et le 1er mars 1963.

**LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DU LAIT DE QUÉBEC**

Estimé des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mars 1962 et le 1er mars 1963.

*Recettes:*

Cotisations (1/2 de 1%):	
Employeurs professionnels . . . . .	\$ 5,500.00
Salariés . . . . .	5,500.00
Artisans . . . . .	1,000.00
	<hr/>
	\$12,000.00

**Notice of levy**

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that Le Comité paritaire de l'Industrie du Lait de Québec, formed under decree number 481 of May 5, 1949, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 214 of February 13, 1962, Section "H", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

**1. Assessments**

The period of levy extends from March 1, 1962, to March 1, 1963 and is laid as follows:

a) The professional employers of the Milk Industry of Quebec governed by the said decree, number 481 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of the wages paid to their employees governed by the decree.

b) All artisans governed by the said decree, number 481 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of the lowest wages established in the decree for an employee of the same occupation.

c) The employees of the Milk Industry of Quebec, governed by the said decree number 481, and amendments, shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to 1/2 of 1% of their wages.

**2. Mode of collection**

The professional employer and the artisan shall send their assessments every month to the Parity Committee.

The professional employer shall collect the assessments of his employees from the wages paid to them and remit same to the Parity Committee together with his own assessments.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his assessments or to give the necessary information, he will be given five (5) days notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

**3. Financial report**

Pursuant to section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report of its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of Le Comité paritaire de l'Industrie du Lait de Québec, for the period between March 1, 1962, and March 1, 1963.

**LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DU LAIT DE QUÉBEC**

Estimate of the receipts and disbursements for the period between March 1, 1962 and March 1, 1963.

*Receipts:*

Assessments (1/2 of 1%):	
Professional employers . . . . .	\$ 5,500.00
Employees . . . . .	5,500.00
Artisans . . . . .	1,000.00
	<hr/>
	\$12,000.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaires:	
Secrétaire .....	\$ 3,640.00
Inspecteur .....	4,160.00
Loyer de bureau .....	360.00
Frais d'inspection .....	900.00
Frais légaux .....	125.00
Vérification .....	160.00
Papeterie et fournitures .....	150.00
Timbres .....	100.00
Frais de déplacement .....	1,200.00
Jetons de présence .....	800.00
Téléphone et assurance chômage .....	200.00
Dépenses diverses et imprévues .....	205.00
	\$12,000.00

*Le Sous-ministre du Travail,*  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 3 mars 1962. 60572-0

<i>Disbursements:</i>	
Salaires:	
Secretary .....	\$ 3,640.00
Inspector .....	4,160.00
Office rent .....	360.00
Inspection expenses .....	900.00
Legal fees .....	125.00
Audition .....	160.00
Stationery and supplies .....	150.00
Postage .....	100.00
Travelling expenses .....	1,200.00
Attendance Fees .....	800.00
Telephone and unemployment insurance .....	200.00
Unforeseen expenses .....	205.00
	\$12,000.00

GÉRARD TREMBLAY,  
*Deputy Minister of Labour.*

Department of Labour,  
Quebec, March 3, 1962. 60572-0

### Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du Commerce de Roberval, établi en exécution du décret, numéro 109 du 3 février 1949, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 214 du 13 février 1962, section «E», le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

#### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 1er janvier 1963; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 109 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{4}$  de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 109 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{4}$  de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$30.00 pr semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 109 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{4}$  de 1% de leur rémunération.

#### 2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le quinzième (15ième) jour du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle

### Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that the Trade Parity Committee of Roberval, formed under decree number 109 of February 3, 1949, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 214 of February 13, 1962, section "E", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments from the professional employers, the artisans and employees governed by the said decree, according to the method and rate herein-after mentioned:

#### 1. Assessments

The period of levy extends from the date of gazetting of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to January 1, 1963; such levy is laid as follows:

a) Professional employers governed by the said decree, number 109 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{4}$  of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree.

b) Artisans governed by the said decree, number 109 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{4}$  of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, i.e., \$30.00 per week.

c) Employees governed by the said decree, number 109 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{4}$  of 1% of their remuneration.

#### 2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all the information required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments laid upon his employees by means of a deduction from their wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee, on or before the fifteenth (15th) day of the month following the date of expiration of the period

il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

**3. Rapport financier**

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de Roberval, pour la période comprise entre le 5 février 1962 et le 1er janvier 1963.

**LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE ROBERVAL**

Siège social: Roberval, Qué.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 5 février 1962 et le 1er janvier 1963.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (¼ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$ 500.00
Salariés.....	500.00
	\$1,000.00
<i>Déboursés:</i>	
Salaires:	
Secrétaire.....	\$ 150.00
Inspecteur.....	150.00
Frais de déplacement de l'inspecteur.....	50.00
Frais légaux.....	150.00
Papeterie, impression, timbres, téléphone et télégrammes.....	150.00
Vérification des livres.....	50.00
Intérêt, échange et frais bancaires.....	10.00
Assurance et frais de cautionnement.....	10.00
Jetons de présence.....	300.00
Abonnement et publicité.....	300.00
Loyer du bureau et salle.....	20.00
	\$1,340.00
Déficit prévu à être comblé par réserve.....	340.00
	\$1,000.00

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 3 mars 1962. 60572-0

for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The committee has the right to demand sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five (5) days notice shall be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

**3. Financial report**

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Trade Parity Committee of Roberval, for the period between February 5, 1962 and January 1st, 1963.

**THE TRADE PARITY COMMITTEE OF ROBERVAL**

Head Office: Roberval, Que.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between February 5, 1962 and January 1st, 1963.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (¼ of 1%):	
Professional employers.....	\$ 500.00
Employees.....	500.00
	\$1,000.00
<i>Disbursements:</i>	
Salaries:	
Secretary.....	\$ 150.00
Inspector.....	150.00
Travelling expenses of the inspector.....	50.00
Legal fees.....	150.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams.....	150.00
Auditing of books.....	50.00
Interest, exchange and bank charges.....	10.00
Insurance and fidelity bond.....	10.00
Attendance fees.....	300.00
Subscription and publicity.....	300.00
Office and hall rent.....	20.00
	\$1,340.00
Déficit to be covered by reserve.....	340.00
	\$1,000.00

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, March 3, 1962. 60572-0

**Soumissions**

Ville d'Auteuil  
Comté de Laval

Correction

On est prié de noter que dans l'avis de demande de soumissions de la ville d'Auteuil, paru dans la Gazette officielle de Québec, du 24 février, les sou-

**Tenders**

Town of Auteuil  
County of Laval

Correction

Please note that in the notices of call for tenders of the town of Auteuil, which appeared in the Quebec Official Gazette of February 24, tenders

missions seront reçues pour une émission de \$1,059,500, au lieu de \$1,077,500. Le règlement No 169, au montant de \$17,900 est enlevé de la liste des emprunts formant l'émission. Les soumissions devront être envoyées pour les échéances suivantes:

1er avril 1963.....	\$27,000
1er avril 1964.....	28,500
1er avril 1965.....	29,500
1er avril 1966.....	30,500
1er avril 1967.....	31,500
1er avril 1968.....	40,500
1er avril 1969.....	44,500
1er avril 1970.....	45,500
1er avril 1971.....	48,500
1er avril 1972.....	50,500
1er avril 1973.....	55,000
1er avril 1974.....	57,000
1er avril 1975.....	61,000
1er avril 1976.....	62,000
1er avril 1977.....	64,500
1er avril 1978.....	69,500
1er avril 1979.....	73,500
1er avril 1980.....	77,500
1er avril 1981.....	79,500
1er avril 1982.....	83,500

Toutes les autres conditions mentionnées dans l'avis de demande de soumissions demeurent en vigueur.  
60537-o

**Ville de Buckingham**  
Comté de Papineau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gaston Renaud, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 515, rue Charles, Buckingham, comté de Papineau, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 19 mars 1962, pour l'achat de \$36,000 d'obligations de la ville de Buckingham, comté de Papineau, datées du 1er avril 1962 et remboursables par séries du 1er avril 1963 au 1er avril 1972 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No. 159 — travaux d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$36,000 — 10 ans

Année	Capital
1er avril 1963.....	\$ 3,000
1er avril 1964.....	3,000
1er avril 1965.....	3,000
1er avril 1966.....	3,500
1er avril 1967.....	3,500
1er avril 1968.....	3,500
1er avril 1969.....	4,000
1er avril 1970.....	4,000
1er avril 1971.....	4,000
1er avril 1972.....	4,500

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Buckingham, comté de Papineau.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

will be received for an issue of \$1,059,500, instead of \$1,077,500. By-law No. 169 amounting to \$17,900 is written off the list of loans forming the issue. Tenders should be sent for the following maturities:

April 1, 1963.....	\$27,000
April 1, 1964.....	28,500
April 1, 1965.....	29,500
April 1, 1966.....	30,500
April 1, 1967.....	31,500
April 1, 1968.....	40,500
April 1, 1969.....	44,500
April 1, 1970.....	45,500
April 1, 1971.....	48,500
April 1, 1972.....	50,500
April 1, 1973.....	55,000
April 1, 1974.....	57,000
April 1, 1975.....	61,000
April 1, 1976.....	62,000
April 1, 1977.....	64,500
April 1, 1978.....	69,500
April 1, 1979.....	73,500
April 1, 1980.....	77,500
April 1, 1981.....	79,500
April 1, 1982.....	83,500

In all other respects the terms of the issue remain the same.

60537-o

**Town of Buckingham**  
County of Papineau

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gaston Renaud, secretary-treasurer, City Hall, 515 Charles Street, Buckingham, county of Papineau, until 8:00 o'clock p.m., Monday 19, 1962, for the purchase of an issue of \$36,000 of bonds for the town of Buckingham, county of Papineau, dated April 1, 1962, and redeemable serially from April 1, 1963 to April 1, 1972 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 6% payable semi-annually on April 1, and October 1, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 159 — sewer works.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$36,000 — 10 years

Year	Capital
April 1, 1963.....	\$ 3,000
April 1, 1964.....	3,000
April 1, 1965.....	3,000
April 1, 1966.....	3,500
April 1, 1967.....	3,500
April 1, 1968.....	3,500
April 1, 1969.....	4,000
April 1, 1970.....	4,000
April 1, 1971.....	4,000
April 1, 1972.....	4,500

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Buckingham, county of Papineau.

Capital and interest are payable at all branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure, as well as the principal office of the said bank in Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 19 mars 1962, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 515, rue Charles, Buckingham, comté de Papineau.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Buckingham, (Comté de Papineau), ce 26 février 1962.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
GASTON RENAUD.

Hôtel de ville 515, rue Charles, C.P. 220,  
Buckingham, (Papineau), P.Q.  
Téléphone: YUkon-6-3351. 60547-0

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, March 19, 1962, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 515, Charles Street, Buckingham, county of Papineau.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Buckingham, (County of Papineau), February 26, 1962.

GASTON RENAUD,  
*Secretary-Treasurer.*

Town Hall, 515, Charles Street, P.O. Box 220,  
Buckingham, (Papineau), P.Q.  
Telephone: YUkon-6-3351. 60547

**Municipalité de Mont St-Hilaire**  
Comté de Rouville

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Edmond Chagnon, secrétaire-trésorier, 161, rue Messier, Mont St-Hilaire, comté de Rouville, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 19 mars 1962, pour l'achat de \$110,000 d'obligations de la municipalité de Mont St-Hilaire, comté de Rouville, datées du 1er avril 1962 et remboursables par séries du 1er avril 1963 au 1er avril 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No. 146 — travaux d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$110,000 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1963.....	\$ 1,500
1er avril 1964.....	1,500
1er avril 1965.....	1,500
1er avril 1966.....	1,500
1er avril 1967.....	2,000
1er avril 1968.....	2,000
1er avril 1969.....	2,000
1er avril 1970.....	2,000
1er avril 1971.....	2,500
1er avril 1972.....	2,500
1er avril 1973.....	2,500
1er avril 1974.....	2,500
1er avril 1975.....	2,500
1er avril 1976.....	3,000
1er avril 1977.....	3,000
1er avril 1978.....	3,000
1er avril 1979.....	3,500
1er avril 1980.....	3,500
1er avril 1981.....	4,000
1er avril 1982.....	63,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par

**Municipality of Mont St-Hilaire**  
County of Rouville

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Edmond Chagnon, secretary-treasurer, 161, Messier Street, Mont St-Hilaire, county of Rouville, until 8:00 o'clock p.m., Monday, March 19, 1962, for the purchase of an issue of \$110,000 of bonds for the municipality of Mont St-Hilaire, county of Rouville, dated April 1, 1962, and redeemable serially from April 1, 1963 to April 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% payable semi-annually on April 1, and October 1, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 146 — aqueduct works.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$110,000 — 20 years

Year	Capital
April 1, 1963.....	\$ 1,500
April 1, 1964.....	1,500
April 1, 1965.....	1,500
April 1, 1966.....	1,500
April 1, 1967.....	2,000
April 1, 1968.....	2,000
April 1, 1969.....	2,000
April 1, 1970.....	2,000
April 1, 1971.....	2,500
April 1, 1972.....	2,500
April 1, 1973.....	2,500
April 1, 1974.....	2,500
April 1, 1975.....	2,500
April 1, 1976.....	3,000
April 1, 1977.....	3,000
April 1, 1978.....	3,000
April 1, 1979.....	3,500
April 1, 1980.....	3,500
April 1, 1981.....	4,000
April 1, 1982.....	63,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any,

chèque visé, payable au pair à St-Hilaire, comté de Rouville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 19 mars 1962, à 8 heures du soir, en la salle de la fabrique, Village de St-Hilaire, comté de Rouville.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Mont St-Hilaire, (Comté de Rouville), ce 26 février 1962.

Le Secrétaire-trésorier,  
EDMOND CHAGNON.

161, rue Messier,  
Mont St-Hilaire, (Rouville), P.Q.  
Téléphone: FO-7-2091. 60548-0

Ville de Laval-des-Rapides  
Comté de Laval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Vianney Samson, greffier, Hôtel de Ville, 298 Boulevard des Prairies, Laval-des-Rapides, comté de Laval, jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 21 mars 1962, pour l'achat de \$800,000 d'obligations de la ville de Laval-des-Rapides, comté de Laval, datées du 1er avril 1962 et remboursables par séries du 1er avril 1963 au 1er avril 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année; payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Les taux d'intérêt peut être le même toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt Nos: 311 — \$52,864.50, construction de trottoirs et travaux de pavages; 312 — \$70,285, construction de trottoirs et travaux de pavages; 313 — \$27,403, construction de trottoirs et pavages; 315 — \$10,062, travaux d'aqueduc; 316 — \$28,527, travaux d'aqueduc; 317 — \$42,610, travaux d'aqueduc; 318 — \$30,597, travaux d'aqueduc; 319 — \$10,968, travaux d'aqueduc; 320 — \$7,915, travaux d'égouts; 321 — \$67,893.50, travaux de trottoirs et pavages; 322 — \$50,000, achat de machinerie; 324 — \$2,175, travaux de pavages et construction de trottoirs; 325 — \$13,200, travaux d'aqueduc; 329 — \$7,000, construction de trottoirs et travaux de pavages; et 342 — \$378,500, travaux d'égouts, aqueduc, pavages, trottoirs et éclairage.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er avril 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$800,000 — 20 ans	
Année	Capital
1er avril 1963.....	\$ 26,000
1er avril 1964.....	27,000
1er avril 1965.....	30,000
1er avril 1966.....	30,000
1er avril 1967.....	32,000
1er avril 1968.....	37,000
1er avril 1969.....	39,000
1er avril 1970.....	40,000
1er avril 1971.....	42,000

by certified cheque payable at par at St-Hilaire, county of Rouville.

Capital and interest are payable at all branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, March 19, 1962, at 8:00 o'clock p.m., at the Fabric Hall, Village of St-Hilaire, county of Rouville.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Mont St-Hilaire, (County of Rouville), February 26, 1962.

EDMOND CHAGNON,  
Secretary-Treasurer.

161, Messier Street,  
Mont St-Hilaire, (Rouville), P.Q.  
Telephone: FO-7-2091. 60548

Town of Laval-des-Rapides  
County of Laval

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Vianney Samson, town clerk, Town Hall, 298 des Prairies Boulevard, Laval-des-Rapides, county of Laval, until 8:00 o'clock p.m. on Wednesday, March 21, 1962, for the purchase of an issue of \$800,000 of bonds for the Town of Laval-des-Rapides, county of Laval, dated April 1, 1962, and redeemable serially from April 1, 1963 to April 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos. 311 — \$52,864.50, construction of sidewalks and paving; 312 — \$70,285, construction of sidewalks and paving; 313 — \$27,403, construction of sidewalks and paving; 315 — \$10,062, work on aqueduct; 316 — \$28,527, work on aqueduct; 317 — \$42,610, work on aqueduct; 318 — \$30,597, work on aqueduct; 319 — \$10,968, work on aqueduct; 320 — \$7,915, work in sewers; 321 — \$67,893.50, sidewalks and paving; 322 — \$50,000, purchase of machinery; 324 — \$2,175, paving and construction of sidewalks; 325 — \$13,200, work on aqueduct; 329 — \$7,000, construction of sidewalks and paving; and 342 — \$378,500, work in sewers, aqueduct, paving, sidewalks and lighting.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$800,000 — 20 years	
Year	Capital
April 1, 1963.....	\$ 26,000
April 1, 1964.....	27,000
April 1, 1965.....	30,000
April 1, 1966.....	30,000
April 1, 1967.....	32,000
April 1, 1968.....	37,000
April 1, 1969.....	39,000
April 1, 1970.....	40,000
April 1, 1971.....	42,000

1er avril 1972.....	\$ 42,000
1er avril 1973.....	40,000
1er avril 1974.....	40,000
1er avril 1975.....	41,000
1er avril 1976.....	41,000
1er avril 1977.....	43,000
1er avril 1978.....	47,000
1er avril 1979.....	49,000
1er avril 1980.....	50,000
1er avril 1981.....	51,000
1er avril 1982.....	53,000

April 1, 1972.....	\$ 42,000
April 1, 1973.....	40,000
April 1, 1974.....	40,000
April 1, 1975.....	41,000
April 1, 1976.....	41,000
April 1, 1977.....	43,000
April 1, 1978.....	47,000
April 1, 1979.....	49,000
April 1, 1980.....	50,000
April 1, 1981.....	51,000
April 1, 1982.....	53,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Laval-des-Rapides, comté de Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 21 mars 1962, à 8 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 298 Boulevard des Prairies, Laval-des-Rapides, comté de Laval.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Laval-des-Rapides, (Comté de Laval) ce 26 février 1962.

*Le Greffier,*

VIANNEY SAMSON.

Hôtel de Ville,

298 Boulevard des Prairies,  
Laval-des-Rapides, (Laval), P.Q.

Téléphone: MO-9-3533. 60567-0

**Ville de Ste-Agathe-des-Monts**

Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées «Soumissions pour obligations» seront reçues par le soussigné Georges Vanier, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, Ste-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 20 mars 1962, pour l'achat de \$100,000 d'obligations de la ville de Ste-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, datées du 1er avril 1962 et remboursables par séries du 1er avril 1963 au 1er avril 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 337 — achat de machinerie, travaux de voirie, d'aqueduc et d'égouts, consolidation de déficit, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1962.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable, at par at Laval-des-Rapides, county of Laval.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Wednesday, March 21, 1962, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, 298 des Prairies Boulevard, Laval-des-Rapides, county of Laval.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Laval-des-Rapides, (County of Laval), February 26, 1962.

VIANNEY SAMSON,

*Town Clerk.*

Town Hall,

298, des Prairies Boulevard,  
Laval-des-Rapides, (Laval), P.Q.

Telephone: MO-9-3533. 60567

**Town of Ste-Agathe-des-Monts**

County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Georges Vanier, secretary-treasurer, Town Hall, Ste-Agathe-des-Monts, county of Terrebonne, until 8:00 o'clock p.m. on Tuesday, March 20, 1962, for the purchase of an issue of \$100,000 of bonds for the Town of Ste-Agathe-des-Monts, county of Terrebonne, dated April 1, 1962, and redeemable serially from April 1, 1963 to April 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 337 — purchase of machinery, roadwork, work on aqueduct and in sewers, consolidation of the deficit, etc.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$100,000 — 20 ans	
Année	Capital
1er avril 1963.....	\$ 2,500
1er avril 1964.....	3,000
1er avril 1965.....	3,000
1er avril 1966.....	3,000
1er avril 1967.....	3,500
1er avril 1968.....	3,500
1er avril 1969.....	4,000
1er avril 1970.....	4,000
1er avril 1971.....	4,500
1er avril 1972.....	4,500
1er avril 1973.....	5,000
1er avril 1974.....	5,000
1er avril 1975.....	5,500
1er avril 1976.....	6,000
1er avril 1977.....	6,000
1er avril 1978.....	6,500
1er avril 1979.....	7,000
1er avril 1980.....	7,500
1er avril 1981.....	8,000
1er avril 1982.....	8,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 20 mars 1962, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, Ste-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Agathe-des-Monts, (Comté de Terrebonne), ce 27 février 1962.

Le Secrétaire-trésorier,  
GEORGES VANIER.

Hôtel de ville, C.P. 40,  
Ste-Agathe-des-Monts, (Terrebonne), P.Q.  
Téléphone: 326-4595. 60568-0

**Les commissaires d'écoles pour la  
municipalité de la cité de St-Hyacinthe**  
Comté de St-Hyacinthe

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Me Jacques Lafontaine, N.P., secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures p.m. 1555, rue Girouard, Édifice de la Survivance, St-Hyacinthe, ou jusqu'à 8:00 p.m. en l'école du

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$100,000 — 20 years	
Year	Capital
April 1, 1963.....	\$ 2,500
April 1, 1964.....	3,000
April 1, 1965.....	3,000
April 1, 1966.....	3,000
April 1, 1967.....	3,500
April 1, 1968.....	3,500
April 1, 1969.....	4,000
April 1, 1970.....	4,000
April 1, 1971.....	4,500
April 1, 1972.....	4,500
April 1, 1973.....	5,000
April 1, 1974.....	5,000
April 1, 1975.....	5,500
April 1, 1976.....	6,000
April 1, 1977.....	6,000
April 1, 1978.....	6,500
April 1, 1979.....	7,000
April 1, 1980.....	7,500
April 1, 1981.....	8,000
April 1, 1982.....	8,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Agathe-des-Monts, county of Terrebonne.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Tuesday, March 20, 1962, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, Ste-Agathe-des-Monts, county of Terrebonne.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Agathe-des-Monts, (County of Terrebonne), February 27, 1962.

GEORGES VANIER,  
Secretary-Treasurer.

Town Hall, P.O.B. 40,  
Ste-Agathe-des-Monts, (Terrebonne), P.Q.  
Téléphone: 326-4595. 60568

**The school commissioners for the  
municipality of the city of St-Hyacinthe**  
County of St-Hyacinthe

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Me Jacques Lafontaine, N.P., secretary-treasurer, until 7:30 p.m., 1555, Girouard Street, Edifice de la Survivance, St-Hyacinthe, or until 8:00 o'clock p.m. in the Sacred-Heart School, St-Hyacinthe,

Sacré-Coeur, St-Hyacinthe, comté de St-Hyacinthe, mardi, le 20 mars 1962, pour l'achat de \$240,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de St-Hyacinthe, comté de St-Hyacinthe, datées du 1er avril 1962 et remboursables par séries du 1er avril 1963 au 1er avril 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution du 10 octobre 1961 — telle que modifiée — reconstruction de l'école Raymond et dépenses accessoires.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$240,000 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1963.....	x\$30,500
1er avril 1964.....	x 32,500
1er avril 1965.....	x 34,500
1er avril 1966.....	x 36,500
1er avril 1967.....	4,000
1er avril 1968.....	4,500
1er avril 1969.....	4,500
1er avril 1970.....	5,000
1er avril 1971.....	5,000
1er avril 1972.....	5,500
1er avril 1973.....	6,000
1er avril 1974.....	6,000
1er avril 1975.....	6,500
1er avril 1976.....	7,000
1er avril 1977.....	7,500
1er avril 1978.....	8,000
1er avril 1979.....	8,000
1er avril 1980.....	9,000
1er avril 1981.....	9,500
1er avril 1982.....	10,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$138,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en quatre versements de \$34,500 chacun, de 1963 à 1966 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Hyacinthe, comté de St-Hyacinthe.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 20 mars 1962, à 8 heures du soir, en l'école du Sacré-Coeur, rue du Sacré-Coeur, St-Hyacinthe, comté de St-Hyacinthe.

county of St-Hyacinthe, Tuesday, March 20, 1962, for the purchase of an issue of \$240,000 of bonds for the school commissioners of the municipality of the city of St-Hyacinthe, county of St-Hyacinthe, dated April 1, 1962, and redeemable serially from April 1, 1963 to April 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 4½ nor more than 6%, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution of October 10, 1961 — as amended — reconstruction of the Raymond School and accessory expenses.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$240,000 — 20 years

Year	Capital
April 1, 1963.....	x\$ 30,500
April 1, 1964.....	x 32,500
April 1, 1965.....	x 34,500
April 1, 1966.....	x 36,500
April 1, 1967.....	4,000
April 1, 1968.....	4,500
April 1, 1969.....	4,500
April 1, 1970.....	5,000
April 1, 1971.....	5,000
April 1, 1972.....	5,500
April 1, 1973.....	6,000
April 1, 1974.....	6,000
April 1, 1975.....	6,500
April 1, 1976.....	7,000
April 1, 1977.....	7,500
April 1, 1978.....	8,000
April 1, 1979.....	8,000
April 1, 1980.....	9,000
April 1, 1981.....	9,500
April 1, 1982.....	10,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$138,000 granted by the Provincial Government and payable in four instalments of \$34,500 each, from 1963 to 1966 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Hyacinthe, county of St-Hyacinthe.

Capital and interest are payable at all the branches, in the province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, March 20, 1962, at 8:00 o'clock p.m., at the Sacred-Heart School, Sacré-Coeur Street, St-Hyacinthe, county of St-Hyacinthe.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Hyacinthe, (Comté de St-Hyacinthe), ce 27 février 1962.

*Le Secrétaire-Trésorier,*

ME JACQUES LAFONTAINE, N.P.

1555, rue Girouard,

Edifice de la Survivance,

St-Hyacinthe, (St-Hyacinthe), P.Q.

Téléphone: PProvince-4-4687. 60569-0

**Cité de St-Lambert**

Comté de Chambly

Un avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, C. F. Potter, greffier, Hôtel de Ville, 35, rue Aberdeen, Saint-Lambert, comté de Chambly, jusqu'à 8.00 heures p.m., lundi, 19 mars 1962, pour l'achat de \$654,500 d'obligations de la cité de Saint-Lambert, comté de Chambly, datées du 1er avril 1962 et remboursables par séries du 1er avril 1963 au 1er avril 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 507 — \$95,000, installation de tuyaux d'aqueduc; 508 — \$25,000, installation d'égouts de surface et tuyau d'aqueduc; 509 — \$26,000, installation d'égouts domestiques et de surface et de tuyau d'aqueduc; 514 — \$6,500, construction de trottoirs et de routes; 534 — \$250,000, achat de droit de passage des chemins de fer du Canadien National; 535 — \$125,000, installation d'un égout collecteur; 537 — \$20,000, installation d'un égout domestique et de surface et d'un tuyau d'aqueduc; 538 — \$18,000, installation d'un égout domestique et de surface et d'un tuyau d'aqueduc; 539 — \$10,000, installation d'un égout domestique et de surface et d'un tuyau d'aqueduc; 540 — \$35,000, installation d'un égout domestique et de surface et d'un tuyau d'aqueduc; 547 — \$13,000, installation d'un égout domestique et de surface et d'un tuyau d'aqueduc; 548 — \$2,000, installation d'un égout domestique et de surface et d'un tuyau d'aqueduc; et 549 — \$29,000, installation d'un égout domestique et de surface et d'un tuyau d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$654,500 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1963	\$18,500
1er avril 1964	19,000
1er avril 1965	21,000
1er avril 1966	21,000
1er avril 1967	23,000
1er avril 1968	24,000
1er avril 1969	25,000
1er avril 1970	26,000
1er avril 1971	28,000
1er avril 1972	30,000
1er avril 1973	31,000
1er avril 1974	34,000
1er avril 1975	36,000
1er avril 1976	38,000
1er avril 1977	40,000
1er avril 1978	42,000
1er avril 1979	46,000
1er avril 1980	48,000

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Hyacinthe, (County of St-Hyacinthe), February 27, 1962.

*Secretary-Treasurer,*

ME JACQUES LAFONTAINE, N.P.

1555 Girouard Street,

Edifice de la Survivance,

St-Hyacinthe, (St-Hyacinthe), P.Q.

Téléphone: PProvince-4-4687. 60569

**City of St-Lambert**

County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned C. F. Potter, city clerk, City Hall, 35, Aberdeen Street, Saint-Lambert, county of Chambly, until 8:00 o'clock p.m., Monday, March 19, 1962, for the purchase of an issue of \$654,500 of bonds of the city of Saint-Lambert, county of Chambly, dated April 1, 1962 and redeemable serially from April 1, 1963 to April 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 507 — \$95,000, installation of water mains; 508 — \$25,000, installation of storm sewers and water main; 509 — \$26,000, installation of domestic and storm sewers and water main; 514 — \$6,500, construction of sidewalks and roads; 534 — \$250,000, purchase of Canadian National Railways right of way; 535 — \$125,000, installation of a sewer collector; 537 — \$20,000, installation of domestic and storm sewer and water main; 538 — \$18,000, installation of domestic and storm sewer and water main; 539 — \$10,000, installation of domestic and storm sewer and water main; 540 — \$35,000, installation of domestic and storm sewer and water main; 547 — \$13,000, installation of domestic and storm sewer and water main; 548 — \$2,000, installation of domestic and storm sewer and water main; and 549 — \$29,000, installation of domestic and storm sewer and water main.

For adjudication purpose only, computation of interest shall be made as of April 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$654,500 — 20 years

Year	Capital
April 1, 1963	\$18,500
April 1, 1964	19,000
April 1, 1965	21,000
April 1, 1966	21,000
April 1, 1967	23,000
April 1, 1968	24,000
April 1, 1969	25,000
April 1, 1970	26,000
April 1, 1971	28,000
April 1, 1972	30,000
April 1, 1973	31,000
April 1, 1974	34,000
April 1, 1975	36,000
April 1, 1976	38,000
April 1, 1977	40,000
April 1, 1978	42,000
April 1, 1979	46,000
April 1, 1980	48,000

1er avril 1981.....	\$ 50,000
1er avril 1982.....	54,000

April 1, 1981.....	\$ 50,000
April 1, 1982.....	54,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Lambert, comté de Chambly.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 19 mars 1962, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville, 35, rue Aberdeen, Saint-Lambert, comté de Chambly.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Lambert, (Comté de Chambly).

Le Greffier,  
C. F. POTTER.

Hôtel de Ville,  
35, rue Aberdeen,  
Saint-Lambert, (Chambly), P.Q.  
Téléphone: OR-1-1913. 60570

**Ville de St-Léonard-de-Port-Maurice**  
Comté de Bourget

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gaston Pion, secrétaire trésorier, jusqu'à 7.30 heures p.m., Hôtel de ville, 5705 est, rue Jarry ou jusqu'à 8 heures p.m., 8125, rue Colletterte, St-Léonard-de-Port-Maurice, comté de Bourget, mardi, le 20 mars 1962, pour l'achat de \$767,000 d'obligations de la ville de St-Léonard-de-Port-Maurice, comté de Bourget, datées du 1er avril 1962 et remboursables par séries du 1er avril 1963 au 1er avril 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 221, \$320,270 — pavage et trottoirs; 225, \$13,180 — travaux d'égouts; 226, \$63,490 — installation de luminaires; 227, \$211,140 — travaux de pavage et trottoirs; 228, \$26,060 — travaux d'aqueduc et d'égouts; 229, \$88,250 — pavage et trottoirs; 235, \$44,610 — travaux d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$767,000 — 20 ans	
Année	Capital
1er avril 1963.....	\$14,000
1er avril 1964.....	18,000
1er avril 1965.....	19,000
1er avril 1966.....	20,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Saint-Lambert, county of Chambly.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, and at the main office of the same bank in Toronto.

The said bonds shall not be callable prior to maturity.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, March 19, 1962, at 8 o'clock p.m., at the City Hall, 35 Aberdeen Street, Saint-Lambert, county of Chambly.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Lambert, (County of Chambly).

C. F. POTTER,  
City Clerk.

City Hall,  
35, Aberdeen Street,  
Saint-Lambert, (Chambly), P.Q.  
Telephone: OR-1-1913. 60570-0

**Town of St-Léonard-de-Port-Maurice**  
County of Bourget

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gaston Pion, secretary-treasurer, until 7.30 p.m., Town Hall, 5705, Jarry Street, East, or until 8:00 o'clock p.m., 8125, Colletterte Street, St-Léonard-de-Port-Maurice, county of Bourget, Tuesday, March 20, 1962, for the purchase of an issue of \$767,000 of bonds for the town of St-Léonard-de-Port-Maurice, county of Bourget, dated April 1, 1962, and redeemable serially from April 1, 1963 to April 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 221, \$320,270 — paving and sidewalks; 225, \$13,180 — work on sewers; 226, \$63,490 — installation of lights; 227, \$211,140 — work on pavements and sidewalks; 228, \$26,060 — work on aqueduct and sewers; 229, \$88,250 pavements and sidewalks; 235, \$44,610 — work on aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$767,000 — 20 years	
Year	Capital
April 1, 1963.....	\$14,000
April 1, 1964.....	18,000
April 1, 1965.....	19,000
April 1, 1966.....	20,000

1er avril 1967.....	\$22,000	April 1, 1967.....	\$22,000
1er avril 1968.....	23,000	April 1, 1968.....	23,000
1er avril 1969.....	28,000	April 1, 1969.....	28,000
1er avril 1970.....	29,000	April 1, 1970.....	29,000
1er avril 1971.....	30,000	April 1, 1971.....	30,000
1er avril 1972.....	31,000	April 1, 1972.....	31,000
1er avril 1973.....	36,000	April 1, 1973.....	36,000
1er avril 1974.....	37,000	April 1, 1974.....	37,000
1er avril 1975.....	43,000	April 1, 1975.....	43,000
1er avril 1976.....	44,000	April 1, 1976.....	44,000
1er avril 1977.....	52,000	April 1, 1977.....	52,000
1er avril 1978.....	57,000	April 1, 1978.....	57,000
1er avril 1979.....	57,000	April 1, 1979.....	57,000
1er avril 1980.....	61,000	April 1, 1980.....	61,000
1er avril 1981.....	73,000	April 1, 1981.....	73,000
1er avril 1982.....	73,000	April 1, 1982.....	73,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à 4494, rue St-Denis, Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 20 mars 1962, à 8 heures du soir, à 8125, rue Colletterte, St-Léonard-de-Port-Maurice, comté de Bourget.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Léonard-de-Port-Maurice, (Comté de Bourget), ce 27 février 1962.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
GASTON PION.

Hôtel de ville, 5705 est, rue Jarry,  
St-Léonard-de-Port-Maurice, (Bourget), P.Q.  
Téléphone: RAYmond-9-1851. 60571-0

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at 4494, St-Denis Street, Montreal.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, March 20, 1962, at 8:00 o'clock p.m., at 8125, Colletterte Street, St-Léonard-de-Port-Maurice, county of Bourget.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Léonard-de-Port-Maurice, (County of Bourget), February 27, 1962.

GASTON PION,  
*Secretary-Treasurer.*

Town Hall, 5705, Jarry Street, East,  
St-Léonard-de-Port-Maurice, (Bourget), P. Q.  
Telephone: RAYmond-9-1851. 60571

## Syndicats coopératifs

### Coopérative d'Habitation de Gaspé

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original, en date du 10 février 1962, de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Coopérative d'Habitation de Gaspé », et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à Gaspé, district judiciaire de Gaspé.

Québec, le 20 février 1962.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
60526-0 RAYMOND DOUVILLE.

## Cooperative Syndicates

### Coopérative d'Habitation de Gaspé

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy, dated February 10, 1962, of the declaration of foundation, as a cooperative syndicate, of "Coopérative d'Habitation de Gaspé", and that such document has been filed in the Archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of said cooperative syndicate is located at Gaspé, judicial district of Gaspé.

Quebec, February 20, 1962.

60526 RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

**La Caisse Populaire du Collège Classique de Thetford**

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original, en date du 5 décembre 1961, de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « La Caisse Populaire du Collège Classique de Thetford », et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à Thetford-Mines, comté de Mégantic. Québec, le 23 février 1962.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
60535-o RAYMOND DOUVILLE.

**Le Syndicat de Placements Duberger**

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original, en date du 30 janvier 1962, de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Le Syndicat de Placements Duberger », et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé en la ville de La Petite-Rivière, district judiciaire de Québec.

Québec, le 16 février 1962.  
*Le Sous-secrétaire de la province,*  
60545-o RAYMOND DOUVILLE.

**La Caisse Populaire du Collège Classique de Thetford**

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy, dated 5th day of December, 1961, of the declaration of foundation, as a cooperative syndicate, of "La Caisse Populaire du Collège Classique de Thetford", and that such document has been filed in the Archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of said cooperative syndicate is located at Thetford-Mines, county of Megantic. Québec, February 23, 1962.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
60535 *Assistant Secretary of the Province.*

**Le Syndicat de Placements Duberger**

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy, dated January 30, 1962, of the declaration of foundation, as a cooperative syndicate, of "Le Syndicat de Placements Duberger", and that such document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of said cooperative syndicate is located in the Town of La Petite-Rivière, judicial district of Québec.

Québec, February 16, 1962.  
*RAYMOND DOUVILLE,*  
60545 *Assistant Secretary of the Province.*

**Syndicats professionnels**

**Syndicat des Professeurs Catholiques de la Région de Port Cartier**

*(Loi des syndicats professionnels)*

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des Professeurs Catholiques de la Région de Port Cartier », a été autorisée par le secrétaire de la province, le 24 janvier 1962.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Port-Cartier, district judiciaire de Saguenay.

Québec, le 25 janvier 1962.  
*Le Sous-secrétaire de la province,*  
60524-o RAYMOND DOUVILLE.

**Syndicat des Plombiers de Trois-Rivières**

*(Loi des syndicats professionnels)*

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 17 novembre 1961, autorisé le changement de nom de « L'Union Nationale Catholique des Plombiers et Électriciens Incorporée de Trois-Rivières », dont la constitution a été autorisée le 11 mai 1929, et dont le siège social est situé à Trois-Rivières, en celui de « Syndicat des Plombiers de Trois-Rivières », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q. - 1941, chapitre 162).

Québec, le 1er février 1962.  
*Le Sous-secrétaire de la province,*  
60525-o RAYMOND DOUVILLE.

**Association des Pêcheurs de la Gaspésie**

*(Loi des syndicats professionnels)*

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 12 février 1962, autorisé le chan-

**Professional Syndicates**

**Syndicat des Professeurs Catholiques de la Région de Port Cartier**

*(Professional Syndicates' Act)*

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des Professeurs Catholiques de la Région de Port Cartier", has been authorized by the Provincial Secretary, on January 24, 1962.

The head office of the said professional syndicate is situated at Port-Cartier, judicial district of Saguenay.

Québec, January 25, 1962.  
*RAYMOND DOUVILLE,*  
60524 *Assistant Secretary of the Province.*

**Syndicat des Plombiers de Trois-Rivières**

*(Professional Syndicates' Act)*

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has, on November 17, 1961, authorized the change of name of "L'Union Nationale Catholique des Plombiers et Électriciens Incorporée de Trois-Rivières", the incorporation of which was authorized on May 11, 1929, and the head office of which is situated in Trois-Rivières, to "Syndicat des Plombiers de Trois-Rivières", and such, pursuant to the provisions of the Professional Syndicates Act (R.S.Q., 1941, chapter 162).

Québec, February 1, 1962.  
*RAYMOND DOUVILLE,*  
60525 *Assistant Secretary of the Province.*

**Association des Pêcheurs de la Gaspésie**

*(Professional Syndicates' Act)*

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has, on February 12,

gement de nom de « L'Association des Pêcheurs en Chalutier de la Gaspésie », dont la constitution a été autorisée le 26 mai 1961, et dont le siège social est situé à Cap-des-Rosiers, en celui de « Association des Pêcheurs de la Gaspésie », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q. 1941, chapitre 162).

Québec, le 13 février 1962.

60536-o *Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

**L'Association des Constructeurs de Richelieu Verchères et Yamaska**

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des Constructeurs de Richelieu, Verchères et Yamaska », a été autorisée par le secrétaire de la province, le 27 février 1962.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé en la ville de Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Québec, le 28 février 1962.

60580-o *Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

1962, authorized the changing of the name of "L'Association des Pêcheurs en Chalutier de la Gaspésie", the incorporation of which was authorized on May 26, 1961, and the head office of which is situated at Cap-des-Rosiers, to "Association des Pêcheurs de la Gaspésie", and such, pursuant to the provisions of the Professional Syndicates Act (R.S.Q. 1941, chapter 162).

Quebec, February 13, 1962.

60536 *RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

**L'Association des Constructeurs de Richelieu Verchères et Yamaska**

(Professional Syndicates' Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association des Constructeurs de Richelieu, Verchères et Yamaska", has been authorized by the Provincial Secretary on February 27, 1962.

The head office of the said professional syndicate is situated in the town of Tracy judicial district of Richelieu.

Quebec, February 28, 1962.

60580 *RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

**Vente — Loi de faillite**

**J. Albert Turcotte**

Canada, province de Québec, district de Chicoutimi, Cour Supérieure, (en matière de faillite), No 987-B. Dans l'affaire de la faillite de J. Albert Turcotte, faisant affaires seul sous les nom et raison sociale de « Restaurant Kambo », canton Albanel, comté de Roberval, débiteur:

Avis est par les présentes donné que, MARDI, le VINGTIÈME jour de MARS 1962, à DEUX heures et TRENTE de l'après-midi, sera vendu par encan public à la porte de l'église du canton Albanel, comté de Roberval, l'immeuble ci-après décrit, savoir:

« Un terrain situé en la paroisse d'Albanel, mesurant six cent pieds (600') de largeur sur la route régionale sur deux cent cinquante pieds (250') de profondeur, mesure anglaise, faisant partie du lot numéro huit (P. 8) du premier rang du cadastre officiel du canton Albanel, et borné comme suit: vers le sud est, à la route régionale et de tous les autres côtés au résidu dudit lot numéro huit, avec toutes les bâtisses construites sur ce terrain, circonstances et dépendances. Lequel terrain commence à un point situé à cinq cent trente-cinq pieds (535') au sud-ouest du chemin public ou trait carré entre les rangs un et B dudit cadastre. »

Cet item sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur, à charge des rentes et répartitions d'église qui peuvent exister ainsi que sujet aux servitudes actives et passives pouvant exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndicats soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719-A du Code de procédure civile

**Sale — Bankruptcy Act**

**J. Albert Turcotte**

Canada, Province of Québec, district of Chicoutimi, Superior Court, (in the matter of bankruptcy), No. 987-B. In the bankruptcy of J. Albert Turcotte, carrying on business alone under the name and style of "Restaurant Kambo", township of Albanel, county of Roberval, debtor:

Notice is hereby given that on TUESDAY, TWENTIETH day of MARCH, 1962, at TWO THIRTY o'clock in the afternoon, shall be sold by public auction at the Church door of the township of Albanel, county of Roberval, the immoveable hereinafter described, to wit:

"A lot of land situated in the parish of Albanel, measuring six hundred feet (600') in width on the regional highway by two hundred and fifty feet in depth (250'), English measure, forming part of lot number eight (P. 8) on the first range in the official cadaster of the township of Albanel, and bounded as follows: on the south-east by the regional highway and on all the other sides by the remainder of said lot number-eight, with all the buildings constructed on said terrain, circumstances and dependencies. Which lot of land starts at a point situated at a distance of five hundred and thirty-five feet (535') to the south-west of the public road or trait carré between ranges one and B in said cadaster."

This item will be offered in sale to the highest and last bidder, subject to rents and church apportionments which may exist as well as subject to the active and passive servitudes which may exist.

The deeds and certificates may be examined at any time by applying to the offices of the undersigned trustees.

This sale is made in accordance with sections 716, 717 and 719-A of the Code of Civil Proce-

et aussi à l'article 55 de la Loi de faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.  
Québec, 12 février 1962.

Les Syndics,  
JOSEPH MARMETTE  
& RENÉ LEFAIVRE.

111, Côte de la Montagne, Québec, et  
369 est, rue Racine, Chicoutimi. 60366-7-2-0

Act. This sale is equivalent to a sale made by the sheriff.

Conditions of payment: Cash.  
Quebec, February 12, 1962.

JOSEPH MARMETTE  
& RENÉ LEFAIVRE,  
Trustees.

111 Mountain Hill, Quebec, and  
369 Racine St. east, Chicoutimi. 60366-7-2

## Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

### BEAUHARNOIS

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Canada — Province de Québec  
District de Beauharnois

Cour de Magistrat, { INTERPROVINCIAL  
No 12756. { BUILDING CRE-  
DITS LTD, corps politi-

que légalement incorporé ayant sa principale place d'affaires en la Province de Québec, en les cité et district de Montréal, demandeur, vs WILLIE AMYOT, domicilié et résidant à Valleyfield, district de Beauharnois.

À savoir: « Un emplacement situé dans la municipalité de la paroisse Grande Ile, dans le comté de Beauharnois, et formé d'une partie du lot de terre désigné au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Cécile, sous le numéro soixante-quatre (P. 64) partie bornée; en front vers le sud-est par le chemin du Milieu, aujourd'hui le Boulevard Mgr. Langlois, d'un côté par une partie dudit lot 64, appartenant à Joseph Simard ou représentants; de l'autre côté par une partie dudit lot 64, appartenant à J. Lalonde ou représentants; en arrière, partie par une autre partie dudit lot 64 appartenant à Joseph Simard ou représentants, et partie par une autre partie dudit lot 64 à Joseph Aumais ou représentants. Mesurant l'emplacement ci-dessus décrit, cinquante pieds de largeur, sur cent pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise. Avec tous bâtiments y érigés, en particulier, une maison portant le No civique 26, du Boulevard Mgr Langlois ».

Pour être vendu au bureau du shérif, au Palais de Justice, à Valleyfield, district de Beauharnois, le JEUDI, QUINZIÈME jour de MARS, 1962, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ERNEST POIRIER.  
Valleyfield, le 5 février 1962. 60312-6-2-0

### BEDFORD

Canada — Province de Québec  
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, { L. P. BERGERON LTÉE  
No 13,233. { L. corporation légalement

constituée ayant sa principale place d'affaires à St-Hyacinthe, dit district, demanderesse, vs ROGER TRUDEAU, 60 rue St-Antoine sud, Granby, district de Bedford, défendeur.

## Shariffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

### BEAUHARNOIS

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Canada — Province of Quebec  
District of Beauharnois

Magistrate's Court, { INTERPROVINCIAL  
No. 12756. { BUILDING CRE-  
DITS LTD, body politic

legally incorporated, having its head office in the Province of Quebec, in the city and district of Montreal, plaintiff, vs WILLIE AMYOT, domiciled and residing in Valleyfield, district of Beauharnois.

To wit: "An emplacement situated in the municipality of the parish of Grande Ile, in the county of Beauharnois, and formed of a part of the lot of land designated in the official cadaster of the parish of Ste-Cécile under number sixty-four (P. 64) partly bounded in front on the southeast by Chemin du Milieu, now Mgr Langlois Boulevard, on one side by a part of said lot 64, belonging to Joseph Simard of representatives, on the other side by a part of said lot 64 belonging to J. Lalonde or representatives, on the rear, partly by another part of said lot 64 belonging to Joseph Simard or representatives, and partly by another part of said lot 64 belonging to Joseph Aumais or representatives. The above-described emplacement measures fifty feet in width, by one hundred feet in depth, more or less, English measure. With all the buildings thereon erected, in particular a house bearing civic No. 26 Mgr Langlois Boulevard".

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House of Valleyfield, district of Beauharnois, on THURSDAY, the FIFTEENTH day of MARCH, 1962, at TEN o'clock in the forenoon.

ERNEST POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Valleyfield, February 5, 1962. 60312-6-2

### BEDFORD

Canada — Province of Quebec  
District of St. Hyacinthe

Superior Court, { L. P. BERGERON LTÉE  
No. 13,233. { L. body legally incorpo-

rated, having its head office in St. Hyacinthe, said district, plaintiff, vs ROGER TRUDEAU, 60 St-Antoine Street, south, Granby, district of Bedford, defendant.

« Le lot 351 de la subdivision no: 4 et partie du lot 350 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Granby. »

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale Notre-Dame de Granby, dans le district de Bedford, MERCREDI le QUATRIÈME jour d'AVRIL 1962, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,  
Sweetsburg,  
le 21 février 1962.

Le Député-Shérif,  
ANTONIN BOURASSA.

60550-9-2-0

"Lot 351 of the subdivision No. 4 and part of lot 350 in the official plan and book of reference of the parish of Granby."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Notre-Dame de Granby, in the district of Bedford, on WEDNESDAY, the FOURTH day of APRIL, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,  
Sweetsburg,  
February 21, 1962.

ANTONIN BOURASSA,  
Deputy-Sheriff.

60550-9-2

## CHICOUTIMI

*Fieri Facias*  
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, { ROSARIO MORIN, entre-  
No 30,120. { preneur de la ville de  
Chicoutimi-Nord, district de  
Chicoutimi, demandeur; vs EDMOUR MAL-  
TAIS, du même lieu, rue Napoléon, Chicoutimi-  
Nord, défendeur;

« Le lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro six-soixante-trois (6-63), dans le premier rang Est du canton Tremblay, au cadastre officiel du village de Ste-Anne de Chicoutimi, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Avec réserve du droit de passage perpétuel à pied et en voiture, pour tous les propriétaires et leurs représentants des terrains situés en arrière dudit lot six-soixante-trois (6-63), sur une bande de terrain de dix pieds (10') de largeur et cent pieds (100') de profondeur qui mène de la rue Napoléon jusqu'à la partie arrière dudit terrain, cette bande de terrain étant plus spécialement désignée comme suit: une lisière de terrain prise à même le lot numéro six-soixante-trois (6-63), dans le premier rang Est du canton Tremblay, au cadastre officiel du village de Ste-Anne de Chicoutimi, mesurant dix pieds (10') de largeur sur cent pieds (100') de profondeur et bornée comme suit: en front par la rue Napoléon, au nord par le lot numéro six-soixante-deux (6-62), mêmes rue et canton, et au sud par le résidu du lot numéro six-soixante-trois (6-63), et enfin à l'ouest par la partie non subdivisée du lot numéro vingt-sept (27). »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Luc à Chicoutimi-Nord, le CIN-  
QUIÈME jour du mois d'AVRIL 1962 à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif,  
Chicoutimi,  
le 23 février 1962.

Le Shérif,  
RENÉ DELISLE.

60549-9-2-0

## CHICOUTIMI

*Fieri Facias*  
District de Chicoutimi

Superior Court, { ROSARIO MORIN, con-  
No. 30,120. { tractor for the town of  
Chicoutimi-North, district of  
Chicoutimi, plaintiff; vs EDMOUR MALTAIS,  
of the same place, Napoléon Street, Chicoutimi-  
North, defendant;

"Lot of land know and designated as being lot number six-sixty-three (6-63), in the first East range of the township of Tremblay, in the official cadaster of the village of Ste-Anne-de-Chicoutimi, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

With reserve of perpetual right-of-way a foot and by carriage, for all property-owners and their representatives of the lots situated in rear of the said lot six-sixty-three (6-63), on a strip of land feet (10') in width and one hundred feet (100') feet in depth which leads to Napoleon Street to the part in rear of the said land, this strip of land being more particularly designated as follows: a strip of land taken from lot number six-sixty-three (6-63), in the first range East of the township of Tremblay, on the official cadaster of the village of Ste-Anne de Chicoutimi, measuring ten feet (10') in width by one hundred feet (100') in depth and bounded as follows: in front by Napoleon Street, on the north, by lot number six-sixty-two (6-62), same street and township, and on the south by the residue of lot number six-sixty-three (6-63), and finally on the west, by the undivided part of lot number twenty-seven (27)."

To be sold at the parochial church door of St-Luc at Chicoutimi-North, on the FIFTH day of the month of APRIL, 1962, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,  
Chicoutimi,  
February 23, 1962.

RENÉ DELISLE,  
Sheriff.

60549-9-2

## GASPÉ

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Cour Supérieure, { A. COUTURIER & FILS  
No 26,109. { LTÉE, corporation  
ayant son siège social à l'en-  
droit appelé Marsoui district de Gaspé, deman-  
deur, vs BERTRAND VALLÉE, de l'endroit  
appelé St-Joachim de Tourelle, district de Gaspé,  
défendeur.

La propriété à vendre est la suivante:

« La maison avec ses circonstances et dépendances construites sur un lot faisant partie du lot no quinze B (15-B) au cadastre officiel du

## GASPÉ

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Superior Court, { A. COUTURIER & FILS  
No. 26,109. { LTÉE, a corporation  
having its head office at a  
place called Marsoui, district of Gaspé, plaintiff,  
vs BERTRAND VALLÉE, at a place called  
Saint-Joachim de Tourelle, district of Gaspé,  
defendant.

The property for sale is the following:

"The house with its circumstances and dependencies built on a lot forming part of lot No: fifteen B (15-B) of the official cadaster of the

premier rang, canton Tourelle, dans la paroisse de St-Joachim, étant un terrain de 65 pieds de large par 65 pieds de profondeur, borné au nord par le sommet d'une côte, vers l'est par Odilon Vallée, au sud au chemin et à l'ouest à Luc Vallée. « Les droits de propriété du défendeur sur ledit immeuble et ce qui y est actuellement construit consistent en la propriété d'une maison à l'exclusion des fondations qui sont la propriété de sa femme et du terrain qui est également la propriété de sa femme, le défendeur étant cependant propriétaire de la maison elle-même à la seule exclusion des fondations. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Joachim de Tourelle, comté et district de Gaspé, le DEUXIÈME jour d'AVRIL, mil neuf cent soixante-deux à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Percé, le 23 février 1962. *Le Shérif, PERCY BIARD.* 60551-9-2-0

First Range, township of Tourelle, in the parish of Saint-Joachim, being a lot of land 65 feet in width by 65 feet in depth, bounded on the north by the summit of a hill, on the east, by Odilon Vallée, on the south, by the road and on the west, by Luc Vallée. "Property rights of the defendant on the said immovable and that which is presently built thereon consists of a house, excluding the foundation, which is the property of his wife and the lot of land which is also the property of his wife, the defendant being the owner however of the house itself, excluding only the foundation."

To be sold at the parochial church door of Saint-Joachim de Tourelle, county and district of Gaspé, on the SECOND day of APRIL, one thousand nine hundred and sixty-two at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Percé, February 23, 1962. *PERCY BIARD, Sheriff.* 60551-9-2-0

HULL

Canada — Province de Québec  
District de Hull

Cour Supérieure, No 932. **A** NATOLE BOULADIER & ROGER BOULADIER, contracteurs, domiciliés à Buckingham, district de Hull, et y faisant affaires sous les nom et raison sociale de « Bouladier & Frère », demandeurs, vs ANDRÉ PERRIER, de Masson, dit district, défendeur.

« Un lopin de terre faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro dix-B, subdivision deux (ptie 10-B-2), rang deux, au cadastre officiel du canton de Buckingham, dans les limites du village de Masson, tel lopin de terre mesurant cinquante pieds de largeur à partir d'une ligne situé à soixante pieds au nord de la rue appelée « rue du rang un », en allant vers le nord, sur une profondeur de cent pieds, à partir de la rue Lanthier, en allant vers l'est; bornée en front à l'ouest, par la rue Lanthier, au nord, par partie du même lot restant la propriété du vendeur, à l'est et au sud, par partie du même lot appartenant à Sylvio Lanthier; avec bâtisses y érigées ».

Pour être vendu à la porte de l'église Notre-Dame des Neiges, à Masson, le SEPTIÈME jour d'AVRIL, 1962, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, ce 20 février, 1962. *Le Shérif, R. St-PIERRE.* 60552-9-2-0

Canada — Province de Québec  
District de Hull

Cour Supérieure, No 796. **W**ESTERN QUEBEC CONSTRUCTION LTD., corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Hull, demanderesse, vs AYLMEYER PARK DEVELOPMENT CORP., corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires à Hull-Sud, district de Hull, défenderesse.

« 1° Une certaine partie ou parcelle de terrain, connue et désignée comme étant la portion nord de la demie ouest du lot numéro deux mille seize (N. ptie O. 1/2 2016), aux plan et livre de renvoi officiels de la ville d'Aylmer, et mesurant huit cent cinquante pieds de largeur sur ses lignes nord

HULL

Canada — Province of Quebec  
District of Hull

Superior Court, No. 932. **A** NATOLE BOULADIER & ROGER BOULADIER, contractors, domiciled at Buckingham, district of Hull, and carrying on business under the name and style of "Bouladier & Frère", plaintiffs; vs ANDRÉ PERRIER, of Masson, said district, defendant.

"A strip of land forming part of lot known and designated under number ten-B, subdivision two (pt. 10-B-2), range two, on the official cadaster of the township of Buckingham, in the limits of the village of Masson, said strip of land measuring fifty feet in width from a line situated at sixty feet north of the street called "street of range one", going toward the north, on a depth of one hundred feet, from Lanthier Street, going towards the east; bounded in front on the west, by Lanthier Street, on the north, by part of the same lot remaining the property of the vendor, on the east and on the south, by part of the same lot belonging to Sylvio Lanthier; with buildings thereon erected."

To be sold at the door of Notre-Dame des Neiges Church, at Masson, on the SEVENTH day of APRIL, 1962, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, February 20, 1962. *R. St-PIERRE, Sheriff.* 60552-9-2

Canada — Province of Quebec  
District of Hull

Superior Court, No. 796. **W**ESTERN QUEBEC CONSTRUCTION LTD., body politic and corporate, having its head office in the city and district of Hull, plaintiff, vs AYLMEYER PARK DEVELOPMENT CORP., body politic and corporate, having its head office in Hull-South, district of Hull, defendant.

"1. A certain piece or parcel of land, known and designated as being the northern portion of the west half of lot number two thousand and sixteen (N. pt. W. 1/2 2016), upon the official plan and book of reference of the town of Aylmer, measuring eight hundred and fifty feet, in width

et sud sur neuf cents pieds de profondeur, sur ses lignes est et ouest (850' x 900') mesure anglaise et plus ou moins, et comprenant une superficie totale de sept cent soixante-cinq mille pieds carrés (765,000 p.c.) et étant borné comme suit: à une extrémité, au nord, par les terres du canton de Hull; d'un côté, à l'est par une partie de la demie est dudit lot No 2016; en arrière, au sud, par la portion restante de la demie ouest du même lot, appartenant au vendeur; et de l'autre côté à l'ouest par le lot No 2070 au même cadastre; tel que le tout est présentement, avec tous les droits, membres et dépendances y appartenant.

2° Ce certain emplacement décrit comme suit: Toute et seulement cette certaine parcelle de terrain et lieux situés, sis et étant dans le canton de Hull, dans le comté de Gatineau, province de Québec, et étant composée d'une partie du lot numéro dix-neuf (ptie 19) du premier rang (1 rg.) dudit canton, conformément à ses plan et livre de renvoi officiels et étant plus particulièrement décrite comme suit: Commencant à un point où une ceinture de fer a été fixée sur la limite ouest de promenade Belmont à une distance de dix pieds (10 pi.) mesurée vers le sud, et le long de la limite ouest de la promenade Belmont de son intersection avec la limite sud du chemin Aylmer. De là, vers le sud et suivant la limite ouest de promenade Belmont trois cent quatre-vingt-dix pieds (390 pi.). De là, vers l'ouest et parallèlement vers la limite sud du chemin Aylmer, cent quarante pieds (140'). De là, vers le nord et parallèlement à la limite ouest de promenade Belmont, trois cent quatre-vingt-dix pieds (390'). De là, vers l'est et parallèlement à la limite sud du chemin Aylmer, cent quarante pieds (140') au point de départ. La limite est de la parcelle de terrain ici décrite est distante de neuf cent vingt-neuf pieds et soixante-neuf centièmes d'un pied (929.69') mesurée vers l'ouest et parallèlement à la limite sud du chemin Aylmer à partir de la ligne séparative entre le lot dix-neuf (19) et le lot dix-huit C (18C). Ladite parcelle de terrain est bornée au nord par une partie dudit lot dix-neuf (ptie 19) réservée par l'emprunteur pour l'élargissement du chemin Aylmer; à l'est par ladite promenade Belmont; au sud par d'autres parties dudit lot dix-neuf (pties 19) appartenant à l'emprunteur et à l'ouest par une autre partie dudit lot appartenant à « Fairway Realty Company ». Ensemble avec un magasin dessus érigé. Ensemble avec le droit de passage sur ladite partie dudit lot dix-neuf (ptie 19) réservée par l'emprunteur jusqu'au moment où ladite partie a été cédée par l'emprunteur à la municipalité afin de former partie du chemin public Aylmer. Ensemble avec un droit de passage sur ladite promenade Belmont (lot 19-303), tel qu'établi par la servitude enregistrée No 48119; jusqu'au moment où ladite promenade devient une rue publique. Avec et sujet aux servitudes établies No 48231 et No 48923, par lesquelles les deux cents pieds (200') de profondeur de ladite parcelle de terrain sont mis de côté comme terrain de stationnement, et par lesquelles les trente pieds (30') de profondeur en arrière dudit magasin sont mis de côté comme une surface de parterre. Telle que ladite propriété existe présentement avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte de la part de l'emprunteur.

3° Toute et seulement cette certaine parcelle ou étendue de terrain et lieux situés, sis et étant dans le canton de Hull, comté de Gatineau, province de Québec, et étant composée d'une partie du lot dix-neuf (ptie 19) du premier rang-

in its northern and southern lines, by nine hundred feet in depth, in its eastern and western lines (850' x 900'), English measure and more or less, and containing a total superficies of seven hundred and sixty-five thousand square feet (765,000 sq. ft.) and being bounded as follows: at one end, to the north, by the lands of the township of Hull; on one side, to the east, by part of the east half of said lot No. 2016; in rear, to the south, by the remaining portion of the west half of the same lot, belonging to the vendor; and on the other side, to the west, by lot No. 2070 of the same cadaster; as the whole now is; with all rights, members and appurtenances thereunto belonging.

2. That certain emplacement described as follows: All and singular that certain parcel of land and premises situate, lying and being in the township of Hull, in the county of Gatineau, Province of Quebec, and being composed of part of lot number nineteen (pt. 19), in the first range (1st rg.) of the said township, according to the official plan and book of reference thereof and being more particularly described as follows: Commencing at a point where an iron belt has been planted on the westerly boundary of Belmont Drive distant ten feet (10 ft.) measured southerly, and along the westerly boundary of Belmont Drive from its intersection with the southerly boundary of Aylmer Road. Thence, southerly and following the westerly boundary of Belmont Drive three hundred and ninety feet (390 ft.). Thence, westerly and parallel to the southerly boundary of Aylmer Road one hundred and forty feet (140'). Thence, northerly and parallel to the westerly boundary of Belmont Drive three hundred and ninety feet (390'). Thence, easterly and parallel to the southerly boundary of Aylmer Road one hundred and forty feet (140') to the point of commencement. The easterly boundary of the herein described parcel of land is distant nine hundred and twenty-nine feet and sixty-nine one hundredths of a foot (929.69') measured westerly and parallel to the southerly boundary of Aylmer Road from the division line between lot nineteen (19) and lot eighteen C (18C). The said parcel of land is bounded to the north by a part of the said lot nineteen (pt. 19) reserved by the borrower for the widening of Aylmer Road; to the east by said Belmont Drive; to the south by other parts of said lot nineteen (pts. 19) belonging to the borrower and to the west by another part of said lot belonging to "Fairway Realty Company". Together with a store building being erected thereon. Together with a right of passage over the said part of said lot nineteen (pt. 19) reserved by the borrower until such time as the said part has been ceded by the borrower to the municipality to form part of the public Aylmer Road. Together with a right of passage over the said Belmont Drive (lot 19-303), as established by the servitude registered 48119, until such time as the said drive becomes a public street. With and subject to the servitudes established 48231 and 48923, whereby the front two hundred feet (200') in depth of the said parcel of land is set aside as a parking arc, and whereby the thirty feet (30') in depth in rear of the said store building is set aside as part of an "apron" area. As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind on the part of the borrower.

3. All and singular that certain parcel or tract of land and premises, situate, lying and being in the township of Hull, county of Gatineau, Province of Quebec, and being composed of part of lot nineteen (pt. 19) in the first range

(1 rg.) conformément à ses plan et livre de renvoi officiels, et étant plus particulièrement décrite comme suit: Commencant à un point où une ceinture de fer a été fixée à une distance de dix pieds (10') sud vers la limite sud du chemin Aylmer, deux cents pieds (200') mesurée vers la limite ouest de la promenade Belmont; de là vers le sud et parallèlement à la limite ouest de la promenade Belmont trois cent quatre-vingt-dix pieds (390'). De là vers l'est et parallèlement à la limite sud dudit chemin Aylmer deux cent vingt-deux pieds (222'). De là, vers le nord et parallèlement à ladite limite ouest de la promenade Belmont trois cent quatre-vingt-dix pieds (390'). De là, vers l'est et parallèlement à la limite sud du chemin Aylmer, deux cent vingt-deux pieds (222') au point de départ. La limite est de la parcelle de terrain ici décrite est distante de mille cent vingt-neuf pieds et soixante-neuf centièmes d'un pied (1129.69') mesurée vers l'ouest et parallèlement à la limite sud dudit chemin Aylmer de la ligne séparative entre le lot dix-huit C et le lot dix-neuf (18C et 19). Ladite parcelle de terrain est bornée au nord par une partie dudit lot dix-neuf (ptie 19) réservée par l'emprunteur pour l'élargissement du chemin Aylmer, à l'est par une partie dudit lot dix-neuf (ptie 19) appartenant à « Fairway Realty Company », au sud et à l'ouest par d'autres parties du même lot appartenant à l'emprunteur. Ensemble avec le magasin étant dessus érigé. Ensemble avec un droit de passage sur ladite partie du lot dix-neuf (ptie 19) réservée par l'emprunteur jusqu'au moment où ladite partie a été cédée par l'emprunteur à la municipalité pour former partie du chemin public Aylmer. Avec et sujet aux servitudes pour terrain de stationnement et comme surface de parterre, tel qu'établi par les actes enregistrés sous les numéros 48231 et 48923, ci-dessus mentionnés dans la description de la première propriété. Avec la servitude pour avoir des tuyaux de chauffage souterrains et cetera, dedans, sur et par-dessus la partie du lot dix-neuf (ptie 19) immédiatement à l'est et appartenant à ladite compagnie « Fairway Realty Company », tel qu'établi par lesdits actes enregistrés sous les numéros 48231 et 48923. Telle que ladite propriété existe présentement avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte de la part de l'emprunteur.

4° Toute et seulement cette certaine parcelle ou étendue de terrain et lieux situés, sis et étant dans le canton de Hull, comté de Gatineau, province de Québec, et étant composée d'une partie du lot dix-neuf (ptie 19) du premier rang (1 rg.), conformément à ses plan et livres de renvoi officiels, et étant plus particulièrement décrite comme suit: Commencant à un point où une ceinture de fer a été fixée sur la ligne séparative entre la ville d'Aylmer et le canton de Hull-Sud à une distance de dix pieds (10') mesurée vers le sud et le long de ladite ligne séparative à partir de son intersection avec la limite sud du chemin Aylmer. De là, vers l'est et parallèlement à la limite sud du chemin Aylmer, cent trente-quatre pieds et trois-dixièmes d'un pied (134.3'). De là, vers le sud et parallèlement à ladite ligne séparative entre la ville d'Aylmer et le canton de Hull, trois cent cinquante-six pieds (356'). De là, vers l'ouest et parallèlement à ladite limite sud du chemin Aylmer, cent trente-quatre pieds et trois-dixièmes d'un pied (134.3') à ladite ligne séparative entre la ville d'Aylmer et le canton de Hull-Sud. De là, vers le nord et suivant ladite ligne séparative, trois cent cinquante-six pieds (356') au point de départ. Ladite parcelle bornée au nord par la partie dudit lot dix-neuf (ptie 19)

(1st rg.), according to the official plan and book of reference thereof, and being more particularly described as follows: Commencing at a point where an iron belt has been planted distant ten feet (10') south of the southerly boundary of Aylmer Road, and two hundred feet (200') measured westerly from the westerly boundary of Belmont Drive; thence, southerly and parallel to the westerly boundary of Belmont Drive three hundred and ninety feet (390'). Thence, westerly and parallel to the southerly boundary of said Aylmer Road two hundred and twenty-two feet (222'). Thence, northerly and parallel to the said westerly boundary of Belmont Drive three hundred and ninety feet (390'). Thence, easterly and parallel to the southerly boundary of Aylmer Road two hundred and twenty-two feet (222') to the point of commencement. The easterly boundary of the herein described parcel of land is distant one thousand one hundred and twenty-nine feet and sixty-nine one-hundredths of a foot (1129.69') measured westerly and parallel to the southerly boundary of said Aylmer Road from the division line between lot eighteen C and lot nineteen (18C and 19). The said parcel of land is bounded to the north by a part of said lot nineteen (pt. 19) reserved by the borrower for the widening of Aylmer Road, to the east by a part of the said lot nineteen (pt. 19) belonging to the "Fairway Realty Company", to the south and to the west, by other parts of the same lot belonging to the borrower. Together with the store building being erected thereon. Together with a right of passage over the said part of lot nineteen (pt. 19) reserved by the borrower until such time as the said part has been ceded by the borrower to the municipality to form part of the public Aylmer Road. With and subject to the servitudes for parking area and for "apron" area, as established by the deeds registered under numbers 48231 and 48923, hereinabove mentioned in the description of the first property. With the servitude to have underground heating pipes, et cetera, in over and upon the part of lot nineteen (pt. 19) immediately east and belonging to said "Fairway Realty Company", as established by the said deeds registered under numbers 48231 and 48923. As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind on the part of the borrower.

4. All and singular that certain parcel or tract of land and premises situate, lying and being in the township of Hull, county of Gatineau, Province of Quebec, and being composed of part of lot nineteen (pt. 19) in the first range (1st rg.), according to the official plan and book of reference thereof, and being more particularly described as follows: Commencing at a point where an iron belt has been planted on the division line between the town of Aylmer and the township of South-Hull distant ten feet (10') measured southerly and along said division line from its intersection with the southerly boundary of Aylmer Road. Thence, easterly and parallel to the southerly boundary of Aylmer Road one hundred and thirty-four feet and three-tenths of a foot (134.3'). Thence, southerly and parallel to the said division line between the town of Aylmer, and the township of Hull, three hundred and fifty-six feet (356'). Thence, westerly and parallel to the said southerly boundary of Aylmer Road one hundred and thirty-four feet and three tenths of a foot (134.3') to the said division line between the town of Aylmer and the township of Hull-South. Thence, northerly and following the said division line three hundred and fifty-six feet (356') to the point of commence-

réservée par l'emprunteur pour l'élargissement du chemin Aylmer, à l'est et au sud par d'autres parties dudit lot dix-neuf (ptie 19) appartenant à l'emprunteur, et à l'ouest par la ville d'Aylmer. Ensemble avec la construction d'allées de quilles étant dessus érigée. Ensemble avec un droit de passage sur ladite partie du lot dix-neuf (ptie 19) réservée par l'emprunteur jusqu'au moment où ladite partie a été cédée par l'emprunteur à la municipalité pour former partie du chemin public Aylmer. Avec et sujet aux servitudes pour terrain de stationnement et surface de parterre, établies par les actes enregistrés sous les numéros 48231 et 48923, ci-dessus mentionnés dans la description de la première et de la deuxième propriété. Telle que ladite propriété existe présentement avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte de la part de l'emprunteur ».

Pour être vendus à la porte de l'église St-Paul, en la ville d'Aylmer, le QUATRIÈME jour d'AVRIL, 1962, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,  
ce 20 février, 1962.

Le Shérif,  
R. ST-PIERRE.  
60553-9-2

Bounded the said parcel of land to the north by the part of the said lot nineteen (pt. 19) reserved by the borrower for the widening of Aylmer Road, to the east and to the south by other parts of said lot nineteen (pt. 19) belonging to the borrower, and to the west by the town of Aylmer. Together with the bowling alley building being erected thereon. Together with a right of passage over the said part of lot nineteen (pt. 19) reserved by the borrower until such time as the said part has been ceded by the borrower to the municipality or form part of the public Aylmer Road. With and subject to the servitudes for parking area and for "apron" area, established by the deeds registered under numbers 48231 and 48923, hereinabove mentioned under the description of the first and second properties. As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind on the part of the borrower".

To be sold at the church door of St. Paul, in the town of Aylmer, on the FOURTH day of APRIL, 1962, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,  
February 20, 1962.

R. ST-PIERRE,  
Sheriff.  
60553-9-2-0

## MÉGANTIC

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
District de Mégantic

Cour de Magistrat, { GÉRARD LABREC-  
No 2819. QUE, entrepreneur-  
électricien, domicilié à Lyster, district de Mégantic, demandeur, *versus* EDGAR GUÉRARD, de Ste-Anastasic, défendeur.

« Un emplacement connu et désigné comme étant une partie du lot numéro neuf (ptie 9) du cadastre officiel fait pour le troisième rang du canton de Nelson, lequel emplacement, situé sur partie nord-est de cedit lot, contient une demie arpent en superficie, mais de forme carrée et est situé à environ trois arpents et demi de la ligne divisant les lots huit et neuf dudit rang, ledit emplacement borné au sud-est par le chemin de la route cinq et des trois autres côtés par le résidu du lot No 9, appartenant à Alphonse Côté ou représentant, avec maison dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse Ste-Anastasic de Lyster, le SIXIÈME jour du mois d'AVRIL, 1962, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,  
Thetford Mines,  
le 23 février 1962.

Le Shérif,  
LOUIS CAMIRÉ.  
60564-9-2-0

## MÉGANTIC

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
District de Mégantic

Magistrate's Court, { GÉRARD LABREC-  
No. 2819. QUE, contractor-electrician, domiciled at Lyster, district of Mégantic, plaintiff, *versus*, EDGAR GUÉRARD, of Ste-Anastasic, defendant.

« An emplacement known and designated as being a part of lot number nine (pt. 9) in the official cadaster made for the third range in the township of Nelson, which emplacement, situated on the northeast part of this said lot, has an area of one-half arpent, but being square in shape, and is situated at approximately three and one-half arpents from the line dividing lots eight and nine on said range; said emplacement is bounded on the southeast by the road of Highway five, and on the three other sides by the remainder of lot No. 9 belonging to Alphonse Côté or representative, with the house thereon constructed, circumstances and dependencies. »

To be sold at the parochial church door of Ste-Anastasic de Lyster, on the SIXTH day of the month of APRIL, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,  
Thetford Mines,  
February 23, 1962.

LOUIS CAMIRÉ  
Sheriff.  
60564-9-2

## MONTRÉAL

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { CENTURY CREDIT  
No 542 753. UNION (LACHINE) LTD., demanderesse,  
*vs* W. FRED OCKENDEN, défendeur,

« Un terrain ayant front sur la rue Provost dans la cité de Lachine, mesurant cinquante-quatre pieds et quatre dixième de pied de large

## MONTRÉAL

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { CENTURY CREDIT  
No. 542 753. UNION (LACHINE) LTD., plaintiff, *vs*  
W. FRED OCKENDEN, defendant.

« A lot of land having frontage on Provost Street in the city of Lachine, measuring fifty-four and four-tenths feet in width by ninety-three and

par quatre-vingt-treize pieds et cinq dixième de pied de profondeur dans la ligne ouest et quatre-vingt-quatorze pieds de profondeur dans sa ligne est, mesure anglaise plus ou moins composé des subdivisions deux cent soixante-seize et deux cent soixante-dix-sept du lot numéro sept cent neuf (709-276 et 277) aux plans et livres de renvoi officiels de la ville de Lachine, avec bâtisses y érigées. »

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIÈME jour du mois d'AVRIL 1962, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Montréal, le 27 février 1962. *Le Shérif,* L.-P. CAISSE, C.R. 60584-9-2-0

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { L ÉO PERRAULT LTÉE, No 512 847. } demanderesse, vs J.-C. CHAMPAGNE, défendeur.

« Un emplacement composé de la subdivision 563 du lot originaire No 143 (143/563) et redi- vision 2 de la subdivision 562 du lot originaire No 143 (143/562/2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, avec l'immeuble dessus en voie de cons- truction, portant le numéro civique 880, avenue St-Georges, en la cité de Jacques Cartier. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le SIXIÈME jour du mois d'AVRIL 1962, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif, Montréal, le 27 février 1962. *Le Shérif,* L.-P. CAISSE, C.R. 60585-9-2

QUÉBEC

*Fieri Facias*

Québec, à savoir: { LA CITÉ DE SAINTE- No 114-907. } L FOY, corporation léga- lement constituée ayant son

siège et sa principale place d'affaires à Ste-Foy, 200 Route de l'Église, Ste-Foy, Qué., contre GILLES BERTRAND, 2740, Bridge Water, Ste-Foy, Qué.

Tout le résidu non-resubdivisé du lot quatre cent dix-cinquante-huit (410-58) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Foy, comté et division d'enregistrement de Québec, mesurant quatre-vingts (80') pieds de largeur sur cent (100') pieds de profondeur, borné au nord-ouest par les lots 410-55-2 et 410-55-3, au nord-est par le lot 410-58-1, au sud-est par le lot 410-5 (Place Beloeil) et au sud-ouest par la partie ci-après décrite du lot 410-59.

La partie non-subdivisée du lot 410-59 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Foy, mesurant dix (10') pieds de largeur sur cent (100') pieds de profondeur, borné au nord-ouest par le lot 410-56-1 au nord-est par le résidu non resubdivisé du lot 410-58 ci-dessus décrit, au sud-est par le lot 410-5 (Place Beloeil) et au sud-ouest par le résidu dudit lot 410-59.

Le tout avec bâtisses dessus construites, cir- constances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Foy, comté de Québec, le SIXIÈME jour d'AVRIL prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Québec, le 27 février 1962. *Le Shérif,* Me ANTOINE BOURGET, C.R. 60586-9-2-0

[Première insertion: 3 mars 1962]

[Deuxième insertion: 24 mars 1962]

five-tenths feet in depth on its west line and nine- ty-four feet in depth on its east line, English measure, more or less, composed of the subdivi- sions two hundred and seventy-six and two hun- dred and seventy-seven of lot number seven hundred and nine (709-276 and 277) in the official plan and book of reference of the town of Lachine, with the buildings thereon erected."

To be sold at my office in the city of Montreal, on the SIXTH day of the month of APRIL, 1962, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Montreal, February 27, 1962. *L.-P. CAISSE, Q.C., Sheriff.* 60584-9-2

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { L ÉO PERRAULT LTÉE, No. 512 847. } plaintiff vs J.-C. CHAM- PAGNE, defendant.

"An emplacement composed of subdivision 563 of Original Lot No. 143 (143/563) and redivision 2 of subdivision 562 of original lot No. 143 (143/562/2) of the official plan and book of reference of the parish of St. Antoine de Longueuil with immovable thereon in the process of erection bearing civic number 880 St. Georges Ave, in the city of Jacques Cartier."

To be sold at the registry office of the county of Chambly, at Longueuil, the SIXTH day of the month of APRIL 1962, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Montreal, February 27, 1962. *L.-P. CAISSE, Q.C., Sheriff.* 60585-9-2-0

QUÉBEC

*Fieri Facias*

Quebec, to wit: { LA CITÉ DE SAINTE- No. 114-907. } L FOY, body legally in-

corporated having its head office and chief place of business in Ste-Foy, 200 Church Road, Ste-Foy, Que., versus GILLES BERTRAND, 2740, Bridge Water, Ste-Foy, Que.,

All the non-resubdivided remainder of lot four hundred and ten—fifty-eight (410-58) in the official cadaster of the parish of Sainte-Foy, county and registry division of Québec, measuring eighty (80') feet in width by one hundred (100') feet in depth, bounded on the north-west by lots 410-55-2 and 410-55-3, on the north-east by lot 410-58-1, on the south-east by lot 410-5 (Place Beloeil) and on the south-west by the part of lot 410-59 described below.

The unsubdivided part of lot 410-59 in the official cadaster of the parish of Sainte-Foy, measuring ten (10') feet in width by one hundred (100') feet in depth, bounded on the north-west by lot 410-56-1, on the north-east by the non-resub- divided remainder of lot 410-58 described above, on the south-east by lot 410-5 (Place Beloeil) and on the south-west by the remainder of said lot 410-59.

The whole with the buildings thereon construct- ed, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door fo Sainte-Foy, county of Québec, on the SIXTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, February 27, 1962. *Me ANTOINE BOURGET, Q.C., Sheriff.* 60586-9-2

[First insertion: March 3, 1962]

[Second insertion: March 24, 1962]

## ROBERVAL

*Fieri Facias de Terris*  
Canada — Province de Québec  
District de Roberval

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT  
No 25,882. { AGRICOLE DU QUÉ-  
BEC, corps politique et incor-  
poré ayant son siège social à Québec, demande-  
resse vs CHARLES GAGNÉ, cultivateur domici-  
lié à St-André, comté de Roberval, défendeur.

## Avis de vente

« Les lots de terre connus et désignés sous les numéros trente-sept-A-, trente-sept-B-, trente-sept-F et trente-sept-G- (Nos 37-a-, 37-b-, 37-f-, 37-g-) du premier rang du cadastre du canton Dequen.

Sauf à distraire desdits lots trente-sept-A- et trente-sept-B-, le droit de passage du chemin de fer sur partie des lots en faveur de The Métabetchouan Sulphite & Power Co. Ltd. lequel terrain n'est ni occupé ni clôturé, ainsi que les droits de baignage que peut avoir ladite compagnie sur partie des lots susdits.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ».

Pour être vendu en « bloc » à la porte de l'église de la paroisse de St-André, comté de Roberval, le QUATRIÈME jour d'AVRIL, 1962, à DEUX heures de l'après-midi.

LAVOIE & DE LA BOISSIÈRE,  
Par le Shérif,

Bureau du Shérif, LÉO DE LA BOISSIÈRE,  
Roberval, le 24 février 1962. 60565-9-2-0  
[Première insertion, samedi, le 3 mars, 1962.]

*Fieri Facias de Terris*  
Canada — Province de Québec  
District de Roberval

Cour de Magistrat, { HOLLINGER MACHI-  
No. 34,847. { NES COMPANY  
LTD, corporation légale-  
ment constituée ayant sa principale place d'affaires à Montréal, district de Montréal, demandeur vs ROBERT GIRARD, résidant et domicilié à Ste-Elizabeth de Proulx, district de Roberval, défendeur.

## Avis de vente

À titre de possesseur « Animo Domini »

« Le lot de terre étant connu et désigné comme étant le numéro treize (13) du rang huit (8) du canton Proulx, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Elizabeth de Proulx, dans le comté de Roberval, le CINQUIÈME jour d'AVRIL 1962 à DEUX heures de l'après-midi.

LAVOIE & DE LA BOISSIÈRE,  
Bureau du Shérif, Par le Shérif,  
Palais de Justice, LÉO DE LA BOISSIÈRE,  
Roberval, le 19 février 1962. 60566-9-2-0  
[Première insertion, samedi le 3 mars 1962]

## Ventes pour taxes

## Cité de Thetford Mines

Avis public est par les présentes donné que les immeubles ci-dessous décrits seront vendus à l'enchère publique au marché public, cité de Thetford Mines, P. Q., le LUNDI, DIX-NEUF

## ROBERVAL

*Fieri Facias de Terris*  
Canada — Province of Quebec  
District of Roberval

Superior Court, { THE QUEBEC FARM  
No. 25,882. { CREDIT BUREAU,  
body politic and corporate,  
having its head office in Quebec, plaintiff, vs  
CHARLES GAGNÉ, farmer, domiciled at St-André, county of Roberval, defendant.

## Notice of sale

«The lots of land known and designated under the numbers thirty-seven-A-, thirty-seven-B-, thirty-seven-F and thirty-seven-G- (Nos 37-a-, 37-b-, 37-f-, 37-g-) on the first range in the cadaster of the township of Dequen.

Save to be withdrawn from said lots thirty-seven-A- and thirty-seven-B-, is the railroad eight-of-way on part of lots in favor of The Métabetchouan Sulphite & Power Co. Ltd., which terrain is neither occupied nor fenced in, as well as the swimming rights which said company may have on part of the above-mentioned lots.

The whole with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies”.

To be sold “en bloc” at the parochial church door of St-André, county of Roberval, on the FOURTH day of APRIL, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

LAVOIE & DE LA BOISSIÈRE,  
By: LÉO DE LA BOISSIÈRE,

Sheriff's Office, Sheriff,  
Roberval, February 24, 1962. 60565-9-2  
[First insertion: Saturday, March 3, 1962.]

*Fieri Facias de Terris*  
Canada — Province of Quebec  
District of Roberval

Magistrate's Court, { HOLLINGER MACHI-  
No. 34,847. { NES COMPANY  
LTD, corporation legally  
incorporated having its principal place of business in Montreal, district of Montreal, plaintiff vs ROBERT GIRARD, residing and domiciled at Ste-Elizabeth de Proulx, district of Roberval, defendant.

## Notice of sale

Under deed of ownership “Animo Domini”

“Lot of land being known and designated as being number thirteen (13) of range eight (8) of the township of Proulx, with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.”

To be sold at the church door of the parish of Ste-Elizabeth de Proulx, in the county of Roberval, on the FIFTH day of APRIL, 1962 at TWO o'clock in the afternoon.

LAVOIE & DE LA BOISSIÈRE,  
Sheriff's Office, By: LÉO DE LA BOISSIÈRE,  
Court House, Sheriff,  
Roberval, February 19, 1962. 60566-9-2  
[First insertion: Saturday, March 3, 1962]

## Sales for Taxes

## City of Thetford Mines

Public notice is hereby given that the immovable properties hereinafter described will be sold by public auction at the public market, city of Thetford Mines, P. Q., on MONDAY,

MARS mil neuf cent soixante-deux (19 mars 1962), à DIX heures de l'avant-midi (heure normale), pour le paiement des taxes municipales, leurs intérêts et des frais encourus subséquentement, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente à l'Hôtel de Ville, 144 sud, rue Notre-Dame, Thetford Mines, P. Q.

MARCH NINETEETH, nineteen hundred and sixty-two (March 19, 1962) at TEN o'clock in the morning (Standard time) for the payment of municipal taxes, their interest and the costs which may be subsequently incurred, unless the said taxes, interest and costs have been paid before the sale at the City Hall, 144 Notre-Dame Street South, Thetford Mines, P. Q.

Numéro du compte Account number	Cadastré du rang IV du canton de Thetford Cadastral of range IV of Thetford township	Nom du propriétaire Name of the owner
1062.....	24-D-9.....	J. W. Cook Limitée.
228-223.....	24-E-71.....	J. W. Cook Limitée.
228-222.....	24-E-72.....	J. W. Cook Limitée.

Donné en la cité de Thetford Mines, P. Q., ce dix-neuvième jour de février mil neuf cent, soixante-deux.  
(Sceau)

Given at the city of Thetford Mines, P. Q., this nineteenth day of February nineteen hundred and sixty-two.  
(Seal)

60491-8-2-o  
Le Secrétaire-trésorier,  
FERNAND POIRÉ.

60491-8-2-o  
FERNAND POIRÉ,  
Secretary-Treasurer.

Municipalité du comté d'Abitibi

Municipality of the county of Abitibi

Erratum

Erratum

Dans l'avis de vente pour taxes du comté précité, publié dans les numéros des 10 et 24 février 1962 de la Gazette officielle de Québec, veuillez faire la correction suivante:

In the notice of the sale for taxes in the aforementioned county, published in the editions of February 10 and 24, 1962, of the Quebec Official Gazette, kindly make the following correction:

Commission scolaire du Lac Castagnier, lot No 18 du rang 10 de Lamorandière, le nom du propriétaire est « Joseph Clément » et non « Jean Clément ».  
60538-o

School commission of Lac Castagnier, lot No. 18, on range 10 of Lamorandière, the name of the proprietor is "Joseph Clément" and not "Jean Clément".  
60538

Ville de Beaconsfield

Town of Beaconsfield

Avis public est par les présentes donné, par le soussigné, Pierre C. Marquis, secrétaire-trésorier de la ville de Beaconsfield, que les immeubles ci-dessous désignés, seront vendus à l'enchère publique, à DIX heures de l'avant-midi (heure normale de l'est), LUNDI, le VINGT-SIXIÈME jour de MARS, mil neuf cent soixante-deux (26 mars 1962), en la salle de l'Hôtel de Ville, 450 Chemin Bord-du-Lac, Beaconsfield, Québec, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, générales et scolaires, des intérêts et des frais encourus à moins que ces taxes, frais et intérêts ne soient réglés avant la vente à l'Hôtel de Ville, 450 Chemin Bord-du-Lac, Beaconsfield, Québec.

Public notice is hereby given by the undersigned, Pierre C. Marquis, secretary-treasurer of the town of Beaconsfield, that the immoveable properties hereinafter described, will be sold the public auction at the Town Hall, 450 Lakeshore Road, Beaconsfield, Quebec, on MONDAY, the TWENTY-SIXTH day of MARCH, nineteen hundred and sixty-two (March 26, 1962), at TEN o'clock in the morning (Eastern Standard Time) for the payment of general municipal taxes, school taxes and interest, as given below, and the costs which may be subsequently incurred, unless before that date, the said taxes, interest and costs have been paid at the Town Hall, 450 Lakeshore Road, Beaconsfield, Quebec.

Cadastre de la paroisse de Pointe-Claire — Cadastre of the parish of Pointe-Claire

Numéro de rôle Roll number	Noms des propriétaires Owner property	Numéro de cadastre Cadastral number	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
647.....	W. F. Henry.....	4-263, 264.....	\$ 30.98	\$ 20.58	\$ 51.56
662.....	W. F. Henry.....	4-289, 290, 291, 292.	61.43	40.77	102.20
25121.....	N. L. Montgomery.....	25-51-29 P.....	145.48	7.26	152.74

Donné à Beaconsfield, Québec, ce 20e jour de février 1962.

Given at Beaconsfield, Quebec, this 20th day of February 1962.

60558-9-2-o  
Le Secrétaire-trésorier,  
PIERRE C. MARQUIS.

60558-9-2-o  
PIERRE C. MARQUIS,  
Secretary-Treasurer.

## INDEX No 9

## ARRÊTÉS en Conseil

189 - Protection du poisson dans certains lacs des Cantons de l'Est.....	1317
189 - Protection of fish in certain lakes in the Eastern Townships.....	1317
189 - Taux des divers permis de chasse.....	1318
189 - Rates for different hunting permits.....	1318
213 - Approbation de la constitution et des règlements de la Commission d'Apprentissage des Coiffeurs de Montréal.....	1312
213 - Approval of the constitution and by-laws of the Apprenticeship Commission for Hairdressers of Montreal.....	1312
215 - Approbation du règlement numéro 24 de la Commission des accidents du travail de Québec relatif aux Premiers Soins aux blessés.....	1312
215 - Approval of regulation number 24 of the Workmen's Compensation Commission of Quebec concerning First Aid to the injured.....	1312
283 - Honoraires Exigibles pour l'enregistrement des autos-neige (snowmobiles) et des traîneaux-mobiles (ski-doo)s.....	1318
283 - Fees required for the registration of snowmobiles and ski-doo's.....	1318
294 - Réserve de chasse et de pêche Horton.....	1319
294 - Horton game and fish reserve.....	1319

## ORDERS in Council

## AVIS

Saint-Eustache, ville - town ( <i>Requête - Petition</i> ).....	1320
---	------

## NOTICES

## COMPAGNIES

Avis relatifs  
à la loi desAutorisées  
à faire des affaires

Armour Clothing Manufacturing Limited.....	1321
Col. Sanders Kentucky Fried Chicken Ltd.....	1321
Keith Construction Company Limited.....	1321
Melwood Manufacturing Ltd.....	1322

## COMPANIES

Notices relative  
to the Act ofLicensed  
to do Business

Brodeur Realities Inc.....	1266
Campus Auto Sales Inc.....	1267
Campus Creations Inc.....	1267
Centre Mortgage Co. Ltd.....	1260
Charron (Georges) & Fils Ltée.....	1267
Charter Credit Corporation.....	1268
Cie de Gestion Lamontagne Ltée (La).....	1268
Cie des Fruits de Sept-Iles Ltée (La).....	1269
Cie d'Hypothèque du Centre Inc.....	1269
Cimetière Catholique de Port Cartier.....	1269
Club de Hockey Montréal Olympique Inc.....	1270
Commercial Consumers Club Inc.....	1270
Côté (Alphonse) & Fils Limitée.....	1270
Crémérie Mont Blanc Ltée.....	1271
Deckelbaum Bros. Co. Ltd.....	1271
Delisle et Delisle Ltée.....	1271
Demers (Armand) Inc.....	1272
Deno's Gift Shop Inc.....	1272
Desbiens (Élie) Ltée.....	1272
Duguay Électrique Inc.....	1273
Dupont & Lalonde Sales Ltd.....	1273
Du-Rai Inc.....	1273
Entreprises Des Joachims Ltée (Les).....	1274
Entreprises Harvey Limitée (Les).....	1274
Entreprises Houde Ltée (Les).....	1275
Entreprises Piette Inc.....	1275
Fashion Mates Inc.....	1275
Fontaine (Roland) Ltée.....	1276
Fournier & Brunel Inc.....	1276
Frigaldo Ltée.....	1276
Gagnon (Roger) et Associés Inc.....	1277
Gagnon (Roger) & Associates Inc.....	1277
Gauthier & Gaudreault Terrazo Limitée.....	1277
Giannone (Nick) Inc.....	1277
Granit Gauthier Limitée.....	1278
Gravel & Gravel Ltée.....	1278
Guide du Consommateur Inc. (Le).....	1278
Halcar Ltée.....	1279
Harvey (Médéric) Ltée.....	1279
Hébert (Roland) Limitée.....	1279
Hôtel Richelieu Limitée.....	1280
Hudson Water Ski Association, Inc. (The).....	1280
Ideal Records Ltd.....	1281
Inter Provincial Enterprises Co. Inc.....	1281
Investment and Management Counsellors Inc.....	1281
Jano Ltd.....	1282
Jano Ltée.....	1282
Kelly Machinery Inc.....	1282
Labonté Automobiles Inc.....	1283
La Riviera Ste Thérèse Ouest Inc.....	1291

Chartes —  
Abandon de

Arlington Investments Ltd.....	1322
Locweld and Forge Products Limited..	1322
Produits Sanitaires de Beauport Inc (Les).....	1323
Snowdon Fur Ltd.....	1323
Tremblay & Frère Incorporée.....	1322
Woodlawn Securities Ltd.....	1322

Charters —  
Surrender of

## Divers

Amalgamated Industries Limited ( <i>Dir.</i> )	1326
Carling Lake Club (The) ( <i>Règl.-By-laws</i> ).....	1323
Chevaliers d'Iberville Inc. ( <i>Règl.-By-laws</i> ).....	1325
Delta Explosives Ltd. ( <i>Dir.</i> ).....	1326
Dominion Ready Mix Inc. ( <i>Dir.</i> ).....	1323
E.B. Development Corp. ( <i>Dir.</i> ).....	1324
International Factors Corporation ( <i>Dir.</i> )	1324
Nucleonic Electric Equipment & Development Co. ( <i>Dir.</i> ).....	1326
Oeuvre des Loisirs de L'Ange-Gardien (L') - ( <i>Règl.-By-laws</i> ).....	1327
Parkman Enterprises Inc. ( <i>Dist. de l'actif - Dist. of assets</i> ).....	1327
Quenabec Inc. ( <i>Dist. de l'actif - Dist. of assets</i> ).....	1323
Séminaire Social Pie XII Inc. ( <i>Règl.-By-laws</i> ).....	1325
Strabane Holdings Limited ( <i>Dir.</i> ).....	1325

## Miscellaneous

## Lettres patentes

Associated Metal Wares Corp.....	1264
Assad (Willie) Inc.....	1265
Bilodeau Delorme Inc.....	1265
Bois Mekinac Ltée.....	1265
Boulangier, Dubuc, Boulangier Inc.....	1266
Brisson (Jean) Inc.....	1266

## Letters Patent

Entreprises Des Joachims Ltée (Les).....	1274
Entreprises Harvey Limitée (Les).....	1274
Entreprises Houde Ltée (Les).....	1275
Entreprises Piette Inc.....	1275
Fashion Mates Inc.....	1275
Fontaine (Roland) Ltée.....	1276
Fournier & Brunel Inc.....	1276
Frigaldo Ltée.....	1276
Gagnon (Roger) et Associés Inc.....	1277
Gagnon (Roger) & Associates Inc.....	1277
Gauthier & Gaudreault Terrazo Limitée.....	1277
Giannone (Nick) Inc.....	1277
Granit Gauthier Limitée.....	1278
Gravel & Gravel Ltée.....	1278
Guide du Consommateur Inc. (Le).....	1278
Halcar Ltée.....	1279
Harvey (Médéric) Ltée.....	1279
Hébert (Roland) Limitée.....	1279
Hôtel Richelieu Limitée.....	1280
Hudson Water Ski Association, Inc. (The).....	1280
Ideal Records Ltd.....	1281
Inter Provincial Enterprises Co. Inc.....	1281
Investment and Management Counsellors Inc.....	1281
Jano Ltd.....	1282
Jano Ltée.....	1282
Kelly Machinery Inc.....	1282
Labonté Automobiles Inc.....	1283
La Riviera Ste Thérèse Ouest Inc.....	1291

<b>Lettres patentes (suite)</b>	<b>Letters Patent (continued)</b>	
La Salle Metropolitan Corporation.....	1283	
Laurentide Réfrigération Inc.....	1284	
Lemay (Ulric) Compagnie Limitée.....	1284	
Loisirs de Saint-Lambert (Les).....	1284	
Marianne Inc.....	1285	
Miracle Home Products Inc.....	1285	
Miron Auto Body Inc.....	1285	
Montreal Haberdashers Inc.....	1286	
Montreal Olympic Hockey Club Inc.....	1270	
Montreal Skeet Club.....	1286	
National Shoe Pattern Ltd.....	1286	
Nouveautés Allure Inc.....	1287	
Nuclear Shelters Ltd.....	1287	
Panorama Construction Inc.....	1287	
Park Productions Ltd.....	1288	
Pet Distributors Ltd.....	1288	
Plomberie Paris Inc.....	1289	
Pont Mercier Shopping Centre Merchants' Association Inc.....	1289	
Protestant Retired Teachers Homes and Benefits Corporation (The).....	1289	
Radel Realty Inc.....	1290	
Redmond (Willis Faber) & Shaughnessy Ltd. (Fusion).....	1290	
Reliure Roger Bois Inc.....	1291	
Robitaille (René) Inc.....	1291	
Rojel Construction Ltd.....	1292	
Rosenstein (Lewis) Corp.....	1292	
Roy Shipping Ltd.....	1292	
Rue de la Paix Fabrics Inc.....	1293	
S & R Promotions Inc.....	1293	
St. Janvier Golf & Country Club.....	1294	
St. Michel Ornamental Inc.....	1294	
Ste. Thérèse en Haut Realities Inc.....	1294	
Sept-Iles Fruits Co. Ltd.....	1269	
Société Paul Dubord Limitée (La).....	1295	
Services L. Lefebvre Ltée (Les).....	1295	
Service d'Habitation Ghylor Limitée.....	1295	
Salon de Quilles Métropolitain Inc.....	1296	
Speedi Redi Distribution Montréal Inc.....	1296	
Speedi Redi Distribution Québec Inc.....	1296	
Steinberg's Fish & Meat Products (Montreal) Ltd.....	1297	
Studio d'Écoute et de Reproduction Sonore (Sersi) Inc.....	1297	
Suburban Insurance Agency Inc.....	1297	
Townships Transport Ltd.....	1298	
Trocadero Motel & Restaurant Inc.....	1298	
Twinpak-Gilbert Ltd.....	1298	
Wiskan Incorporated.....	1299	
<b>Lettres patentes supplémentaires</b>	<b>Supplementary Letters Patent</b>	
Agra Realty Ltd.....	1299	
Amicale des Métiers de la Construction (L').....	1300	
Distributeur (Bernard) Inc.....	1300	
Bisson et Beaulieu Inc.....	1300	
Chauffage Québec Inc.....	1300	
Collège Saint-Ignace.....	1300	
Corporation Immobilière Belle-Vue (La).....	1301	
Crevier Automobiles Ltée.....	1301	
d'Anjou (P. E.) & Fils Limitée.....	1301	
Dominion Lime Ltd.....	1301	
Dominion Lime Ltd.....	1302	
Drouin & Frères Auto Ltée.....	1302	
Empress Commercial Corp.....	1302	
Gauthier (Ovila) Ltée.....	1303	
Glen Auto Supply Inc.....	1303	
Hamelin (J.) Lumber & Woodwork Ltd.....	1303	
Les Falaises Inc.....	1302	
Lincourt (Jean) Inc.....	1303	
Lions Boys' & Girls' Club (The).....	1304	
Mansions Car Radio Ltd.....	1304	
Marquez Ltd.....	1304	

Mattagmi Lake Mines Limited.....	1304
Melrose Packers Corp.....	1305
Mon-Mart Discount Department Stores Inc.....	1305
Montico Limited.....	1305
Preston, Phipps Incorporated.....	1305
Produits L. D. C. Products Inc.....	1305
Publicité Raymond Inc.....	1306
Quebec Heating Inc.....	1300
Ray Advertising Inc.....	1306
Senneterre Metals, Gas & Oil Limited..	1306
Service Social pour Personnes Sourdes.	1306
Société de Boisbrillant Inc. (La).....	1307
Tobin's Travel Limited.....	1307
Trans-Canada Shoe Limited.....	1307
United Obalski Mining Company Limited.....	1307

<b>Sièges sociaux</b>	<b>Head Offices</b>	
Agences d'Assurances Pellerin et Fils Limitée.....	1327	
Barcelona Investment Corp.....	1328	
Best Form Brassiere Company Limited	1329	
Champs Elysees Investment Ltd.....	1328	
Commercial Finance Corporation Limited.....	1328	
Crémierie Mont-Blanc Ltée.....	1327	
Dallaire Construction Ltée.....	1330	
Federal Sewing Machine Inc.....	1329	
Felicia Holdings Ltd.....	1330	
Heavenly Foundations Inc.....	1329	
Hôpital Bois-Menu Inc.....	1330	
Jacquemar Construction Inc.....	1329	
Lemay (Ulric) Compagnie Limitée.....	1327	
Mountain Village Incorporated.....	1329	
Rollet Uranium Co. Ltd.....	1328	
Rosenstein (Lewis) Corp.....	1328	

<b>DEMANDES à la Législature</b>	<b>APPLICATIONS to Legislature</b>	
Association des Pompiers de la Cité de St-Laurent (L').....	1308	
Cercle Universitaire de Montréal Inc...	1308	
Collège des chiropraticiens de la province de Québec.....	1309	
Corporation des Horlogers-Bijoutiers de la province de Québec.....	1309	
Dorval, comm. scol. cath.- cath. school comm.....	1309	
Duvernay, ville - town.....	1312	
Estate Benny Sadovnick.....	1310	
Floriculture LaHaye Ltée.....	1308	
Lac St-Jean Est.....	1310	
Lake St. John-East.....	1310	
Laurentienne, compagnie d'assurance sur la vie (La).....	1309	
Laurentian Insurance Life Company (The).....	1309	
Nicolopoulos, Leonidas George.....	1311	
Quebec College of Chiropractors.....	1309	
Quebec, city, prot. school board.....	1311	
St-Eustache, ville - town.....	1310	
Sainte Foy, city, school trustees.....	1311	
Sillery, city, school trustees.....	1311	
Succession Benny Sadovnick.....	1310	
Watchmakers and Jewellers of the Province of Quebec.....	1309	

<b>MINISTÈRES</b>	<b>DEPARTMENTAL</b>	
<b>Affaires municipales</b>	<b>Municipal Affairs</b>	
Laval-Ouest - West, ville - town (L.P.)		1330
<b>Agriculture</b>	<b>Agriculture</b>	
<b>Industrie laitière:</b>	<b>Dairy Industry:</b>	
Ord. 59-Sp-I-A (Charges pour contenants - Charges for containers).....		1332

Finances		Finance	SOUMISSIONS		TENDERS
<i>Assurances:</i>		<i>Insurance:</i>			
Emmco Insurance Company.....		1332	Auteuil, ville - town ( <i>Correction</i> ).....		1357
<b>Instruction publique</b>		<b>Education</b>	Buckingham, ville - town.....		1358
<i>Municipalité scolaire de: School Municipality of:</i>			Laval-des-Rapides, ville - town.....		1360
Anticosti ( <i>Dem.- Appl.</i> ).....		1336	Mont St-Hilaire, munic.....		1359
Arvida Diss. ( <i>Dem.- Appl.</i> ).....		1336	St-Agathe-des-Monts, ville - town....		1361
Candiac ( <i>Prot.</i> ), ville - town ( <i>Dem.- Appl.</i> ).....		1333	St-Hyacinthe, comm. scol.- school comm.....		1362
Chicoutimi Diss. ( <i>Dem.- Appl.</i> ).....		1336	St-Lambert, cité - city.....		1364
Delisle ( <i>Acc.- Grant.</i> ).....		1335	St-Léonard-de-Port-Maurice, ville - town.....		1365
Delson Junction ( <i>Ptot.</i> ) ( <i>Dem.- Appl.</i> ).....		1333	<b>SYNDICATS</b>		<b>SYNDICATES</b>
Kénogami Diss. ( <i>Dem.- Appl.</i> ).....		1336	<b>Coopératifs</b>		<b>Cooperative</b>
Lac-Carré ( <i>Acc.- Grant.</i> ).....		1333	Caisse Populaire du Collège Classique de Thetford (La) - ( <i>Fond.- Found.</i> ).....		1367
La Pêche ( <i>Acc.- Grant.</i> ).....		1336	Coopérative d'Habitation de Gaspé ( <i>Fond.- Found.</i> ).....		1366
L'Assomption ( <i>Acc.- Grant.</i> ).....		1333	Syndicat de Placements Duberger (Le) - ( <i>Fond.- Found.</i> ).....		1367
Mont-Tremblant ( <i>Dem.- Appl.</i> ).....		1337	<b>Professionnels</b>		<b>Professional</b>
Notre-Dame-de-Pierreville, par. ( <i>Dem.- Appl.</i> ).....		1337	Association des Pêcheurs de la Gaspésie ( <i>Nom changé - Name changed</i> ).....		1367
St-Catherine d'Alexandrie Diss. ( <i>Dem.- Appl.</i> ).....		1333	Association des Constructeurs de Richelieu Verchères et Yamaska (L') - ( <i>Const.- Inc.</i> ).....		1368
St-Constant Diss. ( <i>Dem.- Appl.</i> ).....		1333	Syndicat des Plombiers de Trois-Rivières ( <i>Nom changé - Name changed</i> ).....		1367
St-François-Xavier-de-Shefford ( <i>Acc.- Grant.</i> ).....		1333	Syndicat des Professeurs Catholiques de la Région de Port Cartier ( <i>Const.- Inc.</i> ).....		1367
St-Guillaume, par. ( <i>Dem.- Appl.</i> ).....		1337	<b>VENTES</b>		<b>SALES</b>
St-Henri-de-Mascouche ( <i>Acc.- Grant.</i> ).....		1334	<b>Loi de faillite</b>		<b>Bankruptcy Act</b>
St-Victor ( <i>Acc.- Grant.</i> ).....		1334	Turcotte, J. Albert.....		1368
Terrebonne, ville - town ( <i>Acc.- Grant.</i> ).....		1335	<b>SHERIFFS</b>		<b>SHERIFFS</b>
St-Tharsicius ( <i>Dem.- Appl.</i> ).....		1332	<b>Beauharnois</b>		<b>Beauharnois</b>
Trois-Pistoles ( <i>Acc.- Grant.</i> ).....		1335	Interprovincial Building Credits Ltd. vs Amyot.....		1369
Warwick, village ( <i>Acc.- Grant.</i> ).....		1335	<b>Bedford</b>		<b>Bedford</b>
<b>Terres et Forêts</b>		<b>Lands and Forests</b>	Bergeron (L. P.) Ltée vs Trudeau.....		1369
Mégantic, village ( <i>maintenant ville</i> ).....		1338	<b>Chicoutimi</b>		<b>Chicoutimi</b>
Mégantic, village ( <i>now town</i> ).....		1338	Morin vs Maltais.....		1370
St-Benoit Joseph Labre, par.....		1338	<b>Gaspé</b>		<b>Gaspé</b>
<b>Transports et Communications</b>		<b>Transportation and Communications</b>	Couturier (A.) & Fils Ltée vs Vallée....		1370
Chemical fire extinguishers in automobiles, a proval of models.....		1338	<b>Hull</b>		<b>Hull</b>
Extincteurs chimiques dans les autobus, approbation de modèles.....		1338	Bouladier et al vs Perrier.....		1371
<b>Travail</b>		<b>Labour</b>	Western Quebec Construction Ltd. vs Aylmer Park Development Corp....		1371
<i>Industrie ou métiers de: Industry or Trades of:</i>			<b>Mégantic</b>		<b>Mégantic</b>
Alimentation au détail, Québec ( <i>Prél.</i> ).....		1350	Labrecque vs Guérard.....		1374
Barbers and hairdressers, Joliette ( <i>Amend.</i> ).....		1343	<b>Montréal</b>		<b>Montreal</b>
Barbers and hairdresser, St-François ( <i>Levy</i> ).....		1352	Century Credit Union (Lachine) Ltd. vs Ockenden.....		1374
Barbiers, coiffeurs et coiffeuses, Joliette ( <i>Mod.</i> ).....		1343	Perrault (Léo) Ltée vs Champagne....		1375
Barbiers, coiffeurs et coiffeuses, Saint-François ( <i>Prél.</i> ).....		1352	<b>Québec</b>		<b>Quebec</b>
Commerce de gros et détail, Rimouski ( <i>Prél.</i> ).....		1353	Sainte-Foy, cité - city vs Bertrand....		1375
Commerce, Roberval ( <i>Prél.</i> ).....		1356			
Construction, Rimouski ( <i>Mod.- Amend.</i> ).....		1339			
Funeral services, Montreal ( <i>Amend.</i> ).....		1349			
Lait, Québec ( <i>Prél.- Levy</i> ).....		1355			
Photographes, Trois-Rivières ( <i>Mod.</i> ).....		1345			
Photographes, Trois-Rivières ( <i>Amend.</i> ).....		1345			
Retail food trade, Quebec ( <i>Levy</i> ).....		1350			
Services funéraires, Montréal ( <i>Mod.</i> ).....		1349			
Trade, Roberval ( <i>Levy</i> ).....		1356			
Wholesale and retail trade, Rimouski ( <i>Levy</i> ).....		1353			

<b>Roberval</b>	<b>Roberval</b>	<b>Taxes</b>	<b>Taxes</b>
Hollinger Machines Co. Ltd. vs Girard.	1376	Abitibi, comté - county ( <i>Erratum</i> ).....	1377
Office du Crédit Agricole du Québec		Beaconsfield, ville - town.....	1377
vs Gagné.....	1376	Thetford Mines, cité - city.....	1376
Quebec Farm Credit Bureau vs Gagné..	1376		

